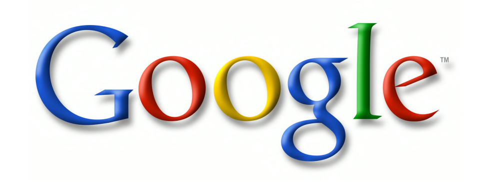






FLORENCE

ET

SES VICISSITUDES,

PARIS. — IMPRIMERIE DE BOURGOGNE ET MARTINET,
rue Jacob, 30.



COME PERE DE LA PATRIE.



DANTE ALIGHIERI.

FLORENCE

ET

SES VICISSITUDES,

1215-1790,

PAR

M. DELÉCLUZE.

AVEC

UNE CARTE DE FLORENCE ET NEUF PORTRAITS
DE CÉLÈBRES FLORENTINS.

TOME PREMIER.



PARIS,

LIBRAIRIE DE CHARLES GOSSELIN ET Ce,

9, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

M DCCC XXXVII.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TOME Ier.

RÉPUBLIQUE.

OLIGARCHIE.

MONARCHIE.

AVERTISSEMENT.

Le récit des vicissitudes politiques et intellectuelles de Florence a presque l'intérêt d'une histoire de famille pour les nations de l'Europe moderne, car Florence est leur aînée, et a en quelque sorte présidé à leur éducation. Aussi suis-je étonné, tout en m'en réjouissant, d'être des premiers en France à traiter un si riche et si noble sujet. Fasse le ciel que l'ardeur, les soins et le plaisir avec lesquels j'ai poursuivi et achevé cette difficile entreprise n'aient pas trahi mes espérances!

Rien n'est si grand et si simple dans son ensemble que l'histoire de Florence; mais aucune autre n'est surchargée de détails aussi minutieux que celle de cette cité. En en faisant le récit, j'ai donc cherché, sans omettre aucun des événements qu'il est indispensable de faire connaître, à présenter la succession et l'enchaînement des faits, de manière à ce qu'ils se classent

et se gravent facilement dans l'esprit. J'ai voulu que le lecteur découvrît par lui-même les grands enseignements que l'on en peut tirer, et qu'enfin, après la lecture, il restât dans l'intelligence de celui qui aura pris la peine de la faire, quelque chose de clair, de vrai et d'instructif.

Mais ce sujet est neuf pour la France, et les écrivains italiens qui l'ont traité dans son ensemble ou en partie, ne sont généralement pas connus dans notre pays. Aussi regardé-je comme un devoir d'indiquer les auteurs qui ont servi de guide à mes travaux, et dans lesquels les lecteurs qui voudraient s'assurer de l'exactitude de mes récits pourront puiser des renseignements certains. Voici donc, en suivant l'ordre des temps où ils ont vécu, la liste des principaux écrivains que j'ai consultés ou suivis :

Histoire florentine de Ricordano Malespini, depuis la fondation de Florence jusqu'à l'an 1281, avec la suite jusqu'en 1286, par son neveu François Malespini. Ce sont les deux plus anciens historiens florentins.

La Chronique de Dino Compagni, qui commence en 1280 et finit en

1312. Cet écrivain était du parti Gibelin.

La Chronique ou histoire de Jean Villani, du parti Guelfe, qui va jusqu'au mois de février 1347.

La Chronique de Mathieu Villani, neveu dn précédent, comprenant ce qui s'est passé à Florence de 1348 jusqu'à 1363.

La Chronique de Philippe Villani, fils du précédent, de 1363 jusqu'à 1375.

La Chronique de Donato Velluti, jusqu'à 1367.

La Chronique de GinoCapponi,où est rapportée jour par jour la grande insurrection populaire qui eut lieu à Florence en 1378.

La Chronique de Buonacorso Pitti, du parti Guelfe, de 1374 à 1430.

Histoire, par Goro Dati du parti Guelfe, qu'il a écrite vers 1440.

Chronique de JeanMorelli,de1393à1421.

Histoire florentine de Poggio écrite en latin.

Histoire florentine de Léonard-Bruni Arétin, écrite en latin.

Conjuration des Pazzi, écrite en latin, par Ange Politien.

Histoire de la cité de Florence, par Jean Nardi, de 1494 à 1531.

L'Histoire florentine et les écrits politiques et diplomatiques de Machiavelli, jusqu'à 1527.

Les Commentaires sur les révolutions civiles de Florence, de 1225 à 1537, par le sénateur Philippe Nerli.

L'Histoire de Florence, par Benedetto Varchi, de 1440 à 1538.

Histoire de Bernard Segni, de 1527 à 1555.

Histoire de J.-B. Adriani, de 1536 à 1574.

Histoire florentine de Scipion Ammirato, depuis l'origine de Florence jusqu'en 1573.

Histoire de la Toscane jusqu'à l'avénement des Médicis au grand-duché, par Laurent Pignotti, jusqu'à 1531.

Histoire du grand-duché de Toscane sous le gouvernement des princes de la maison Médicis, par Riguccio Galluzi, de 1530 à 1737.

Mémoires de Scipion de Ricci, évêque de Pistoia, par de Potter, 1765-1790.

Sans désigner ici une foule de polygraphes italiens, dont plusieurs sont cités dans le cours de l'ouvrage que l'on va lire, on ajoutera, pour compléter la liste des historiens ci-dessus mentionnés, l'indication des précieux ouvrages de Muratori : *Scriptores rerum italicarum*, où se trouvent, avec beaucoup d'autres, toutes les chroniques florentines déjà mentionnées; et ses Annales d'Italie, au moyen desquelles on peut facilement établir le synchronisme des événements et des hommes.

Au surplus, les personnes à qui ces écrivains ne suffiraient pas, pourront consulter la Bibliographie historique et raisonnée de Dominico Moreni, où elles trouveront un ample catalogue de tous les auteurs qui ont traité de ce qui se rapporte à l'histoire de Florence.

Dans la plupart de ces livres, les recherches sont faciles à faire, soit avec le secours des tables qui s'y trouvent, soit en recherchant le millésime placé au commencement de chaque paragraphe dans les chroniques, ou en tête de la page des histoires, précaution qui a été prise en particulier dans l'une

des plus étendues et des plus complètes, celle de Scipion Ammirato.

Pour faciliter ces recherches à ceux qui auraient l'idée de les faire, et afin d'éviter les notes qui nuisent toujours à un récit et auraient singulièrement augmenté le volume de cette histoire, on a pris le plus grand soin d'indiquer les dates au moyen desquelles on pourra avoir recours aux auteurs originaux.

Pour l'intelligence de quelques parties de l'histoire locale de Florence, on y a ajouté un plan de cette ville. Les deux premières enceintes dont on trouvera la description dans le texte, sont marquées sur le plan, par des traits plus forts et plus noirs, le long des rues modernes qui en indiquent les traces. Quant à la troisième et dernière enceinte fortifiée, celle qui existe encore aujourd'hui, elle forme l'ensemble du plan tel qu'on le présente.

Un procédé des plus ingénieux en lui-même, et si utile à la science, celui de M. Colas, pour reproduire par la gravure et avec une exactitude parfaite, les médailles, nous a permis de joindre au récit des

vicissitudes de Florence huit portraits de célèbres Florentins et celui d'un homme étranger à cette ville par sa naissance, mais qui en a fait sa patrie adoptive par les vertus paternelles avec lesquelles il l'a gouvernée. Ces neuf personnages sont : Dante Alighieri, Côme, père de la patrie, Laurent dit le Magnifique, Jérôme Savonarola, Pierre-Léopold, grand-duc de Toscane, Galilée, Michel-Ange Buonarotti, Alexandre des Médicis, et Lorenzino des Médicis.

Quelques unes de ces médailles, celles entre autres de Côme, père de la patrie, de Laurent le Magnifique, de Dante et de Savonarola, gravées à l'époque où l'art florentin était dans toute sa force, au xve siècle, sont des monuments aussi précieux par les traits des hommes illustres qu'ils reproduisent, que par la largeur et l'excellence de leur travail.

Non moins parfaites dans leur exécution, mais déjà moins grandioses d'aspect, les médailles d'Alexandre et de Lorenzino des Médicis, achevées sous l'influence de Benvenuto Cellini en 1534 et 1536, témoi-

gnent des modifications que l'art avait subies à Florence.

Mais on le sent faiblir dans les médailles de Michel-Ange et de Galilée, frappées au commencement du XVIIe siècle; et on le trouve totalement abâtardi dans la pièce de monnaie portant l'effigie du grand-duc Pierre-Léopold, et le millésime de 1769.

En ajoutant à cette histoire ces neuf portraits reproduits avec une fidélité si complète, que l'on peut parler de la copie avec la même liberté que des originaux, on a eu l'intention de donner quelques monuments de l'art florentin; on a voulu que ce qui n'est ordinairement qu'un surcroît de luxe dans un livre, devînt tout à la fois dans celui-ci une occasion de plaisir et d'instruction pour le lecteur.

Enfin pour rendre l'usage de ce livre plus commode, on y a joint une table des matières qui facilitera les nouvelles recherches à ceux des lecteurs qui le jugeraient digne d'être consulté de nouveau.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TOME II.

GOUVERNEMENT.

PHILOSOPHIE.

MOEURS.

FLORENCE.

RÉPUBLIQUE.

I.

Origine de Florence. — Armes de cette ville. — Le Lis et le Lion. — Le vieux Palais.

Que Florence ait été originairement une ville étrusque, qu'elle soit passée ensuite sous la domination romaine, et qu'après avoir été détruite de fond en comble par Attila elle ait été rebâtie par les Romains, ce sont des faits à peu près certains, mais qui, pour être affirmés, exigeraient des recherches archéologiques auxquelles on n'a pas l'intention de se livrer ici. Quelque fondées que puissent être la plupart des savantes hypothèses formées sur ces importantes questions, elles reposent cependant sur des documents si peu nombreux et qui donnent matière à tant de contestations parmi les érudits que l'on s'abstiendra de prendre part aux discussions que fait naître la première origine de Florence.

Le nom de Florence d'ailleurs est à peine cité par les historiens de l'antiquité, tandis que Flo-

rence moderne, depuis le siècle de Charlemagne, est une des villes de notre Europe dont le nom retentit avec le plus d'éclat dans l'histoire, soit par le souvenir des étranges et terribles événements politiques dont elle a été l'âme et le théâtre; soit à cause de la précocité de ses efforts pour perfectionner la civilisation, soit enfin par l'incroyable ardeur et le rare talent avec lesquels ses citoyens ont su cultiver, honorer et répandre la philosophie, le commerce, les lettres, les arts et les sciences.

La vallée où repose Florence est située géographiquement à 28 degrés 59′ 3″ de longitude, et à 43 degrés 46′ 30″ de latitude. Cette vallée, dans laquelle coulent l'Arno et un autre torrent plus petit, le Mugnone, passe pour avoir toujours produit des lis sans culture. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il en croît encore et qu'il n'est pas très rare d'en voir les vieux murs couverts. De là: *Fiorenza, Firenze*, dont nous avons fait *Florence*, la ville fleurie; de là les armes de la République de Florence, un lis blanc sur un champ rouge.

L'étude dela science héraldique, qui ne fournit ordinairement qu'un appât à la curiosité et parfois des détails précieux pour l'histoire, a cela de particulier à Florence, qu'elle donne encore des enseignements profonds que les observateurs peuvent mettre à profit pour apprécier tout à la fois ce qu'il y a de fort et de frivole dans le caractère de l'homme et des nations.

Parmi les édifices qui concourent à former ce que l'on appelle à présent à Florence la place du Grand Duc, le voyageur remarque d'abord, et

malgré lui, le vieux palais bâti en 1298. C'est là où se tenait le siége du gouvernement au temps de la République.

Au-dessous de l'espèce d'entablement qui couronne cette citadelle, on aperçoit une suite d'écussons dont le nombre s'élève à neuf, et qui témoignent des différents gouvernements, princes et tyrans qui ont successivement régi à leur guise et selon leurs passions les intérêts de la ville de Florence.

Après l'écusson au lis blanc sur fond rouge, on en voit un autre dont le lis est rouge et le champ blanc. En 1251, les Florentins étant divisés en deux factions, les Guelfes et les Gibelins, ces derniers, pour consacrer leur victoire, modifièrent ainsi les armes de la ville. Puis, suivent les armes du duc d'Anjou et de Robert, roi de Naples, celles des Guelfes avec les clefs du Saint-Siége, les armoiries du duc d'Athènes, les outils des cardeurs de laine qui ont été maîtres de Florence pendant quelques jours, les six balles des Médicis, et enfin les armoiries de Napoléon et des grands ducs de la maison d'Autriche.

Parmi ces écussons, il en est un encore sur lequel on ne découvre pas sans surprise le monogramme qu'il renferme; c'est celui de Jésus-Christ. En effet, malgré le mélange de sacrilége et de ridicule que présente un tel fait, il est certain; en l'an 1527, au premier de juin, Nicolas Capponi, alors gonfalonier de Florence, eut l'idée, pour calmer l'effervescence des citoyens et les rappeler à des idées d'obéissance, de proclamer Jésus-Christ roi des Florentins. Cepen-

dant il voulut que cette nomination fût soumise à l'élection du grand conseil, composé de mille votants, dont vingt s'opposèrent à ce que le fils de Dieu fût roi de Florence; car nul peuple ne tombe plus difficilement d'accord sur la même opinion que les Florentins. Voici l'inscription que le gonfalonier fit mettre sous le monogramme:

CHRISTO REGI SUO DOMINO DOMINANTIUM
DEO SUMMO OPT. MAX. LIBERATORI
MARIÆQUE VIRGINI REGINÆ DICAVIT
AN. SAL. MDXXVII (1527).

S. P. Q. F.

Ce vieux palais et quelques ornements qui en décorent les murs, la porte d'entrée et les environs, sont comme une préface visible de l'histoire de la ville de Florence. Cet édifice présente une masse quadrangulaire où l'on n'aperçoit que des croisées rares et une petite porte. Il est couronné par un étage supérieur disposé pour la défense et garni par conséquent de meurtrières et de créneaux. Avant 1298, époque à laquelle on en jeta les fondations, les magistrats de la République étaient si fréquemment exposés aux violences populaires, qu'il parut indispensable de les mettre à l'abri d'un coup de main, et de leur fournir même les moyens de pouvoir résister aux attaques du peuple pour maintenir l'exécution des lois.

Le vieux palais était donc une forteresse; aussi

voit-on s'élever au-dessus de ses créneaux une tour carrée surmontée jadis d'un beffroi renfermant une cloche que le duc Alexandre de Médicis fit briser en 1531, afin que cet antique moyen d'appeler et de soulever le peuple contre les grands ne pût plus être mis en usage.

A l'angle gauche de cette citadelle, et sur les marches parallèles à sa façade, est une assez petite statue de pierre représentant un lion. C'est *le lion de Florence*, espèce d'enseigne ou d'armoirie dont la tradition dans ce pays est aussi ancienne que celle du lis fleuri. En effet, les armes complètes de la ville de Florence se composent de l'écusson avec le lis près duquel est un lion.

D'après ce que disent les historiens et les chroniqueurs florentins, il paraît que le goût des anciens Romains pour les lions apprivoisés s'est répandu et conservé dans la Toscane. S'il fallait en juger par le nombre des anecdotes où il est question de ces animaux échappés et disposant généreusement de la liberté, il faudrait en conclure en effet que l'on en nourrissait une assez grande quantité dans les villes. Les relations de la Toscane avec l'Afrique, établies de fort bonne heure par les Pisans, ainsi que la douceur du climat de l'Italie, expliquent d'ailleurs la facilité que Florence dut avoir pour satisfaire cette fantaisie. On faisait l'achat de lions à peu de frais, et ces animaux pullulaient à Florence. Goro Dati, historien du XIVe siècle, rapporte un fait curieux à ce sujet. En parlant de ce vieux palais dont il est question, il ajoute : « Derrière il y a une grande » cour où l'on nourrit toujours beaucoup de lions.

» Ils font des petits presque tous les ans, et lors-
» que j'ai quitté Florence, en 1331, j'en vis là vingt-
» quatre, tant mâles que femelles. »

Quoi qu'il en soit, ce pauvre petit lion de pierre, appelé en italien *marzocco*, mot qui le désigne et sert tout à la fois de sobriquet aux gens dont l'intelligence est dure, ce petit lion, ce marzocco est là, sur la place du Grand Duc de Toscane, témoin impassible des jeux de Polichinelle aujourd'hui, comme pendant le cours de cinq siècles il a assisté aux tumultes civils de la République, aux scènes furieuses causées par les partis Guelfe et Gibelin, aux efforts du commerce, aux merveilles des arts, et à toutes les vicissitudes d'une ville qui semble avoir été destinée à fournir des spécimens à l'Europe de toutes les vertus, de toutes les folies, de tous les vices, de tous les talents et enfin de toutes les espèces de gouvernements que les publicistes, depuis Aristote jusqu'à Montesquieu, se sont efforcés d'analyser et de décrire.

A la droite de ce palais s'élève une très grande tribune destinée originairement, en 1374, à préserver des intempéries de l'air les magistrats de Florence lorsqu'ils entraient en fonctions devant le peuple assemblé. Cet édifice, qui a pris le nom de Loge des Lanciers depuis que Côme, premier duc de Toscane, y faisait rassembler sa garde, renferme plusieurs statues curieuses autant par leur mérite que par les époques auxquelles elles se rattachent. Au sommet d'une colonne élégante est placée une figure de Judith coupant la tête à Holopherne. Cet ouvrage, de Donatello, consacre

la mémoire de l'expulsion de la famille des Médicis, et sur sa base on lit ces mots :

EXEMPLUM SALUT. PUBLIC. CIVES POSUERE. MCCCCLXXXXV (1495).

A quelque distance de cette statue sont celles non moins importantes du David colossal de Michel-Ange, de l'Hercule par Baccio Bandinelli, du Persée de Benvenuto Cellini et de la figure équestre de Côme, premier grand duc de Toscane, exécutée par Jean de Bologne.

On ne tardera pas à le reconnaître, la façade du vieux palais et ce qui l'entoure est un résumé visible de l'histoire de la ville de Florence, et quand sa description sommaire tient lieu d'introduction et de préface, ce n'est point un jeu d'esprit auquel on a prétendu se livrer. C'est un document abrégé dont on a cru qu'il était à propos de se servir.

II.

*

Première enceinte de Florence, sous Charlemagne, en 801.
Deuxième enceinte sous la comtesse Mathilde, 1078.

Les savants qui ont traité des antiquités de la Toscane, disent que Florence antique a été détruite par les hordes venues du Nord, en 543 ou 549.

Ce fut au mois d'avril de l'an 801 que Charlemagne, à la prière du pape Léon III et des anciens citoyens de Florence, prit la résolution de réparer cette ville. On s'efforça, dit-on, de la rebâtir sur le modèle de Rome, et de lui donner plus de grandeur et de régularité qu'elle n'en avait avant. Elle eut, assure-t-on, quatre portes principales auxquelles correspondaient quatre grandes rues qui formaient une croix, dont les bras marquaient les quatre points cardinaux de l'horizon.

On estime que le diamètre de cette première enceinte de Florence était à peu près le cinquième de celui qu'elle a aujourd'hui. Alors la ville n'occupait qu'une partie de l'espace compris

au nord sur la rive droite de l'Arno, jusqu'au torrent le Mugnone. Le quartier d'Outre-Arno, où est le palais Pitti, du côté de St-Miniato-al-Monte, ne fut habité que beaucoup plus tard.

Le vieux marché, qui était situé entre la place du Grand-Duc et la cathédrale d'aujourd'hui, formait alors la grande place de Florence, et c'était dans ses environs que se trouvaient les maisons ou palais de toutes les anciennes familles du pays. Malgré le soin que l'auteur qui nous guide, Varchi, prétend que l'on eut, du temps de Charlemagne, de faire quatre grandes rues symétriquement tracées en croix, il ajoute cependant que les rues de cette nouvelle Florence étaient étroites, courtes, entrecoupées, comme elles le sont encore autour du quartier dit du *Vieux-Marché*. La cathédrale et le baptistère, ajoute-t-il, étaient hors les murs, et l'église de St-Étienne, maintenant dans le centre de la ville, était située au milieu d'un marais.

Depuis cette époque jusqu'à la fin du XIIe siècle, Florence fut immédiatement soumise à des préfets impériaux, puis à des marquis, à des comtes feudataires de l'empire, comme tout le reste de la Toscane.

Bien que le sujet que nous traitons, l'histoire de la ville de Florence, nous impose la loi d'écarter toutes les questions qui ne se rattachent qu'à l'histoire générale de la Toscane, cependant, pour éclaircir quelques grands événements politiques, pour jeter un jour plus vif sur les motifs des discordes civiles qui éclatèrent dans le XIIIe siècle à Florence, il est indispensable de faire connaître

le grand événement qui en a été la première et la véritable cause, ainsi que les personnages imposants dont les résolutions religieuses et politiques influèrent avec tant de force et de durée sur la gloire, la prospérité et les malheurs de la Toscane, et en particulier de Florence.

La Toscane demeura soumise aux Romains jusqu'à l'invasion des barbares vers la fin du v[e] siècle. Sous le règne des Goths, qui dura à peu près soixante ans, elle fut gouvernée par un préfet de cette nation. Les Lombards, ayant conquis la Toscane sur les Goths en 568, nommèrent pour la régir des ducs amovibles qui s'éteignirent en 774, avec le royaume de Lombardie. Enfin, Charlemagne, destructeur de cette dernière monarchie, soumit la Toscane à des comtes, à des marquis chargés de garder les différentes marches de la Toscane.

Ce pays fut donc exclusivement gouverné sous l'influence impériale depuis 847 jusqu'à l'époque où la grande comtesse Mathilde, fille de Boniface et de Béatrice, succéda, en 1076, à sa mère, qui était restée veuve pendant six ans.

On a arrangé une histoire officielle et consacrée de cette étrange princesse: histoire adoptée généralement, quoiqu'elle s'accorde assez peu avec les récits très contradictoires que les faiseurs de chroniques, les poëtes et certains historiens graves, tels que Villani, entre autres, ont donnés sur elle. En lisant et en résumant toutes les relations diverses touchant sa naissance, son mariage et sa conduite comme souveraine, il semblerait que sa naissance était à peine légitime, qu'elle avait

fort peu de goût pour le mariage, qu'elle a traité son époux en femme qui voulait être la maîtresse, et qu'enfin, outre les grandes richesses que ses États lui fournissaient pour lever des troupes, elle s'entendait fort bien à faire la guerre. Mais ce qu'il y a de saillant dans le caractère et la conduite de Mathilde, c'est son attachement inviolable pour l'Église catholique; c'est la donation de tous ses biens qu'elle fit secrètement, en 1077, à Grégoire VII, ou plutôt à l'Église romaine, que ce pontife représentait; c'est le courage, la ténacité avec lesquels elle défendit l'Église jusqu'à la fin de ses jours, en protégeant Urbain II et Pascal II comme elle avait protégé Grégoire.

Enfin, trois ans avant de mourir, elle renouvela l'acte de sa donation. Or, il est à remarquer que cette donation de Mathilde comprenait non seulement toutes les terres patrimoniales qui lui appartenaient en franc-alleu et dont elle pouvait disposer, mais aussi les fiefs qu'elle possédait sous la directe et comme fiefs de suzerain immédiat de la couronne d'Italie.

Les papes ne firent point cette distinction, et s'arrogèrent également les uns et les autres, tant en souveraineté qu'en propriété. De leur côté, les empereurs s'opposèrent de tout leur pouvoir à une usurpation si manifestement contraire aux droits de l'empire, et les longs et cruels différends qui en résultèrent eurent une durée de plus de deux siècles. Telle est en effet l'origine véritable des deux factions qui divisèrent plus tard Florence et toutes les villes de la Toscane, sous les noms de Guelfes et de Gibelins.

La donation secrète que Mathilde fit de ses biens à l'Eglise eut lieu en 1077, dans son château de Canosse, lorsqu'elle y avait assuré une retraite à Grégoire VII, poursuivi alors par l'empereur Henri IV. La charte qui confirme cette donation, passée également à Canosse, porte la date de 1102, trois ans avant la mort de cette princesse (24 juillet 1115).

Il est à remarquer que de toutes les villes de la Toscane, Florence est celle qui a témoigné l'attachement le plus inviolable à la comtesse Mathilde et à Grégoire VII. Or, cette disposition favorable aux intérêts du Saint-Siége dès les commencements des querelles qui s'élevèrent entre Rome et l'empire, mérite d'autant plus d'être observée, que par la suite la grande majorité des habitants de Florence a toujours été du parti Guelfe, celui qui se rattachait aux intérêts du Saint-Siége pour éviter la domination des empereurs.

Cette donation de la comtesse Mathilde, faite sans doute par elle dans des intentions purement pieuses, eut les conséquences politiques les plus graves. Par cet acte, les droits de l'empire sur la Toscane furent annulés pour les uns et mis en question pour beaucoup d'autres. Les événements historiques en fournissent la preuve. Après la mort de Mathilde, la Toscane cessa pour un temps d'avoir des ducs, parce que la ville de Lucques, à laquelle était attaché en propre le titre de comté-duché, commença dès lors à se gouverner par elle-même. Il en fut de même de Pise, qui se rendit aussi indépendante; et c'est de cette époque, c'est-à-dire dès les premières années du XIIe siècle,

que commencèrent à se manifester ce besoin de liberté, cet instinct de républicanisme, qui bientôt prirent un si grand développement dans la Toscane et surtout dans la ville de Florence.

Les alternatives de revers et de succès entre les défenseurs du Saint-Siége et les armées impériales, contribuèrent singulièrement à exalter les haines et les espérances qu'éprouvaient sans cesse les Toscans. Ils prirent dès lors l'habitude d'envisager tous les événements avec passion, et de ce moment ils ne restèrent jamais neutres dans la grande querelle des papes et des empereurs.

Cependant Welphe ou Guelfe d'Est reçut, en 1153, de son neveu Frédéric Barberousse, roi des Romains et depuis empereur, l'investiture de la marche de Toscane, en même temps que celle des biens allodiaux de la comtesse Mathilde et du duché de Spolette. L'an 1195, Philippe, cinquième fils de l'empereur Frédéric Ier, succéda à Welphe, et fut nommé marquis de Toscane par l'empereur Henri VI son frère. Ce Philippe garda toute sa vie la Toscane et les autres biens de la succession de Mathilde; mais après la mort de l'empereur Henri VI son frère, il n'y conserva qu'une autorité qui alla toujours en déclinant. En effet, le pape Innocent III redoubla d'efforts en ce moment, pour faire rentrer le Saint-Siége en possession des biens de Mathilde, et après en avoir recouvré une bonne partie par la force des armes, il fit, pour devenir maître de toute la Toscane, une ligue avec Pistoia, Lucques et Florence. Pise seule demeura fidèle à l'empereur, et, bien que se gouvernant elle-même, elle ne voulut pas se

lier aux intérêts du Saint-Siége. Les historiens les plus éclairés, à l'opinion desquels nous nous rangerons, signalent cette scission entre les principales villes de la Toscane comme la véritable origine des deux factions des Guelfes et des Gibelins en Italie. Ceux qui s'attachaient aux papes, pour conserver leur liberté et n'être plus vexés par les officiers de l'empire, s'appelaient les *Guelphes* ou *Welphes;* ceux, au contraire, qui étaient du parti de l'empereur, se nommaient *Gibelins* ou *Ghibelins.* Dans cette dernière faction on voyait figurer principalement les marquis, les comtes, les châtelains, et les autres nobles qui jouissaient des fiefs de l'empire, cherchant ainsi à former un corps pour se maintenir contre les villes libres qui s'efforçaient de les assujétir.

Cependant plusieurs de ces villes libres, mais que l'empereur traitait favorablement, comme Pise par exemple, entrèrent aussi dans la faction gibeline, par le besoin qu'elles avaient de la protection des empereurs pour n'être pas ruinées par d'autres villes voisines, plus puissantes ou plus aguerries qu'elles; ce qui fut précisément le cas de Pise à l'égard de Florence.

Mais l'animosité entre ces deux factions fut singulièrement augmentée, vers l'an 1200, par la rivalité de Philippe de Souabe et d'Otton IV, tous deux compétiteurs pour l'empire. Le premier, descendant de l'ancienne maison de *Ghibling*, avait contre lui le pape qui favorisait Otton, issu de la maison des Welphes (ou Guelfes). De là vient que Guelfe et partisan du pape signifia la même chose

dans la suite, comme *Gibelins* fut le nom des partisans de l'empereur.

L'histoire des factions guelfe et gibeline est si étroitement liée à celle de l'accroissement de la ville de Florence et aux vicissitudes de son gouvernement républicain, que l'on a jugé indispensable d'en faire connaître nettement l'origine, les causes et leurs premiers développements. On s'est efforcé surtout de mettre d'avance le lecteur au courant de la position respective de ces deux partis, ainsi que du sens véritable qu'il faut attacher aux dénominations qu'ils ont prises. Pour faire de ces matières tant soit peu confuses une exposition plus claire et n'y plus revenir, on a cru devoir anticiper d'un demi-siècle, en traçant sommairement l'histoire de ces deux factions.

DEUXIÈME ENCEINTE DE FLORENCE.

Reprenons donc l'ordre des temps. On a dit le peu que les historiens rapportent sur la première enceinte de Florence, sur la Florence de Charlemagne. Cherchons maintenant ce que pouvait être cette ville sous la grande comtesse Mathilde. Tout près de Florence, du côté des Apennins, s'élève une colline sur laquelle est un village qui fut une ville fameuse autrefois. On le nomme Fiesole. Il est certain que, dans des temps fort reculés, la ville de Fiesole, dont on voit encore aujourd'hui les restes d'une enceinte de murs étrusques, était beaucoup plus puissante que Florence, qu'elle dominait d'ailleurs par sa po-

sition, et vraisemblablement par son importance. Vers 1010, Fiesole existait encore comme ville ; mais l'accroissement des richesses et des habitants de Florence, et la position de cette dernière ville, plus favorable pour le commerce, fit cesser peu à peu la supériorité militaire que Fiesole avait eue sur elle. Les habitants de ces deux villes rivales en venaient continuellement aux mains, et bien qu'il se fût établi forcément des relations de commerce journalier entre ces deux cités, cependant les Fésulans, plus aguerris et surtout mieux fortifiés, laissaient passer peu de temps sans harceler les Florentins. Ceux-ci, jugeant par l'expérience qu'ils n'étaient point assez nombreux pour s'emparer de vive force de Fiésole, firent plusieurs trèves, pendant lesquelles les populations des deux villes se rapprochèrent et s'unirent même par des opérations de commerce, et en contractant des amitiés et des mariages de famille à famille. Soit par instinct de conservation et d'agrandissement, soit par ruse et par politique, toujours est-il que les Florentins, après avoir tranquillisé les Fésulans sur leur compte, s'avisèrent un jour de St-Romulus, qui était la fête patronale de Fiésole, de faire cacher des troupes dans les environs de cette ville, en sorte que les portes étant ouvertes, les citoyens sans appréhension et sans armes, les Florentins entrèrent tout-à-coup, s'emparèrent de la ville, ne passant par les armes que le petit nombre des habitants qui eurent l'idée de faire résistance, et laissant à tous les autres la faculté de descendre à Florence pour s'y établir et partager avec eux leurs travaux

et les avantages de leur cité. Fiesole prise, on se rendit maître de la citadelle ; la ville fut entièrement rasée, à l'exception de l'Évêché dont on conserva même la juridiction.

L'incorporation des Fésulans dans la cité de Florence augmenta singulièrement le nombre des habitants de cette dernière ville. On sentit immédiatement le besoin de l'agrandir.

Jusqu'alors il n'y avait qu'un pont à Florence : le Vieux-Pont (*Ponte Vecchio*). Le quartier Sto-Spirito, de l'autre côté de l'Arno, n'existait pas. En suivant sur le plan le plus imparfait de la ville de Florence les traces qui vont être indiquées, on se formera une idée nette de la première enceinte de Charlemagne, et bientôt après de la seconde, de celle qui répond à peu près au temps de la comtesse Mathilde.

Pour reconnaître la première enceinte, il faut partir du vieux pont, et suivant en remontant le cours de l'Arno, jusqu'à l'alignement de la rue des Lions, derrière le vieux palais qui existe aujourd'hui, remonter cette rue des Lions, puis les suivantes, jusqu'au Dôme ou cathédrale; puis tourner à gauche et aller droit jusqu'à la place de Ste-Marie-Nouvelle. Enfin, de là, en allant au pont della Carraia, on a parcouru, quand on est revenu au Vieux-Pont, les quatre côtés de l'enceinte de Charlemagne.

La seconde enceinte est plus facile à saisir. En prenant pour diamètre le quai le long de l'Arno, entre les deux ponts qui existent aujourd'hui, le pont Rubaconte ou aux Grâces, et celui della Carraia, on peut suivre un demi-cercle irrégu-

lier que l'on indiquera par l'emplacement des monuments les plus remarquables. Ainsi, du Pont-aux-Grâces, on passe devant la place de Ste-Croix, pour aller à Ste-Marie-Neuve, puis à l'église de St-Laurent, puis à la place Vieille, à celle de Ste-Marie-Nouvelle, et de là, retomber au pont della Carraia. Telle est à peu près l'étendue de la deuxième enceinte qui fut terminée vers 1078, au temps de la grande comtesse Mathilde.

A cet aperçu général de la ville de Florence en 1078, on ne saurait ajouter que peu de détails. L'enceinte en était formée par un fossé et des palissades. Il paraît qu'alors, et là à peu près où est aujourd'hui le Pont-aux-Grâces, il y avait dans l'Arno une île couverte d'habitations, toutes choses dont on ne voyait déjà plus aucune trace dans le cours du XVIe siècle. Aujourd'hui il ne subsiste absolument rien de la Florence de Charlemagne ni de celle de Mathilde, si ce n'est quelques bases de tours carrées. Tout le reste a été détruit par les guerres, les inondations, et par les nombreux incendies dont cette cité célèbre a été si souvent la proie. Malgré l'insuffisance des descriptions qui restent, les renseignements que l'on en tire sont précieux cependant, puisqu'ils font prendre une idée assez juste de l'étendue comparative des trois enceintes : celle de Charlemagne en 801; celle de Mathilde en 1078, et enfin celle qui existe encore aujourd'hui, commencée et achevée de 1285 à 1324.

Mais ces restes de tours carrées sont dignes d'attention. Tout porte à croire que quelques uns

de ces édifices remontent à une antiquité beaucoup plus reculée que les temps de Mathilde et de Charlemagne. Les antiquaires affirment, non sans de bonnes raisons, que ces tours ont été bâties par les Étrusques. Ce peuple avait en effet l'habitude de construire des habitations de défenses sous cette forme. L'usage paraît s'en être maintenu à Florence, où encore aujourd'hui, si on jette les yeux sur la ville du faîte d'un édifice élevé, on découvre une assez grande quantité de ces tours comprises ou encastrées, pour la plupart, dans des habitations particulières. Ce spectacle est même une des choses qui frappe et préoccupe le plus les étrangers qui arrivent à Florence.

Ces tours ont beaucoup occupé les savants et les historiens. Muratori (*Antiq. Ital.*, t. II, *Diss.* 26), qui pense que les tours antiques ont servi de modèle à celles dont on voit encore quelques unes aujourd'hui, ajoute que les nobles, les grands d'Italie, ont vraisemblablement commencé à se bâtir des tours particulières, de la fin du IXe siècle au commencement du Xe. Ce goût, ou plutôt ce besoin, ne fit qu'augmenter pendant le XIIe siècle, à ce point que dans la seconde enceinte de Florence on comptait, à ce que rapporte R. Malespini, 150 tours. Chacune portait le nom de la famille à qui elle appartenait, et à cette occasion, l'auteur qui vient d'être cité, donne des détails curieux sur l'ancienne noblesse de Florence.

En comparant la petitesse de cette seconde enceinte avec le nombre des 150 tours dont plusieurs avaient cent brasses de hauteur, on peut

se figurer, si l'on y joint encore par la pensée les églises et les clochers, l'espèce de forêt d'édifices élevés que renfermait cette ville. On a donc cru devoir insister sur la quantité, la forme et l'élévation de ces tours qui ont eu, comme on ne tardera pas à en juger, une influence si grande sur la nature et la durée des discordes civiles des Florentins, ainsi que sur le caractère sombre et terrible de l'architecture de ce peuple.

III.

*

Origine des factions Guelfe et Gibeline, 1215.— Commencements de la République de Florence, 1218.

Il est hors de doute qu'à l'époque de la seconde enceinte, vers la fin du XIIe siècle, Florence était déjà une ville très florissante. Son industrie manufacturière et commerciale et le change ou la banque y avaient attiré des richesses immenses. Il est vraisemblable que dès l'instant où les croisades eurent mis les Européens en rapport avec les Orientaux, la Toscane établit aussitôt, par l'entremise des Pisans, des relations de commerce avec toutes les côtes de la Méditerranée. On ignore cependant à quelle époque l'art de fabriquer la laine et la soie fut introduit précisément en Toscane et à Florence. Mais ce qui fait penser que l'art de la laine au moins y est fort ancien, c'est qu'il est dit dans un acte conservé dans les archives de la ville, qu'en 1204, les consuls ou syndics de Callimala, nom par lequel on désignait l'art de la laine, sont intervenus comme assistants

et témoins à la signature d'un traité de paix passé en cette même année, entre les Florentins et les Siennois. Cet acte donne quelque idée de ce qu'était alors le gouvernement de la ville. On y apprend par l'énumération des magistrats présents aux traités, qu'il y avait deux et quelquefois trois consuls pour chaque corporation, comme celles des juges, des notaires, des changeurs ou banquiers, de Callimala ou du commerce des étoffes de laine.

On n'a du reste que des documents fort incomplets sur la première forme du gouvernement républicain à Florence. Comme toutes les autres villes libres, Florence eut des Consuls; ce titre semblait être une garantie de la liberté et rappelait la grandeur romaine. Leur nombre varia à différentes époques. Il y eut parfois un consul pour l'administration de la justice, deux à la tête des troupes et trois autres appelés majeurs qui régissaient les corporations des arts ou de marchands. Toutefois on apprend encore qu'il y avait des consuls chargés des affaires politiques, et d'autres à qui on commettait le soin de connaître des procès au civil et au criminel.

Dans les premiers temps de la république, il arrivait encore que l'évêque prenait part au gouvernement de l'état, surtout lorsque ce droit lui avait été donné par l'empereur, ou bien s'il avait le titre de comte, ou que l'étendue de ses domaines lui donnât une grande puissance dans le pays.

Quoi qu'il en soit, les consulats furent bientôt abolis. Soit que les citoyens revêtus de ces magistratures en abusassent en faveur de leurs amis

et de leurs parents; soit que leur élection ne se fît jamais sans exciter du trouble, ou qu'enfin leur administration ne parût pas raisonnablement combinée, on commença par diminuer l'autorité des consuls; peu à peu on en restreignit le nombre, et enfin on institua à leur place le Podestat. La loi exigeait que ce nouveau magistrat fût étranger, privé de toutes relations avec ses parents et ses amis, en sorte qu'il pût exercer la justice avec plus d'impartialité, et qu'en quittant sa magistrature il fût moins exposé au ressentiment et aux vengeances de ceux sur le sort de qui il avait eu à prononcer. Les gens de la plus haute distinction ne dédaignaient pas cette charge. Le podestat portait le baudrier militaire, marchait à la tête des troupes dans l'occasion, était ordinairement entouré d'une cour nombreuse, et menait avec lui plusieurs assesseurs au civil et au criminel pour administrer la justice. Ses fonctions ne duraient qu'un an et il était bien rare qu'il fût renommé. Non seulement aucun parent ne pouvait être avec lui, mais on ne lui permettait que rarement de faire venir sa femme. Ni le podestat, ni ceux qui l'aidaient à remplir sa charge, ne pouvaient vivre familièrement avec les citoyens, et il leur était expressément défendu de donner ou de recevoir des invitations de fêtes et de repas.

Les attributions de cette magistrature étaient exorbitantes. Que les podestats aient abusé de leur autorité, que le peuple ait pensé que cette magistrature favorisait trop la noblesse, ou que les soupçons d'un peuple républicain lui aient fait voir avec crainte qu'un seul et même magistrat

qui jugeait les litiges et les crimes et commandait les troupes, pût facilement s'emparer du pouvoir; on divisa son autorité. Ce fut alors que l'on créa le Capitaine du peuple, chargé de conduire les troupes à la guerre et d'interposer son autorité et la force dans le cas de sédition.

Tels sont les documents qui restent sur le gouvernement et l'administration de Florence, vers le temps où cette ville déjà très puissante par son industrie et son commerce, et ayant pris l'habitude de s'administrer elle-même, n'eut pas grand effort à faire pour s'affranchir de la tutèle des officiers de l'empire. Ce qu'il y a de singulier dans l'établissement de la république de Florence, est l'impossibilité où l'on est de déterminer à soixante ans près l'époque où elle a commencé effectivement. Le premier acte officiel émané de cette puissance nouvelle date de 1218. Otto de Mandella, de Milan, étant podestat de Florence, les Florentins firent jurer aux petites communes de leur ville, dont la plupart étaient soumises à des comtes, obéissance à la Seigneurie de la commune de Florence.

C'est au commerce secondé par l'industrie et la banque, que la république florentine doit sa naissance ainsi que son existence brillante mais fébrile et courte. Le commerce, les arts, la poésie, les belles-lettres et les sciences ont été portés à un haut degré par les Florentins, il est vrai, mais il a manqué à ce peuple, l'instinct, le génie de la législation et de la guerre. Malgré toute la pénétration de leur intelligence, malgré la bravoure personnelle dont ils ont souvent donné des preuves

éclatantes, les Florentins n'ont jamais su se défendre ni contre leurs passions, ni contre leurs ennemis.

Ces premiers temps de la république florentine sont marqués par des événements caractéristiques. Déjà, depuis la fin du XIIe siècle, les familles les plus illustres et les plus anciennes s'adonnaient au commerce et à la banque. Le temps ne fit qu'augmenter cette disposition qui rendit de très bonne heure, dans cet état, le patronage et la clientelle soupçonneux l'un envers l'autre, le patriciat et ses prérogatives impossibles, le peuple fier et vain.

La noblesse florentine, qui ne se rattachait véritablement à aucune institution chevaleresque, politique ou monarchique, dont les familles n'avaient pour règle de conduite que leur intérêt privé, ne tarda pas à voir éclater ouvertement la division entre elles. La querelle des papes et des empereurs, au sujet de la donation de la comtesse Mathilde, entretenait dans tous les esprits un élément de discorde qui n'attendait à Florence qu'un prétexte pour se développer complétement. Depuis long-temps déjà, les nobles étaient divisés d'opinion au sujet de ce grand conflit entre les deux plus puissants souverains de l'Europe, lorsqu'une aventure romanesque, servant de prétexte à la fureur long-temps contenue des partis, fit ranger cette noblesse florentine en deux factions qui prirent les armes, levèrent des enseignes différentes et se firent connaître pour Guelfe et Gibeline. Voici comme on assure que la chose se passa : L'an 1215, Gherardo Orlandi étant podestat de Florence, Bondelmonte, de la famille

noble des Bondelmonti, s'était engagé à prendre pour femme une jeune demoiselle de la maison des Amidei, également nobles citoyens de Florence. Bondelmonte, aimable et très beau cavalier, se promenant à cheval dans la ville, quelques jours après la promesse qu'il avait faite, passa près de la maison de la famille des Donati. La dame Donati appela de sa fenêtre le beau cavalier, lui fit reproche du choix qu'il avait fait en lui disant qu'il était indigne de lui, et ajouta, en lui montrant sa fille qui en effet était fort belle: « Tenez, voilà celle que je vous avais gardée. » Le diable s'en mêla, dit l'historien Villani, car Bondelmonte devint incontinent amoureux fou de la jeune demoiselle et promit à l'instant même de l'épouser.

Le bruit de cet événement ne tarda pas à parvenir aux oreilles des parents de la première demoiselle. Ils se rassemblent, se font part de la fureur que leur inspire la conduite de Bondelmonte; ils rougissent l'un devant l'autre de l'injure qui leur a été faite et parlent de se venger. Plusieurs maisons nobles se joignent bientôt à la famille offensée. Là on s'accorde de nouveau pour rendre à Bondelmonte l'injure qu'il a faite, mais on est encore indécis sur le mode de la vengeance. Le frappera-t-on seulement ou doit-on le blesser? Mosca, de la famille des Lamberti, trancha la difficulté. « Qu'il meure, dit-il, » et ainsi fut fait.

Ce fut le matin du jour de Pâques, 1215, que Schiatta des Uberti, Mosca des Lamberti, Lambertuccio des Amidei, Oderigo Fifanti et l'un des comtes de Gangalandi, se rassemblèrent dans la

maison Amidei, près de l'église Saint-Étienne. Instruits d'une course que Bondelmonte devait faire au-delà de l'Arno, ils l'attendirent de l'autre côté de la ville, à la tête du vieux pont, près de Saint-Étienne, là où il y avait alors une statue de Mars. En effet, le jeune parjure ne tarda pas à s'avancer sur le pont. Il était vêtu d'une robe neuve et blanche, et son cheval était caparaçonné de la même couleur. A peine était-il arrivé à l'extrémité du vieux pont, près du piédestal de la statue, que Schiatta des Uberti le jeta à bas de son cheval. Mosca Lamberti et Lambertuccio des Amidei l'assaillirent et le frappèrent, tandis qu'Oderigo Fifanti, après lui avoir coupé les veines, acheva de lui donner la mort.

A peine ce meurtre eut-il été commis, que toute la ville fut mise en rumeur, courut prendre les armes, et se divisa en deux factions. Ceux qui se joignirent aux Bondelmonti étaient pour le parti Guelfe; tout ce qui se rattacha aux Uberti, combattit comme Gibelin. C'est ainsi que commença cette querelle haineuse, sanglante et si longue, dont les vicissitudes sans cesse renaissantes ont vraisemblablement été cause que Florence, la Toscane et d'autres parties de l'Italie n'ont jamais pu asseoir leurs gouvernements sur des bases fixes, sur des institutions sages. Il faut le répéter, le génie de la législation et de la guerre a manqué à Florence. Pour se faire de bonnes lois et se bien défendre, il faut être mû par un intérêt commun auquel toutes les spéculations, toutes les actions d'un peuple se rattachent.

Pour rétablir l'ordre des temps et préciser autant qu'il est possible l'époque à laquelle Florence s'est constituée régulièrement en république, on rappellera que le meurtre de Bondelmonte, et l'éclat des factions guelfe et gibeline, datent de 1215; et que l'acte déjà cité par lequel la république signifia, sous le podestat Otto da Mandella, aux petites communes environnantes, de se soumettre à la seigneurie de Florence, fut publié trois ans après en 1218. Ainsi cette république est née avec cette terrible guerre civile qui a causé tant de malheurs, mais qui peut-être aussi a donné une si forte impulsion aux génies de toute nature, aux talents de toute espèce, aux passions les plus étrangement combinées; qui a fait surgir de ses plus violentes catastrophes des hommes tels que Dante, Michel-Ange, Savonarola, Machiavel, et qui enfin, dans l'espace de peu d'années, a fait fournir à cette Florence, tellement circonscrite dans son étendue, une carrière de nation qui permet de la mettre en comparaison avec les républiques et les monarchies dont l'éclat a été le plus resplendissant, dont la durée a été la plus longue.

IV.

Florence République. — Commerce, manufactures. — Gibelins victorieux, Guelfes bannis, 1247.

S'il est un fait certain, quoiqu'il ait été quelquefois contesté, c'est que la barbarie complète n'a jamais plané sur l'Italie. Assez long-temps, il est vrai, les sciences, les lettres, les arts et l'industrie y sont demeurés dans une torpeur et une inertie qui ont pu faire illusion; mais sous les décombres amoncelés par les peuples du Nord, sous les cendres du vaste incendie qui a ravagé le sol italien, presque partout cependant, il est resté des vestiges intacts de l'ancienne civilisation, brillantes et fécondes étincelles qui, comme les Pandectes de Justinien, comme les monuments de l'architecture et de la statuaire antiques, ont redonné tout-à-coup la vie à une civilisation nouvelle.

En Italie, grâce à la religion chrétienne, la langue latine n'a jamais entièrement cessé d'être écrite

et parlée, et l'intelligence de cet idiôme a constamment protégé la tradition de l'histoire et des lettres. Jamais les arts n'ont été entièrement délaissés ; les tombes sculptées, les catacombes peintes par les premiers chrétiens, ont conservé la pratique de la statuaire et de la peinture. L'industrie même, sur laquelle on a des renseignements moins certains, n'a sans doute pas cessé d'être cultivée. Cette conjecture se transforme en certitude, lorsqu'on lit la description des meubles, des habillements et des bijoux si précieux dont on n'a pas cessé de connaître l'usage pendant les dix premiers siècles de notre ère. On sait même que par les relations non interrompues de l'Italie avec Constantinople et l'Asie, l'industrie de luxe, comme la fabrication des étoffes de soie brochées d'or et d'argent, y a été introduite vers le dixième siècle. Au surplus, la preuve la plus certaine que la tradition des connaissances humaines n'a jamais été complètement interrompue en Italie, c'est la promptitude extraordinaire avec laquelle toutes les branches de la civilisation se sont ranimées tout-à-coup. Ce fut un réveil.

En 1215, après le meurtre de Bondelmonte et l'établissement de la république, après l'éclat subit et terrible des deux factions Guelfe et Gibeline, Florence fut en proie à des désordres, à des rixes sanglantes qui se reproduisaient journellement. Toutes les grandes familles, chacune selon leur parti, avaient pour auxiliaires les bourgeois et les gens de la basse classe, divisés en Guelfes et en Gibelins, et se rattachant à l'opinion et à l'enseigne des familles nobles de ces deux partis. Au

plus simple signal, on prenait les armes, on se battait dans les rues, tandis que les palais des nobles, ou plutôt ces tours dont il a été question déjà, devenaient selon les occasions des points d'attaque ou de défense. En général, les grandes familles guelfes et gibelines habitaient chacune des points particuliers de la ville. Les jours de combats, on établissait entre les tours de ceux qui se ralliaient à la même cause des espèces de ponts volants, faits avec des madriers, au moyen desquels on opposait un front plus large à l'ennemi, soit que l'on eût à se défendre contre des voisins retranchés de la même manière, soit que l'on voulût écraser les assaillants qui se présentaient dans les rues. La lassitude des combattants était ordinairement ce qui mettait un terme à ces luttes sanglantes; car telle était la fureur qui animait alors toute la ville de Florence, que pas un de ses citoyens ne restait neutre en pareille occasion. Chacun se faisait connaître et se battait comme guelfe ou comme gibelin.

Chose digne d'être observée cependant, cette fureur des partis s'apaisait momentanément lorsque l'intérêt général réclamait le concours unanime des citoyens pour terminer une guerre, pour assurer une amélioration dans l'intérieur de la ville, ou pour aider les progrès du commerce et de l'industrie. Vers cette époque, la république de Florence eut à soutenir une guerre contre celle de Pise, jalouse de son accroissement rapide, et les Florentins sortirent vainqueurs de cette lutte. Moins complétement heureux contre la république de Sienne, ils montrèrent cependant qu'ils

ne renonçaient pas facilement à ce qu'ils avaient entrepris.

Mais ce qui caractérise Florence et ses habitants dans les commencements de la république, ce sont surtout les établissements faits en faveur des manufactures et du commerce.

Il est absolument impossible de savoir à quelle époque précise se sont formées dans cette ville les corporations des différents *arts*, mot par lequel on désignait, outre les arts proprement dits, toutes les professions, tous les métiers mêmes, sans en excepter les plus humbles, comme celui de cardeur et de batteur de laine. On a vu qu'en 1204 il y avait déjà des consuls ou syndics de l'art de la laine; or, d'après l'importance qu'avaient ces magistrats, puisqu'ils assistèrent à la signature d'un traité de paix, on est en droit de conclure que leurs fonctions, créées depuis assez long-temps déjà, étaient cependant une institution très postérieure à l'établissement des fabriques d'étoffes de laine et de ce genre de négoce.

Une communauté religieuse contribua singulièrement à donner une impulsion nouvelle à l'art de la laine. En 1239, les pères Humiliés de Saint-Michel d'Alexandrie, obligés par les statuts de leur ordre de se livrer à ce genre de fabrication, vinrent s'établir à Florence. L'évêque de cette ville, c'était Jean de Mangiadori, non seulement les accueillit avec plaisir, mais leur concéda l'église de Saint-Donato-aux-Tours, hors de Florence, afin qu'ils pussent y fonder une manufacture dans laquelle ils travaillassent et formassent de jeunes apprentis. Cet établissement eut un tel

succès, les ouvriers qui en sortaient devinrent si habiles, que, plusieurs années après, en 1251, l'évêque s'étant aperçu que la distance qui séparait les couvents de la ville faisait perdre du temps aux jeunes apprentis; que d'ailleurs l'emplacement de la manufacture des Humiliés n'était plus assez vaste, donna à ces religieux l'église de Sainte-Lucie-sur-Pré, et enfin les rapprocha encore de Florence cinq ans après, en les établissant dans leur nouvelle fabrique d'Ognissanti, où ils sont restés jusqu'en 1564, vers le temps où Pie V supprima leur ordre.

Dans l'acte de donation de l'église de Sainte-Lucie faite par l'évêque de Florence, on trouve plusieurs détails qui tournent tout à l'honneur de ces pères Humiliés. « Comme l'église de Saint-Donato-aux-Tours est devenue trop petite, y est-il dit, pour que les Frères puissent exercer commodément leur *art*, c'est-à-dire travailler la laine, fabriquer et vendre des draps, et se livrer à tous les travaux des mains au moyen desquels ils se nourrissent et s'entretiennent, non seulement sans demander l'aumône, mais en en distribuant même d'abondantes aux indigents; considérant enfin, que leur éloignement de la ville nuit à leur commerce en ralentissant leurs relations avec les marchands, nous avons décidé de les rappocher de Florence, etc. »

La rue du faubourg d'Ognissanti, où se tenaient les Humiliés, est aujourd'hui une des plus belles de Florence. Elle conduit à la Porte-au-Pré, et c'est là où chaque soir de la belle saison on voit passer et repasser les équipages des personnes qui fré-

quentent la promenade des Cascine. Au milieu du XIIIe siècle, ce lieu était encore en dehors de la ville. Les bords de l'Arno étaient inhabités, et ce qui animait un peu cet espace, était un petit port sur le bord du fleuve, un moulin qui appartenait à la commune de Florence, et ce couvent des Humiliés. Dès que ces religieux y furent établis, ils bâtirent aussitôt quelques maisons, et en peu de temps plusieurs commerçants de Florence y joignirent des constructions nouvelles. Les maisons, les manufactures, les boutiques, se multiplièrent; en sorte que, lorsque l'on bâtit les murs qui forment encore à présent la troisième et dernière enceinte dont on aura bientôt l'occasion de parler, le faubourg d'Ognissanti, qui y fut compris, devint une adjonction très favorable à la ville.

Non seulement ces religieux, par l'extension et les améliorations qu'ils apportèrent au commerce de la laine, payèrent le tribut de leur reconnaissance à la cité qui les avait si bien accueillis, mais ils contribuèrent encore aux dépenses communes quelques années après. Le premier monument public que l'on construisit dans Florence devenue républicaine, fut le pont alla Carraia, placé précisément auprès du bourg d'Ognissanti, où les Humiliés venaient d'être installés. En 1218, sous le même podestat Otto da Mandella, qui avait réuni les petites communes voisines à celle de Florence, on jeta les fondations des piles de ce pont. Deux ans après on reprit ces travaux, et de ce moment les pères Humiliés fournirent aux dépenses nécessaires pour l'achèvement de cet

édifice. Ce pont reçut d'abord le nom de Pont-Neuf, par comparaison avec le Vieux-Pont, le seul qui jusque là joignît encore la ville aux petits hameaux, aux habitations et à quelques manufactures situées sur l'autre rive de l'Arno, où s'étend aujourd'hui le plus beau quartier de Florence, celui du Saint-Esprit.

Ces grands exemples d'industrie, d'économie laborieuse et de désintéressement, dont les résultats étaient rapportés au bien-être et à la moralité publique, ont sans doute influé sur la disposition constante où se sont maintenus les commerçants et les ouvriers de Florence de contribuer, par l'intermédiaire des corporations auxquelles ils appartiennent, à l'érection de la plupart des grands monuments publics qui rendent encore aujourd'hui leur ville si curieuse et si célèbre.

Cette activité commerciale fit naître le besoin de rendre les communications entre la ville et l'autre côté de l'Arno plus faciles. En 1237, sous le podestat Rubaconte, natif de Milan, car c'était une loi du pays que cette magistrature ne fût confiée qu'à des étrangers, on construisit un troisième pont à l'autre extrémité de la ville, en sorte que le vieux pont fut intermédiaire aux deux autres. Ce troisième pont, appelé aujourd'hui le Pont-aux-Grâces, porta d'abord le nom de Rubaconte, qui l'avait fait construire, car la tradition des habitudes romaines n'a jamais été abandonnée par les Italiens. En suivant donc sur le plan de Florence la seconde enceinte que nous avons indiquée, on voit que, vers le milieu du treizième siècle, cette ville prit hors de ses limites recon-

nues un accroissement très grand par la population nouvelle qui s'était agglomérée autour des fabriques de laine des pères Humiliés du côté d'Ognissanti, et que le faubourg du Saint-Esprit était en relation commerciale très active avec la ville proprement dite, puisque l'on avait senti la nécessité de trois ponts au lieu d'un. Outre ces moyens de communications plus fréquentes, on en ajouta un fort important en faisant daller toutes les rues de Florence en cette même année 1237.

La république voulant exprimer sa reconnaissance de tous les avantages apportés à la cité, le peuple florentin, par décret public, récompensa Rubaconte en imposant le nom de ce magistrat au nouveau pont, en lui donnant le pennon et le bouclier aux armes de la ville, et, honneur singulier! en le confirmant podestat pour l'année suivante.

Tout dans cette république a été fait d'abord par et pour le commerce, mais surtout par celui de la laine, le plus ancien, le plus important, le plus étendu de tous.

Il se divisait en deux branches distinctes : l'une était désignée par le mot *Callimala*, nom d'une vieille rue de Florence, où logeaient les marchands, et l'autre portait le nom d'Art de la laine.

Les marchands de Callimala se livraient exclusivement au commerce des draps, qu'ils tiraient bruts de France, de Flandre, d'Angleterre et d'Espagne. L'objet de leur trafic était immense, et avait pour résultat de gagner sur les achats en donnant une plus grande valeur aux étoffes de

laine achetées brutes qu'ils faisaient tondre, calendrer, teindre et reteindre par les ouvriers florentins. On avait le soin de donner ces préparations aux étoffes selon les goûts et la mode des peuples nombreux auxquels elles étaient destinées; aussi toute l'Europe, par l'industrie et l'entremise des Florentins, fournissait-elle d'étoffes de laine le littoral de l'Afrique, les îles de la Méditerranée, la Grèce et une grande partie de l'Asie-Inférieure.

L'autre branche de commerce des draps, dite l'*Art de la laine*, avait pour objet la fabrication des étoffes de laine à Florence même, et par suite leur vente en Italie et chez les nations étrangères. La laine brute était tirée d'Espagne, et toute la mise en œuvre, depuis le travail du batteur et du cardeur, jusqu'aux envois des marchandises confectionnées par les négociants en relations avec les pays étrangers, occupait journellement une immense partie de la population de Florence. Les teinturiers, les tondeurs, les cardeurs et les batteurs de laine, employés également par *Callimala* et par l'*Art de la laine*, se recrutaient naturellement parmi les hommes les moins intelligents et les plus pauvres de la basse classe. Toutefois ces banques, ces grandes maisons de commerce, ces nombreuses manufactures étaient dirigées par des hommes qui réunissaient aux dons de l'intelligence l'avantage de vivre dans la richesse, et souvent même de porter des noms illustres. Ces corporations marchandes liaient donc les intérêts des pauvres et des riches, des petits et des grands; aussi les institutions de

la république de Florence prirent-elles un caractère bien plus commercial que politique.

Immédiatement après la mort de Bondelmonte, les habitants de toutes classes à Florence, partagés en Guelfes et en Gibelins, s'étaient fait une guerre si cruelle de maison à maison, que la lassitude avait apporté quelque relâche, sinon à leur haine, au moins à leurs combats. La prospérité croissante du commerce avait aussi contribué à réunir par l'intérêt une foule d'hommes divisés d'opinion. Mais cette trève douteuse ne pouvait manquer d'être rompue par le premier appel fait aux passions des deux partis. A la suite de deux petites guerres entre les Pisans et les Siennois, pendant lesquelles les Florentins arborèrent pour la première fois, en 1229, le *carroccio* dont il sera question plus tard, l'empereur Frédéric II se mit à revendiquer avec plus d'ardeur que jamais la puissance temporelle en Italie. Cette querelle entre le pontife et l'empereur réveilla tout-à-coup la fureur des Guelfes et des Gibelins de Florence. Frédéric, comptant sur cette triste disposition, lui d'ailleurs qui n'avait épargné ni les manœuvres ni l'argent pour ranimer l'ardeur des Gibelins déjà si favorables à ses projets, fit savoir à la famille des Uberti, l'âme de ce parti, que le moment de s'affranchir de la tyrannie des Guelfes était arrivé pour les Gibelins de Florence, et qu'il était disposé à leur porter secours en cette occasion. Ce bruit fut à peine répandu dans la ville, que tous les compagnons de Bondelmonte n'attendant qu'une occasion favorable pour venger de nouveau par le sang la mort

de leur ami, prirent les armes. A l'instant même les violences, les incendies et le pillage régnèrent de nouveau dans la ville.

Cet événement eut lieu en 1247. Florence, divisée alors en six quartiers ou *sestiers*, renfermait dans chacun de ces arrondissements autant de combattants que de citoyens. Cependant quatre de ces sestiers où les maisons fortifiées et les tours gibelines étaient plus nombreuses, devinrent le théâtre des combats les plus fréquents et les plus opiniâtres. Là où est aujourd'hui le vieux palais, s'élevait la masse des maisons des Uberti, famille gibeline par excellence, autour de laquelle se pressaient avec la même fureur ceux qui l'attaquaient comme ceux qui voulaient la défendre.

Un autre foyer de haine et de combats était à la tour de la famille Lancia, non loin de la cathédrale. Un point bien fortifié et vigoureusement défendu encore était l'amas de palais et de tours des chefs Gibelins Telisei, Ginochi, Abati et Galigari, situés dans le sestier de la porte Saint-Pierre. Enfin, dans le sestier de saint-Brancazio s'élevaient les tours de Scarafaggio, formant le quatrième point de défense, retranchement des chefs Gibelins qui combattaient particulièrement pour la faction impériale.

Dans ces quatre sestiers on comptait malheureusement presque autant de familles Guelfes retranchées et fortifiées également dans leurs palais, en sorte que cette position réciproque des ennemis ne donnait aucun relâche aux combats et aux meurtres. La nuit comme le jour, on s'épiait du haut des tours pour se lancer des flèches

avec des arbalètes. On assommait ses ennemis à coups de pierres quand ils se présentaient dans les rues, et mille ruses étaient mises en usage pour pénétrer dans une tour afin d'égorger tous ceux qui s'y trouvaient. C'était peu que les citoyens de la même ville combattissent entre eux d'une manière si barbare, et l'esprit de faction n'était pas même uniforme dans chaque famille. Aussi arrivait-il souvent que le père, le frère, l'ami, donnaient la mort à un parent, à un allié, à un compagnon de travail; car les classes les plus humbles de Florence, à l'imitation des plus riches et des plus nobles, avaient pris parti pour le pape ou pour l'empereur, et chaque citoyen, grand ou petit, défendait sa cause les armes à la main.

Ces horreurs se prolongèrent long-temps. Cependant Frédéric II, voyant que les choses en étaient venues au point qu'il attendait pour écraser le parti Guelfe, qui était en effet le plus nombreux à Florence, envoya vers cette ville, pour seconder les Gibelins, son fils naturel Frédéric, à la tête de seize cents cavaliers allemands. Ce renfort, redouté par les uns, impatiemment attendu par les autres, augmenta la haine que se portaient les deux factions, mais fit temporiser les Gibelins et porta la fureur des Guelfes à son comble.

Cependant les Gibelins rassemblèrent toutes leurs forces sur un point vers les fortifications des Uberti, et de là, certains de ne pouvoir en être débusqués, ils se rendirent maîtres successivement des places et des rues, bloquèrent tous

les Guelfes dans une partie de la ville, et rendirent ainsi leurs forces et leur nombre inutiles jusqu'au moment où les cavaliers allemands vinrent achever la victoire. Quant aux Guelfes, après avoir fait de longs mais vains efforts pour défendre et conserver leurs palais, leurs maisons, vaincus par le nombre des cavaliers et la tactique des Gibelins, ils furent forcés d'abandonner Florence le 1er février de l'an 1249.

Au milieu de tant de scènes affligeantes pour l'humanité, on doit s'empresser de recueillir le seul fait où l'on retrouve de la grandeur et de la générosité. Un chevalier Guelfe, Rustico Marignolli, renommé pour sa bravoure, avait été blessé au visage en portant l'étendard dans un des engagements qui avaient précédé l'expulsion des Guelfes de Florence. Il arriva que ce brave mourut de sa blessure la veille même de ce fatal départ. Malgré le trouble inséparable d'une telle retraite, et sans être arrêtés par le danger, les Guelfes allèrent en armes enlever le corps du chevalier, non seulement pour le soustraire aux avanies des Gibelins, mais pour célébrer encore ses obsèques et le faire inhumer dans l'église de Saint-Laurent. Malgré les menaces et les attaques du parti déjà sûr de sa victoire, les Guelfes rendirent les derniers devoirs à Marignolli. Tous étaient armés; ceux même qui portaient la bière sur leurs épaules tenaient leurs épées nues à la main, indiquant par là l'intention de faire une vigoureuse résistance si leurs ennemis se hasardaient à leur disputer les restes de leur compagnon d'armes. L'espèce de désordre de cette

pompe funèbre lui imprima un caractère de grandeur singulier. Enfin, soit esprit religieux, soit prudence, les Gibelins laissèrent achever cette cérémonie, qui fut moins un enterrement qu'un triomphe.

Néanmoins tout le parti Guelfe fut obligé de sortir de Florence, et les Gibelins victorieux demeurèrent maîtres absolus de la ville et du gouvernement.

V.

Changements dans le gouvernement, 1249. — État des sciences, des lettres et du commerce. — Démocratie complète, 1250. — Les Gibelins chassés à leur tour, 1251. — Florin d'or. — Manfred. — Bataille de Montaperti, Guelfes exilés de nouveau, 1260. — Naissance de Dante.

Si Florence, à l'époque de ses plus grands développements, n'est, comme ville et comparée à la Toscane et à l'ensemble de l'Italie, qu'un point imperceptible, on ne doit pas oublier que ce point est un centre d'où se sont élancés les rayons qui ont successivement agrandi le cercle intellectuel dans lequel toute l'Europe vit aujourd'hui. Tout a donc de l'importance dans cette ville, dans cette cité, dans cette Athènes moderne où tous les éléments que l'on cherche encore à perfectionner à présent ont été reconnus, mis en œuvre pour la première fois en Europe ; il y a six cents ans.

La langue latine, on l'a déjà dit, n'a pas cessé d'être en usage en Italie. Or, c'est à cet idiome

que l'Italie, la Toscane et enfin Florence ont dû la connaissance des sciences et des ouvrages philosophiques et littéraires grecs, qui leur fut transmise par les traductions latines faites sur les traductions arabes du IXe siècle. Ce fut ainsi, et d'une manière imparfaite il est vrai, que l'on connut en Italie les sciences mathématiques, la doctrine de Platon et les opinions d'Aristote. Mais enfin, par ces intermédiaires, la tradition des connaissances humaines a été perpétuée dans tous les esprits élevés, spéculatifs; et lorsque les prédécesseurs de Dante, et Dante lui-même, créèrent une langue, une poésie, une philosophie, ces grandes conceptions sortirent complètes de leurs écrits, comme Minerve s'élança tout armée du front de Jupiter.

Précisément par la raison que la langue latine parlée en Italie était restée vivante, l'usage successif en avait d'autant plus altéré la pureté. Dans toute l'Italie, à Rome même, le latin que l'on y écrivait était assez barbare, tandis que celui des auteurs allemands, français et anglais, retenait encore quelque chose de la correction classique.

Mais l'Italie et la Toscane, mais notre Florence enfin, était appelée à être une des premières nations modernes qui dût consacrer l'usage d'un idiome nouveau bien que dérivé du latin. Des écrits remarquables en fixèrent irrévocablement les lois dès son origine, et bientôt on la rendit populaire en l'introduisant dans toutes les transactions politiques, administratives ou commerciales.

A ces vicissitudes des langues parlées en Tos-

cane, il faut rapporter un événement, qui, en se rattachant surtout à l'histoire littéraire, contribua cependant singulièrement à la formation de la langue italienne. Depuis la fin du XIe siècle, sous la domination de la comtesse Mathilde, la langue et les compositions des troubadours provençaux étaient répandues et recherchées dans toute l'Italie. Ce goût devint une habitude, et s'empara bientôt des Italiens à tel point, qu'à défaut de langue italienne qui n'était encore qu'un jargon informe, on parla et l'on composa en langue provençale, dans presque toute la Péninsule.

On voit donc d'une part que tous les éléments intellectuels qui servirent à solliciter la pensée des Italiens depuis le Xe siècle jusqu'au XIIIe siècle, étaient d'origine grecque, modifiés par l'esprit des Orientaux et transmis par des traductions latines; de l'autre, que les formes de la composition et du langage leur furent suggérées par les Provençaux.

De là les formules aristotéliques appliquées à la théologie scolastique; de là le platonisme servant d'âme à la poésie; de là enfin la rime, les terzines, les ballades, les sonnets, le mélange de prose et de vers, appareils empruntés aux troubadours de Provence qui les tenaient eux-mêmes des écrivains de l'Orient.

Que si l'on s'attache à la transmission des beaux-arts à l'Italie moderne, on découvre que la théorie et la pratique en sont venues de Constantinople par Venise, pour ce qui touche la peinture; de la Syrie par les Pisans, pour l'architecture; et que

de ces deux points de débarquement, si l'on peut parler ainsi, ces arts se sont dirigés vers Florence pour y prendre de la consistance et un caractère fixe. On sait en effet que jusqu'au XIIe siècle, ce furent les artistes ou plutôt les ouvriers grecs de Constantinople, qui fournirent aux églises d'Italie les mosaïques, les peintures et les figures taillées dont quelques unes subsistent encore. C'est donc par l'entremise de ces ouvriers constantinopolitains que l'art de tailler les matières dures et de se servir des couleurs n'a jamais été perdu en Italie. Vers 1231, c'est-à-dire pendant les premières fureurs des factions guelfe et gibeline à Florence, Nicolas de Pise, frappé de la beauté et de l'aisance qui régnaient dans des bas-reliefs antiques nouvellement découverts, sculpta le tombeau de saint Dominique, où l'art est déjà traité avec supériorité.

Si l'on ajoute à ces efforts des savants, des poëtes et des artistes de la Toscane et de Florence, le grand élan commercial dont on a déjà déterminé la nature et l'importance, il sera facile de se former une idée complète de l'état d'effervescence où devaient être tous ces citoyens de Florence, en cette année 1249, lorsque les Gibelins vainqueurs venaient d'expulser de la ville les principaux Guelfes, dont le parti évidemment le plus nombreux ne pouvait pas manquer de devenir encore une fois le plus puissant.

Toutes les grandes familles guelfes chassées de Florence se retirèrent vers Montevarchi, où elles se fortifièrent non seulement pour se défendre, mais dans l'intention d'attaquer leurs ennemis à la

première occasion opportune. Quant aux Gibelins, ils furent bien loin d'user raisonnablement de leur victoire. Enchérissant encore sur les excès commis pendant les premières discordes civiles, traitant Florence comme si ce n'eût été exclusivement qu'une ville guelfe, ils abattirent les habitations, les palais fortifiés et toutes les tours abandonnées par leurs ennemis. On compta jusqu'à trente-six de ces tours ruinées par eux, entre autres celle de la famille des Tosinghi, haute de quatre-vingt-dix brasses, remarquable par les marbres et les nombreuses colonnettes dont elle était ornée. On rapporte que le plus élevé de ces édifices détruits en cette occasion avait cent trente brasses de hauteur.

Ces actes de barbarie ne tardèrent pas à irriter le peuple contre les Gibelins; mais, dans l'enivrement de la veangeance, les nobles de ce parti se crurent tout permis. Ils résolurent d'abattre l'église Saint-Jean, alors la cathédrale, par cela seul que les Guelfes avaient coutume de s'y rassembler lorsqu'ils traitaient entre eux de leurs intérêts. Près de cette église, à l'entrée du cours des Adimari, s'élevait une tour fort haute que les Gibelins avaient également l'intention d'abattre, et dont ils résolurent de se servir pour accomplir leur sacrilége. Après avoir étayé la tour du côté de l'église, ils en sapèrent les fondements, puis mirent le feu aux étais, dans l'espoir que l'édifice en tombant écraserait le temple. Mais, par une circonstance qui tenait du miracle, la tour, contre l'attente des Gibelins, tourna sur elle-même, et sembla respecter l'église dans sa chute.

Cet accident fit naître une grande joie dans le cœur des Florentins, que l'impiété des Gibelins avait révoltés.

A ces violences exercées dans la ville, et dont la vue augmentait journellement la haine que l'on portait déjà aux Gibelins, se joignaient celles auxquelles les Guelfes, exilés de Florence, étaient continuellement en butte. Les nobles Gibelins voyant les efforts courageux de leurs ennemis proscrits, avaient encore eu recours à l'aide de l'empereur Frédéric II. Ce prince, en revenant d'une expédition contre Parme, se rendit à Capraia avec ses Allemands, et contraignit, plus par ruse encore que par la force, les Guelfes à se rendre à sa discrétion. Les résultats de cette victoire furent horribles pour les Guelfes et honteux pour Frédéric qui fit crever les yeux ou donner la mort aux chefs du parti guelfe. De ce nombre furent le comte Ridolfo de Capraia, et Rinieri des Bondelmonti : mais ces cruautés furent loin de ralentir les efforts courageux des Guelfes. Lorsque l'empereur et ses troupes se furent éloignés de la Toscane, ils attaquèrent de nouveau leurs ennemis, mais si souvent et avec tant d'obstination, qu'enfin ils en tuèrent un bon nombre dans une expédition nocturne entreprise près de Monte-Varchi.

Cependant, les habitants de Florence voyaient avec plaisir diminuer la puissance des nobles Gibelins qui, sous prétexte de lever des taxes de guerre, commettaient journellement des exactions accompagnées de paroles et de manières injurieuses envers les citoyens. La famille des Uberti surtout,

qui ne cachait pas son mépris pour le peuple dont elle avait toute la haine, ne contribua pas peu par son insolence à faire éclater la tempête politique qui menaçait.

Enfin, las des extorsions et des injustices des chefs gibelins, le peuple de Florence se leva tout-à-coup. On se porta en foule à l'église de Sainte-Croix, dans le couvent des frères Mineurs, et là on jura de se faire tailler en pièces plutôt que d'obéir plus long-temps aux Uberti et à leurs pareils. La première idée des Uberti fut de marcher tout aussitôt en force à Sainte-Croix pour étouffer par la crainte les suites de cette sédition naissante. Mais leur entreprise eut des résultats tout contraires à ceux qu'ils en attendaient; car le peuple, prévoyant qu'il serait puni cruellement s'il était vaincu, se rassembla en plus grand nombre, prit les armes et se porta du côté de l'église de Saint-Laurent, avec la ferme détermination d'exiger l'établissement d'un nouveau gouvernement pour Florence.

Ce fut le 20 octobre de l'an 1250, que la république florentine, qui jusque là avait encore conservé quelques éléments d'aristocratie, devint purement démocratique. Sur la place Saint-Laurent, le peuple en armes ôta d'abord la souveraineté au Podestat et élut ensuite un Capitaine du peuple. De plus, il créa douze *Anziani*, nommés par le peuple de chaque sestier, de manière à ce qu'il y en eût deux pour chaque arrondissement de la ville. Ces anziani avaient pour office de servir de conseils au Capitaine du peuple, et de conduire les citoyens. Quand cela fut fait, di-

sent naïvement les chroniqueurs du temps, chacun retourna dans sa maison pour manger et dormir.

Mais il importe de connaître l'organisation de la milice civile qui résulta de cette nouvelle institution politique. On donna au Capitaine du peuple une bannière ou gonfalon au champ blanc, avec une croix rouge, puis vingt autres gonfalons qu'il distribua à vingt capitaines du peuple, commandant chacun une compagnie formée par les habitants les plus rapprochés par le voisinage. Le gonfalon du Capitaine était arboré au sommet d'une tour dite du Lion. Sur cette tour était une cloche, et dès qu'elle sonnait, chaque capitaine assemblait sa compagnie sous son gonfalon. Les compagnies rassemblées chacune dans son quartier, se réunissaient au pied de la tour du Capitaine du peuple pour y prendre des ordres et se diriger sur les points de la ville où il y avait à combattre contre les Gibelins et pour la cause de la liberté.

Comme la république avait déjà amené à son obéissance une assez grande quantité de petites communes environnantes, on appliqua à quatre-vingt-six paroisses de la campagne des dispositions analogues. Ces milices rurales furent unies par une ligue qui les obligeait non seulement à à se porter secours entre elles, mais à venir secourir Florence et à marcher contre l'ennemi, lorsqu'elles en recevraient l'ordre.

Pour donner plus de sécurité au peuple et diminuer les forces des nobles, on ordonna que toutes les tours de la ville de Florence sans ex-

ception seraient rasées jusqu'à la hauteur de cinquante brasses. Or, presque toutes appartenaient aux plus grandes familles de Florence, et parmi ces édifices il y en avait un bon nombre dont la hauteur était de cent vingt brasses. Avec les pierres que fournirent ces démolitions, on bâtit les murs d'enceinte du nouveau quartier (ou sestier) d'Outre-Arno, aujourd'hui San-Spirito.

Jusqu'à cette époque aucun bâtiment particulier n'avait encore été destiné à la Seigneurie de la Commune de Florence. Les magistrats dont elle était composée se rassemblaient dans une église ou dans d'autres lieux. Mais lorsque la Balie revint au peuple en cette année 1250, on décréta la construction d'un palais qui sert encore aujourd'hui de palais de justice et de prisons publiques. Ce fut l'architecte di Lapo, élève de Nicolo Pisano, célèbre déjà en Italie par la construction de l'église d'Assise, et par celle des deux ponts de Florence, qui fut chargé d'élever ce nouvel édifice, ce palais de la Seigneurie, le premier grand monument bâti par la république de Florence.

Telle fut l'organisation de la cité, et toutes les précautions prises pour assurer le repos et la liberté des citoyens dans l'intérieur de la ville. Maintenant il faut faire savoir comment cette milice civile devenait une armée en temps de guerres extérieures. Tous les gonfalons ou bannières données aux différentes compagnies de la milice bourgeoise portaient chacun une ou plusieurs couleurs, et se distinguaient encore par un

signe de blason. Les gonfalons destinés à la guerre étaient distingués par des couleurs et des armes différentes. Chaque année, le jour de la Pentecôte, tous les citoyens de Florence, armés et enrégimentés comme il a été dit, se rassemblaient sur la place du Marché-Neuf. Pendant cette espèce de revue, on substituait aux gonfalons de ville les gonfalons de guerre, et dans ce cas chaque *sestier* avait un corps de cavalerie portant aussi une enseigne, et enfin deux bannières étaient attachées à la compagnie qui devait servir de gardes au *Carroccio*.

Le *Carroccio* était une espèce d'estrade montée sur quatre roues et tirée par deux bœufs. Les harnais de ces animaux, ainsi que les tapis qui couvraient cette machine, étaient rouges. Sur ce char s'élevaient deux grands mâts, peints également en rouge, au haut desquels flottaient des étendards aux armes de la république de Florence. Lorsque les Florentins avaient déclaré la guerre à quelques uns de leurs ennemis, trente jours avant d'entrer en campagne, on plaçait le *carroccio* au milieu du vieux marché en en confiant la garde à ce qu'il y avait de plus brave et de mieux aguerri dans la milice. Entre les mâts était suspendue une cloche nommée la *martinella*, dont le tintement se faisait entendre, jour et nuit, pendant l'exposition du carroccio. C'était un avertissement donné aux citoyens de mettre ordre à leurs affaires et de préparer leur âme à soutenir courageusement les dangers de la guerre. Quand l'armée se mettait en marche, le carroccio se plaçait au milieu

d'elle, et lorsque l'on campait, le son de la *martinella* indiquait et transmettait tous les détails de la discipline militaire à l'armée.

Le gouvernement populaire de Florence étant ainsi réglé, tous les citoyens aspiraient à voir s'éteindre l'esprit de faction qui avait déjà fait tomber tant de calamités sur leur ville. Un événement inattendu vint tout-à-coup fortifier leurs espérances. Il y avait encore à Florence un certain Riniéro de Montemerlo, commandant, comme vicaire, au nom de l'empereur. Le 7 de janvier 1250, cet officier fut tué par la chute d'un plafond qui l'écrasa dans son lit. Cette nouvelle, promptement répandue dans la ville, fut regardée comme le présage de l'affranchissement complet de Florence, de l'autorité impériale. En effet, peu de jours après on apprit que Frédéric II était mort à Ferentino, dans la Pouille.

La mort de ce prince, soutien constant des Gibelins, fut un grand sujet de joie pour le parti guelfe répandu dans tous les États d'Italie, et pour le Saint-Siége même. Quant au peuple florentin, il profita de cette occasion pour exiger la rentrée de toutes les familles guelfes exilées. Elles rentrèrent en effet; on leur fit même faire avec celles des Gibelins une paix de commande qui dura tout juste cinq mois.

Une guerre que Florence eut à soutenir contre Pistoia fut cause de la rupture. Les nobles gibelins, fiers et assez insolents de leur nature, se soumettaient de mauvaise grâce aux décisions du peuple. A propos des levées d'hommes et d'argent pour la guerre que l'on allait entreprendre, ils

prétendirent que l'on favorisait les Guelfes à leur détriment. Ils voyaient d'ailleurs cette expédition de mauvais œil, par la raison que Pistoia tenait à la faction gibeline. Enfin ils firent tant par leurs menaces et leurs injures, que le peuple florentin les chassa hors de la cité en juin 1252. Ce fut à cette occasion que les armes de la ville reçurent une modification. Le peuple et les magistrats guelfes mirent le lis rouge sur un champ blanc au lieu du lis blanc sur un champ rouge, première enseigne que conservèrent toujours les Gibelins.

Pendant près de sept ans, les armées de Florence furent victorieuses et étendirent les limites de la république dans la Toscane. Elles firent tête aux entreprises des Gibelins, et arrêtèrent dans leurs projets ou vainquirent successivement les Siennois, les Pisans, les Lucquois, les habitants de Ponggibousi et de Volterra. Cependant le calme, l'industrie et l'opulence régnaient dans l'intérieur de la ville. Le quartier d'Outre-Arno s'était tellement peuplé, ses relations avec l'autre partie de Florence s'étaient multipliées au point que l'on sentit le besoin de bâtir un quatrième pont, celui de la Trinité, placé entre le Vieux-Pont et celui alla Carraia.

Une nouvelle preuve de la puissance, de la richesse et de la tranquillité de Florence vers cette époque, est la résolution que les commerçants et le peuple prirent, afin de jeter de l'éclat sur leur cité, de faire battre de la monnaie d'or. En 1252, après une victoire remportée sur les Siennois, les Florentins commencèrent à mettre en émission

le florin, du poids d'une drachme, trois deniers, et au titre de 24 carats. D'un côté de cette monnaie était la figure de saint Jean, patron de la ville, et de l'autre le lis. Cette belle monnaie, que le commerce de la Toscane a fait connaître dans tout le monde, a servi de modèle à celle de plusieurs nations en lui donnant aussi son gracieux nom de florin.

Mais Florence est comme une belle femme fantasque, sur l'humeur de laquelle il est impossible de compter. Le roi Manfred, le fils de Frédéric II, avait hérité de la haine de son père contre le Saint-Siége; aussi favorisait-il les Gibelins de tout son pouvoir. Supportant avec peine l'abaissement où était tombé ce parti à Florence, et jaloux de la puissance toujours croissante de cette république, il y envoya des émissaires secrets pour ranimer le courage de ceux qui se rattachaient à sa cause. Il fut donc l'auteur d'une conjuration dont la famille des Uberti devint l'instrument. Ces Uberti, qui avaient déjà chassé les Guelfes de Florence, crurent pouvoir renouveler facilement cette entreprise. Dans leur confiance ils préparèrent leur conjuration avec si peu de mystère, avec une telle jactance même, qu'il ne fallut pas une grande attention de la part du peuple et des magistrats pour deviner et déjouer leurs desseins. Mais on procéda honnêtement avec eux; on les invita à se présenter à la Seigneurie pour rendre raison des projets criminels qu'on leur imputait. Les Uberti, non seulement refusèrent de se rendre à cette invitation, et ne prirent aucune précaution pour éviter la

fureur populaire; mais persuadés que l'occasion de faire éclater la conjuration était venue, ils allèrent jusqu'à injurier, frapper même les serviteurs et les familiers du Podestat, répétant tout haut qu'ils allaient reprendre les rênes du gouvernement et chasser les Guelfes.

A peine ces paroles furent-elles lâchées, que le peuple, toujours prompt à défendre sa liberté quand on la menace, sortit des maisons, prit les armes, et, furieux, courut droit aux palais habités par les familles des Uberti, dont l'un deux fut tué sur la place; mais en ayant saisi deux vivants, Uberto Caini des Uberti et Mangia des Jenfanganti, on leur donna la torture, et dès qu'ils eurent fait connaître tous les détails de la conjuration, on les condamna à avoir la tête tranchée, ce qui fut exécuté sur le lieu appelé le jardin Saint-Michel (Or-San-Michele). La fuite prompte de plus de vingt familles gibelines, compromises dans cette affaire, épargna au peuple de Florence d'autres vengeances sanglantes. Mais, dans sa fureur, et pour user de représailles envers les nobles qui avaient abattu les habitations des Guelfes chassés en 1249, il se précipita en foule vers la demeure des Uberti, et détruisit de fond en comble tous leurs palais et leurs tours. Avec les débris de ces édifices, on continua l'enceinte du quartier d'Outre-Arno, exposé aux attaques des Siennois, et ce fut sur l'emplacement qu'occupaient ces habitations que l'on bâtit, quelque temps après, en 1259, le vieux palais dont il a déjà été question plus d'une fois. Mais la fureur populaire ne s'en tint pas là. On fit arrêter l'abbé de Vallombreuse, accusé

tout-à-fait injustement d'entretenir des correspondances perfides avec les Gibelins exilés. Martyrisé par la torture, l'ecclésiastique fit une espèce de confession; alors le peuple demanda sa mort, et, sans égard pour sa dignité et pour l'ordre sacré auquel il appartenait, on lui trancha la tête sur la place de Saint-Apollinaire. Il semble que, dans cette occasion, les Guelfes, jaloux de ne le céder en aucun genre de cruautés et de sacriléges aux Gibelins, aient massacré ce prêtre comme pour répondre à l'impiété que leurs ennemis avaient commise dix ans avant, en essayant leurs efforts pour écraser l'église de Saint-Jean. Ce crime fit grand bruit, et le pape excommunia la Commune de Florence et les Florentins.

Dans cette même année, il arriva une aventure qui prouve que les gouvernements démocratiques, si inattentifs parfois aux plus grands excès, mettent par compensation une rigueur tant soit peu pédantesque dans la punition de fautes légères. Il y avait sur la place de Saint-Jean une vieille grille de fer, reste d'une cage de bête féroce, qui se rouillait dans la boue. Un anziano, l'un des magistrats de la ville, eut la mauvaise idée de faire transporter cette vieille ferraille, propriété de la Commune, à sa maison de campagne, afin d'en tirer parti. On le sut; alors les anziani condamnèrent leur confrère à mille livres d'amende. Certes, cette intégrité des magistrats de Florence est louable; toutefois c'est avec peine cependant que l'on voit dans cette année les deniers de la commune beaucoup plus scrupuleusement épargnés que le sang de ses ci-

toyens. Mais venons à la catastrophe terrible qui ruina encore une fois le parti guelfe.

Manfred ne négligeait aucune occasion pour entretenir l'ardeur du parti des Gibelins. Il envoya à Sienne, où les chefs exilés étaient rassemblés, huit cents cavaliers allemands pour répondre aux attaques fréquentes que les Florentins venaient faire jusque sous les murs de cette ville. Le peuple florentin, fier de plusieurs succès précédents, fit peu de compte du renfort impérial, et témoigna le désir de livrer une bataille décisive à l'armée ennemie, composée alors de tous les Gibelins bannis de Florence, des Siennois qui les soutenaient et des Allemands de Manfred. Les avis furent cependant partagés parmi ceux qui devaient diriger l'armée. Tegghiaio Aldobrandi, noble du parti guelfe, homme expérimenté dans l'art de la guerre, conseillait de temporiser, faisant observer que les Allemands ne tarderaient pas à se lasser d'attendre, lorsque leur engagement et leur paie auraient cessé, et qu'avant peu de temps ces cavaliers redoutables iraient retrouver Manfred dans la Pouille, ce qui rendrait la victoire plus probable et plus facile. Mais Spedito, de famille plébéienne, revêtu de la charge d'anziano, blâmant cet avis d'une manière présomptueuse, reprit encore Tegghiaio Aldobrandi avec insolence en lui demandant : « si la colique le prenait, et s'il avait peur. » — Vous ne me suivriez certainement pas dans la bataille partout où j'irai, lui répondit Tegghiaio avec fermeté. Alors Cece des Gherardini se leva pour soutenir l'avis donné par Tegghiaio. Mais les anziani lui impo-

sèrent silence en lui rappelant que la loi condamnait à cent livres d'amende quiconque parlait contre l'ordre des anziani. Le chevalier Cece offrit de payer pour blâmer le projet d'attaque; les magistrats refusèrent et doublèrent l'amende. — Je paierai double, mais laissez-moi parler. — Non; et l'amende fut triplée. Le chevalier offrait encore de payer pour prendre la parole, mais on le menaça de la peine de mort; il se tut. Ce fut donc le pire avis qui prévalut; mais le peuple enivré d'orgueil battit des mains et se prépara avec joie à la bataille.

Cette fatale décision prise, les Florentins firent une levée de troupes auxiliaires à Lucques, à Bologne, à Pistoia, à Prato, à Volterra et dans toutes les contrées soumises, ou qui, par des traités, étaient tenues de fournir des troupes en temps de guerre à la commune de Florence. On assure que l'armée se composait de trente mille fantassins et de treize cents cavaliers, dont huit cents soldats payés, et les autres volontaires. Buonconte de Monaldo des Monaldeschi, Capitaine du peuple, alors à Florence, sortit de cette ville vers la fin d'août (1260), à la tête de cette armée, marchant avec ses gonfalons; au centre était le carroccio, avec la cloche *la martinella*, entouré de son escorte. Le zèle et la curiosité des Florentins furent tels en cette occasion, que tous les historiens affirment qu'il n'y eut pas une seule maison de la ville, si peu nombreuse qu'elle fût, d'où il ne partît à pied ou à cheval une personne incorporée dans l'armée, ou disposée à la suivre. Il faut ajouter aussi que beaucoup de Florentins formant

des vœux en secret pour les Gibelins se joignirent aux troupes, les uns pour connaître l'issue de la bataille, et d'autres enfin pour trahir les Guelfes pendant le combat.

Arrivés sur les bords du fleuve de l'Arbia, dans un lieu que l'on appelle Montaperti, l'armée florentine trouva la cavalerie de Perouse et d'Orvietto, qui, jointe avec ce qu'elle avait déjà de cette arme, porta le nombre de ses cavaliers à trois mille.

A Sienne et du côté des Gibelins, il y avait deux hommes sur lesquels on comptait particulièrement : le comte Giordano, commandant les cavaliers allemands envoyés par Manfred, et Farinata des Uberti, Gibelin opiniâtre, mais homme de tête et de cœur, qui dirigeait tout à la fois les négociations secrètes et les opérations militaires de son parti. Par ses soins prudents et même tant soit peu astucieux, il parvint à faire croire aux chefs de l'armée florentine qu'une des portes de Sienne leur serait livrée par trahison, tandis qu'il trouva moyen de dissimuler aux Gibelins et aux Siennois dont il avait la confiance, les forces réelles de l'armée des Florentins. Par ce moyen, ceux-ci se complurent dans l'espoir d'une victoire facile, et les autres redoublèrent d'ardeur et de courage : « Bataille! bataille! » s'écrièrent tous les Gibelins. Mais quand on fut sur le point d'attaquer, les cavaliers allemands déclarèrent qu'ils ne remueraient pas de place à moins qu'on ne leur donnât double paie. On promit, et les Allemands sortant précisément par la porte San-Vito, sur laquelle les Guelfes comptaient, se pré-

cipitèrent en furieux sur la cavalerie florentine. Malgré l'impétuosité et la violence de leur attaque, les Guelfes la soutinrent avec courage, et non sans succès. Mais à peine l'action fut-elle engagée sur plusieurs points, que l'inquiétude et le désordre ne tardèrent pas à se mettre dans les rangs des Florentins. Au milieu de cette armée, on vit tout-à-coup des soldats rester inactifs, d'autres aller même jusqu'à frapper leurs camarades. La trahison se glissait partout, et chaque Guelfe crut bientôt avoir un Gibelin à ses côtés. L'inquiétude croissant de minute en minute, un incident grave, une trahison odieuse acheva de porter le découragement dans toute l'armée florentine. Jacopo del Vacca, de la famille des Uberti, homme renommé pour sa valeur, avait été élu capitaine de la cavalerie florentine, et portait à cette bataille l'enseigne de la république. Comme le désordre était tel déjà, que la plupart des soldats florentins se défiaient autant de leur propre armée que de celle des Siennois, tous ceux d'entre eux qui avaient conservé du courage et leur présence d'esprit combattaient avec d'autant plus d'opiniâtreté que le danger devenait toujours plus grand. Jacopo del Vacca, l'enseigne à la main, se défendait donc en ralliant les siens. Déjà il était parvenu à rétablir l'ordre et à ranimer leur courage, lorsqu'un Florentin, l'un de ces faux Guelfes faufilés dans leur armée, et compagnon même de Jacopo del Vacca, passa derrière son cheval, et d'un coup de son arme lui coupa la main qui tomba avec l'enseigne. Cette trahison insigne devint le signal de la déroute des Florentins. La

cavalerie fut la première à prendre la fuite. Peu à peu, l'infanterie suivit son exemple à mesure que la terreur pénétra dans ses rangs. Bientôt il ne resta que la troupe à qui la défense du carroccio était confiée. Long-temps on se battit avec fureur autour de ce palladium de la république de Florence, et l'on cite comme les derniers Florentins qui furent tués auprès, le chevalier Tornaquincci, le doyen du parti guelfe, qui, à l'âge de soixante-dix ans, se fit hacher avec son fils et quelques uns de ses parents sur les roues de cette machine.

La prise du carroccio ne laissa plus de doute sur la défaite complète des Guelfes, et ce fut ainsi que se termina cette sanglante bataille dite de Montaperti ou de l'Arbia, donnée le 4 septembre 1260, où l'on assure que les Florentins perdirent 1500 hommes tués et 1500 faits prisonniers.

Les historiens modernes prétendent que la perte des combattants guelfes fut beaucoup plus grande. Quoi qu'il en soit, cette défaite eut des conséquences terribles pour la démocratie florentine. La souveraineté du peuple, le pouvoir des anziani et l'influence guelfe furent annulés à Florence. Le parti guelfe même, qui trouvait des défenseurs dans presque toute l'Italie déjà, ressentit l'influence d'un revers qui allait augmenter les forces et l'arrogance du roi Manfred leur ennemi acharné.

Le 13 du même mois où s'était donné cette fatale bataille de Montaperti, toutes les grandes familles guelfes, frappées d'exil, sortirent de Flo-

rence, laissant encore une fois la ville et le gouvernement à la disposition de leurs ennemis.

Ainsi se terminèrent ces dix années de 1249 à 1260, pendant lesquelles la république florentine s'était constituée, avait augmenté son territoire par des conquêtes importantes, et avait déjà vu les sciences, les arts et le commerce donner les signes d'un progrès et d'une prospérité singulièrement remarquables.

VI.

*

Farinata des Uberti. — Manfred et Charles d'Anjou. — Révolution démocratique, 1266. — Les Gibelins bannis de nouveau, 1267. — Arts majeurs et mineurs.

L'étude approfondie, impartiale des vicissitudes qu'ont éprouvées les factions Guelfe et Gibeline, nous semble propre à répandre de la lumière sur l'histoire de l'Europe moderne. Ces factions, comme on en a pu juger, tirent leur origine des contestations que fit naître entre les papes et les empereurs, à partir de 1077, la donation de la grande-comtesse Mathilde, et peut-être qu'en suivant la trace de ces partis dans leurs modifications successives pendant plus de quatre siècles, on pourrait en retrouver quelques linéaments encore dans les querelles des catholiques et des réformés de 1517.

Mais revenons à l'an 1260. Les Florentins ont été battus à Montaperti, et cette défaite porte un coup funeste non seulement à la cité de Florence,

mais elle abat encore le courage de tout le parti Guelfe répandu en Italie, et va jeter même le découragement jusqu'à la cour de Rome. On a déjà fait observer que les tondeurs, les cardeurs de laine de Florence prenaient parti dans cette grande querelle. Si l'on fait réflexion qu'en même temps le pape et l'empereur étaient chacun l'âme de l'une de ces factions, et que, parmi les souverains d'Europe, le roi de France soutenait le parti Guelfe, tandis que les rois d'Aragon favorisaient la faction Gibeline, on doit en conclure que chacune de ces deux opinions contraires comprenait une foule d'intérêts coordonnés dont on ignorait la nature précise, mais auxquels la politique des grands princes, l'intérêt des communes libres et des citoyens faisaient attacher instinctivement la plus grande importance.

Ce qui contribue souvent à désorienter celui qui veut observer la marche de ces deux factions, ce sont les actes inconséquents en apparence de certaines villes, de quelques républiques d'Italie, qui, placées comme cités, à peu près dans les mêmes conditions que Florence, ne laissèrent pas cependant de prendre le parti contraire à celui que cette ville a plus particulièrement soutenu. Ainsi, on peut s'étonner, au premier aperçu, de ce que Sienne, Pise, Arrezzo favorisaient les Gibelins, tandis que Florence était évidemment Guelfe. Cette inconséquence de conduite que l'on remarque dans les Communes, on la retrouve à plus forte raison dans les citoyens, dans les habitants des classes inférieures. Et cela ne peut être autrement, car l'intérêt personnel

et matériel est d'autant plus impérieux que l'être collectif ou individuel auquel il se rapporte a moins d'importance. Si l'on excepte quelques grandes familles florentines, pisanes et siennoises, dont l'opinion était réellement favorable à la faction impériale, parce que leurs intérêts politiques et de famille y étaient liés, on peut raisonnablement penser que, pour une grande partie de la population de ces villes, ces différences de partis n'exprimaient souvent que des rivalités vulgaires. Par exemple, les matelots de Livourne se faisaient Gibelins par cela seul que les cardeurs de Florence se disaient Guelfes. Toutefois, entre ces deux extrêmes de chaque faction, il y avait un corps nombreux formé par les bourgeois. Ceux-là étaient mus particulièrement par l'intérêt de la ville, de la cité, de la commune : c'étaient eux qui, après avoir fait fleurir le commerce et la banque, jetaient des ponts, fondaient de grandes manufactures, des églises, des hospices. Cette classe de citoyens aimait le repos parce qu'il lui était indispensable, et ceux qui l'aidaient à le garder ou à le reconquérir au besoin étaient de leurs amis. C'est ainsi que les Siennois, les Arétins et les Pisans, tout républicains qu'ils fussent, favorisaient le parti des nobles et des empereurs qui leur offraient des secours d'hommes et d'argent quand ils en avaient besoin; c'est par une raison analogue, mais contraire, que les Florentins acceptèrent des secours étrangers de Charles d'Anjou, prince français, parce que le roi de France était politiquement guelfe.

On peut donc, après s'être rendu compte de

toutes ces petites contradictions partielles, reconnaître cependant la tendance bien décidée de l'esprit de chacune de ces factions. D'abord apparaissent le pape et l'empereur, dans la personne desquels on voit la puissance spirituelle aux prises avec la puissance temporelle. Là est l'âme de la dispute, le fond de toute la question, la difficulté insurmontable, puisque, tout amoindrie qu'elle soit au temps où nous vivons, en observant bien, on la retrouve cependant encore. Viennent ensuite les princes que leurs intérêts de gouvernants, que leurs États, selon la place qu'ils occupèrent en Europe, rendirent et rendent encore papistes ou impériaux, guelfes ou gibelins. C'est ainsi que la France, qui a toujours senti la nécessité d'entretenir un rempart d'amis ou de conquêtes entre l'Allemagne et elle, a tour à tour caressé ou combattu l'Italie. En 1260, les rois de France étaient politiquement guelfes, ce qui suffisait pour que les rois d'Aragon se déclarassent en faveur des impériaux. C'est une rivalité de position, plus haute, plus éclatante, mais, au fond, de la même nature que celle qui rendait l'ouvrier de Florence guelfe, et le matelot pisan gibelin.

Tout porte donc à croire qu'il y avait alors en Europe, au fond de la plupart des esprits, un intérêt immatériel, une question très grave qui s'agitait et cherchait à se faire jour, à l'insu de tous, du milieu du tumulte des révolutions, des guerres et de tout le travail d'une civilisation renaissante. Mais c'est de l'exposition des faits que doit résulter pour le lecteur la solidité ou

l'invraisemblance de cette hypothèse; on poursuivra donc la narration.

Après la bataille de Montaperti la consternation régna à Florence, chez tous les Guelfes d'Italie et à Rome même. Parmi les noms de chefs de famille guelfe qui sortirent de la ville, ou qui, fuyant du champ de bataille, se retirèrent vers Lucques, on lit celui de Ser Brunetto Latini, grand philosophe et écrivain de ce temps, célèbre surtout pour avoir été le maître de Dante Alighieri. Pour les familles gibelines exilées, mais devenues victorieuses, elles entrèrent dans la ville de Florence avec le comte Giordano et sa cavalerie allemande, portant en triomphe les dépouilles encore sanglantes de l'armée florentine. Malgré les fortifications et les fossés qui auraient rendu la défense facile, personne n'eut l'idée de s'opposer à l'entrée des Gibelins vainqueurs dans Florence. Aussi, après en avoir pris possession sans coup-férir, élurent-ils podestat, pour le roi Manfred, Guido Novello, qu'ils firent loger dans le vieux palais du peuple, près duquel on bâtit bientôt la porte Gibeline et la rue qui encore aujourd'hui porte le même nom. Ce Guido Novello fit jurer à tous les Florentins fidélité au roi Manfred, ordonna, d'après les promesses faites aux Siennois, la destruction de cinq châteaux-forts que la commune de Florence avait sur ses frontières, et enfin devint le lieutenant de Manfred, faisant exécuter ses ordres par les cavaliers allemands soldés par la ville. D'ailleurs les Guelfes, tant à Florence que dans les environs, furent l'objet des vengeances de leurs en-

nemis. On détruisit leurs tours, leurs palais, leurs maisons, et l'on confisqua une bonne partie de leurs biens.

Ce qui prouve l'infériorité de la faction gibeline, au moins quant au nombre, c'est le recours qu'elle avait incessamment à l'aide des étrangers. Il est certain que les Gibelins dûrent le succès de la bataille de Montaperti aux cavaliers allemands et à la valeur du comte Giordano leur commandant. Aussi dès que les Gibelins apprirent que Manfred rappelait cet officier et ses troupes près de lui dans le royaume de Naples, tous les nobles et les barons de la Toscane se rassemblèrent-ils à Empoli, où l'on tint un parlement ou conseil afin de traiter des intérêts gibelins, et de statuer sur le sort que l'on réserverait aux Guelfes. L'avis qui prévalut dans cette assemblée fut que : la fortune ayant enfin été favorable au parti gibelin, il fallait agir de manière à fixer irrévocablement les résultats de la victoire ; que c'était peu d'avoir exilé les Guelfes, pillé, brûlé leurs palais et leurs maisons ; que toutes ces rigueurs partielles n'auraient aucun résultat tant que l'on ne couperait pas le mal à sa racine ; qu'en conséquence il fallait détruire Florence, en la réduisant à l'importance d'un bourg, sans murs et sans fossés, sans milice et sans noblesse, de manière à ce qu'elle ne pût reprendre aucune puissance.

Cette proposition fut généralement accueillie par les ambassadeurs gibelins de Sienne, de Pise et de quelques autres villes. Mais c'était peu, et les nobles Florentins eux-mêmes, qui assistaient à ce parlement, applaudirent au sinistre

projet de ruiner leur ville. Ce fut alors que l'un d'eux, Farinata des Uberti, que l'on a vu diriger avec sang-froid et courage les préparatifs de la bataille de Montaperti, se leva brusquement, s'opposa avec force à ce projet, et finit, après avoir hérissé son discours de proverbes bien durs, par ajouter que tant qu'il lui resterait une goutte de sang dans les veines, il défendrait son opinion à la pointe de son épée. Tous les assistants restèrent muets; le comte Giordano lui-même qui représentait là le roi Manfred, interdit par la franchise de ce Gibelin, dont il connaissait d'ailleurs la bravoure, les talents et l'influence sur les hommes de son parti, n'insista pas davantage.

Ce fut donc au sentiment noble et généreux de Farinata des Uberti que Florence dut sa conservation. Cependant cet homme ne recueillit bientôt que de l'ingratitude de ses concitoyens; et enfin, Dante, qui l'accuse d'épicuréisme dans ses opinions, l'a placé dans son Enfer, malgré la noble conduite de ce Gibelin envers leur ville natale. L'ingratitude des républiques est un des défauts qui nuisent le plus à la fixité de leur établissement et de leur durée.

Des luttes partielles entre les deux factions furent les suites de la retraite des Guelfes dans les différentes villes de la Toscane. Les Gibelins de Lucques en chassèrent les Guelfes; les Guelfes firent sortir les Gibelins de Modène et de Reggio, et ainsi de suite. Manfred était le prince sur lequel le parti impérial comptait le plus : et en effet, hommes, argent et intrigues, il n'épargnait rien pour tourmenter l'église et son chef. Il poussa ses

agressions contre le Saint-Siége, au point qu'en 1263 le pape Urbain IV, outré de ce que ce prince avait envoyé, jusque dans ses états, des Sarrazins qu'il avait à son service, prêcha d'abord une croisade contre lui et ses armées, et enfin dans une assemblée de cardinaux et de prélats lui ôta le royaume de la Pouille et de la Sicile, pour l'offrir au frère de saint Louis, roi de France, à Charles d'Anjou qui l'accepta.

L'an 1265, Charles d'Anjou quitta la France avec ses barons. Parti de Marseille, il relâcha à Livourne, d'où il se dirigea vers les bouches du Tibre, où il débarqua au mois de mai. Cette arrivée prompte mit la joie au cœur des Romains, qui nommèrent aussitôt le prince français Sénateur. Bientôt Charles fut couronné roi de Sicile et de Pouille à la place de Manfred, et enfin ces deux terribles rivaux se rencontrèrent à Bénévent, où Manfred, le fléau du Saint-Siége, l'âme et le soutien du parti gibelin, perdit la vie en combattant.

A peine la nouvelle de la déroute et de la mort de Manfred fut-elle répandue, que tout ce qu'il y avait de Gibelins et d'Allemands en Italie portèrent d'abord la tête moins haute et finirent par être saisis d'une espèce de terreur que rien ne put affaiblir. A Florence surtout la panique gibeline fut d'autant plus subite qu'au moment même où arriva la nouvelle, tout ce qu'il y avait de Guelfes déclarés rebelles et exilés dans les terres de Florence, reparurent tête levée, s'encourageant entre eux à mesure que leur nombre grossissait, et s'approchant jusque sous les murs de leur ville avec des signes de joie et de vic-

toire, précurseurs des nouveautés que l'on allait introduire dans le gouvernement de Florence.

Les années 1265 et 1266, auxquelles se rapportent le grand événement de la mort de Manfred, ne sont pas moins importantes dans les annales de la ville de Florence. Dans le cours de la première, est né Dante Alighieri, et c'est pendant la seconde que la rentrée des Guelfes a donné lieu à la révolution la plus remarquable qui se soit faite dans le gouvernement de la république Florentine.

Le comte Guido Novello y était lieutenant pour le roi Manfred, lorsque la nouvelle de la mort de ce prince y parvint. En général le peuple florentin était beaucoup plus porté pour les Guelfes que pour les Gibelins. Déjà plusieurs familles guelfes profitant de la terreur de leurs ennemis, étaient rentrées dans la ville, y avaient formé des conciliabules qui se tenaient dans l'église des Serviteurs de Sainte-Marie. Dans ces assemblées que les Gibelins n'osaient défendre, on s'animait, on s'encourageait à la révolte, en rappelant les suites horribles de la bataille de Montaperti, en énumérant les injustices, les impôts onéreux que faisaient supporter aux Florentins le comte Guido Novello et tous les nobles qui prenaient part au gouvernement de la Commune.

Ces reproches, ces menaces répétés d'abord dans l'ombre des conciliabules, le furent bientôt ouvertement dans les rues. Le gouvernement gibelin eut peur. Pour se rendre maître d'une sédition qui paraissait inévitable, Guido Novello et les nobles attachés à lui élurent pour podestats,

deux chevaliers d'un certain ordre obscur, *des Frères jouissants* (Frati godenti) de Bologne, dont l'un était Guelfe et l'autre Gibelin. Ce terme moyen, qui leur avait été conseillé par la peur, leur parut propre à tranquilliser, à satisfaire même le peuple. En effet les Florentins, séduits d'abord par le costume singulier des deux nouveaux magistrats, les accueillirent, les firent entrer dans le palais public près de l'abbaye, ne doutant pas que ces deux frères, avec leurs robes blanches, leurs manteanx gris et la croix rouge qu'ils portaient sur la poitrine, ne pouvaient manquer de prendre vivement les intérêts de la Commune et de mettre ordre aux dépenses dont on se plaignait. Mais ces deux frères podestats, bien que divisés d'opinion sur les questions politiques, surent agir parfaitement d'accord en faveur de leurs intérêts privés, sans s'inquiéter le moins du monde des affaires de la république. Quoi qu'il en soit, et malgré l'espèce d'embûches tendues peut-être par le parti gibelin, le peuple florentin entra franchement en matière, créa de son autorité particulière, jointe à celle des deux podestats, trente-six citoyens choisis parmi les premiers artisans et commerçants de la ville, et en forma un conseil ou sénat pour délibérer sur les dépenses à faire ainsi que sur tous les autres intérêts de la république. Dans ce conseil des Trente-Six on introduisit à peu près autant de Gibelins que de Guelfes.

On divisa ensuite la portion aisée, riche du peuple, en *sept arts*, que l'on nomma *les arts*

majeurs, pour les distinguer de ceux que par la suite on institua également sous le nom *d'arts mineurs*.

Tels étaient l'ordre et la nature des *sept arts majeurs* : 1° les juges et les notaires; 2° les marchands de Callimala, ou faisant le commerce des draps étrangers, dits français; 3° les changeurs ou banquiers; 4° les fabricants d'étoffes de laine; 5° les médecins et les épiciers droguistes; 6° les fabricants de soieries et les merciers; 7° et enfin les fourreurs et les pelletiers.

Chacun de ces arts majeurs avait un consul, un capitaine, un gonfalon, et tous les citoyens qui en faisaient partie, devenus aptes aux magistratures, étaient encore tenus de prendre les armes et de courir à la défense du peuple et de la Commune, dès que quelques manifestations de révolte pouvaient faire craindre que le repos et la liberté ne fussent menacés.

En cette occasion, les grandes familles gibelines ne montrèrent que de la pénétration d'esprit, mais point de courage. Les Uberti, les Fifanti, les Lamberti et tant d'autres impérialistes, sentirent bien que, malgré les deux podestats de leur choix, les Trente-Six favoriseraient les Guelfes restés dans Florence. Cette inquiétude jointe à celles que leur causait la victoire de Charles d'Anjou, firent prendre au comte Guido Novello la résolution de rassembler toutes les troupes qu'il pourrait obtenir de leurs alliés Pisans, Siennois, Arétins et autres, favorables à leur parti. En effet il parvint à réunir dans Florence, avec ses six

cents Allemands, un corps de cavalerie montant à quinze cents hommes. Mais il arriva précisément que pour solder cette troupe allemande on levait un impôt que les Trente-Six ne voulurent pas reconnaître comme étant trop lourd pour le peuple et inégalement réparti. Ce refus et les retards qui pouvaient en résulter firent prendre aussitôt au comte Guido Novello et aux chefs gibelins, un parti violent. On décida que le lieutenant impérial de Florence disposant de la nombreuse cavalerie qu'il venait de rassembler, en profiterait tout aussitôt pour se débarrasser des trente-six nouveaux magistrats. Ce furent les Lamberti avec leurs gens armés qui les premiers sortirent de leurs maisons et allèrent vers Callimala en criant : « *Où sont ces gredins de Trente-six ? que nous les coupions en morceaux !*

Dans le fait les *Trente-Six* tenaient conseil en ce moment, dans la boutique où les consuls de Callimala avaient coutume de régler les affaires de ce commerce. Ils n'eurent pas plus tôt entendu les vociférations des Gibelins, qu'ils levèrent la séance, et coururent en toute hâte dans la ville, pour faire prendre les armes aux *sept arts majeurs*. Tout fut bientôt en rumeur dans Florence ; les boutiques se fermèrent, chacun rejoignit son quartier, alla prendre ses armes et se ranger près de son capitaine sous son gonfalon. L'essai de cette institution nouvelle fut des plus heureux, et bientôt l'armée civique occupa toute la grande rue près de La Trinité. Un certain Giovanni Soldanieri prit le commandement général et dirigea les opérations de la journée. Soutenu par une foule de gens qui

s'empressèrent autour de lui, il fit élever une espèce de retranchement au pied de la tour des Girolanni, et montra ainsi la ferme résolution de combattre le comte Guido s'il osait attaquer. Celui-ci se confiant en sa cavalerie pour dompter la fureur du peuple, partit de la porte Saint-Giovanni où étaient rassemblées ses troupes, et en fit avancer quelques portions jusqu'auprès du retranchement défendu par Soldanieri. Mais le peuple attendit tranquillement l'attaque, et sitôt que parurent les cavaliers allemands, ils furent criblés par les arbalétriers florentins. Au même moment, tomba sur les gens du comte une grêle de pierres lancées du haut des tours et des fenêtres des maisons particulières, en sorte que le comte Guido Novello, épouvanté de cette résistance imprévue, non seulement ne se crut pas en sûreté, lui et ses troupes, sur la place Saint-Jean, mais se retira bientôt vers celle de Saint-Apollinaire, d'où la terreur le fit partir encore en criant à tue-tête que l'on se hâtât de lui donner les clefs de la ville, pour qu'il en sortît au plus vite. Dans cette circonstance, ce lieutenant impérial épuisa toutes les modifications de la lâcheté. Pour garantir sa personne des vengeances du peuple, il se fit escorter par trois des citoyens les plus estimés dans Florence. Enfin, entouré de sa troupe, sans répondre aux instances de ses deux podestats qui lui criaient par les fenêtres du palais de rester, dominé par la peur, il fit la sourde oreille, et suivant les rues détournées, prit son chemin le long des fossés entre l'église Saint-Jacques et la place de Sainte-Croix, pour sortir furtivement par la vieille porte des Bœufs.

Ce fut le lendemain que la troupe gibeline vit combien il était honteux pour elle d'avoir abandonné une ville de l'importance de Florence, sans coup-férir. Mais le comte Guido Novello, qui avait commencé cette affaire par une lâcheté, la termina par une platitude. Cet homme, se flattant de pouvoir réparer son inconcevable faute, monta à cheval le lendemain matin, et vint se présenter à la porte du pont alla Carraia, que l'on se garda bien de lui ouvrir. Vainement employa-t-il tour à tour les flatteries et les menaces, après une journée d'attente, privé de toute espérance et couvert de honte il se retira avec sa troupe vers la ville de Prato.

Ce comte Guido Novello, si cruel envers les Guelfes, et dispensateur peu fidèle des revenus de Florence, avait encore eu la précaution de faire enlever des arsenaux toutes les armes dont le peuple aurait pu faire usage. Le mal était grand, et les Florentins voulurent y remédier en mettant d'abord de l'ordre dans les finances et en remplissant les magasins de toutes les munitions indispensables. Pour obtenir plus promptement ce résultat, on fit un accord avec la commune d'Orvietto pour qu'elle envoyât à Florence deux citoyens probes qui furent élus podestats, et cent cavaliers destinés à la garde de la ville. Ces précautions prises, on congédia les deux *frères jouissants* podestats et l'on s'occupa d'aviser aux moyens de ramener le repos et la paix dans la cité. On rappela d'abord tous les bannis, Gibelins et Guelfes, puis on mit en œuvre toutes les ressources imaginables pour établir la bonne intel-

ligence entre eux surtout en faisant contracter des alliances de mariage et de commerce entre ces familles ennemies. Dans les premiers moments, ces tentatives eurent un assez grand succès. On vit se former des relations de famille entre les chefs des plus illustres maisons et le plus divisés par l'esprit de faction. Le retour subit de tant de proscrits, ces mariages, les fêtes qui s'en suivirent, et enfin la joie extrême du peuple rendu tout-à-coup à ses occupations et à la liberté, tout concourut à rendre la ville de Florence brillante et joyeuse pendant l'année 1267, vers le commencement de laquelle cette fusion passagère des partis eut lieu.

Mais l'expérience a toujours fait voir combien il est rare que les mariages politiques et de précaution garantissent la paix des états et des familles. On n'ignore pas non plus que la disposition naturelle des républiques est l'inquiétude et le soupçon. Cette double vérité fut pleinement confirmée par la conduite des Guelfes en cette occasion. A peine les noces et les fêtes venaient-elles d'être célébrées, que chaque famille guelfe regardant l'époux ou l'épouse qu'elle avait livrés au parti gibelin comme des enfants perdus pour elle, les répudia en quelque sorte, et les confondit avec leurs nouveaux alliés, dans leur ancienne haine de parti. Tous les Guelfes ne tardèrent pas à se persuader que les Gibelins n'avaient consenti à former ces monstrueuses alliances que dans l'espérance de s'en prévaloir pour reprendre plus facilement le pouvoir. De réflexion en réflexion, ils en vinrent à se demander pourquoi, après la

victoire de Charles d'Anjou sur Manfred, on serait tenu à Florence d'être généreux envers les Gibelins, de les nourrir, de les loger, eux qui avaient détruit tant d'habitations, dévoré tant de revenus publics dans cette ville. Ces récriminations devinrent des raisonnements si forts pour les Guelfes de Florence, que cette faction envoya demander à Charles d'Anjou, sa protection, c'est-à-dire un capitaine et des troupes pour protéger le nouveau gouvernement de la république et le délivrer tout-à-fait de la faction gibeline.

Charles d'Anjou ne demandait pas mieux que de contracter des alliances avec les différents états d'Italie, afin d'augmenter ses forces pour se maintenir dans son nouveau royaume de Sicile et de la Pouille. Saisissant donc l'occasion qui lui était offerte, il envoya aussitôt à Florence le comte G. de Montfort avec huit cents cavaliers français, « capitaine et soldats, dit un historien de Florence, aussi supérieurs à Guido Novello et à ses Allemands, que la fortune de Charles le fut à celle de Manfred. »

A peine les Gibelins eurent-ils connaissance de l'arrivée prochaine du comte de Montfort à Florence, qu'ils agitèrent entre eux la question de savoir s'ils y resteraient ou s'ils l'abandonneraient. Mais comme la troupe française devait entrer à Florence le jour de Pâques, ils la quittèrent tous la veille, sans que le peuple et le gouvernement eussent même fait pressentir l'idée d'un bannissement.

Ainsi ce fut donc le jour de Pâques 1267, que les Gibelins qui, cinquante-deux ans avant, en

1215, et au même jour de fête, avaient donné naissance aux discordes de Florence en tuant Bondelmonte, quittèrent cette ville d'eux-mêmes, sans en être chassés et intimement persuadés qu'ils avaient perdu de ce moment leurs possessions, leurs droits et leur patrie.

VII.

Les Gibelins reprennent courage. — Gouvernement mixte. — Dix ans de repos; 1282-1300. — Troisième et dernière enceinte de Florence. — Création des Prieurs. — Banque, Sciences, Lettres, Arts. — Dante Alighieri. — Francesco da Barberino. — Lapo. — Impôts, Population, Prospérité, 1300.

D'après ce qui précède on ne saurait plus douter de l'esprit qui animait les deux factions de Florence. Les Guelfes voulaient l'état populaire, la démocratie; les Gibelins un gouvernement aristocratique, la monarchie. Les premiers se rattachaient au Saint-Siége dans l'idée que la puissance spirituelle des papes leur laisserait toujours la liberté de se gouverner temporellement à leur fantaisie; tandis que les nobles Florentins qui sentaient le besoin de se rattacher à un chef qui validât leurs priviléges, et donnât de la consistance et un lien au corps de la noblesse florentine, tournaient toutes leurs espérances du côté des empereurs d'Allemagne.

Ces deux opinions étaient-elles franchement

adoptées et défendues? Les Guelfes comme les Gibelins, quoique par des moyens opposés, se proposaient-ils le même but, l'affranchissement de l'Italie par la république ou par la monarchie? Et enfin saurait-on décider, même avec l'expérience que quatre siècles nous ont donnée, si l'un de ces moyens est vraiment plus sage et surtout plus profitable à Florence et à l'Italie, que l'autre? Telles sont les questions que l'on se fait en étudiant l'histoire de Florence et que nous soumettons ici au lecteur, pour éveiller d'autant plus vivement son attention sur ce qui va suivre.

Quel que fût le parti qui triomphât à Florence, comme État cette ville faisait toujours l'aveu de sa faiblesse. Les Gibelins s'étaient à peine éloignés de ses murs, que les Guelfes, qui y restèrent maîtres, offrirent pour dix ans la seigneurie de leur cité et de toutes les communes qui en dépendaient, à Charles d'Anjou, roi de Sicile. Ce prince répondit d'abord aux ambassadeurs qui vinrent lui faire cette proposition, en les assurant: » qu'il ne voulait que le cœur et l'amitié des Florentins et ne prétendait à aucune juridiction sur eux. Mais les envoyés ayant redoublé leurs instances, Charles accepta la souveraineté et promit d'envoyer chaque année un lieutenant qui, conjointement avec quatorze *Bons-Hommes*, gouvernerait la cité. Bientôt après, ce prince, entièrement dévoué aux intérêts du Saint-Siége, par opposition à ceux de l'empire, fut nommé par le pape lieutenant-général de la Toscane. L'appui qu'il prêta aux Florentins ne leur fut pas inutile contre leurs ennemis; mais les Florentins

se battaient médiocrement et ils manquaient surtout de cette prudence instinctive qui utilise une victoire et fournit les moyens de conserver ses conquêtes. Ils firent donc éprouver beaucoup de pertes aux habitants de Sienne, de Lucques, et de Pongibonzi, sans qu'au résultat, il leur en revînt d'autres avantages que de se faire craindre par ces taquineries militaires.

Cependant le grand événemeut dont l'issue devait réveiller à Florence les haines des deux factions qui la divisaient depuis si long-temps, se passait dans le royaume de Naples. Conradin duc de Souabe, dans l'intention de reprendre ses droits à la couronne de Sicile, passa en Italie avec une petite armée qui se recruta en route de tous les Gibelins qui voulurent bien se joindre à elle. Alors le jeune et malheureux Conradin (il n'avait que seize ans!) s'avança jusque dans le royaume de Naples pour combattre Charles d'Anjou à qui le pape avait donné ses États. Après quelques succès douteux, Conradin vaincu tomba entre les mains de son rival qui le fit décapiter sur la place du château à Naples. Cette victoire de Charles d'Anjou en fut aussi une véritable pour tous les Guelfes de l'Italie. Voyant en ce prince un défenseur puissant, ils se mirent aussitôt sous sa protection. C'est ce que firent les Plaisantins, les Crémonais, les Modenais, les Ferrarais, ceux de Reggio, et les Florentins surtout.

Mais le soin que réclamaient ses États, les croisades auxquelles il prit part, ne permirent pas à Charles de tirer de la bonne disposition de tous ces Guelfes les grands avantages qu'il en espérait.

Les Gibelins d'ailleurs lui nuisaient beaucoup, et toute la Lombardie, entre autres provinces attachées à ce parti, aurait bien voulu de Charles pour ami, mais nullement pour maître.

Enfin l'on sait comment ce prince fut chassé de la Sicile par la conjuration préparée par Jean de Procida, après le massacre des Français, connu sous le nom de *Vêpres-Siciliennes.*

Cet événement ranima les espérances des Gibelins, et malgré les soins que le pape Grégoire X avait pris pour réconcilier les deux factions florentines, sitôt que le sort de Charles d'Anjou parut incertain, les Gibelins conçurent de nouvelles espérances et les Guelfes reprirent leur attitude soupçonneuse. Ces derniers ne tardèrent même pas à se plaindre ouvertement des modifications apportées dans le gouvernement par le pape Grégoire X et par le cardinal latin. Trouvant donc que les quatorze *Bons-Hommes*, dont huit étaient Guelfes et six Gibelins, formaient une combinaison contraire à l'esprit des institutions populaires et trop favorable au parti gibelin, le peuple créa une nouvelle magistrature pour la cité. On choisit parmi les consuls et les membres du conseil de Callimala, trois hommes versés dans les affaires et très attachés surtout au parti guelfe et au Saint-Siége. S'appuyant de ces paroles de l'évangile : « *Vos estis priores*, » on les nomma Prieurs des arts. Ces prieurs devaient être renouvelés tous les deux mois, et ces magistrats suprêmes traitaient conjointement avec le Capitaine du peuple, de toutes les affaires, tant politiques et militaires que commerciales de la république.

Cette institution, généralement approuvée par les habitants de Florence, ne parut cependant pas complète. Au premier renouvellemert des trois prieurs, on en créa six, un pour chaque sestier de la ville, et les six arrondissements de Florence furent classés et enregistrés de telle sorte, qu'au premier coup de cloche, tout ce qui appartenait aux six arts majeurs était sous les armes et aux ordres des six prieurs et du capitaine du peuple. Pour garantir la cité des troubles et des rapines inopinées, on ordonna que tous ceux qui n'avaient pas de patrimoine ou de profession pour vivre, seraient chassés de la ville et de son territoire; et que les grandes familles dont on pouvait craindre l'ambition et les intrigues seraient tenues de fournir des répondants et des cautions. Les Gibelins étaient donc considérés comme des rebelles, et la démocratie faisait de jour en jour des progrès.

Pendant dix années à peu près, la république florentine, à l'abri de cette nouvelle institution, devint florissante et assez tranquille. Mais les richesses et le repos même qui excitent l'orgueil et exaltent toutes les prétentions, ne tardèrent pas à réveiller les factions guelfe et gibeline qui n'étaient jamais qu'assoupies. Les nobles se mirent à insulter, à maltraiter même dans Florence et dans les campagnes environnantes, les gens de la plèbe. Car depuis que l'ordre et la paix s'étaient tant soit peu établis dans la république, il s'était formé à Florence trois classes dont les intérêts étaient différents. Entre les nobles Gibelins et le petit peuple, se trouvait la masse des bour-

geois, commerçants, banquiers auxquels se rattachait même une grande partie de la classe noble, mais exerçant les arts et métiers. Cette classe moyenne s'était singulièrement accrue en nombre et en influence, par ses richesses. La tranquillité lui était donc plus nécessaire et plus agréable qu'aux grands et aux petits dont les espérances vagues appelaient sans cesse la chance des révolutions. Cette classe bourgeoise, redoutant l'audace des Gibelins tout autant qne le mécontentement du bas peuple, voulut en prévenir les résultats fâcheux, en faisant encore des modifications à l'ordre des magistratures de la république. Ce fut Giano della Bella, homme appartenant à cette classe moyenne, et dont l'intégrité et les lumières étaient généralement reconnues, qui, s'associant à plusieurs bourgeois (popolani) riches et sages, s'empara d'une certaine autorité législative pour faire des corrections aux lois. C'est de cette époque que date la rédaction en très mauvais latin des *Ordonnances de la justice*. Elles infligèrent des peines beaucoup plus graves aux nobles et aux grands qui exerceraient dorénavant des violences contre les bourgeois, et elles portaient que les grands seraient solidaires des fautes ou des crimes commis par les personnes de leur classe. Il suffisait, d'après la loi, de deux témoignages publics pour prouver leurs méfaits; et il est même dit que l'on peut jeter secrètement, dans une boîte, des dénonciations contre eux, sauf à faire une enquête de la vérité.

Ces ordonnances adoptées, les bourgeois législateurs s'occupèrent de donner à la magistrature

de la cité, une forme et une puissance propres à faire observer ces nouvelles lois. On décida qu'outre les six prieurs il y aurait un gonfalonier de justice choisi successivement dans chaque sestier, investi du droit de sonner la cloche pour assembler le peuple et que le gonfalon de justice lui serait conféré dans l'église de St-Pierre Scheraggio. Il fut arrêté de plus qu'aucun des prieurs ne pourrait être choisi parmi les nobles ou grands. Enfin on désigna mille citoyens par chaque sestier, qui devaient être armés, vêtus d'une soubreveste et d'un écu avec l'enseigne de la croix, prêts, à la moindre rumeur, ou aux ordres du gonfalonier, à se porter au palais des prieurs, pour punir les violences des grands. Bientôt, au lieu de mille hommes par sestier, il y en eut deux mille, puis quatre mille, ce qui portait l'armée civique de Florence, dans ce dernier cas, à vingt-quatre mille fantassins. Ce mode de milice fut également mis en usage dans les campagnes, et cette autre armée rurale fut encore désignée cette fois sous le titre de Ligue du peuple.

La première occasion où l'on fit sortir le gonfalon de justice à Florence, ce fut pour abattre et ruiner de fond en comble la maison d'un parent de la famille des Galli. Ce noble habitant la France, y avait tué un bourgeois de Florence établi dans ce même pays. On peut juger de la rigueur des *Ordonnances de justice* par la manière dont on les mit à exécution dans le cas qui vient d'être rapporté, et à quel point les républicains les plus modérés de Florence étaient loin de comprendre la véritable liberté, combien

ils respectaient peu les personnes et leurs propriétés et à quel point la jurisprudence était informe et barbare. A ce sujet on rapportera encore un fait postérieur d'un siècle aux ordonnances de justice, mais qui prouve d'autant mieux ce qu'il y avait d'arbitraire et de ridiculement féroce dans la volonté des juges chargés de faire l'application des lois à Florence. En 1365, un homme ayant été condamné à avoir la main coupée, obtint et regarda comme une grâce de la part du magistrat, de perdre le pied au lieu de la main, faveur que le coupable avait instamment demandée.

Après les Vêpres Siciliennes, depuis l'an 1282, où s'opérèrent dans le gouvernement de la république les grands changements qui viennent d'être indiqués, le commerce et la banque prirent, jusqu'en 1300, un accroissement considérable. Bientôt les fêtes privées et populaires introduisirent le goût du luxe dans toutes les classes, et l'on ne tarda pas à ériger plusieurs grands monuments d'utilité publique.

Quant aux détails précis sur les résultats du commerce et du change à cette époque, ils manquent. Les réjouissances privées furent brillantes et nombreuses, comme on en peut juger par la quantité des alliances matrimoniales que les grandes familles guelfes et gibelines contractèrent.

Mais en 1283, on célébra la fête de saint Jean, patron de Florence, avec un tel éclat et d'une manière si nouvelle, que l'on juge à propos d'en toucher quelques mots, d'autant mieux que les historiens les plus graves n'ont pas cru devoir en

passer la description sous silence. Comme la ville de Florence, disent-ils, jouissait alors d'un calme et d'une prospérité favorables aux marchands, aux artisans, et en particulier aux Guelfes, qui avaient la grande main dans la ville, il se forma au milieu du faubourg d'Outre-Arno, sous les auspices de la famille des Rossi, du parti guelfe, une compagnie de plus de mille hommes, tous couronnés de fleurs, vêtus de robes blanches et ayant à leur tête un chef ou seigneur qu'ils nommaient *Amour*. Cette *Cour* donnait des jeux et des divertissements de toute espèce, tels que bals et concerts de musique. Les habitants y étaient invités à son de trompe et ils trouvaient tout le long du jour des repas préparés, pour lesquels on envoyait même convier au loin tout ce qu'il y avait de plus distingué en Toscane. Les directeurs de ces fêtes avaient à leur disposition des danseurs, des saltimbanques, pour réjouir leurs hôtes, qu'ils fournissaient d'ailleurs non seulement des choses qui leur étaient nécessaires, mais encore d'objets de luxe, tels que parfums, fourrures, coiffures nouvelles et robes d'étoffes précieuses. On ajoute même que quand ils avaient à traiter des personnes de haute distinction, ils poussaient la courtoisie jusqu'à les faire reconduire chez elles, sur des chevaux et avec le cérémonial le plus recherché. Cette *Cour* dura plus de deux mois, pendant lesquels une foule d'étrangers s'empressèrent de venir à Florence pour prendre part à ces singulières réjouissances.

Dans le même temps où Florence mettait à exécution ses dures ordonnances de justice et se

livrait à l'enivrement des fêtes, les lettres et les arts, de 1250 à 1300, prenaient un développement tout nouveau, circonstance considérable non seulement dans la civilisation de Florence, mais dans l'histoire de la civilisation générale de l'Europe.

On assure que les premiers essais de prose italienne remontent à peine au commencement du XIe siècle, et parmi les poésies écrites le plus anciennement en cette langue, on cite quelques chansons qui restent de celles qu'a composées l'empereur Frédéric II, vers 1198. Dante naquit en 1265, et trente ans après, la langue italienne était déjà faite et presque fixée en prose comme en vers.

Quant à l'étendue des connaissances cultivées et assez répandues déjà vers cette fin du XIIIe siècle, on peut en prendre une idée par les écrits de trois hommes de ce temps : Ser Brunetto Latini, Dante Alighieri et Francesco de Barberino. L'énoncé des ouvrages qu'ils ont composés suffira pour en faire pressentir la contexture et la portée.

Ser Brunetto Latini, professeur, secrétaire de la république de Florence, passe pour le premier citoyen de cette ville qui ait fait connaître l'éloquence et ait appris à gouverner l'État selon les lois de la vraie politique. Il a laissé deux ouvrages, l'un le *Trésor*, écrit en prose provençale, espèce d'histoire naturelle selon Pline et Solin, où, entre autres sujets, il traite de la boussole et des propriétés magnétiques de l'aimant. Sa seconde composition *Il Tesoretto*, écrite en vers italiens, est une vision où l'auteur décrit d'une manière fantastique les vices et les vertus. Cet homme était fort savant dans les langues et avait fait beau-

coup de traductions des plus beaux discours de Cicéron, de Salluste et de César. Il fut le maître de Dante et de F. de Barberino.

Voici la liste chronologique des ouvrages de Dante, au titre de chacun desquels est jointe une indication des matières que ce grand homme y a particulièrement traitées :

La Vie Nouvelle, qu'il a composée à l'âge de vingt-six ans. Il y exprime l'amour naturel et l'amour mystique, tout en parlant de la littérature en langue vulgaire, et de ses trois Cantiques dont il annonce la composition prochaine.

La Divine Comédie, poëme essentiellement gibelin, où la théologie, la science historique, le mysticisme et la satire sont employés à combattre les opinions guelfes.

Le Banquet, imitation détournée de l'ouvrage de Platon, portant le même titre. Ce livre inachevé, traite constamment de l'amour mystique à l'occasion duquel l'auteur s'étend sur la théologie, la physique, la métaphysique et la littérature en langue vulgaire.

Traité de l'éloquence en langue vulgaire ; le titre de ce livre en indique le sujet. On y trouve des renseignements précieux sur la poétique, la rhétorique, la grammaire et la linguistique, telles que ces connaissances étaient étudiées à cette époque.

La lettre à Kan-le-Grand est un exposé de la contexture de la divine Comédie et une apologie des moyens allégoriques dont le poëte affirme qu'il a fait constamment usage.

Les deux lettres qui restent de Dante, écrites

vers l'an 1312, dont l'une est adressée à l'empereur Henri VII, duc de Luxembourg, pour l'engager à venir au secours de l'Italie, et l'autre aux Italiens afin de les entraîner à reconnaître et à recevoir ce même Henri VII comme leur libérateur et leur soutien, sont des monuments historiques fort curieux. Ils font juger jusqu'où l'esprit de la faction gibeline pouvait entraîner les hommes les plus éclairés de ce temps.

Mais l'ouvrage de Dante le plus curieux sous ce même rapport politique, est son traité en trois livres, sur la monarchie (*De Monarchiâ*). Ce pamphlet dont le latin barbare et les formules scolastiques rendent la lecture difficile, mérite cependant d'être sérieusement étudié. Il exprime la profession de foi politique du parti gibelin en 1315, c'est-à-dire après un siècle entier de vie et d'activité de cette faction.

L'autre écrivain contemporain de Dante, Francesco da Barberino, ne peut lui être comparé en rien pour le talent. Ses ouvrages cependant sont instructifs par les matières qui y sont traitées. Barberino n'était qu'un homme spirituel et fort instruit. Mais l'absence de génie rend par cela même ses ouvrages plus propres à donner une idée juste des connaissances courantes que les esprits moyens de son temps pouvaient acquérir et répandre. Versé dans les lettres latines, cet homme avait étudié la théologie, les droits civil et ecclésiastique. Elève des troubadours provençaux pour la poésie, Barberino se livra à la versification en langue vulgaire ou italienne, tout en laissant percer dans ses ouvrages un fond de *pro-*

vençalisme qu'il affectait ou dont peut-être il ne sut jamais se débarrasser. Selon l'usage de son temps, il reçut et se donna une instruction encyclopédique. Comme Dante, Francesco da Barberino étudia la musique, la peinture, et l'on conserve un manuscrit de ses *Documenti d'Amore*, orné d'une fort belle miniature de sa main. Il eut le goût des voyages comme tous les Florentins de cette époque. Après s'être rendu à Avignon auprès du pape Clément V vers lequel il fut envoyé, il passa près de quatre ans à la cour du roi de France Philippe-le-Bel, qu'il accompagna pendant tous ses voyages. Quoique F. da Barberino fût d'un caractère doux et modéré, il ne laissa pas cependant de manifester ses opinions politiques vers 1313, lorsque l'empereur Henri de Luxembourg, ennemi des Guelfes florentins, était attendu impatiemment par la faction gibeline. Il joignit ses vœux à ceux de ce parti et, ainsi que Dante, écrivit au Messie impérial une lettre latine qui se termine par ces mots : « *Erimus in sedibus nostris; nec erit invidia in minori, neque superbia in majori.* » Cet écrivain avait composé un choix de nouvelles qui est perdu. L'ouvrage qui l'a fait connaître jusqu'à présent est : « *Documenti d'Amore*, » recueil de vers moraux. Mais en 1815 on a imprimé un autre livre de lui, resté jusqu'alors en manuscrit. Son titre est : « *Del Reggimento e de' Costumi delle donne.* » La contexture et les détails de ce livre présentent les renseignements les plus curieux sur les mœurs, les usages et les préjugés de l'Italie et de la France même, vers 1300. A la manière orientale, l'ou-

vrage est mêlé de vers et de prose, et le langage, dont le fond est toscan, se sent parfois de sa double origine sicilienne et provençale. Quant au sujet, il est fort piquant. L'auteur y passe en revue la femme à tous les âges, dans toutes les conditions et tous les rangs de la societé, depuis la mendiante et l'entremetteuse, jusqu'aux religieuses et aux princesses filles de rois, et il donne à toutes des préceptes de bonne conduite, sans manquer jamais l'occasion d'appuyer ses avis en racontant des nouvelles.

Ser Brunetto Latini et ses deux élèves Danté Alighieri et Francesco da Barberino sont donc les trois hommes dont les écrits font le mieux connaître l'état des sciences, des lettres et des mœurs en Toscane et dans une partie de l'Europe de 1250 à 1320.

Dans l'intérêt de l'histoire politique et littéraire de Florence, on doit faire remarquer que la plus grande partie des poëtes et des écrivains italiens qui ont composé en langue vulgaire, de préférence au latin, étaient en général attachés à la faction gibeline et au système monarchique. Ser Brunetto Latini, maître de Dante et de F. da Barberino, est la seule exception notable que l'on puisse indiquer à cette époque; il était Guelfe. Plus tard, cette observation prendra encore plus d'importance, car Pétrarque et Boccace furent aussi Gibelins.

Mais tandis que les sciences et les lettres étaient déjà parvenues à un haut degré d'élévation à Florence, les beaux-arts prenaient aussi leur développement à la faveur de la religion ainsi que des

besoins et des richesses de la commune. Vers la dernière moitié du XIIIe siècle, l'architecture, la sculpture et la peinture, qui n'avaient pas cessé d'être cultivées en Italie sous l'influence des artistes lombards, bysantins et allemands, s'affranchirent des goûts qui leur avaient été imposés par des nations étrangères, pour reprendre celui qui était propre au pays. Ce fut alors, à partir de 1220 jusqu'à 1299, que le premier Lapo, l'architecte célèbre de la triple église de Saint-François à Assise, bâtit successivement à Florence les différents édifices publics dont il a été question dans le cours de cette histoire, mais dont on croit nécessaire de rappeler ici la nature, la destination, ainsi que la date de leur construction. Voici d'abord les dates des fondations :

Le pont alla Carraia, 1218-1220. — Le pont Rubaconte ou aux Grâces, 1237. — Les rues de Florence dallées, 1237. — Le Palais-de-Justice et prisons, 1250.—Le pont de la Trinité, 1252.— Orsanmichele, 1284 — Palais Spini, depuis Feroni, 1284. — Baptistère commencé, 1293 — La Cathédrale, Santa Maria del Fiore, 1294. — Le vieux palais, 1298. — Dernière enceinte des murs qui existent encore, 1299.

Il est facile de comprendre, d'après ces indications, que le but d'utilité matérielle ou morale de ces édifices a fait donner à la plupart d'entre eux un caractère simple et sévère, mais grandiose. Comme on l'a déjà dit, la citadelle, la fortification s'y fait sentir presque partout. A l'ex-

ception du Baptistère et de la Cathédrale, dont le style est plus gracieux et plus fleuri, tous les autres monuments ont un aspect sombre et terrible. Ces formes graves, cette disposition soupçonneuse des palais publics, du palais d'un particulier même, sont le trait caractéristique de l'architecture florentine à cette époque. Ce sont les discordes civiles qui le lui ont imprimé, et c'est le génie de l'architecte Lapo qui l'a transmis par ses œuvres.

A Florence, l'impulsion fut donnée à l'architecture par les besoins civils et les circonstances politiques; mais la statuaire, la mosaïque et la peinture obéirent plus particulièrement aux dispositions religieuses. C'est à Pise où la sculpture fut d'abord tirée de la routine transmise par les faiseurs de figures constantinopolitains. Les artistes florentins ne tardèrent pas à marcher sur les traces de leurs maîtres, et la culture de la statuaire aida à perfectionner l'art de la mosaïque, puis bientôt après celui de la peinture. Dès l'an 1236, il y eut un peintre nommé Bartolomeo qui fut chargé par les magistrats de faire un tableau de l'Annonciation, que l'on conserve encore précieusement aujourd'hui dans l'église des *Servi.* Enfin Cimabuè naquit en 1240. C'est cet artiste qui rejeta complétement les pratiques grecques, qui commença à donner du naturel et de la vie aux figures. Quoique son mérite ne soit que relatif au temps où il a vécu, ses ouvrages cependant eurent une grande influence sur l'école qu'il forma et d'où sortit Giotto. De tous les nombreux

ouvrages qu'il a faits, celui pour lequel il reçut les plus grands éloges est un tableau de la Vierge, peint pour l'église de Sainte-Marie-Nouvelle, à Florence, où on le voit encore. Lorsque ce tableau fut terminé, il fit naître un tel enthousiasme parmi les habitants de Florence, qu'on le transporta de l'atelier du peintre à l'église en grande pompe et au bruit des instruments de musique. On ajoute que pendant que Cimabuè y travaillait, Charles d'Anjou, passant à Florence, en 1266, pour aller se faire couronner roi de Sicile à Rome, et voulant flatter les Florentins, alla visiter tous les hommes de mérite de cette ville, au nombre desquels se trouva Cimabuè, qui mettait la dernière main à l'ouvrage que l'on vient d'indiquer.

De toutes les constructions faites à Florence depuis 1220 jusqu'à 1300, la plus importante, mais la moins sagement prévue, est la troisième enceinte des murs, commencée en 1299, finie quelques années après, et qui est restée intacte jusqu'à nos jours. Les Florentins, éblouis par la prospérité de leurs armes, de leur commerce, et par l'état de tranquillité relative dont ils jouirent pendant les trente dernières années du XIIIe siècle, s'imaginèrent que la population, très nombreuse déjà, s'accroîtrait encore. Ils firent donc élever cette dernière enceinte, mais qui n'a jamais pu être garnie entièrement d'habitations. On n'avait prévu l'effet ni des pestes ni des interminables révolutions populaires qui devaient bientôt mettre obstacle à la prospérité passagère de la république de Florence.

Cette enceinte de murs et les portes de Florence, dont l'aspect architectonique présente tout à la fois un caractère de grandeur et d'élégance si remarquable, fourniront l'occasion de transmettre ici les renseignements que l'historien Villani nous a laissés sur la recette et la dépense, ainsi que sur la populationde cette ville vers l'époque de sa plus grande prospérité républicaine.

La recette, par les impôts, gabelles et autres droits, se montait à trois cent mille florins d'or, environ trois millions six cent mille francs de notre monnaie

La dépense fixe, pour le paiement des magistrats et officiers publics, et autres frais pour le bien de la commune, se montait à quarante mille florins, quatre cent quatre-vingt mille francs environ.

Outre cela, il y avait les dépenses pour les édifices publics, qui ne sont pas spécifiées. Une partie de ces dernières était à la charge de la commune, l'autre était supportée par des compagnies commerciales, des congrégations religieuses, ou des particuliers riches et zélés. Enfin venaient les dépenses inattendues, comme celles occasionnées par les guerres, qui se payaient au moyen de taxes extraordinaires quand le produit des gabelles ne pouvait pas y suffire.

On omettra les détails que Villani a donnés sur la nature et le prix des impôts, gabelles et taxes, pour en faire connaître quelques uns qui se rapportent aux dépenses de la commune de Florence. Ces particularités ne seront pas indiffé-

rentes pour l'intelligence de l'histoire et des mœurs singulières de cette ville au XIIIe siècle.

Salaires du Podestat et de sa suite : 15,240 piccioli (le picciolo valait de 10 à 15 sous). — Du capitaine du peuple : 5,880 piccioli. — De l'exécuteur des ordres de la justice contre les grands, et de sa suite : 4,900 piccioli — Du Conservateur du peuple, avec cinquante cavaliers et cent fantassins, contre les exilés : 8,400 florins d'or. — Du Juge d'appel (ou d'appellation) pour les intérêts de la commune : 1,100 piccioli. — De l'officier chargé de surveiller les ornements et bijoux que portent les dames : 1,000 piccioli. — Dépenses pour le boire et le manger des Prieurs et de leur suite : 3,600 piccioli. — Pour la nourriture des lions; plus pour les torches, chandelles et falots à l'usage des Prieurs : 2,400 piccioli. — Pour les joueurs de trompettes, de nacaires, de cresselles, de cornemuses et de trompes d'argent, avec les six héraults ou crieurs au service du Podestat, 1,000 piccioli. — Pour le *palio* (pièce d'étoffe amaranthe), donné pour prix des courses qui se font chaque année à la Saint-Barnabé et à la Santa-Reparata, 100 florins d'or, etc., etc.

Après ces détails sur la recette et la dépense de la commune de Florence, l'auteur donne des renseignements sur la population de la ville, toujours à la même époque, 1300.

D'après la consommation des vivres, on estime que Florence renfermait alors quatre-vingt-dix mille âmes, tant hommes et femmes qu'enfants.

Il y avait vingt-cinq mille hommes en état de porter les armes, depuis l'âge de quinze ans jusqu'à soixante-dix. Tous étaient citoyens, et, parmi eux, le nombre des nobles riches pouvait se monter à quinze cents. Le nombre des étrangers-passants, ou soldats payés, à Florence, était communément de quinze cents. Dans les écoles, pour apprendre à lire, il y avait de huit à dix mille petits garçons et petites filles. Douze cents garçons apprenant à compter fréquentaient six écoles; puis, dans les quatre grandes écoles où l'on enseignait la grammaire et la logique, se rassemblaient cinq cent cinquante à six cents écoliers. Les églises, abbayes et couvents dans Florence et ses environs étaient au nombre de cent dix. D'abord, cinquante-sept paroisses pour le peuple; cinq abbayes avec deux prieurs et quatre-vingts moines. Outre cela, vingt-quatre monastères de femmes avec cinq cents religieuses. Dix maisons de frères réguliers; trente hospitalières, offrant plus de mille lits aux pauvres et aux infirmes, et renfermant de deux à trois cents prêtres.

Pour ce qui concerne le commerce, les boutiques, magasins ou fabriques de l'art de la laine étaient au nombre de deux cents et plus. On y fabriquait de soixante-dix à quatre-vingt mille (panni) pièces de drap, dont la valeur s'élevait à un million deux cent mille florins d'or. Le tiers de ces marchandises à peu près restait dans le pays, et plus de trente mille personnes vivaient de la main d'œuvre que la fabrication et l'emploi de ces étoffes occasionnaient.

Les boutiques de Callimala, c'est-à-dire du commerce des draps étrangers, dits français, retouchés, améliorés par les fabricants de Florence, étaient moins nombreuses. Il n'y en avait que vingt, mais elles faisaient venir par an pour trois cent mille florins d'or de draps de France, d'Angleterre, d'Espagne et de Flandres, qui se vendaient à Florence pour passer en Orient, en Grèce, et sur toutes les côtes de la Méditerranée.

On comptait quatre-vingts banques de changeurs. On battait en monnaie d'or de trois cent cinquante à quatre cent mille florins, et environ vingt mille livres de petite monnaie par an.

Le collége, ou la corporation des juges était de quatre-vingts; celle des notaires, de six cents; celle des médecins et chirurgiens, de soixante. On comptait cent boutiques d'épiciers-droguistes, et le nombre des magasins allait toujours en croissant à mesure que la consommation des objets devenait plus grande. Par exemple, on comptait cent cinquant-six boutiques de boulangers. Par les gabelles perçues aux portes de Florence, on voit qu'il y entrait, par an, de cinquante-cinq à soixante-cinq mille *cogna* (ou tonnes) de vin; quatre mille bœufs et veaux, soixante mille moutons, trente mille porcs et vingt mille chèvres. Au mois de juillet il entrait à Florence, par la porte San-Frediano, quatre mille charges de melons.

Déjà le luxe des vêtements et de la table avait provoqué des lois somptuaires, et excitait l'humeur satyrique de Dante contre Florence autrefois si sobre et si modeste. Le goût des fêtes publiques et privées s'était beaucoup accru, et au

milieu des murs de Florence et dans ses environs les habitations agréables commençaient à se multiplier. Pouvait-il en être autrement dans une cité où l'on percevait près de quatre millions de francs d'impôts en 1300, qui battait annuellement une somme plus forte en monnaie d'or, et dont les fabricants de drap seulement mettaient des marchandises en vente pour une valeur à peu près égale?

Tel fut l'état des sciences, des lettres, des arts et de la prospérité matérielle à Florence, vers 1300, lorsque les factions Guelfe et Gibeline, à la veille de renaître sous une autre forme, mais plus vives, plus terribles que jamais, allaient compromettre de nouveau la tranquillité de la Toscane, et faire commencer à Dante ses trois immortels cantiques.

VIII.

*

Factions des Noirs et des Blancs, 1301.— Tyrannie et chute du duc d'Athènes, 1343.— Démocratie.

Rien n'est plus propre à rabaisser l'orgueil humain que l'étude et l'appréciation sincères de l'histoire des nations dont l'existence a eu le plus d'éclat, dont les efforts même pour perfectionner la civilisation sont le plus louables. Ce XIIIe siècle, pendant lequel on vient de suivre les vicissitudes politiques et les progrès des sciences, des arts et du commerce dans Florence, est le beau siècle de la république Florentine ; c'est encore le temps où, malgré la fureur aveugle et sans cesse renaissante des deux factions acharnées à la destruction l'une de l'autre, on voit cependant paraître dans le peuple florentin un véritable intérêt pour la commune, un amour de la patrie qui le ramène parfois à la justice et à la raison.

La faiblesse de l'aristocratie florentine était

telle, que les nobles n'ont jamais pu se constituer en corps. Toutes les familles illustres au contraire, en se livrant au commerce, à l'industrie et à la banque, ont contribué à pousser l'exagération de la puissance démocratique au-delà des limites imaginables. Aussi les maux causés tour à tour à Florence par les tentatives désespérées des nobles et de la populace ont-ils servi longtemps de prétexte à l'intervention des étrangers dans les affaires du pays, et produit enfin pour résultat l'établissement du gouvernement d'un seul, qui n'a pu avoir que bien tard, en ce pays, les avantages d'une monarchie régulière.

Dans le grand nombre des événements qui se rattachent particulièrement à l'histoire de la ville de Florence, on signalera les plus importants, ceux qui dominent et ont amené tous les autres pendant le cours du XIVe siècle, où nous entrons :

1° La récrudescence des factions Gibeline et Guelfe, sous les dénominations nouvelles de *Blancs* et de *Noirs*, dont les résultats furent des exils et un changement notable du gouvernement de la république, dans l'intérêt de la démocratie.

2° Le règne extravagant et cruel de Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, appelé par les Florentins pour les protéger, et qu'ils chassèrent ignominieusement peu de temps après, ce qui donna encore plus de puissance à la démocratie (1343).

3° La grande peste de 1348, qui emporta quatre-vingt mille habitants de Florence et des environs, et donna lieu tout à la fois à des établissements pieux et utiles, ainsi qu'à un dérèglement

de mœurs dont ce pays se ressentit long-temps.

4° L'influence des capitaines du parti Guelfe, espèce de magistrats dont les excès tyranniques conduisirent peu à peu la ville de Florence à laisser tomber les rênes du gouvernement dans les mains de la plus vile populace, en 1378.

5° Et enfin l'apparition, à cette même époque, de la famille Medicis, destinée à gouverner la Toscane monarchiquement deux siècles plus tard.

Voici comment s'introduisirent à Florence les factions des Blancs et des Noirs. Il y avait à Pistoia une famille très nombreuse, les Cancilieri, dont la souche était un certain Canceliere, de la moyenne classe, devenu puissamment riche par son industrie. Ayant épousé successivement deux femmes, l'une nommée *Blanche*, l'autre *Noire*, Canceliere en avait eu plusieurs enfants, dont les enfants et petits-enfants étaient distingués par les surnoms de *Blancs* et de *Noirs*, selon qu'ils tiraient leur origine de l'un ou de l'autre lit. Après quelques générations, ces Cancelieri, Blancs et Noirs, adonnés pour la plupart à la profession des armes, eurent entre eux des querelles d'intérêt ou de rivalité quelconque. Des disputes, ils en passèrent bientôt aux voies de fait, tant qu'enfin il y eut entre eux des combats, auxquels toute la ville de Pistoia, partagée entre les *Blancs* et les *Noirs*, prit part. Ces désordres se renouvelèrent et augmentèrent de violence, au point que les magistrats de Pistoia, sentant leur autorité devenue tout-à-fait inutile, proposèrent de demander l'intervention arbitrale des Florentins. Ceux-ci, qui avaient intérêt à ce que le calme se rétablît

dans Pistoia, acceptèrent, et se rendirent maîtres absolus de cet état, selon le vœu même de la commune.

Les Cancelieri *Blancs* de Pistoia avaient établi depuis long-temps des relations de famille avec les maisons Gibelines de Florence, tandis qu'au contraire plusieurs Cancelieri *Noirs* s'étaient alliés à des Guelfes florentins. Il en résulta que les Florentins, venus à Pistoia pour éteindre la haine qui divisait les deux familles, prirent parti eux-mêmes pour les *Noirs* ou pour les *Blancs*, et rapportèrent dans Florence ce nouveau sujet de discorde.

Mais il ne faut pas s'y laisser tromper : malgré la substitution des noms, les Blancs et les Noirs, à Florence, ne furent rien autre chose que ces mêmes Gibelins et ces mêmes Guelfes, dont l'obstination politique reparut plus vive que jamais, en 1300, après cent quatre-vingt-cinq ans d'efforts et de résultats désastreux pour la République.

On se battit de nouveau dans les rues et sur les tours de Florence. Ce fut même l'époque des réjouissances du mois de mai que l'on choisit pour s'entretuer avec un acharnement sans pareil. Dante Alighieri, le grand poëte, était alors magistrat, l'un des prieurs de Florence. Un cardinal légat, qui avait été envoyé par le pape pour pacifier la ville, ne put rien obtenir de ce qu'il demandait pour apaiser les esprits. Les Blancs, ou plutôt les Gibelins, en particulier, ne manquèrent pas de laisser percer la défiance que leur inspiraient le pape et son légat, en sorte que le car-

dinal, blessé de leur désobéissance envers le Saint-Siége, interdit la ville de Florence.

Vers ce temps, Charles de Valois, fils de Philippe III, dit *le Hardi*, quittait la France par dépit, et traversait l'Italie, dont le pape allait le faire vicaire ou lieutenant. Il passa par Florence. Dans l'état désespéré où était la République, ce prince accepta le titre de pacificateur qui lui était offert, sous la condition tacite du Saint-Siége de faire en sorte de mettre le pouvoir entre les mains des Noirs ou Guelfes. Malgré la résistance violente des nobles de la ville, Charles ne se remit en route pour Rome qu'après avoir affermi la puissance des Guelfes, qui ne tardèrent pas à condamner à l'exil toute la faction contraire. C'est dans cette occasion, en 1301, que Dante Alighieri et Petrarco di Parenzo, père du célèbre Pétrarque, furent bannis de Florence. Dante fut condamné à cette peine sous pretexte de *baratterie et d'extorsions*, ce qui fait dire à l'historien Villani, « ou que cet homme, si vertueux, a été condamné » à tort; ou qu'il a eu tort lui-même de mettre » dans l'enfer ceux qui avaient commis la même » faute que lui. » Réflexion aigre-douce, où le préjugé de la faction Guelfe, à laquelle appartenait Villani, se fait sentir.

Après avoir suivi jusqu'à présent dans Florence les vicissitudes et le dernier accroissement presque fortuit des deux factions de cette ville, on touche à l'époque de leur histoire où l'on peut rechercher avec soin quels devaient être les systèmes fondamentaux sur lesquels s'appuyaient les Guelfes et les Gibelins, ainsi que le

but précis que chacune de ces factions se proposait d'atteindre. Le système Guelfe est facile à reconnaître, puisque ce sont les hommes de ce parti qui ont le plus habituellement régi le gouvernement de Florence, et que, tant bonnes que mauvaises, ils ont fait beaucoup de lois, d'ordonnances, et ont multiplié les magistratures et les offices à l'infini. Les Guelfes seront appréciés par leurs œuvres. Quant au système Gibelin, c'est au contraire dans les écrits du temps qu'il faut en rechercher l'esprit et la forme. Dans ce dernier cas, on peut se satisfaire complétement par la lecture du livre de Dante, intitulé *de la Monarchie*, profession de foi politique entièrement et sincèrement Gibeline, puisque cet ouvrage d'Alighieri ne fut connu publiquement que long-temps après sa mort. On donnera donc un extrait de ce pamphlet important, après avoir indiqué les changements que les Guelfes apportèrent au gouvernement de la République, à la suite de l'exil des Gibelins ou des Blancs, au commencement du XIVe siècle. Par la comparaison de ces deux systèmes différents, on pourra se former une idée nette, non seulement de la nature de chacune de ces deux factions, mais encore de l'état des esprits à Florence relativement aux divers principes de politique adoptés vers la fin du moyen-âge jusqu'au commencement de la renaissance.

En 1301, les Gibelins ou Blancs, au nombre desquels se trouvait Dante, furent donc bannis de Florence. Mais il y demeura cependant assez d'hommes de ce parti, pour qu'avec les attaques extérieures incessamment renouvelées par les

bannis, la guerre civile y fit encore d'affreux ravages. Les violences ne furent pas seulement commises dans la ville. On voit encore à Florence les prisons qui portent le nom de *Stinche*, monument qui consacre la mémoire d'un combat de cette époque, livré hors de ses murs. Les Florentins guelfes, après avoir fait prisonniers tous les habitants de la ville de *Stinche*, près de laquelle se trouvaient des châteaux défendus par les Gibelins, enfermèrent ces malheureux habitants dans des prisons que l'on venait de construire nouvellement à Florence. Elles existent encore et sont désignées par le nom de *Stinche*.

Dans les intervalles de lassitude plutôt que de repos, le peuple florentin, semblable à un enfant malade, demandait des changements dans l'administration de la ville, dans le nombre et les attributions des magistratures. Ce fut dans des dispositions semblables, qu'en 1304, le peuple, sous prétexte de malversation de la part du podestat, assaillit ce magistrat et sa suite en pleine rue, et le remplaça bientôt par douze citoyens, deux pour chaque sestier, ce qui fut cause que la seigneurie fut confiée à douze personnes, au lieu d'une.

En 1321, pendant la guerre désastreuse que fit Castruccio de Lucques aux Florentins, ceux-ci, rejetant la faute de leurs revers sur le gonfalonier et les prieurs, résolurent d'adjoindre aux nouveaux magistrats élus pour remplacer les derniers douze conseillers, appelés *Bons-Hommes*, dont les fonctions étaient de surveiller pendant six mois les actions des prieurs et du gonfalonier,

lesquels ne pouvaient rien conclure ni décider sans la sanction des douze *Bons-Hommes*.

Dans le cours de cette même année 1321, pendant que les Florentins étaient si vivement préoccupés de ces modifications politiques, Dante Alighiéri mourait à Ravennes sous le poids d'un jugement qui l'avait condamné à l'exil, et qu'il subissait depuis vingt ans.

Huit ans plus tard, après la mort de Castruccio et du duc de Calabre, lorsque la république fut rendue momentanément à elle-même, le peuple et tous les magistrats désirèrent la voir représentée dignement. Le point important était que la création des magistrats et des officiers désignés par la voie du sort se fît avec la plus rigoureuse sincérité. On décida donc que tous les magistrats et officiers, tels que les prieurs, leurs conseillers, les gonfaloniers, les capitaines du parti guelfe, les cinq du commerce, les consuls des arts, avec deux bourgeois de surcroît par sestier, ce qui en tout faisait quatre-vingt-dix-huit personnes, désigneraient tous cèux de la ville, âgés de plus de trente ans, qu'ils auraient jugés digne du priorat.

Cette candidature au priorat était acquise à ceux qui obtenaient soixante-huit voix sur les quatre-vingt-dix-huit. Le nom de chaque candidat était mis alors dans chacune des six bourses appartenant à chacun des sestiers de Florence, et lorsque le temps était venu de renouveler les prieurs, on tirait au hasard les noms de la bourse.

On procédait avec le plus grand soin à la supputation des fèves noires au moyen desquelles les quatre-vingt-dix-huit votaient; outre cela, le

coffre dans lequel étaient conservées les bourses restait sous la garde de religieux étrangers, fermé par trois serrures dont les trois clés étaient conservées, l'une dans la sacristie des frères convers, la seconde par le capitaine du peuple, et la dernière par le général des frères. Tous les deux mois, trois jours avant que les anciens prieurs déposassent leur charge, les gardiens du coffre le faisaient apporter en présence de tout le conseil des quatre-vingt-dix-huit. On l'ouvrait et l'on en tirait au hasard autant de bulletins qu'il était nécessaire pour faire les nouveaux prieurs. Les candidats étaient aussitôt investis de la magistrature, excepté les cas de prohibition (diviéto) prévus par la loi, qui voulait que l'on mît six mois d'intervalle entre la nomination de personnes de la même famille, et deux ans entre celles des pères, des enfants et des frères.

Toutes ces dispositions furent prises et arrêtées en plein parlement, sur la place des Prieurs, le 11 de décembre 1329, parlement dans lequel on annula encore tous les anciens conseils, pour en créer deux nouveaux seulement : l'un sous la direction du capitaine du peuple, composé de *trois cents* citoyens exclusivement choisis dans la classe bourgeoise, et l'autre de *deux cent cinquante*, où il entrait des grands et des bourgeois, sous la direction du podestat. Enfin, toutes les délibérations prises par la seigneurie ne devenaient valides que par l'approbation, d'abord du conseil populaire des Trois-Cents, et ensuite du conseil mêlé des Deux-Cents-Cinquante.

Mais arêtons-nous à ces pénibles efforts de la

république florentine, efforts dont elle tira si peu de gloire et de profit, et comparons maintenant à cette politique de circonstance, improvisée sur la place publique par les Guelfes, la théorie systématique du gouvernement que rêvaient les Gibelins. Ce sont les opinions, et souvent même les propres paroles de la monarchie de Dante, qui vont être reproduites sur ce sujet.

A la suite du moyen-âge vient le temps dit de la renaissance, qui commence en Italie avec Dante. C'est à compter de cette époque que tous les génies forts et cultivés reportèrent leur attention et leurs regards sur les monuments des sciences, des lettres et des arts de l'antiquité, échappés aux dévastations qui eurent lieu dans les premiers siècles de notre ère. La respectueuse admiration que l'on professa, en Italie surtout, pour les livres, les statues et les peintures de l'antiquité qui purent être recueillies, fut poussée jusqu'au fanatisme. Dante, et plus tard Petrarca et Boccacio l'ont éprouvée plus vivement encore que tous les autres.

Parmi les nombreux sujets d'admiration que trouvèrent dans les fastes de l'antiquité ces hommes fameux, il en est un qui les préoccupa tous trois plus habituellement, plus profondément encore que les autres, c'est l'histoire de Rome, c'est l'accroissement régulier de la puissance de ce peuple-roi, qui se servit toujours de la victoire pour s'assurer la conquête des peuples auxquels il donnait enfin une législation; c'est ce commandement, cette puissance, cet empire qui tendait à tout envahir, pour tout régulariser, pour tout

soumettre au même code de lois politiques et civiles; c'est enfin cette *monarchie universelle*, absolument juste, et relevant de Dieu seul, puisque Dieu avait permis qu'elle se formât, dont ils voyaient le type perfectionné dans la personne de l'empereur Octavien Auguste, loué et chanté par le plus parfait des poëtes latins, Virgile.

Dans l'esprit de Dante qui, ainsi que ses contemporains, considérait Virgile autant comme un historien que comme un poëte, Romulus avait été choisi par Dieu pour fonder Rome; Auguste n'avait été que le dépositaire et le gardien de la puissance ou de l'*Empire* des Romains; c'était Auguste qui l'avait amené à sa perfection, puis cet empire avait été transmis, sans interruption, aux empereurs d'Orient, et, enfin, aux empereurs d'Occident ou d'Allemagne. C'était toujours d'après les idées des Gibelins cette puissance, cet empire exercé sans solution de continuité depuis le roi Priam, depuis Énée son fils et Romulus, jusqu'à Henri VII de Luxembourg, en l'an 1313, qui la rendait indépendante des papes, et la faisait relever immédiatement de Dieu même. Aussi l'objet du livre *de la Monarchie* écrit par Dante est-il l'examen historique et philosophique de ces trois questions: «1° Si la monarchie est indispensable au bonheur du monde? 2° Si le peuple Romain s'est justement acquis le droit de *Monarque?* 3° Et enfin, si l'autorité de *Monarque* dépend immédiatement de Dieu ou d'un vicaire de Dieu?» Ces trois questions sont traitées par le poëte florentin avec un appareil scientifique et une subtilité vigoureuse de raisonnements qui se sentent tout à la fois de

l'obstination gibeline et scholastique; mais enfin il prouve ou au moins il conclut dans ce livre : » que la monarchie est indispensable au bonheur du monde; que le peuple Romain, étant devenu monarque, a seul eu le droit de transmettre l'Empire; et enfin que l'autorité monarchique, que l'*Empire*, relève immédiatement de Dieu seul.

Pour compléter l'idée que Dante et tous les hommes de la renaissance s'étaient faite de la perfection du système de monarchie universelle, il est indispensable de savoir que par l'étude de l'histoire, de la philosophie et de la théologie, ces hommes avaient cru reconnaître que la *monarchie* est philosophiquement nécessaire; que par elle seule le monde peut être régi d'une manière profitable pour lui; que c'est par la faute de nos premiers parents que cette institution de la monarchie a été écartée du gouvernement des nations de la terre, et que cet accident a amené tous les troubles, tous les malheurs, résultat forcé des autres gouvernements informes inventés par les hommes au mépris de la loi divine. Ils prétendaient, en outre, qu'après la succession de toutes les formes erronées de gouvernement, mises en œuvre depuis le commencement du monde, ce n'est que sous Octavien Auguste que l'on est parvenu enfin à la monarchie parfaite, et qu'une fois cette monarchie portée à sa perfection par Auguste, le monde a été calme et heureux tant que l'on ne s'est pas écarté du principe d'après lequel on avait alors établi le gouvernement de l'Empire et du monde.

C'est cette idée de perfection attachée à la mo-

narchie impériale d'Auguste qui est la disposition dominante et caractéristique de tous les grands esprits de la fin du moyen-âge et du commencement de la renaissance. C'est cette idée qui a été saisie, puis constamment caressée et défendue par Dante, Boccace et Pétrarque. Ces trois hommes ne tarissent pas sur ce sujet, et à la manière dont ils parlent des vers du Pollion de Virgile, » *Jam redeunt saturnia regna*, etc. » il est facile de reconnaître que ces trois admirables écrivains avaient plus souvent étudié l'histoire romaine dans Virgile que dans Tite-Live.

Quoi qu'il en soit, il paraît suffisamment démontré, d'après la profession de foi politique de Dante, comme d'après les actes successifs du gouvernement républicain de Florence, que le principe sur lequel s'appuyait la faction Gibeline était la monarchie universelle, tandis que les Guelfes se proposaient pour but la démocratie illimitée. Cette différence de principes explique comment il n'y a jamais eu de rapprochements possibles entre les deux factions, et pourquoi cette importante question, qui agita tous les esprits depuis le XII[e] siècle jusqu'à la réformation au XVII[e], les a remis encore en mouvement dans toute l'Amérique et dans toute l'Europe, depuis 1780 jusqu'à nos jours.

Mais reprenons l'ordre des faits relatifs à l'État de Florence. Nous avons laissé cette ville gouvernée, en 1329, d'après un système nouveau. Tout ce que le peuple ou la seigneurie proposait ne devenait plus valide que par l'approbation successive du conseil des trois cents bourgeois,

et de celui mi-parti des deux cent cinquante bourgeois et nobles. Les rouages de ce nouveau mécanisme politique engrenèrent mal aussitôt que l'on voulut en faire usage, et le parti démocratique comme celui de la noblesse, mécontents de cette distribution des emplois publics qui les excluait presque également du maniement des affaires, augmenta leur haine et leurs dispositions séditieuses. Il se passa cependant plusieurs années sans troubles intérieurs; toute l'inquiétude naturelle au peuple florentin se porta sur des guerres d'intérêt qu'ils eurent à soutenir contre les Lucquois et les Pisans. L'empereur Louis de Bavière, ce successeur de Henri VII que les Gibelins appelaient encore de tous leurs vœux, occupa longtemps les Florentins. Le commerce, d'ailleurs, était très actif; les opérations des banquiers devenaient immenses; les sciences, les lettres et les arts prenaient un développement rapide. Il y eut donc à cette époque un mélange de préoccupation extérieure et de prospérité matérielle dans la ville, qui suspendit l'effet des deux factions et permit d'accomplir plusieurs travaux importants. On avança beaucoup, par exemple, en 1334, les travaux des murs d'enceinte, que l'on fortifia de tours et de portes où les artistes déployèrent un art remarquable. Dans cette même année, Giotto, peintre et architecte, élève de Cimabuè, fit les dessins et jeta les fondements du fameux clocher (Campanile), revêtu de marbre et orné de figures sculptées, qui s'élève auprès de la cathédrale (Duomo). Déjà deux ans avant, les prieurs, voulant profiter du calme qui succédait aux inquiétudes

occasionnées par les guerres précédentes, avaient décidé de reprendre les travaux de l'église métropolitaine, et d'en confier la surveillance à l'art de la Laine, chargé d'employer à cet usage l'argent que fournissaient les Gabelles. On fonda encore un monastère des *converties*, dans lequel on put donner asile à deux cent quarante femmes qui, de la débauche et du vice, désiraient passer à une vie réglée et sainte. Enfin on institua la compagnie des *Noirs*, dont l'office était d'assister les condamnés allant au supplice.

Les affaires extérieures de la république n'étaient pas très florissantes en 1339 et 1340, quand de grands malheurs privés et publics vinrent fondre sur elle. Les commerçants et une foule de particuliers de Florence eurent leurs capitaux compromis ou perdus par la double faillite des maisons de banque des Bardi et des Peruzzi. Ces deux banquiers, chargés de toutes les affaires du roi d'Angleterre, ne purent remplir leurs engagements, et manquèrent : les Bardi de cent quatre vingt mille marcs sterling, et les Peruzzi de cent trente cinq mille, ce qui équivaut à la somme totale d'un million trois cent soixante-cinq mille florins d'or. Cet événement, qui ruina une foule de négociants étrangers en relation avec les Bardi et les Peruzzi, jeta la consternation et la misère dans un grand nombre de maisons florentines.

Une comète, visible au mois de mars 1340, fut regardée comme signe de nouveaux malheurs. En effet, au mois d'août suivant, la peste se déclara à Florence et enleva quinze mille personnes.

Un incendie, accident fort commun dans cette ville, consuma tout un quartier; et comme, au milieu de l'été et pendant la peste, il était tombé une grêle si grosse et si abondante, que tous les biens de la terre avaient été détruits, il en résulta une disette qui se joignit à toutes les calamités précédentes.

Mais ce n'était pas les dernières que Florence dût éprouver dans le cours de cette année. Les Bardi et les Frescobaldi, deux familles guelfes, mais qui étaient indignées de la manière tyrannique dont les magistrats en usèrent envers eux, à propos d'affaires d'intérêt, ourdirent une conspiration, que l'on déjoua, mais qui jeta du trouble et de l'inquiétude dans la ville. Le 2 d'octobre 1341, l'armée florentine fut battue complétement par les Pisans, à propos d'une querelle qui s'était élevée entre ces deux peuples pour la ville de Lucques. Cette défaite, dont on rejeta la cause sur l'impéritie de Messer Malatesta, qui avait commandé et laissé battre les Florentins, fut cause que l'on fît choix d'un autre capitaine. Le malheur voulut, pour les Florentins, qu'il leur tombât sous la main un certain Gaultier de Brienne, pauvre comme Job, quoique duc d'Athènes, qui, ainsi que tous les princes errant en Italie à cette époque, offrait sa protection à ces petites républiques, qui ne savaient pas se passer de protecteurs. Par une imprudence qui ne peut s'expliquer que par le découragement où les malheurs précédents avaient jeté les Florentins, la république, dès que le temps de Malatesta fut fini (en août 1342), conféra au duc d'Athènes le

commandement de la guerre, et le droit personnel de rendre la justice dans la ville et les environs. On a pu l'observer déjà plusieurs fois : dès que les affaires de la république allaient mal, l'instinct du peuple le faisait recourir à un dictateur quel qu'il fût. Pour le duc d'Athènes, cet homme, voulant à toute force de l'argent, se prévalut de la division qui régnait dans la ville, et, fort de l'appui des grands qui l'engageaient à se rendre maître du pouvoir à Florence, il usa du droit exorbitant qu'on lui avait donné de rendre la justice, en faisant tomber les têtes à tort et à travers, dedans et hors de la ville. Ces premières rigueurs lui réussirent au mieux. Mais ce qui lui attira tout-à-coup l'amour des grands et de la populace, ce fut une sentence d'amende et de prison qu'il prononça contre quatre bourgeois des maisons les plus considérables de Florence. Alors il fut craint de tous ; les nobles devinrent arrogants, et la populace ivre de joie. Quand le duc passait à cheval dans les rues, la plèbe criait : « *Viva il signore!* » et bientôt aux portes de toutes les maisons et de tous les palais de la ville, on suspendit les armes du duc d'Athènes.

Cet homme cupide et rusé profita avec adresse de cette double disposition des grands et de la populace. Après quelques entrevues avec les chefs de grandes familles et les magistrats de la république, il ne tarda pas à s'assurer du secours des uns et à se jouer de la crédulité des autres. On dressa un acte par lequel on convint qu'il serait seigneur de Florence pendant un an, mais qu'il

conserverait la forme du gouvernement et la liberté du peuple. Le lendemain du jour où cette convention fut passée entre les prieurs et lui, le 8 septembre 1342, il s'achemina vers la place de Sainte-Croix, avec deux cents hommes de cavalerie et trois cents fantassins, autour desquels s'étaient réunis presque tous les grands de Florence. De là toute cette troupe conduisit le duc d'Athènes sur la place du Vieux-Palais, où les prieurs et tous les magistrats de la république, placés en ordre sur la balustrade, firent donner lecture de la convention faite la veille. Mais quand on en vint à ces mots qui annonçaient que le duc était nommé seigneur de la république *pour un an*, tous les cardeurs de laine rassemblés dans la place, se mirent à crier : « *La seigneurie du duc pour la vie!* Qu'il soit notre *Seigneur à vie!* A peine ces cris furent-ils répétés plusieurs fois, que déjà les nobles avaient enlevé le duc d'Athènes dans leurs bras pour le conduire au palais de la seigneurie (ou Vieux-Palais). Les portes tardaient à s'ouvrir, on prit des hâches, et l'on se disposait à les enfoncer, quand par ruse ou par crainte on laissa l'entrée libre au nouveau seigneur. Le duc d'Athènes fut placé dans la salle des prieurs, et les prieurs restèrent dans la salle d'armes. Pour les grands qui venaient d'élever le duc d'Athènes, ils mirent aussitôt sa bannière au haut de la tour, et s'emparèrent du gonfalon et du livre des ordonnances de justice contre les nobles. Enfin le capitaine des gardes des prieurs, le capitaine du peuple et plusieurs autres officiers et magistrats

de la république eurent la lâcheté de prêter les mains à toutes ces turpitudes.

Après plusieurs jours de fêtes célébrées par le duc et les grands, le nouveau seigneur de Florence fit confirmer sa nomination par les deux conseils, relégua les prieurs dans un palais particulier avec vingt hommes de garde au lieu de cent qu'ils avaient avant, et fit enfin consacrer par une messe à Sainte-Croix sa seigneurie, que l'évêque de Florence ne manqua pas de louer et de vanter au peuple dans un sermon qu'il fit en cette occasion. C'est ainsi qu'après des inondations, la peste, la disette, des défaites humiliantes et des discordes civiles, fléaux qui avaient duré pendant l'espace d'un peu plus d'une année, Florence eut encore à perdre, par l'astuce du duc d'Athènes, sa liberté, qu'elle avait conservée tant bien que mal depuis cinquante ans.

La tyrannie de cet homme ne tarda pas à devenir insupportable à toutes les classes de citoyens. Les grands qui avaient tant espéré de lui n'en reçurent que de mauvais traitements; quant à la moyenne classe, à la grosse bourgeoisie, elle l'avait toujours eu en aversion, parce qu'il lui ravissait toute les magistratures et les offices; les artisans eux-mêmes étaient dégoûtés de lui, depuis que par son mauvais gouvernement le commerce était déchu et les gabelles augmentées.

On trama trois conjurations contre lui, dont l'une eut pour chef ce même bon archevêque qui l'avait tant loué le jour de sa prise de possession de la seigneurie. Mais toutes ces tentatives furent

déjouées par l'astucieux tyran, et sa chute ne put être déterminée que par le soulèvement général de tous les habitants de Florence.

Le 26 juillet 1343, les Adimari, les Donati et les Médicis mirent en mouvement toute la ville en appostant des gens qui, de bon matin et au moment où l'on ouvrait les boutiques, se mirent à crier : « *Aux armes! aux armes!* » Au même instant, les bannières furent levées, on s'arma, on barra toutes les rues autour du palais de la seigneurie, et dans tous les quartiers de la ville, on entendit retentir ces cris : « *Mort au duc et aux siens! Vive le peuple, la commune et la liberté!* » En ce jour, grands, bourgeois et menu peuple, tous furent unanimes, et se disposèrent non seulement à faire une vigoureuse résistance à la troupe du duc, mais à l'attaquer; ce qui ne tarda pas d'arriver. Les combats dans les rues et autour du Vieux-Palais durèrent cinq jours. Quand cette forterese, où était enfermé le duc et sa suite, fut entourée et hors de défense, le peuple victorieux demanda avec fureur qu'on lui livrât trois personnes : Guglielmo d'Asciesi, son fils Gabrielli, âgé de dix-huit ans, et Cerettieri, les trois hommes qui avaient été les ministres les plus actifs et les plus complaisants de la tyrannie du duc. Cerettieri parvint à s'évader. Quant aux deux autres, les soldats enfermés dans le vieux palais les firent passer par la porte entrouverte, pour les livrer sur la place au peuple altéré de leur sang. On commença par tuer et par couper en morceaux le jeune homme sous les yeux de son père à qui on fit éprouver

bientôt le même traitement. Leurs membres, partagés entre la populace, furent portés en triomphe au bout de lances par toute la ville, et l'historien Villani, témoin oculaire, dit que plusieurs gens, semblables à des bêtes féroces, en mangeaient la chair crue.

IX.

*

Changements dans le gouvernement de la République. — Grande peste à Florence, 1348. — Tyrannie des capitaines du parti Guelfe; Sylvestre des Médicis; Émeutes des cardeurs de laine, dits Ciompi; Michel Lando, 1378 à 1400.

Après que le sang eût apaisé cette populace de cerbères, les principaux de la ville, avec une troupe de Siennois venus pour aider Florence à se débarrasser de son tyran, firent sortir du palais de la seigneurie et de Florence le duc d'Athènes, qui se démit du pouvoir en présence de ce même archevêque dont l'assistance ne lui manqua pas encore dans cette occasion.

La pauvre Florence était encore endolorie des tourments et des fatigues causés par l'expulsion du duc d'Athènes, elle commençait à remettre le peuple dans ses droits, à rendre les magistrats à leurs fonctions, enfin elle avait à peine récrépi sa république défaillante, qu'elle redevint la proie

les discordes qui s'élevèrent entre les grands, les bourgeois et la plèbe; car, à cette époque, la classe mitoyenne avait déjà acquis dans la ville une importance que le temps devait rendre bien plus grande encore.

Les nouvelles ordonnances subsituées à celles de la république par le duc d'Athènes favorisaient en général les grands, en ce sens qu'elles leur facilitaient l'accès dans les affaires et aux charges publiques. Aussi tous les efforts du peuple et des nouveaux magistrats tendirent-ils à diminuer l'influence de la noblesse, et à répartir la faculté d'occuper les offices et les magistratures le plus également possible entre les bourgeois. Il serait trop long et peu utile de rapporter ici en détail toute l'organisation nouvelle des différentes parties du gouvernement de la république; aussi n'insistera-t-on que sur les combinaisons particulières dont l'influence se fit sentir immédiatement, et qui peuvent jeter du jour sur l'administration de cette cité.

Florence, lors de sa première enceinte sous Charlemagne, était divisée en *quartiers* ou quatre arrondissements. Depuis le temps de la comtesse Mathilde, où se forma sa seconde enceinte, elle resta partagée en *sestiers* ou six arrondissements, et cette dernière division fut conservée jusqu'à l'époque où nous sommes arrivés, 1343.

Mais alors on la changea; on réduisit de nouveau Florence en quartiers. La raison politique fut de rendre la ville plus une, plus compacte, et de pouvoir rassembler plus promptement la milice civique lorsqu'il en était besoin. Mais les

raisons administratives furent plus décisives encore.

Le sestier d'Outre-Arno payait, d'impôt annuel :		28,000 flor. d'or.
—	de San Pierro Scheraggio.	23,000
—	de San Brancazio.	13,000
—	de San Pierro maggiore.	13,000
—	de Borgo.	12,000
—	de la Porta del Duomo.	11,000
	Total des impôts directs :	100,000 flor. d'or.

On fit observer que, tous les sestiers payant 100,000 florins d'or d'impositions annuelles, mais chacun dans des proportions inégales, il n'était pas juste qu'Outre-Arno et la porte du Duomo, par exemple, dont l'un payait plus du double de l'autre, eussent un droit égal cependant à fournir aux élections le même nombre de magistrats et d'officiers. On soutint qu'il fallait que les honneurs et les charges fussent répartis également, et qu'en conséquence il était indispensable de diviser la ville en arrondissements égaux en richesse, plutôt qu'en superficie ou en nombre d'habitants. Cet avis prévalut, et la ville fut divisée en quatre quartiers comme elle l'est encore aujourd'hui : le 1er, Outre-Arno, contenant San Spirito; le 2e, Santa Croce, formé de San Pierro Scheraggio et de San Pierro Maggiore; le 3e, Santa Maria Novella, formé de Borgo et de San Brancazio; le 4e, San Giovanni, formé de la porte du Duomo et d'une partie de San Pierro.

Parmi les nombreuses dispositions de la con-

stitution nouvelle de l'État, il ne faut pas oublier celle qui portait le nombre des pricurs à douze, trois par quartier; et ce qui caractérise presque mathématiquement l'esprit qui dirigea le peuple de Florence en cette circonstance, c'est la précaution qu'il prit de n'admettre qu'*un grand* sur *deux bourgeois* pour les trois prieurs par quartier, ce qui donnait quatre prieurs nobles contre huit prieurs bourgeois pour toute la ville. Quant aux autres magistratures et offices, on y admit moitié des uns, moitié des autres.

Cependant les grands, habitués à se flatter, ne tardèrent pas à redevenir fiers et insolents. Le peuple s'irrita, il y eut des émeutes, et l'archevêque conseilla aux nobles de céder pour éviter de grands malheurs. Deux de ces derniers, Ridolfo des Bardi et Giovanni della Tosa, ne voulurent faire aucune concession. Malgré cet exemple de fermeté, il ne fut pas suivi, et les quatre nobles qui, en ce moment, remplissaient la charge de prieurs, quittèrent ignominieusement la partie et ne se représentèrent plus au palais de la Seigneurie. Tout aussitôt les huit prieurs bourgeois qui restaient élurent conjointement avec les chefs ou capitaines des vingt-un arts, que l'on avait portés à ce nombre, un gonfalonier, des conseillers de priorats et d'autres officiers, puis, s'arrogeant avec une confiance que la légèreté des Florentins pouvait seule justifier, une exorbitante autorité législative, ils créèrent un conseil *des trois cents*, espèce de chambre représentative, sous prétexte d'épargner au peuple la peine de se rassembler trop souvent.

Il est facile de prévoir qu'un gouvernement, fait et adopté avec tant d'imprévoyance, fut loin de remédier aux maux qui existaient. Les grands, les bourgeois et la plèbe, tous furent mécontents, et depuis les magistrats jusqu'aux habitants de la plus basse classe, on fit des provisions d'armes, parce que chacun avait la conviction intérieure qu'on ne tarderait pas à se battre de nouveau dans les rues de Florence.

L'instinct ne les trompa point. Il régna en cette année, 1343, à Florence, une grande disette, qui fit élever excessivement le prix de toutes les denrées. Andréa Strozzi, grand, mais du parti populaire, voulut profiter de ses richesses pour séduire le peuple en lui faisant d'abondantes distributions de grain dont il manquait. Cette générosité lui attira effectivement la faveur de la plèbe, et dès qu'il crut l'avoir fixée, avec l'aide de plusieurs amis, puissants comme lui, il conçut le projet de s'emparer du pouvoir à Florence. L'affaire s'engagea assez bien pour A. Strozzi, qui, ayant ameuté la plus basse populace et étant parvenu à l'entraîner au palais des Prieurs pour se rendre maître des magistrats, eut le plaisir de l'entendre crier autour de lui : « Vive notre seigneur Andréa! et meure la bourgeoisie! *Muoia il popol grasso!* »

Mais les magistrats ainsi que la population aisée de Florence ayant pénétré les intentions de Strozzi, de Bardi son ami, ainsi que de tous les nobles qui, en un clin d'œil, avaient fermé et fortifié leurs habitations, envoyèrent aussitôt chercher un renfort à Sienne et à Pérouse. De leur côté,

les nobles firent partir du monde pour engager ces deux villes à ne pas se mêler d'une affaire qui ne pourrait que devenir fâcheuse pour elles. A peine cette dernière démarche des nobles fut-elle sue dans la ville, que tous les citoyens se soulevèrent à l'instant même contre eux. Ce furent les bourgeois (popolani) de Florence, dont les intérêts étaient également menacés par l'ambition des grands et la turbulence du menu peuple, qui, persuadés qu'en cette occasion, il y allait, de leur vie, de leurs biens et de leur influence, attaquèrent en furieux toutes les positions que les nobles avaient prises dans les quatre quartiers. Le combat fut long, opiniâtre et meurtrier. Il fallut emporter d'assaut tous les palais fortifiés des grands, ce que les bourgeois florentins parvinrent à faire. Maîtres enfin de trois ponts, il ne restait plus que le vieux à franchir et à forcer. C'était là où les Bardi, placés entre la tête du vieux pont, du côté d'Outre-Arno, et leurs palais, s'étaient retranchés et opposaient aux assaillants une résistance digne d'une meilleure cause. Le carnage fut horrible; mais les bourgeois, loin de se laisser décourager, redoublèrent d'efforts, emportèrent la tête du pont et mirent leurs ennemis en fuite. Long-temps les vainqueurs poursuivirent les Bardi dans les détours de leurs palais; furieux de ne pouvoir tirer vengeance sur leurs propres personnes, les bourgeois détruisirent leurs habitations et n'y laissèrent pas pierre sur pierre.

Il est à remarquer qu'en cette occasion les nobles qui furent vaincus étaient du parti popu-

laire. C'était donc le dernier coup porté à la noblesse florentine qui, de ce moment, fut en effet anéantie.

Quant à la démocratie, elle s'accrut d'autant, mais en s'énervant toujours; et par les lois nouvelles qu'elle porta après ce dernier succès, elle fit prévoir que, vaincue ou victorieuse, on ne pouvait attendre rien de raisonnable d'elle à Florence.

On reforma le gouvernement sur des bases toutes nouvelles. Après avoir introduit un autre mode de scrutin, le nombre des Prieurs, des magistrats et officiers fut aussi modifié. Ces changements ont peu d'importance, mais ce qui caractérise le système que l'on venait d'adopter, c'est l'éloignement des nobles des emplois, et surtout la nouvelle classification des habitants de Florence admis par la loi à les remplir. Ainsi le nombre des Prieurs fut réduit à huit, dont deux de la haute bourgeoisie, trois des bourgeois intermédiaires et trois des petits artisans. « *Due popolani grassi, trè dei mediani, e trè artefici minuti,* » dit Villani.

On croit peut-être que la noblesse de Florence, se renfermant dans une résignation fière et digne, garda dans cette occasion un dédaigneux silence? Il en fut tout antrement. Par l'intermédiaire des ambassadeurs pérugins et siennois, un bon nombre d'entre eux fit représenter aux magistrats de la République que, si parmi les nobles les uns étaient opposés aux intérêts du peuple, on pouvait en trouver aussi d'autres qui les avaient toujours bien servis, et que ceux-là ne demandaient

pas mieux que d'être incorporés dans la classe du peuple. Alors on rédigea des ordonnances de justice où il était dit que les peines et les amendes, presque toutes excessives, seraient justiciables et payables solidairement par la famille du noble qui aurait commis un excès envers un homme du peuple; que les grands et nobles qui se comportaient bien ou s'étaient bien comportés envers les habitants des classes inférieures seraient admis à faire partie du peuple; et, chose inouïe dans les fastes de l'histoire, que ceux de ces nobles qui, de nouveau, se rendraient coupables envers les citoyens, d'injures, de blessures ou de meurtre, seraient *refaits nobles*, et par conséquent deviendraient inhabiles à remplir aucune magistrature, office ou emploi publics.

Cette lâcheté de la noblesse florentine, en 1344, fait d'autant plus ressortir la conduite pleine de grandeur que tint Dante Alighieri en 1316, quatre ans avant sa mort, et lorsqu'il passait ses derniers jours loin de sa patrie. Un de ses parents ou amis voulut s'employer auprès des magistrats de Florence pour le faire rappeler de l'exil. Mais le poëte, le grand homme ne voulut pas obtenir comme une grâce une réhabilitation qui, à ses yeux, n'était qu'une justice. Il refusa donc les offres qui lui furent faites, et, dans la réponse qu'il écrivit à ce sujet à son parent, il finit par dire : « S'il n'y a pas d'autres moyens » pour entrer dans Florence, je n'y entrerai ja- » mais. Serait-il dit que je ne pourrai plus obser- » ver les vérités et le spectacle de la nature qu'a-

» près m'être rendu indigne de la ville et lâche
» aux yeux du peuple de Florence? Après tout, on
» ne manque jamais de pain. »

Dante avait adopté un système et un parti politique susceptibles d'être fortement critiqués, mais ce grand poëte avait le sentiment de l'honneur, faculté à laquelle la masse des nobles et des grands de son pays et de son siècle était totalement étrangère.

On fit aussi des lois ou règlements somptuaires. On réduisit et l'on régla la dépense de la seigneurie, dont le contrôle fut confié à des religieux. Huit citoyens furent chargés de surveiller l'économie inrieure des maisons particulières. L'usage de certains vêtements regardés comme superflus fut interdit aux femmes, aux hommes, et même aux enfants. Les femmes des chevaliers et des docteurs furent toutefois exceptées. On taxa la dépense qui pouvait être faite aux noces, et il fut ordonné que les filles de joie ne se chausseraient plus avec des mules, et qu'elles porteraient des gants à leurs mains et une clochette sur la tête.

Mais si les magistrats de Florence mettaient une prudence si minutieuse pour que la nourriture et les vêtements fussent réduits au strict nécessaire, ils en employaient bien peu à prévenir les incendies. Ces accidents avaient toujours été fréquents à Florence; mais vers cette moitié du XIV[e] siècle ils se reproduisirent si fréquemment que l'on a craint qu'il ne fût fastidieux de les nombrer. Ce ne fut qu'en 1344 que ces malheurs se multipliant d'une manière effrayante, la sei-

gneurie pensa enfin à faire établir une cloche dont le son avertît les citoyens d'apporter des secours contre le feu.

L'année suivante on rendit une loi qui indique, malgré la disposition religieuse des esprits de ce temps, combien, dans les démocraties, on pousse loin la précaution pour préserver les droits politiques et civils de toute atteinte étrangère. Cette loi ordonnait que si un ecclésiastique offensait ou maltraitait un laïc, le prêtre serait jugé et puni par un tribunal séculier, et de plus, que quand bien même le pape ou ses délégués interviendraient en faveur de l'ecclésiastique, on était autorisé à ne tenir aucun compte de leurs remontrances.

L'église et la cour de Rome, amies de Florence la Guelfe , se sentirent excessivement blessées de cette impolitesse toute républicaine, qui cependant ne fut pas la dernière; car dans ce temps les Bardi, après la ruine de leurs maisons par le peuple, firent de nouveau une banqueroute énorme qui en entraîna d'autres après elle. Les Acciaiuoli manquèrent également (1345), et l'inquisiteur Pierro dell' Aquila fit arrêter un débiteur, Salvestro Baroncelli, associé à la raison Acciaiuoli. Les prieurs de Florence virent dans cet acte un attentat à leurs droits, à leur puissance, et firent mettre ledit Baroncelli en liberté. Alors l'inquisiteur sortit de Florence, qu'il frappa d'interdiction, et écrivit à Sa Sainteté pour se plaindre de la loi précédente comme offensant la dignité ecclésiastique, l'avertissant en outre que la ville de Florence était peuplée de *Patarins*

et qu'il s'y commettait toute espèce de crimes. Malgré ces plaintes, la république n'en continua pas moins à publier des ordonnances dont le but est évidemment de séparer distinctement la loi civile de la loi religieuse, fait très curieux dans ce XIVe siècle.

Ces changemens continuels apportés au gouvernement et à l'administration de la cité de Florence, doivent certainement être comptés au nombre des grands malheurs dont elle eut à souffrir à cette époque. Les incendies avaient été fréquents ; la crue des eaux de l'Arno avait renversé plusieurs fois les ponts et inondé la ville. On n'a pas oublié non plus les disettes, et enfin la peste qui, en 1339, avait moissonné 15,000 habitants. Déjà cette calamité, jointe aux nombreuses banqueroutes qui avaient ruiné tant de familles, s'était opposée à ce que les terrains vagues compris dans la dernière enceinte se couvrissent d'habitations comme on s'en était flatté. Tout ne semblait donc que trop bien vérifier les appréhensions de quelques esprits plus clairvoyants que les autres, sur les fausses espérances que l'on avait conçues d'un accroissement de bonheur, de richesses et d'habitants à Florence.

Un fléau épouvantable, une peste venue du fond de l'Asie, qui promena ses ravages sur tout le monde connu alors, vint aussi dévaster la ville de Florence. Le mal commença à s'y faire sentir vers les premiers jours de mars de l'an 1348, et il dura jusqu'à la fin d'août de la même année. De tous les écrivains qui ont donné des détails sur les effets de cette peste à Florence,

Boccacio est celui dont on préfère en général la relation. Elle se trouve à la tête de son Décaméron. Le résultat matériel de cette peste pour Florence, fut la mort de quatre vingt ou cent mille personnes. Si au premier aperçu ce nombre des morts paraît exagéré, il devient plus vraisemblable lorsque l'on apprend par les historiens qu'une partie de la population des environs de la ville vint se réfugier dans ses murs, soit avec l'idée d'y trouver plus facilement de la nourriture, ou pour y profiter des secours de la médecine.

Quant à l'effet que produisit cette peste sur la moralité des habitants qui y survécurent, il fut double : mauvais d'abord, et enfin favorable, en ce sens qu'il donna lieu à des lois, à des ordonnances sages, et à des institutions religieuses en faveur de l'humanité souffrante.

Comme il arrive au temps des fléaux physiques contre lesquels les moyens curatifs ne semblent dus qu'au hasard, durant cette peste, ceux des habitants de Florence qui n'en étaient pas atteints, n'obéissaient plus qu'à un égoïsme féroce, qui les détachait de leurs amis, de leurs parents, de leurs enfants, et les entraînait comme des bêtes brutes à n'obéir qu'à leurs besoins et à leurs passions. Le libertinage fut porté à son comble dans toutes les classes de citoyens, et ce ne fut qu'avec la plus grande peine que les ouvriers, quand le fléau cessa, purent se décider à quitter l'oisiveté, pour reprendre leurs travaux.

Mais, d'un autre côté, les aumônes faites à l'occasion de ces malheurs furent considérables. L'hô-

pital de Sainte Marie-Nouvelle reçut 25,000 florins d'or; la compagnie d'Orto-San-Michele fut chargée de distribuer 350,000 florins d'or, donnés en aumônes pour les pauvres; enfin, la compagnie de la Miséricorde, qui venait d'être instituée, en recueillit 35,000.

Cette dernière institution mérite d'être connue. Elle prit naissance vers l'an 1344, lorsque des pestes fréquentes semblaient annoncer cette dernière qui se déclara quatre ans plus tard. Ses statuts successivement perfectionnés, la compagnie de la Miséricorde reçut enfin la forme suivante. Elle est composée de 72 frères, dits chefs de garde, dont 12 font leur office tour à tour, pendant quatre mois, comme capitaines et conseillers. Ces 72 personnes appartiennent aux différentes classes de la société. On y compte 10 prélats, 20 personnes dans les ordres ou laïques, 14 gentilshommes, 28 artistes, et outre cela 105 *journaliers*, dont 15 se mettent tour à tour au service de la compagnie. Ces journaliers sont eux-mêmes choisis dans ce qu'il y a de plus distingué dans la ville. Ordinairement, un bon nombre de personnes briguant l'honneur de faire partie de la confrérie, offrent volontairement leurs services, pour prouver qu'elles sont disposées à être frères de la Miséricorde. L'objet de cette société est de venir au secours de l'humanité souffrante, dans tous les cas, mais particulièrement dans ceux de maladie. Les frères, vêtus d'un habit de pénitent, le visage couvert, se tiennent dans une chapelle près de la place du Grand-Duc, pendant les heures où ils sont de service. A la première requête ils sont

enus de transporter et d'accompagner aux hôpiaux, ou chez elles, les personnes malades ou blesées; de relever, d'ensevelir et d'enterrer les calavres dans les cas de mort subite dans la ville. es frères s'engagent à remplir ces devoirs de nuit omme de jour, sans avoir égard aux intempéries les saisons, ni même aux temps de peste.

Cette belle institution, qui date du temps de la épublique, dure encore, et l'on s'empresse de appeler son origine pour constater au moins uelques bonnes actions faites par les mêmes ommes qui se sont laissé aller à commettre tant l'extravagances et de fautes.

La peste de 1348 avait également exercé ses ravages sur toutes les classes des citoyens. Les professeurs, les savants, devinrent rares. On créa à cette occasion une magistrature, composée de huit citoyens chargés de choisir des professeurs et d'ouvrir des écoles publiques de toutes les sciences et de tous les arts, pour remplir les vides que la maladie contagieuse avait laissés.

Enfin, parmi les résultats futiles en apparence de cette calamité, il faut mettre le Décaméron de Boccacio, dont le succès et le mérite littéraire eurent certainement la plus grande influence sur le caractère de la prose italienne, ainsi que sur le goût des compositions romanesques qui fut adopté en Italie à partir de cette époque.

Cette calamité fut suivie d'autres moins grandes sans doute, mais dont la succession entretint pendant long-temps différents genres de désordres dans la ville de Florence. A la suite d'une

disette fort grande qui se fit sentir en 1352, il s'y commit des vols nombreux et très considérables. Vaiani, alors podestat, mettait vainement tous ses soins à découvrir les coupables, il ne pouvait y parvenir. On était d'autant plus étonné que sa surveillance fût mise en défaut, qu'à cette époque il y avait tout autant de monde la nuit dans les rues de Florence que pendant le jour, ce qui rendait inconcevable le nombre des vols commis journellement. Enfin on découvrit l'existence d'une bande de voleurs organisée d'une manière toute nouvelle. Ces gens, portant des trompettes, des luths et d'autres instruments de musique, entouraient une maison comme pour donner une sérénade amoureuse à quelque dame, tandis que leurs complices, armés de pinces et de tenailles, forçaient les portes et déménageaient les maisons et les boutiques. Mais ceux-ci n'étaient que les valets des voleurs en quelque sorte, car ils avaient pour chefs et directeurs de l'entreprise un certain nombre de jeunes gens de bonnes maisons, qui, pour protéger l'expédition des prétendus joueurs d'instruments, se tenaient à chaque extrémité de la rue, en invitant d'une manière gracieuse et polie les passants à prendre un autre chemin, dans la crainte de commettre une indiscrétion envers un jeune homme et une dame pleins d'amour l'un pour l'autre, et qui désiraient ne pas être connus. Il paraît que la discrétion, en pareille circonstance, était bien rigoureusement observée alors à Florence, puisque la bande de voleurs qui s'en faisait comme un rempart

contre les recherches du podestat, vida ainsi au son des instruments un assez grand nombre de maisons et de boutiques.

Toutefois on découvrit ce stratagème, et l'on parvint même à connaître celui qui en dirigeait habituellement l'exécution. C'était un jeune élégant de Florence, Bordone Bordoni, neveu de deux hommes qui avaient été revêtus de la charge de gonfalonier de justice et frère d'un homme chargé l'année précédente de l'ambassade auprès de l'empereur. Cette famille, doublement puissante par ses richesses et son crédit, intercéda auprès des prieurs pour arrêter le zèle du gonfalonier de justice Félicaia, ainsi que de ses collègues déjà occupés de prendre des conclusions contre leur coupable parent. Mais le peuple voulut que justice fût faite, ainsi que le gonfalonier, qui rejeta les instances des prieurs. Piqués de cet acte, ceux-ci cassèrent les colléges du gonfalonier; mais Felicaia, ferme dans sa résolution, renvoya la baguette, signe de son autorité, en faisant dire que du moment que la justice n'était plus rendue à Florence, il ne voulait plus y rester. En effet, il monta aussitôt à cheval et s'en alla à Sienne en prédisant que le petit peuple se vengerait de ce déni de justice.

Le lendemain, il y eut beaucoup de rumeur dans la ville. On distribua des chansons, et l'on écrivit au charbon sur tous les murs : « Que l'on ne rendait plus la justice à Florence. »

Thomas Corsini avait succédé immédiatement à Felicaia. Voyant que le peuple, loin de se calmer, s'enflammait à chaque instant davantage, il prit

le parti d'annuler l'acte qui cassait les colléges du gonfalonier, et d'envoyer faire des excuses à Felicaia lui-même, en l'assurant que les officiers avaient été cassés, non pour arrêter le cours de la justice, mais pour le retarder seulement.

Felicaia rentra donc en fonctions. Il reçut même deux mille florins outre son salaire, sous prétexte des pertes que lui avait fait souffrir la disette. Mais sa sévère intégrité ne reçut aucune atteinte; il fit trancher la tête à Bordone Bordoni, exila les jeunes gens ses complices, et délivra Florence de la bande de voleurs-musiciens.

Mais hâtons-nous de fermer le cercle immense de ce XIVe siècle dont le cadre de cet ouvrage ne permet que de donner la réduction exacte. De 1355 à 1372, toutes les lois nouvelles, toutes les magistratures ajoutées, indiquent clairement que l'augmentation des relations commerciales, militaires et diplomatiques, compliquaient tous les jours plus les relations de la vie privée et politique. On fit une espèce de cadastre pour apprécier la valeur des biens fonds sur lesquels les capitalistes prêteurs pussent avoir recours. Mais la nature variée des biens et les mutations continuelles de possesseurs, en rendirent bientôt l'établissement et l'usage impossibles. Après les nombreux décès suite de la peste, on fut obligé, dans l'intérêt des mineurs, de faire des ordonnances sur les héritages; et pour éviter toute fraude entre les citoyens, à ce sujet il fut arrêté que les transactions qu'ils passeraient entre eux seraient rédigées en langue italienne. La commune

décida de prendre à loyer les biens et terrains libres et incultes des pauvres, des veuves et des orphelins. En 1357, dans l'intention de prévenir les vols, les assassinats et les meurtres qui se multipliaient dans Florence, le gonfalonier et les prieurs nommèrent huit citoyens, deux par quartier, auxquels on adjoignit à chacun quatre officiers pour surveiller les rues, et empêcher surtout que les malfaiteurs n'aient le temps de se réfugier dans les églises; ce sont nos commissaires de police modernes. Des indiscrétions commises par des magistrats chargés de commissions diplomatiques, firent encore arrêter que quiconque n'observerait pas rigoureusement le secret dans ces occasions, serait puni d'amende et exclu entièrement des charges publiques.

En général, toutes ces lois civiles sont raisonnables, sinon dans tous leurs détails, au moins dans leur intention. Mais il n'en est pas de même des lois politiques. On y découvre toujours une disposition haineuse et des moyens d'exécution atroces et absurdes. Avant d'en venir au dernier grand événement qui se soit passé à Florence pendant le XIVe siècle, la tyrannie des capitaines de parti et la grande émeute des cardeurs de laine qui en fut la suite, il est indispensable de revenir encore sur ces inconcevables ordonnances de justice rendues contre la noblesse.

De même que dans les monarchies on confère la *noblesse* aux roturiers, à Florence on fit ou plutôt on compléta la loi qui conférait la *popularité* aux nobles. Elle portait que les nobles ou grands qui avaient obtenu ou obtiendraient la

popularité, seraient tenus, avant l'espace de deux mois, de comparaître devant le sénat, et de renoncer là, publiquement, à leur nom, à leurs armes, ainsi qu'à l'espèce de confraternité qui unissait les grandes familles entre elles. Ces nobles ainsi isolés des leurs, s'engageaient à ne pas se tenir offensés de ce qui pourrait être fait ou dit à leurs anciens confrères, et à n'en pas tirer vengeance, sous peine non seulement de perdre la *popularité*, mais d'être refaits *nobles*. Ce fait en dit plus que toutes les observations imaginables, et l'on se figure avec beaucoup de peine, l'établissement d'institutions durables chez un peuple où le parti démocratique est aussi absurde et la noblesse si lâche. Voilà où en était la république de Florence en 1361.

Mais elle devoit tomber encore plus bas, et la démocratie florentine, semblable à ces polypes de la mer qui allongent au hasard et sans mesure leurs bras débiles sur tout ce qui peut soutenir et prolonger leur existence, perdit par sa crue exorbitante le peu de force qui lui restait.

On l'a vu plus d'une fois dans le cours de ce récit; c'était une fatalité attachée à la ville de Florence, que sitôt qu'une guerre extérieure était terminée, les discordes intestines renaissaient. La guerre contre Pise avait eu une issue favorable, et les Florentins triomphants venaient d'attacher aux colonnes de porphyre du baptistère de Saint-Jean les chaînes du port de cette ville, trophée que l'on y voit encore de nos jours. Aux joies de la victoire, succédèrent bientôt les inquiétudes causées par la tyrannie privée. Cette fois ce fu-

: les capitaines de parti guelfe qui donnèrent
sion aux troubles dont le parti démocratique
ita pour s'enfler au point de perdre toute con-
ration, et par suite toute autorité.
n ignore l'origine précise de l'espèce de juri-
ion qu'exerçaient les capitaines de parti guelfe.
la voit paraître et agir dans la république, en
7, lorsque Charles d'Anjou ayant accepté la
neurie de Florence, on résolut de statuer sur
biens des Gibelins bannis, afin de rendre les
fits de leur confiscation reversibles sur les
lfes qui avaient été précédemment dépouillés
leurs propriétés. Alors, on établit une es-
de tribunal composé de ces mêmes capitaines
r faire des enquêtes sur les personnes accu-
d'être Gibelines, en sorte que, lorsque les
eignements ne leur étaient point favorables,
Gibelins reconnus étaient *ammoniti*, c'est-
re déclarés coupables, et, par ce fait, privés,
r un temps déterminé ou pour la vie, de la
lté d'avoir leur nom mis dans les bourses du
tin et de remplir aucune charge publique.
capitaines de parti guelfe étaient donc tout à
is les magistrats, les juges et les exécuteurs
et étrange tribunal composé d'abord de six,
de neuf capitaines. Il est facile de compren-
comment l'autorité tout à la fois vague et ex-
tante d'un tel tribunal, dut donner lieu à
préventions injustes, à des injustices criantes,
nfin à des cruautés sans nombre. C'est en
ce qui ne tarda pas d'arriver. Mais la pré-
dérance extraordinaire qu'avaient prise les ca-
ines de parti, et la répugnance aveugle qu'une

bonne partie du peuple de Florence avait pour tout ce qui était soupçonné Gibelin, contribuèrent à augmenter, de jour en jour, l'autorité habituellement tyrannique de cette magistrature. Les choses en vinrent à ce point que sur le plus léger prétexte et lorsque l'on voulait éloigner quelqu'un des emplois publics, les capitaines le frappaient d'*admonition*, le bannissaient ou lui faisaient trancher la tête au besoin, sans qu'il y eût aucun recours contre les décisions de ce tribunal suprême et sanglant. Les rigueurs de ces magistrats n'atteignirent pendant long-temps que des hommes de grandes familles, ce qui les aida à consolider leur autorité dans l'opinion du bas peuple. Mais quand ils en vinrent à frapper la classe plébéienne ou les personnes que cette classe chérissait, alors le peuple marqua son mécontentement et s'éleva contre l'autorité illimitée et injuste des capitaines de parti.

Les choses en étaient à ce point, en 1378, lorsque toutes les classes de citoyens fatiguées de ces excès monstrueux, firent faire aux autres magistrats quelques efforts pour arrêter l'impudence des capitaines de parti. Mais ce fut en vain qu'on leur adjoignit vingt-quatre citoyens Guelfes, dont le suffrage était indispensable pour sanctionner les décisions des capitaines. Ces vingt-quatre nouveaux conseillers ne tardèrent pas à montrer de la faiblesse envers ceux dont ils devaient tempérer le pouvoir, et à se laisser même corrompre par la peur ou par l'ambition. Loin de détruire le mal on ne fit que l'augmenter. Enfin les capitaines de parti en vinrent à cet excès d'audace, de proposer une loi qui portait : « Qu'aucune mesure ne pour-

roit être prise contre leur magistrature sans que, préalablement, on ne les eût consultés eux-mêmes. » Ce projet de tyrannie sans limites indigna tout le monde, et la loi fut rejetée.

On commença à murmurer hautement dans la ville, et l'un des prieurs eut le courage de faire la proposition d'arrêter qu'aucune des *admonitions* lancées par les capitaines de parti ne pût avoir son effet qu'après avoir été approuvée par le gouvernement. Ce prieur, qui avait peu d'influence, faillit être la victime de son honnêteté, et il fallait que la puissance des capitaines fût excessive, puisque ce prieur étant sur le point d'avoir la tête tranchée, se trouva heureux d'en être quitte pour la privation perpétuelle de son emploi.

Mais la résistance la plus ferme opposée à cet odieux tribunal vint d'un homme de cette famille Médicis qui devait bientôt gouverner les affaires de la République, et parvenir enfin à la principauté de la Toscane.

Depuis plus d'un siècle déjà, cette famille industrieuse, riche et puissante, avait fourni à Florence d'excellents magistrats. En 1378, au moment où les capitaines de parti venaient de braver tous les citoyens en dégradant le prieur qui avait essayé de leur résister, Sylvestre des Médicis était gonfalonier. Les capitaines de parti étaient bien disposés à le frapper d'*admonition*, mais ils n'osèrent pas, tant Sylvestre était estimé par ses concitoyens. Dans l'idée même de faire parade de quelque modération à ses yeux, ils décidèrent que l'on ne pourrait mettre l'admonition d'un citoyen plus de trois fois au scrutin. Mais, à quel-

ques jours de cette décision, comme il entrait dans leur vue de priver des emplois publics deux citoyens qui leur déplaisaient, la proposition n'ayant pas même été à la troisième fois, les capitaines, pleins de dépit, firent nommer vingt-quatre nouveaux citoyens Guelfes dont ils dirigèrent l'élection par leurs intrigues. Mais cette nouvelle tentative fut vaine, et les deux citoyens furent maintenus dans leurs droits. Un certain Bettino Ricasoli, président du tribunal des capitaines, eut la témérité de dire, à la fin de la séance, que les deux citoyens seraient interdits *à la barbe de Dieu même*; et, fermant les portes du palais, il en prit les clefs, et signifia que personne n'en sortirait que les deux citoyens ne fussent condamnés. On mit vingt-deux fois de suite et inutilement la condamnation aux voix, jusqu'à ce que la nuit étant déjà fort avancée, les capitaines de parti vainquirent la résistance des vingt-quatre citoyens par la lassitude et la faim.

Cette violence excita une indignation générale. A l'instant, Sylvestre des Médicis, après s'être consulté avec les principaux citoyens, avisa au moyen de réprimer une pareille infamie. Il chercha d'abord à engager les membres du gouvernement à combiner une loi, qui, en renouvelant celles dirigées contre les grands, les exclût des emplois publics, diminuât l'autorité des capitaines, et rétablît tous les citoyens écartés des charges publiques, dans leurs droits. Mais Sylvestre ne tarda pas à s'apercevoir qu'il travaillait en vain, car tous les magistrats étaient sous l'influence de la terreur qu'inspiraient les capitaines de parti.

Il entra donc dans le conseil du peuple, auquel il exposa avec toute l'éloquence qu'il put développer, le malheureux état auquel la République était réduite par la tyrannie des capitaines et le peu de bonnes dispositions qu'il trouvait dans ses collègues pour y porter remède; puis il termina en disant que toute résistance étant devenue impossible, son intention était de se démettre de la magistrature et de rentrer dans la vie privée.

Ce discours fit impression sur le conseil. L'un des Colléges, magistrat ami de Sylvestre, Benedetto Alberti, s'étant mis à l'une des fenêtres du palais, et voyant une foule immense qui attendait avec curiosité le résultat de cette assemblée, se mit tout-à-coup à crier : « *Vive le peuple !* » A l'instant, une agitation extraordinaire se manifesta dans la place et de là dans toute la ville. On ferma les boutiques et chacun courut prendre ses armes. D'abord les capitaines de parti qui se tenaient sur leurs gardes ne firent rien pour s'opposer à ce mouvement général; cependant tout le jour qui suivit, les rues furent garnies de troupes, et les boutiques demeurèrent fermées. Mais bientôt les arts majeurs et mineurs se rassemblèrent et déléguèrent des députés au conseil pour que la loi proposée par Sylvestre des Médicis fût adoptée. On donna donc au gonfalonier, aux prieurs, aux Colléges, aux capitaines de parti, aux dix de la liberté, aux huit de la guerre et à tous les syndics des arts, la faculté de reformer le gouvernement.

Pendant que l'on prenait ces délibérations, le peuple furieux parcourait la ville, brûlant les maisons, donnant la liberté aux prisonniers, et

saccageant les couvents des Anges et du St-Esprit où l'on avait caché une grande quantité de choses précieuses. Ces excès ne finirent qu'à la nuit.

Six jours après, la Balie ou puissance populaire représentée, composée de quatre-vingt-une personnes, publia la réforme demandée. Toutefois le tribunal des capitaines de parti ne fut pas entièrement aboli. Ses attributions furent seulement restreintes, ses décisions furent soumises au contrôle non seulement des autres magistratures, mais même des syndics des vingt-un arts, et de plus on rendit à tous ceux qui étaient frappés d'*admonition* le droit de remplir les fonctions publiques, à partir de trois ans après la publication de cette amnistie.

Ces concessions firent renaître un calme douteux, pendant lequel tous les citoyens s'empressèrent de témoigner une admiration respectueuse et une confiance extrême à Sylvestre des Médicis. Mais les amnistiés dont l'exercice des droits politiques étaient remis à trois ans, loin de se montrer satisfaits, employèrent leur activité à préparer des intrigues pour exciter la mauvaise humeur du peuple. Les prieurs eurent connaissance de plusieurs conférences secrètes, et firent arrêter certaines personnes soupçonnées d'y avoir assisté. De ce nombre se trouva un certain Bugigatto, qui accusa Sylvestre des Médicis d'être le chef des mécontents. Appelé devant les magistrats, Sylvestre avoua bien qu'il avait eu connaissance de ces assemblées, mais il jura en même temps qu'il s'était refusé à les diriger. On n'osa pas sévir contre Silvestre, et les magistrats de Florence firent

dire à toutes les communes environnantes de Florence de se hâter d'y envoyer le plus de monde armé qu'elles pourraient.

Mais cette précaution fut vaine. Après l'interrogatoire de Bugigatto, au moment où on l'appliquait à la torture pour lui arracher des révélations, l'ouvrier qui entrait ordinairement au palais des magistrats pour régler l'horloge, entendit les aveux que faisait le patient. Cet horloger, faisant partie sans doute des conjurés, ne fut pas plus tôt sorti du palais, qu'il alla avertir la populace que tout était découvert et qu'il n'y avait plus de mesures à garder. Ce fut comme un incendie allumé par la foudre. A l'instant le peuple courut aux armes, et pendant toute la nuit on ne cessa pas de sonner les cloches des principales églises pour jeter l'alarme et grossir le nombre des révoltés. A la pointe du jour la place était remplie d'une foule de gens armés et furieux. D'abord ils coururent à la maison du gonfalonier qu'ils réduisirent en cendres après l'avoir pillée, puis bientôt ils allèrent en faire autant au palais qui servait de résidence à l'art de la laine. Le lendemain le rassemblement de la populace armée se trouva plus nombreux, il était de 6,000 hommes. Comme ces gens ne trouvèrent aucune résistance qui s'opposât à l'exécution de leurs desseins, dans l'intention de se donner l'air de faire les choses régulièrement, mais au fond pour engager la population bourgeoise dans leur entreprise, ils donnèrent l'ordre aux différents arts de sortir en armes et avec leurs gonfalons.

Ce ne fut que lorsque toutes ces mesures de

défense eurent été prises par le peuple, qu'il apprit que l'on faisait approcher des troupes de Florence pour le faire rentrer dans le devoir. Il intima l'ordre de leur faire rebrousser chemin, ce qui fut exécuté. Alors la crainte des magistrats augmenta l'audace de la plèbe. Cette multitude, après avoir encore pillé et brûlé un nombre considérable de maisons particulières, se mit à créer des chevaliers nouveaux au nombre desquels elle nomma Sylvestre des Médicis et un certain Guido Bandira, cardeur de laine, qui avait été l'un des premiers à prendre les armes. Par suite de la générosité capricieuse de cette populace, il y eut plusieurs citoyens dont elle avait incendié les propriétés, à qui elle conféra cette nouvelle noblesse. Personne n'eut le courage ni l'idée même de la refuser, dans la crainte d'une vengeance aussi prompte que cruelle.

Le 21 juillet 1378, il tomba une pluie si abondante à Florence, que les rues étaient comme des torrents. Bien que cette inondation rendît la ville impraticable pendant presque toute la matinée, cela n'empêcha pas le petit peuple d'aller avertir tous les arts de se tenir prêts avec leurs armes et leurs gonfalons en leur faisant promettre sous serment qu'ils les suivraient partout et les aideraient dans ce qu'ils avaient l'intention d'entreprendre. Ces conditions une fois imposées, la populace accompagnée des milices des arts avec leurs gonfalons, se porta au palais de la Seigneurie (vieux-palais) et s'en rendit maître au bout de deux heures

Un certain Michele Lando, cardeur de laine,

entra le premier dans le palais des prieurs, avec le gonfalon de justice à la main et suivi du menu peuple. Ceux qui exercaient en ce moment les différentes magistratures de la république, crurent d'abord que la plèbe ne voulait que des modifications aux lois de l'État. Mais ils ne tardèrent pas à être détrompés, car aussitôt que Michele Lando fut entré dans la grande salle du conseil, il fut nommé par l'acclamation populaire, gonfalonier de justice, seigneur de Florence, et à l'instant même ce nouveau magistrat souverain fit élever une potence sur la place pour y pendre *Ser Nuto*, nouvellement nommé *bargello*, chef des archers, ce qui fut exécuté sur-le-champ, au grand contentement de la populace qui portait une haine particulière à cet homme. Mais le cardeur de laine, homme d'esprit et même de talent, rendit immédiatement, et en face de la potence et du peuple, une autre ordonnance qui faisait encourir la même peine à quiconque commettrait des vols, des meurtres, des incendies, ou toutes autres violences. Bientôt après, il se fit confirmer la Balie (la puissance), ainsi qu'à tous les autres magistrats, et l'on procéda à la réforme du gouvernement selon toutes les règles et avec une prudence qui étonna de la part de Michele Lando, homme du peuple et sans éducation. Toutes les créations nouvelles des différentes magistratures furent faites de la manière la plus sincère, par la voie du scrutin. Mais les choix ne tombèrent que sur des hommes des *arts majeurs*, des *arts mineurs*, et *du petit peuple*, car telles étaient depuis cette dernière révolution les trois classes formant

l'ensemble du peuple admis à gouverner l'État, dont étaient exclus par le fait les grands et les bourgeois riches.

Il se présente ici un phénomène politique digne de la plus sérieuse attention. On a vu qu'au commencement de la république Florentine, l'ensemble du peuple se composait de trois classes : les nobles, les bourgeois riches et les arts majeurs. Or, vers la fin de cette même république, les trois classes inévitables et résultant de la nature des choses, se retrouvent bien encore, mais seulement il arrive que la dernière classe de la première époque, les arts majeurs, est devenue la première en 1378. Ce n'est donc après tout qu'une transposition de classes, comme en musique par la transposition du ton on élève ou l'on abaisse les octaves sans pouvoir rien changer aux rapports éternels qui les constituent, et l'on croit même reconnaître dans cette division forcée du peuple en trois classes, une loi inévitable analogue à celle qui coordonne la puissance, la résistance et le point d'appui.

A ce compte, et en considérant cette question d'une manière abstraite, il faudrait en conclure qu'une aristocratie quelconque est un résultat nécessaire, inévitable, et que par conséquent il est de la sagesse humaine d'abord de la reconnaître, puisqu'elle est, et enfin de la faire entrer dans les rapports de l'harmonie politique qui doit comprendre indistinctement les intérêts de tous les hommes. A ce sujet rien n'est plus propre à instruire que l'exubérance du pouvoir démocratique sous les auspices de Michele Lando. Comme

ce pouvoir a suivi une marche assez régulière et presque sage, il donne la facilité d'en étudier soigneusement les effets. Aussi voit-on, malgré l'espèce d'ordre matériel qui fut établi, combien le principe sur lequel reposait ce gouvernement de la populace était injuste et absurde, puisque son existence dépendait de l'exclusion politique de la classe des grands et de celle de la haute bourgeoisie, exclusion qui ne peut être jamais que momentanée, à moins que l'on en prolonge la durée par les confiscations, l'exil et les supplices; exclusion qui entretient des foyers de conspirations permanentes si on ne les comprime pas par la terreur. Mais ce qui frappe surtout dans cette dernière révolution populaire c'est la réapparition spontanée de cette éternelle division des citoyens quels qu'ils soient, constituant par le fait une aristocratie, une bourgeoisie et une populace dont les ouvriers en laine, les bouchers et les cardeurs du gouvernement de Michele Lando ont été les représentants pendant quelques mois. Mais revenons aux suites de la révolution et du gouvernement des *Ciompi* (1). Ce récit servira de commentaire aux réflexions qui précèdent.

Malgré tous les avantages que le menu peuple avait obtenus dans cette occasion, il fut loin d'être satisfait. Cette division en trois classes l'offus-

(1) On diffère d'avis sur l'origine de ce sobriquet, *Ciompi*, donné aux ouvriers en laine de la dernière classe à Florence. On suppose qu'il vient de *compère* ou de *compagnon*, mots français introduits et dénaturés en Italie, à l'époque du passage du duc d'Anjou par ce pays. Quoi qu'il en soit, le grand événement dont il est question est désigné, dans les histoires italiennes, sous le titre de : *Tumulto dei Ciompi*.

quait encore, et il ne put souffrir surtout que la charge du Gonfalonat dût appartenir exclusivement à l'Art majeur. La plèbe continua donc à se tenir dans les rues, à se plaindre sans vouloir reprendre ses travaux accoutumés. Cette foule de mécontents patienta cependant jusqu'à l'époque du renouvellement des magistrats. Mais alors, sans s'inquiéter du nouveau gouvernement, ils créèrent huit d'entre eux, deux par quartier; et les nommèrent : *les huit de la Balie.* Le jour suivant, ces huit magistrats nouveaux allèrent s'installer à l'église Sainte-Marie-Nouvelle, en sorte qu'il y eut dans Florence même deux gouvernements.

Cependant celui du palais de la seigneurie où se tenait le gonfalonier Michele Lando reçut la sommation de renouveler les magistrats par le scrutin, selon l'usage. La loi forçait d'obéir, en sorte que l'on proclama les noms tirés des bourses. Mais ces noms, pour la plupart, furent rayés et rejetés par les nouveaux magistrats de Sainte-Marie-Nouvelle. Six de ces derniers vinrent assister au nouveau tirage qui se fit, comme pour narguer le gonfalonier. Ils finirent par parler si haut et avec une telle insolence, que Michele Lando, qui avait d'abord engagé les colléges à ne pas supporter ces outrages, perdit patience, ordonna aux magistrats de la Balie de vider les lieux, et sur leur refus, tira son épée et les chassa devant lui jusqu'au bas de l'escalier, où il les fit arrêter. Mais, en homme habile, il pensa qu'il ne fallait pas laisser aux autres le temps de réfléchir. Ayant donné l'ordre de sonner la cloche

pour faire mettre les Arts sous les armes, il monta à cheval, parcourut la ville à la tête de cette milice, en faisant retentir les rues de Florence de ce cri qui fut universellement répété : « Vive la liberté ! A mort ceux qui veulent livrer la ville à un tyran ! »

Cet homme avait su, ou feignit de savoir, qu'il existait un complot pour livrer Florence au duc de Ferrare. Fondée ou non, cette inquiétude jetée avec adresse dans les esprits, réunit tous les citoyens sous le gonfalon de Michele Lando, qui, par sa présence d'esprit et son courage, parvint alors facilement à disperser la populace qui voulait déjà renverser son gouvernement, et à rendre le calme à Florence.

Son habileté et son courage dans cette occasion difficile lui attirèrent l'estime générale. Lorsque le temps de son gonfalonat fut expiré, une foule immense le reconduisit à sa maison. Devant lui marchaient les pages du palais portant une lance, un bouclier aux armes du peuple, et conduisant un cheval richement caparaçonné, dons qui lui avaient été offerts par les nouveaux magistrats qui venaient de lui succéder.

Les talents et la conduite remarquable de cet homme du petit peuple produisit un effet étrange ; ce fut d'inspirer à toute la ville de Florence, sans en excepter même les plus vils habitants, les *ciompi*, la crainte qu'il ne se rencontrât pas dans le bas peuple un autre homme qui pût aussi bien que Michele Lando soutenir l'honneur de sa classe. L'idée de voir succéder quelque grossier cardeur ou peigneur de laine à cet homme ha-

bile ne put être supportée par ceux mêmes de la plèbe qui avaient combattu avec le plus d'acharnement pour acquérir ce droit. Néanmoins, il arriva précisément que le sort désigna pour nouveau gonfalonier un homme renommé par sa grossière ignorance. Cette monstruosité fit rougir tous les Florentins, qui le déposèrent pour en accepter un autre un peu moins ridicule, à sa place. Mais cette disposition de la loi qui admettait au Gonfalonat les hommes de la plus basse classe ne put être long-temps maintenue. Pour atténuer les inconvénients qu'elle faisait naître, on augmenta le nombre des Arts mineurs de quatorze à seize, pour comprendre un plus grand nombre de citoyens habiles à remplir les emplois, et enfin le menu peuple fut de nouveau entièrement privé du droit d'exercer les magistratures. Telles sont les vicissitudes qu'éprouva la démocratie à Florence, lorsqu'après avoir accru sa puissance bien au-delà même de ce qu'elle avait espéré, elle croula sous son propre poids. *Vis improvida mole ruit suâ.*

Après les révolutions auxquelles la populace a pris part, il est assez ordinaire que les nobles et les riches soient vus avec plus d'indulgence, et qu'ils en profitent pour user des avantages et de l'influence qu'ils peuvent avoir. C'est ce qui arriva à Florence à la suite du gouvernement des *ciompi*. Les grands ne tardèrent pas à mettre tout en œuvre pour faire modifier les nouvelles lois. Peu à peu ils reprirent le maniement des affaires publiques, et pendant les dernières années du XIVe siècle, bien que l'on voie les grands et les

ciompi tramer des complots déjoués et punis même d'une manière cruelle, cependant, par les actes du gouvernement comme d'après la conduite des citoyens, on s'aperçoit de la faveur renaissante des grands et du dégoût profond qu'inspirait la démocratie illimitée.

Au surplus, dans toute l'Europe, le XIVe siècle fut fertile en révoltes populaires contre les grands, et en hommes de la nature de Michele Lando. Le serment de Guillaume Tell et de ses compagnons a amené la révolte contre l'Empire et la Confédération helvétique qui datent de 1307; l'entreprise d'Artewel, à Bruxelles, commença en 1336; Nicolo Rienzi rétablit le gouvernement républicain à Rome en 1334; la conjuration populaire soutenue par le doge Marino Faliero à Venise, fut étouffée en 1355; la Jacquerie, en France, eut lieu en 1358; la révolution des ciompi, à Florence, en 1378, et l'insurrection de Wat Tyler, et de Jack Straw, en Angleterre, en 1385.

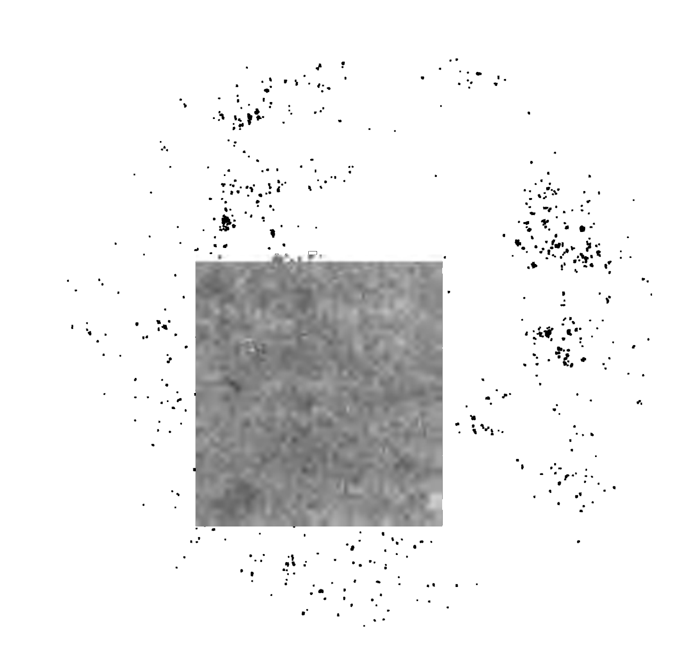
FLORENCE.

OLIGARCHIE.



LAURENT LE MAGNIFIQUE.

SAVONAROLA.



X.

Sylvestre, Jean, Côme, Pierre, Laurent et Julien des Médicis. — Conjuration des Pazzi. — Cadastre; Banque. Pierre II des Médicis et sa famille exilés. — Charles VIII, roi de France, en Toscane. — Agitation depuis le bannissement des Médicis. — Savonarola; Alexandre VI. 1378 à 1489.

Dans le tableau sommaire des événements relatifs à Florence pendant le XIVe siècle, les faits ont démontré que les grands, faute de lien et d'union, comme le parti démocratique par l'abus même de ses forces et de son extension, étaient tombés à un degré de faiblesse tel, que les classes commerçantes et lettrées renoncèrent à se fier aux secours et à l'appui de ces deux partis, pour établir un gouvernement sage et surtout fixe. Les intérêts du commerce devenaient tous les jours plus étendus, plus importants; d'ailleurs, la tradition des haines gibeline et guelfe commençait à s'affaiblir. Les prétentions des grands et des démocrates étaient devenues l'héritage exclusif

de quelques familles obstinées de l'un et l'autre parti, tandis qu'au milieu de ces deux extrémités amoindries, grossissait journellement la classe intermédiaire des bourgeois *(mezzani, popolani, popolo grasso)*. Sylvestre des Médicis, que l'on a vu apparaître dans l'émeute des Ciompi, appartenait à cette classe de citoyens. Cet homme ardent, courageux, lorsqu'il s'agissait de s'opposer à la tyrannie insupportable des capitaines du parti guelfe, prend d'abord fait et cause pour le peuple. Mais à peine a-t-il vu la populace commettre des meurtres, multiplier les incendies et créer enfin un gouvernement pour elle toute seule, qu'il se retire. Les magistrats l'assignent, l'interrogent sur la nouvelle révolution faite par les cardeurs; il ne nie pas en avoir eu connaissance, mais il affirme sur son honneur qu'il n'y a pas pris part, et laisse voir qu'il la désapprouve. Connu pour ami de la liberté, estimé comme magistrat intègre, comme négociant aussi charitable que riche, il est absous par le gouvernement dont il a préparé la chute, et honoré par celui des Ciompi qu'il ne veut pas servir.

Tel est ce Sylvestre des Médicis, personnage représentant si bien cette classe moyenne (mezzani) qui s'était formée et prit tant de développement et d'importance pendant le XIVe siècle, à Florence.

Cet homme appartenait à cette illustre famille des Médicis, l'une des plus considérables, des plus respectées de la république de Florence depuis long-temps déjà, et appelée à jouer un si grand rôle ensuite dans cette ville et en

Europe. La famille Médicis, d'une origine fort ancienne, toujours attachée au parti populaire et guelfe, renommée pour son industrie, puissante par ses richesses, n'avait pas cessé depuis l'établissement de la république de lui fournir des magistrats éclairés, justes, économes et charitables. Cette famille avait donc acquis depuis long-temps des droits à l'estime et à la reconnaissance des Florentins, lorsque la conduite de Sylvestre pendant l'insurrection des Ciompi en 1378, vint encore leur donner plus de solidité.

Au commencement du xve siècle, la confiance qu'inspirait cette famille s'accrut encore, lorsque Jean des Médicis se fit connaître. Industrieux et riche comme ses ancêtres, Jean, d'un caractère grave, plein de piété envers les pauvres et les malheureux, ne rechercha point les honneurs dont il fut comblé. Nommé deux fois des prieurs, puis gonfalonier, et une fois des dix de la guerre, il fut chargé plusieurs fois d'ambassades auprès de Lasdilas, roi de Hongrie, du pape Alexandre V, et de la république de Gênes. Pendant l'exercice de ses magistratures et le cours de ces diverses négociations, Jean se montra toujours désintéressé, plein d'habileté et de prudence. Ces dernières qualités se firent surtout reconnaître à l'occasion de la guerre que Florence eut avec Philippe Visconti, de Milan, car il la condamna. L'issue de cette entreprise fut malheureuse, et c'est alors que l'on reconnut, à Florence, ce qu'il y avait de vraiment grand dans le caractère de Jean des Médicis. Car non seulement il reçut la nouvelle de ce revers avec modération, mais il

ne s'occupa que des moyens de secourir la république tout en ménageant le bien des pauvres. Il était indispensable en cette occasion de lever encore des impôts pour cette guerre déjà si onéreuse aux citoyens. Par amour de la justice et dans l'intention de faire supporter plus également ces charges nouvelles, Jean eut l'idée de répartir les impositions sur tous les biens et même sur les meubles. Il proposa donc de faire une loi qui ordonnerait que tous ceux possédant un capital de cent florins d'or, fussent tenus de payer à l'état un demi-florin. La loi fut faite, mise en vigueur le 22 mai 1427, et on lui donna le nom de *cadastre*. A compter de cette époque, les taxes ne furent plus arbitraires à Florence, et la répartition de l'impôt se fit légalement et d'après les facultés de chaque citoyen. Cette disposition qui abolissait les priviléges et les passe-droits des grandes familles dont celle des Médicis faisait partie, fut une révolution aussi importante que salutaire. Le peuple n'oublia jamais que c'était à Jean qu'il devait cette justice; mais quelques grandes familles ne perdirent pas non plus le souvenir du tort que Jean des Médicis leur avait fait. Cet homme, l'un de cette maison dont le caractère fut le plus probe, mourut le 30 février 1428, laissant deux fils, Côme et Laurent.

Vers cette époque, la banque et le commerce de Florence avaient pris une telle extension, que cette ville passait après Venise pour la plus riche d'Europe. On estime qu'il circulait alors, dans Florence seulement, près de deux millions de florins d'or, ce qui équivaut à plus de douze millions

de séquins, aujourd'hui (24 millions de francs). Déjà les Florentins avaient acheté le port de Livourne, coup mortel porté à celui de Gênes; et en équipant une marine marchande, ils ne tardèrent pas à établir avec l'Afrique, la Grèce et l'Asie, des relations de commerce et de banque plus étendues et plus fréquentes qu'elles ne l'avaient encore été.

Le fils aîné de Jean, Côme des Médicis, resta héritier d'un patrimoine immense et de l'autorité que son père avait acquise par ses vertus. Depuis l'extinction de la faction des Ciompi, les grands et les riches commençaient à reprendre leurs anciennes habitudes, en abusant de leur influence et du pouvoir. Les efforts des Médicis, pour s'opposer à ces abus et à ces injustices, leur attirèrent l'animadversion de quelques grandes familles qui, déjà irritées par les effets du cadastre de Jean, reportèrent toute leur haine sur son héritier Côme. Quoi qu'il en soit, celui-ci n'abandonna pas les intérêts des citoyens de toutes les classes. Depuis la mort de Jean, son père, le rapport des trois classes d'habitants à Florence se présentait avec des modifications notables, apportées par les discordes civiles précédentes. La famille des Médicis possédait la confiance de toute la grosse bourgeoisie industrielle, et pouvait compter de plus sur l'appui d'un assez bon nombre de grandes et anciennes familles. Quant au menu peuple, aux Ciompi, cette classe était comprimée, retenue surtout par les bienfaits et les aumônes abondantes des Médicis. Mais il y avait certaines grandes familles, telles que les Pitti, les Pazzi,

les Acciaiuoli et d'autres encore, qui entretenaient une rivalité haineuse contre les Médicis. Cette jalousie prenait sa source dans la concurrence de ces banquiers, dont les richesses augmentant sans cesse leur influence politique, en avaient fait des négociants jaloux, des magistrats et presque des souverains rivaux dans la république. Cependant le mérite et les grandes qualités des Médicis augmentèrent leur popularité, et c'est à compter de Côme des Médicis que la république florentine, de démocratique qu'elle avait été jusque-là, devint oligarchique. Les magistratures secondaires, ainsi que le gonfalonat, tendirent d'abord à rester dans les mêmes familles, et peu à peu ce droit d'hérédité, concédé aux vertus et à la probité, s'attacha au nom, devint un usage, et prépara ainsi les Florentins à recevoir, un demi-siècle plus tard, la monarchie Médicéenne.

Côme, dont le commerce s'étendait dans toute l'Europe et jusqu'au fond de l'Asie, excita particulièrement la jalousie des Albizzi, des Strozzi, des Petrucci et des Barbadori. L'an 1433, ces banquiers profitèrent de la nomination d'un certain Guadagni au Gonfalonat, pour se servir de la haine que ce nouveau magistrat portait lui-même aux Médicis. Ils le gagnèrent à prix d'argent. Côme, accusé vaguement d'avoir voulu asservir la République, fut sommé de comparaître, puis menacé de la mort, peine qu'il racheta de ce même Guadagni à force d'or. Enfin cette peine fut commuée en un exil de cinq ans. La république de Venise envoya à Florence trois ambas-

sadeurs pour intercéder en faveur de Côme. A. Traversari, religieux général des Camaldules, vint exprès de Ferrare pour le défendre auprès du gouvernement florentin; mais ces instances furent vaines. Toutefois son exil ne dura qu'un an, car le peuple, qu'il soutenait par ses manufactures et ses aumônes, le redemanda à grands cris, et l'on fut obligé de le rappeler.

L'espèce de règne de ce citoyen de Florence n'est cependant pas exempt de taches. Lorsque, rappelé par le peuple, ses partisans eurent, à l'aide de sa protection, ressaisi le pouvoir, on exerça des vengeances excessives dans la ville. On ne peut certainement pas en accuser nommément Côme, dont les mœurs étaient douces. Mais son ambition ne lui permit pas d'arrêter l'ardeur de ses amis; et, pour dire toute la vérité, les hommes les plus doux et les plus humains sortent de leur caractère, lorsque leurs intérêts et leur avenir dépendent d'une faction. Outre les chefs du parti contraire aux Médicis, on condamna à l'exil et comme rebelles une foule de citoyens qui n'avaient commis d'autre délit que d'être amis ou parents des ennemis des Médicis. Plusieurs eurent leurs biens confisqués et vendus aux vainqueurs. Il ne manqua que le sang à cette proscription, dit Machiavel avec son énergie spirituelle, pour qu'elle ressemblât tout-à-fait à celle de Sylla; encore coula-t-il, quoiqu'en petite quantité, car la république de Venise ayant fait arrêter six rebelles qu'elle envoya à Florence, tous furent décapités.

Peu après ces vengeances, le parti vainqueur

des Médicis, non seulement voulut demeurer maître du gouvernement, mais prit ses sûretés pour qu'on ne le lui arrachât pas. La plupart des hautes magistratures dépendaient du sort, et les citoyens y étaient portés par la voie du scrutin. Mais outre que le choix des personnes éligibles se faisait au gré des factions, et que les bourses où étaient déposés les noms de ces éligibles, étaient brûlées ou renouvelées au caprice de ceux qui avaient intérêt à les détruire, on voulut qu'à l'avenir toutes les charges de l'état de quelque importance, se perpétuassent dans la personne des amis des Médicis. Il fut donc décidé que l'ancienne seigneurie aurait de l'influence et de l'autorité sur le choix de celle qui lui succèderait, et en particulier sur la nomination des magistrats qui *jugent à mort* (che sul sangue hanno dritto) comme on l'a trouvé écrit de la main de Côme lui-même. Ces semences portèrent leurs fruits. Tandis que d'un côté cet homme habile répandait les bienfaits et les aumônes sur les citoyens pauvres, dans le moment où il tenait l'esprit des gens de lettres et des artistes occupés de science et de grands travaux, une sourde terreur comprimait la pulsation de tous les cœurs ambitieux, et accoutumait les esprits à se soumettre. La république de Florence était déjà une oligarchie.

Pendant le gouvernement de Côme, la république florentine se maintint dans un état qu'il serait injuste d'appeler la servitude, mais cependant qui n'était pas la liberté. Les citoyens furent constamment tyrannisés par les grands qui dépendaient de lui, et en particulier par les Pitti,

que leur jalousie envers Côme poussait à tourmenter le peuple pour faire haïr le gouvernement de leur rival.

L'influence de Côme des Médicis dura près de trente-trois ans. Il mourut en 1464, à l'âge de 75 ans, dans sa campagne de Carregi qu'il avait fait bâtir, et laissa les églises, le peuple, les savants et les artistes comblés de ses bienfaits. Non seulement il fut le plus riche particulier de l'Europe, mais la considération qu'il s'était acquise le mettait de pair avec les rois. Pendant trente-quatre ans, on le vit l'unique arbitre de la république et le conseil de la plupart des villes et des souverains d'Italie. Son corps fut conduit en grande pompe à l'église de Saint-Laurent qu'il avait fondée. Tous les magistrats de Florence, les ambassadeurs étrangers et un concours immense de citoyens de toutes les classes, assistèrent à son convoi. Le corps de Côme de Médicis fut enterré devant le maître-autel, et l'on y lit encore ces deux mots qui y furent gravés par décret public : « *Pater patriæ*, » *Père de la patrie.* Un fait rare et bien honorable pour Côme, est le consentement unanime des historiens pour proclamer sa probité et ses talents.

Rien ne fait mieux comprendre l'hérédité des magistratures et du pouvoir même fixée et maintenue par un peuple dans une famille, que les talents et les vertus des premiers Médicis, offrant aux Florentins quelque garantie de repos, de justice et de prospérité, après toutes les calamités que ce peuple avait éprouvées. La majorité des habitants livrés au commerce, était devenue

étrangère aux fureurs des anciennes factions, et sentait tous les jours davantage le besoin d'un gouvernement fixe et durable. Après la triste expérience du passé, séduits par l'espoir que l'ordre dans les affaires de la république résulterait de la fixité des magistratures dans les familles, et croyant avoir trouvé dans deux hommes de celle des Médicis un exemple à peu près parfait du chef d'un état républicain, les Florentins, assez légers d'ailleurs comme on l'a vu, ne balancèrent pas à adopter cette oligarchie qui s'était souvent montrée sage, prudente, habile et vertueuse même.

Mais cette perfection présumée ne se trouva pas rigoureusement héréditaire, même dans les premiers Médicis. Pierre, fils de Côme père de la patrie, avait obtenu en 1460 la charge de gonfalonier, en considération des grandes qualités de son père, dont il était loin d'avoir hérité. Quoique élevé avec le plus grand soin, il s'était montré également inhabile aux lettres et aux affaires. Guidé, maintenu par les conseils et l'exemple de Côme, il exerça sa charge avec modération tant que son père vécut. Mais sitôt que la mort lui eut enlevé ce surveillant, Pierre changea subitement de conduite et trancha du souverain. Les Pitti et quelques autres grandes familles ne pouvant bientôt plus supporter ses impertinences et ses hauteurs, tramèrent contre sa vie une conjuration que le hasard seul fit manquer. Les conjurés bannis de Florence excitèrent une guerre longue, meurtrière, sans obtenir aucun résultat. Pierre des Médicis mourut de la goutte l'an 1472, à l'âge de cinquante-trois ans, laissant deux fils:

Laurent, surnommé par la suite le Magnifique, et Julien, qui devait mourir jeune, sous le poignard des Pazzi.

Le pouvoir de cette famille était déjà si bien établi à Florence, que, malgré la jeunesse de Laurent et de Julien, au moment de la mort de Pierre leur père, il n'y eut ni trouble, ni modifications dans le gouvernement. Thomas Soderini, citoyen recommandable par ses lumières et ses talents en politique, avait promis à Pierre de prendre soin de ses fils. A la première occasion favorable où toutes les personnes considérables de Florence se trouvèrent assemblées, Soderini parla en faveur du jeune Laurent, qui lui-même s'exprima dans cette circonstance avec tant de mesure et de dignité, qu'il fit concevoir les plus hautes espérances et gagna la confiance des Florentins. Ses qualités extérieures n'avaient cependant rien de séduisant. Il avait le nez renfoncé, la vue très courte et la voix enrouée. Mais saisissant toutes les occasions de faire reconnaître l'étendue de son esprit et la solidité de ses connaissances, avec l'aide de Thomas Soderini et de quelques hommes habiles dont il écoutait et suivait les conseils, ce jeune candidat-monarque se trouva tout-à-coup placé à la tête de la république de Florence.

C'était le moment où les succès de Mahomet II depuis la prise de Constantinople en 1453, allaient toujours croissant. L'île de Nègrepont avait été enlevée aux Vénitiens en 1470, ce qui jetait de nouveau la terreur dans toute la chrétienté. Le pape Paul II invita à cette occasion tous les

princes et les états d'Italie à former une ligue contre l'infidèle victorieux. Toutes les personnes importantes qui passèrent à cette occasion, à Florence, furent reçues, logées et fêtées par Laurent des Médicis, avec une somptuosité et une magnificence que l'on ne trouvait alors qu'à la cour des plus grands rois de l'Europe. Cette circonstance augmenta singulièrement la célébrité de Laurent, et il est à remarquer que tous les historiens qui parlent de lui à cette occasion, lui donnent le titre de prince.

Cette somptuosité inouie acheva donc de le mettre sur un pied d'égalité avec ce qu'il y avait de plus élevé en Europe. Mais ce qui contribua puissamment à affermir l'autorité héréditaire dans sa famille, ce fut la conjuration que les Pazzi formèrent et exécutèrent contre elle.

Ces manières royales de Laurent inspirèrent une jalousie effrénée à la riche et puissante famille des Pazzi. Une affaire de succession où ces derniers trouvèreut les Médicis contraires, acheva de les décider à tramer un complot pour porter sur Laurent et Julien un coup plus sûr que celui qui avait été vainement dirigé sur Pierre leur père.

Jérôme Riario, seigneur d'Imola, neveu du pape Sixte IV, ennemi lui-même des Médicis, se trouvait à Rome où Francesco Pazzi s'était retiré par haine contre Laurent et son gouvernement. Ces deux hommes ayant formé le projet d'enlever le pouvoir à la famille des Médicis, résolurent, pour y parvenir, d'assassiner Laurent et Julien. Après s'être entendus d'abord avec Francesco Sal-

viati, archevêque de Pise, qui partageait leur haine, ils parvinrent à faire approuver leur projet par le pape, et se rendirent à Florence pour l'exécuter. Là ils firent encore entrer dans leurs intentions tous les mécontents de leur parti et n'attendirent plus que le moment de porter le coup pour faire éclater la conjuration. Après plusieurs tentatives infructueuses, on décida que le jour de l'exécution serait le 26 avril (1478); le lieu, la cathédrale de Florence; le moment, celui de l'élévation de l'hostie à la messe. En effet, Julien poignardé sur la place par Bernardo Bandini et achevé par Francesco Pazzi, mourut presque à l'instant dans la cathédrale. Quant à Laurent, dès qu'il se sentit blessé légèrement, il tira son épée et se mit en défense contre Antonio et Stefano des Pazzi qui l'attaquaient. Le courage de Laurent n'avait pas été prévu par les conjurés, et cette circonstance, jointe aux secours que ses amis et les assistants portèrent à ce jeune prince, firent prendre la fuite aux assassins.

La justice prit envers ces derniers les formes de la vengeance. Francesco Salviati, l'archevêque de Pise, qui, pendant l'exécution de ce crime, se tenait au palais de la seigneurie pour se trouver plus à portée d'en prendre possession dès qu'il aurait appris la mort des deux jeunes Médicis, y fut saisi, au contraire, par le peuple furieux. Dans l'espace de deux heures, on mit à mort vingt-six personnes tant dans l'intérieur du palais que sur la place. L'archevêque de Pise, son parent Jacomo Salviati et J. Poggio, fils de l'historien, furent étranglés aux fenêtres du palais, ainsi que

Francesco des Pazzi qui, suspendu mais vivant encore, mordait, dit-on, la poitrine de ses compagnons d'infortune. Dans le même moment le peuple tuait, déchirait, mettait en pièces sur la place, les gens de la suite du cardinal Riario. Mais la populace florentine montra surtout sa fureur et sa cruauté contre deux personnes de la famille des Pazzi, Antonio et Renato. Arrêtés cinq jours après l'événement hors de Florence, ils furent jugés et mis à mort. Le lendemain, la populace, les enfants surtout, allèrent déterrer les restes de ces deux suppliciés et traînèrent leurs cadavres mutilés dans toute la ville aux cris répétés de : « *Viva le Palle! e muoiano i traditori!* » Vivent les Médicis! et meurent les traîtres! Le gouvernement lui-même consacra la mémoire de ces supplices, d'une manière tant soit peu barbare. Andréa del Castagno, peintre florentin assez habile, mais dont la vie est tachée par un lâche assassinat, vivait à l'époque de cette conjuration. Attaché à la famille des Médicis, c'était ordinairement pour elle qu'il employait ses pinceaux. Lorsque ce carnage juridique fut achevé, la seigneurie décréta que tous ceux qui avaient pris part à la conjuration contre Laurent et Julien, seraient représentés en peinture sur la façade du Vieux-Palais. Ce travail, dit Vasari dans ses Vies des peintres, fut offert à Andréa del Castagno qui l'accepta avec d'autant plus d'empressement que ses obligations étaient grandes envers la famille des Médicis. Il exécuta donc cette peinture, ajoute Vasari, avec tant de force et de vérité, il représenta tous les personnages pendus par les pieds dans des atti-

tudes si variées et si belles, que cet ouvrage attira l'admiration des connaisseurs, excita la curiosité de toute la ville et valut à Andréa del Castagno, le surnom d'Andréa *des pendus*.

Cependant le pape Paul IV n'apprit pas sans se sentir offensé, des événements si contraires à ses espérances. Dans sa fureur il fulmina une bulle d'excommunication contre Florence, sous prétexte qu'en faisant pendre un archevêque, la république avait porté atteinte aux immunités ecclésiastiques. A cette punition spirituelle, le pape voulut joindre un châtiment qui paralysât la puissance de Florence et plus particulièrement encore celle de la famille des Médicis dont il désirait ardemment la perte. Le pontife se ligua donc avec Ferdinand, roi de Naples, pour faire la guerre aux Florentins qui finirent par y être fort maltraités.

C'est dans ces circonstances que Laurent prit la résolution hardie d'aller trouver le roi Ferdinand. Ce prince le reçut fort bien; séduit même par les manières et l'éloquence du prince florentin, il conclut avec lui, en mars 1480, une ligue nouvelle contre le duc de Lorraine qui s'avançait en Italie, pour lui disputer la couronne de Naples. Plus tard et après s'être encore montré négociateur habile, Laurent, en 1487, lorsque les Florentins firent une expédition pour reprendre Sarzanne aux Génois, fut de ceux qui combattirent aux premiers rangs.

Cet homme ne fournit pas une longue carrière, mais il laissa un nom célèbre auquel se rattache une grande partie de ce qui a été fait de grand et

de beau, dans les sciences, les lettres et les arts, pendant le xve siècle. Laurent des Médicis, surnommé *le Magnifique*, mourut le 7 avril 1492, agé de 44 ans, à Carreggi. On montre dans cette maison de campagne le puits où son médecin, Pierre Leoni, fut précipité, le jour même de sa mort, par Pierre II des Médicis, son fils. Ce médecin entêté d'astrologie judiciaire, ayant prédit que le malade devait guérir naturellement, ne lui administra, en conséquence, aucun remède. Mais l'événement démentit sa prédiction, et l'on rapporte que Pierre, dans sa fureur, jeta le docteur, la tête la première, dans le puits.

A la mort de Laurent, Pierre conserva à Florence la même autorité que son père, mais sans acquérir la même considération. Il s'était ligué aussi avec le nouveau roi de Naples, afin de tenir tête à celui de France, Charles VIII, traversant l'Italie pour aller faire la conquête du royaume de Naples. Mais Charles VIII n'était pas encore arrivé à Sarzanne appartenant alors aux Florentins, que Pierre II des Médicis, saisi de crainte à l'approche de l'armée française, alla faire à Charles ses soumissions, et lui remettre, pour gage de sa fidélité, cinq villes frontières de la république florentine. Ce traité conclu sans la participation des Florentins, les jeta dans une telle exaspération, qu'au retour de Pierre dans leur ville, ils se soulevèrent et le forcèrent, ainsi que ses frères Julien et Jean (depuis Léon X), à quitter Florence. Déclarés rebelles, leurs biens, leurs palais furent confisqués, pillés ou démolis.

Charles VIII profita de ce désordre pour entrer dans Florence en vainqueur, et se rendre bientôt à Pise qu'il délivra de la souveraineté des Florentins. Cette dernière entreprise jeta la consternation dans Florence; c'était un tort irréparable qui lui était fait. On se hâta d'envoyer des députés à Charles VIII, qui revint à Florence pour faire ses conventions et entrer en accommodement. Le roi de France demanda trois choses : une somme d'argent exorbitante; le rétablissement des Médicis, et la seigneurie de la ville. Lorsque les délégués florentins, parmi lesquels était Pierre Capponi, entendirent ces terribles conditions, tous refusèrent de les accepter, ce qui irrita Charles VIII au point de lui faire dire : « qu'il allait faire sonner les trompettes. » — « Hé bien! s'écria alors P. Capponi en arrachant les conditions écrites des mains du secrétaire du roi : si vous faites sonner vos trompettes, nous ferons sonner nos cloches; » et il sortit avec ses collègues sans proférer une seule parole de plus. Cette réponse ferme rendit le roi plus traitable. Il réduisit ses demandes à cent vingt mille écus qui lui furent accordés par un traité passé le 26 novembre 1494, mais où il ne fut fait aucune mention de la rentrée des Médicis à Florence. Charles ne tarda pas à se diriger vers Rome.

Depuis l'exil de Pierre des Médicis, et surtout depuis le départ de Charles VIII de Florence, cette ville fut livrée à une agitation continuelle. Chacun avait, disait et défendait son opinion sur le gouvernement à établir. On passait incessamment des menaces aux tumultes, et il ne s'écoulait pas

de jour sans que les rixes les plus violentes n'eussent lieu dans les rues. Cette agitation, dont la cause principale venait de la division des citoyens, dont les uns regrettaient les Médicis, tandis que les autres cherchaient à rétablir le gouvernement populaire dans toute son intégrité, était augmentée encore par les prédications et les prédictions de Savonarola qui professait des opinions démocratiques, combinées avec des prophéties et un enthousiasme religieux poussé à l'excès.

Cet homme singulier, qui joua un rôle important à Florence pendant une partie de l'interrègne causé par le bannissement de la famille Médicis, mérite d'être connu et étudié, car son histoire se lie à celle de Florence pendant la fin du XVe siècle.

Originaire de Padoue, Nicolo Savonarola naquit à Ferrare en 1452. Tout jeune, la singularité de son caractère, la gravité de son esprit et l'austérité de sa conduite, le firent considérer comme un être tout-à-fait à part. Il ne voulut pas d'abord entrer dans les ordres afin « *de ne pas quitter le siècle pour rentrer dans le siècle*, comme il disait, *et se faire affubler de dignités ecclésiastiques.* » Toutefois il n'en étudia pas avec moins d'ardeur, surtout la théologie et la philosophie péripatétique qu'il trouvoit merveilleusement exposée dans les œuvres de saint Thomas d'Aquin. Ce dernier ouvrage était sa lecture habituelle, et l'on rapporte qu'il ne pouvait s'en détacher que pour se livrer à la composition de vers italiens, distraction qui lui était extrêmement agréable.

La première vision qu'il eut, le décida à entrer en religion à l'âge de vingt-deux ans. Sans préve-

nir ses parents ni ses amis, il partit pour Bologne où il prit l'habit de dominicain. On ne tarda pas à reconnaître ses talents, et les supérieurs du couvent le chargèrent d'enseigner la dialectique et la métaphysique, emploi qu'il remplit long-temps, d'abord à Ferrare, puis à Florence.

Frère Girolamo, tel est le nom religieux que prit Savonarola, essaya de prêcher pendant un carême dans l'église de Saint-Laurent, mais il n'eut point de succès. Sa voix, ses gestes, son élocution, tout le trahit. Ayant reconnu ses défauts, il sentit qu'il devait s'appliquer exclusivement à l'interprétation et à l'exposition des textes sacrés. Après avoir passé quelque temps dans un couvent de Lombardie, il fut rappelé à Florence par Laurent des Médicis sur la recommandation de Pic de la Mirandole. Revenu dans cette ville, en 1489, il essaya de nouveau à parler du haut de la chaire, et bien que ses prédications manquassent d'art, une grande chaleur d'âme et le zèle religieux lui tinrent lieu d'éloquence. « Je dois prê» cher, répétait-il au peuple, parce que Dieu me » le recommande pour votre bien. La corruption » qui vous entoure est manifeste, et Dieu me ré» vèle les châtiments qui vous sont réservés, si » vous n'embrassez pas une vie plus pure et plus » chrétienne. » L'accent avec lequel Savonarola disait ces paroles portait d'autant plus facilement la conviction dans tous les esprits, qu'à cette époque, où Alexandre VI occupait le siége pontifical, l'Église catholique donnait l'exemple de tous les scandales, et que les mœurs déréglées des ecclésiastiques ne le cédaient en rien à celles des

séculiers. Outre cela Savonarola, doué d'une grande pénétration d'esprit et vivant dans un temps où l'Italie était sans cesse travaillée par les guerres et les factions, avait toutes les occasions imaginables de faire des prédictions qu'il était à peu près certain de voir accomplir.

Dans cette même année, 1489, il commença l'exposition de l'Apocalypse dans l'église Saint-Marc au milieu d'un concours immense d'auditeurs. Ce livre, dont le texte obscur et vague se prête à des explications si étranges, fournit à Savonarola l'occasion de développer ses opinions et ses doctrines. Il annonça donc trois choses au peuple : 1° qu'il fallait que l'Église fût renouvelée ; 2° que l'Italie serait cruellement punie ; et 3° que ces choses ne tarderaient pas d'arriver. *Gladius Domini super terram, citò et velociter*, était une des citations qu'il répétait le plus souvent, et qui sert d'exergue à la médaille que l'on frappa en son honneur, après sa mort.

Que cet homme eût peu de talent pour composer ses sermons, c'est ce dont on peut se convaincre en les lisant ; mais il faut croire que l'ardeur et l'énergie avec lesquelles il les débitait produisait le plus grand effet sur ses auditeurs. Il y a un passage fort ordinaire de son carême, à la marge duquel son éditeur avertit que, quand frère Girolamo en était là, tout l'auditoire fondait en larmes.

Religieux et républicain, Savonarola poussait à l'extrême l'inflexibilité de caractère et l'orgueil de l'indépendance. Rien ne pouvait le faire plier aux convenances du monde. Il en donna une

preuve éclatante en 1490, lorsqu'il fut nommé prieur de Saint-Marc. C'était un usage introduit dans les ordres réguliers, que ceux qui y étaient élevés à la dignité de prieur, allassent se présenter à Laurent des Médicis, pour le reconnaître chef de la république et lui demander sa protection. Savonarola ne voulut en rien faire. En vain les dominicains l'engagèrent-ils à avoir cette condescendance; en vain Laurent exprima-t-il le désir, la volonté même que le prieur fît cette démarche. Savonarola fut inflexible et répondit toujours : «qu'il avait été élu prieur non par Laurent, mais par Dieu»; et il ne donna jamais aucun signe de respect au chef de la république florentine.

Une autre fois Laurent prit la précaution de le faire prier par cinq des premiers citoyens de la ville, de cesser d'annoncer des malheurs dans la ville où ces prédications portaient le trouble et l'inquiétude; mais Savonarola, loin de se rendre à cette invitation, annonça au contraire, en termes équivoques, il est vrai, mais faciles à interprêter, que Laurent des Médicis ne tarderait pas à mourir. Cette prédiction se vérifia en effet le 9 avril 1492. On prétend que Laurent se sentant près de mourir, choisit pour confesseur le prieur de Saint-Marc, malgré le peu de respect que cet ecclésiastique lui avait montré. Savonarola se rendit auprès du malade qui demanda l'absolution après s'être confessé. La tradition rapporte que le prieur dit alors à Laurent que Dieu lui ferait miséricorde quand il aurait rempli trois conditions : d'abord de jurer qu'il était bon croyant, ce que Laurent

jura; puis de restituer ce qu'il avait mal acquis, observation à laquelle le malade répondit qu'il y penserait; et enfin de rendre à Florence la liberté, et à son gouvernement sa forme populaire, avis à la suite duquel Laurent tourna les épaules au prieur de Saint-Marc et ne lui dit plus un mot.

Parmi les nombreuses prédictions que fit cet homme singulier, il faut noter celles qui annoncèrent l'arrivée de Charles VIII en Italie et la rebellion de la ville de Pise. Peut-être y eut-il plus de pénétration d'esprit que de divination dans ces prophéties; quoi qu'il en soit, elles produisirent un grand effet sur le peuple, et augmentèrent singulièrement la confiance que l'on avait déjà dans le prophète. Nommé ambassadeur par la république de Florence auprès de Charles VIII, il lui parla du ton d'un missionnaire divin, le gourmandant avec assez de dureté, ce qui ne changea pas les desseins du roi de France, qui, du reste, conserva de l'amitié pour Savonarola.

XI.

*

Condamnation à mort de Savonarola.— Magistratures héréditaires. —Machiavel.— Pierre Soderini, nommé gonfalonier à vie, puis chassé de Florence. — Rentrée des Médicis à Florence en 1522. — Jean et Julien, Laurent II, Jean dit le Grand-Diable, des Médicis. — Républicanisme des érudits. — Jésus-Christ proclamé roi des Florentins. — Charles-Quint rétablit les Médicis à Florence. — 1498 à 1529.

Mais ce fut après le bannissement de Pierre des Médicis, que Savonarola donna à ses opinions politiques un développement tout-à-fait remarquable. Il s'agissait alors de trouver un mode nouveau de gouvernement pour la république de Florence rendue à elle-même. Partisan passionné de l'état républicain, Savonarola était naturellement un des plus dangereux adversaires de la maison des Médicis. Cette disposition de son esprit, jointe à la confiance que l'on mettait dans ses talents et sa probité, furent cause que l'on donna à ce moine la commission de présenter

à la seigneurie une nouvelle forme de gouvernement. Il proposa donc, dans un discours qui fut presque aussitôt imprimé, un système de gouvernement populaire ainsi conçu : il voulait faire de tout le peuple sans distinction de classes, un grand conseil où résiderait l'autorité de distribuer les charges, les honneurs et la suprême majesté. Mais comme il eût été difficile d'assembler journellement et trop fréquemment tout le peuple, il proposait d'instituer un certain nombre de citoyens choisis, auxquels le peuple même confierait son autorité. Cette idée première de gouvernement représentatif est le point capital du discours que prononça Savonarola dans l'église cathédrale de Florence, en présence des magistrats et du peuple. Dans tout le reste, on ne trouve que des lieux communs sur la nécessité de réformer les mœurs, de rendre strictement la justice, et d'oublier les haines, sans présenter aucun moyen pratique pour atteindre ce but.

Mais le thème habituel de ses sermons était l'état de dérèglement du clergé, de la cour de Rome et particulièrement du chef régnant de l'Église, de ce Borgia, de cet Alexandre VI qui ne justifiait que trop bien alors par ses infâmes débauches et ses crimes, les invectives que Savonarola lançait contre lui. Elles furent telles et elles se reproduisirent si fréquemment en public, que le pontife, craignant l'effet toujours croissant qu'elles produisaient, invita par un bref le prédicateur à venir à Rome et à cesser de prédire et de prêcher. Frère Girolamo s'excusa sur ses infirmités de ne pouvoir faire le voyage, et resta quel-

que temps dans le silence. Mais dès qu'il sut pertinemment que ses excuses avaient été mal reçues par Alexandre VI, et que ce pontife était mal disposé à son égard, alors il l'attaqua par écrit et en chaire avec une nouvelle force. Il alla même jusqu'à écrire des circulaires aux principaux souverains de l'Europe, pour les exciter à faire convoquer un concile général, leur affirmant qu'Alexandre VI n'était pas pape, et qu'il ne pouvait pas l'être, non seulement parce qu'il avait usurpé le Saint-Siége par simonie et par d'autres péchés plus graves, mais encore à cause de ses scélératesses, de ses crimes cachés que lui, Savonarola, se faisait fort de publier en temps et lieu.

Alors le pape l'excommunia et fit porter le bref par un nonce qui n'osa pas cependant entrer dans Florence, dans la crainte d'y être maltraité. Le bref du pape ne fut affiché que dans la cathédrale et à l'église de San-Miniato al monte hors de la ville. Pour Savonarola, il méprisa cette censure, la déclara non-valide, et publia presque aussitôt, outre une apologie de sa conduite, son livre du *Triomphe de la foi*, qui est son principal ouvrage.

Cette conduite audacieuse donna une activité nouvelle aux passions de ses partisans et de ses ennemis. Toute la ville de Florence prenant part à cette querelle, se divisa en deux parties et en deux factions; l'une, celle des *Piagnoni*, attachée à Savonarola et à la démocratie; l'autre, celle des *Arrabbiati*, dévouée à la maison et à la politique des Médicis.

De tous les partisans de Savonarola, les deux hommes les plus zélés en faveur de ses opinions, furent frère Domenico de Pescia, et frère Silvestro Maruffi, qui, tous deux, marchèrent au supplice avec lui. Domenico surtout seconda et répandit les idées de son chef avec une ardeur extrême. Lorsque, après l'invitation d'Alexandre VI, Savonarola cessa de prêcher en 1496, Domenico le remplaça pendant les jours de fêtes avant le carême, et bien que cet ecclésiastique eût beaucoup moins de talent et d'éloquence encore que Savonarola, il ne laissa pas cependant de produire sur le peuple de Florence une impression très profonde. En quatre ou cinq jours, il parvint à décider une multitude de gens à rechercher chez eux tout ce qu'ils possédaient en livres latins et italiens, en compositions mondaines, en peintures, en objets de luxe et d'art, qui, selon les idées de Savonarola, les éloignaient de la pratique de la vie religieuse et sainte, pour procéder à la destruction de toutes ces superfluités dangereuses. Dans l'intention de faire une récolte plus abondante de ces objets profanes, Domenico enrégimenta tous les petits garçons de chaque quartier, sous les ordres de leurs maîtres et gardiens, et leur ordonna d'aller tout à la fois quêter dans les maisons l'aumône pour les pauvres, et l'*anathème*, mot par lequel Domenico désignait les objets d'art, de luxe et de parure maudits de Dieu selon lui, et excommuniés par les canons de la sainte Église. Les petits garçons s'acquittèrent au mieux de leur commission, et pendant les trois jours qui précédèrent le carnaval, ils

firent une récolte immense de peintures, de dessins profanes, de fleurs sèches, de vieux habits de fête, d'ornements de femmes, de pastilles du Levant, de dés et de cartes à jouer, d'instruments de musique et d'une grande quantité de manuscrits précieux ornés de peintures, couverts de lames d'or et de pierres précieuses. Tous les ouvrages de magie et les compositions de Boccacio et de Morganti firent partie de l'anathème.

Le jour du carnaval, tous ces objets furent arrangés en ordre pour former une pyramide sur la place, devant le palais de la Seigneurie. Ce spectacle nouveau pour le peuple le détourna complètement des jeux et des mascarades accoutumées en cette circonstance. Lorsque tous ces apprêts furent terminés, les petits garçons allèrent dévotement entendre une messe dans la cathédrale, et après le dîner, dès qu'ils se furent vêtus de blanc et couvert la tête d'olivier, ils prirent à la main de petites croix rouges, et se mirent en marche vers la cathédrale, où ils déposèrent une grande quantité d'argent qui leur avait été donné pour les pauvres. De là, ils revinrent à la place de la Seigneurie, où ils chantèrent des hymnes et des louanges à Dieu en langue italienne, sous les murs du vieux palais. Lorsque cette cérémonie presque religieuse fut terminée, les quatre chefs des enfants des quatre quartiers de la ville, s'avancèrent avec des torches enflammées à la main, et mirent le feu à la pyramide qui brûla au son des trompettes.

Ce carnaval nouveau plut tant à Savonarola, que l'année suivante, 1498, il se mit à la tête de

la procession des petits garçons. Cette fois, la pyramide élevée sur la place, fut bien autrement grande et composée d'objets bien plus précieux que la première. On y voyait, disent les historiens du temps, des bustes, des statues en marbre et des tableaux des plus habiles artistes; il y avait tel manuscrit de Pétrarque orné de miniatures, et enrichi d'or sur la couverture, qui représentait des valeurs considérables. Enfin, les objets de prix étaient amoncelés là en telle quantité que l'on fut obligé de les faire garder par des soldats, pour éviter les vols.

Toutes ces cérémonies inusitées, ainsi que les opinions de Savonarola, ne plurent pas au clergé de Florence. Mais frère Domenico soutint avec force du haut de la chaire toutes les propositions avancées par son maître. Il répéta: 1° que l'Église de Dieu avait besoin de réforme; 2° que l'Église de Dieu serait d'abord punie, puis ensuite réformée; 3° que les infidèles se convertiraient; 4° que Florence serait punie d'abord, puis réformée et heureuse; 5° et enfin que l'excommunication lancée contre Savonarola n'était pas valide, et que ceux qui n'en tenaient pas compte ne commettaient pas un péché. Domenico fit plus; il déclara en chaire que pour prouver la vérité de ces propositions, il était prêt à faire l'épreuve du feu, à se soumettre à ce que l'on appelait alors en Europe le jugement de Dieu. On le prit au mot, et un franciscain qui prêchait de son côté, à Santa-Croce, insistant au contraire sur la validité de l'excommunication, se laissa aller à dire qu'il acceptait le défi porté par Domenico, et qu'il

était prêt aussi à faire l'épreuve du feu. Les deux champions renouvelèrent encore cette proposition à l'exécution de laquelle la seigneurie ne crut pas devoir s'opposer, dans l'espérance sans doute que la querelle finirait plus vite. Mais il arriva que quantité de personnes prirent le parti de Savonarola, et voulurent faire avec son disciple l'épreuve du feu. Non seulement plusieurs frères dominicains se présentèrent, mais on vit encore se mettre sur les rangs beaucoup de prêtres, des laïcs de toutes classes, et jusqu'à des femmes et des enfants. Toutefois, le fidèle compagnon de Savonarola ne voulut céder l'honneur de cette épreuve à personne, exemple que ne suivit pas le franciscain qui l'avait défié, car il trouva moyen de substituer à sa place un frère convers de son ordre.

Tout se fit avec de grandes formalités pour cette épreuve.

Les deux antagonistes signèrent chacun une déclaration devant la seigneurie, laquelle députa cinq citoyens chargés de veiller à ce que tout se passât régulièrement. Le lieu désigné pour l'épreuve était la place du Vieux-Palais, dite aujourd'hui du Grand-Duc, et l'on fixa le septième jour d'avril 1498 pour l'épreuve. Le bûcher s'élevait au milieu de la place, lorsqu'à l'heure indiquée on vit arriver les frères mineurs avec leur frère convers substitué au franciscain qui avait accepté le défi. Tous s'avancèrent en silence et sans aucun appareil. Mais de l'autre côté, on vit venir les dominicains avec Savonarola, vêtu des habits sacerdotaux, et portant le sacrement dans ses

mains. Frère Domenico, habillé de la même manière, et tenant une croix, le suivait; puis enfin les autres frères formaient une procession en chantant des psaumes. Mais bientôt il s'éleva une difficulté qui dégénéra en altercation. Les franciscains ne voulurent pas permettre que frère Domenico entrât dans le feu avec des habits de prêtres, ni avec le sacrement, comme Savonarola prétendait que cela fût. La dispute s'échauffa, et il s'était déjà passé plus d'une heure sans que l'on eût pu s'accorder, lorsque, vers le soir, il tomba une averse qui mit en fuite les deux champions, au grand déplaisir du peuple, qui, las de ces contestations, attendait avec impatience le moment de l'épreuve.

Cet événement diminua momentanément le crédit de Savonarola et des deux frères ses acolytes. Le lendemain, il y eut des troubles dans la ville. Les ennemis de Savonarola prirent les armes, et comme ils se sentaient appuyés par le gouvernement, ils se portèrent en foule au couvent de Saint-Marc qu'ils attaquèrent, et d'où ils enlevèrent de vive force frère Girolamo et ses deux compagnons pour les conduire aux prisons publiques. Le combat fut assez opiniâtre, et les religieux se défendirent avec vigueur, car l'attaque ayant commencé après vêpres, les trois rebelles ne purent être pris qu'à la nuit déjà avancée.

De ce moment, la seigneurie prit fait et cause dans cette affaire. Savonarola arrêté, on l'interrogea comme principal accusé. Il subit l'épreuve de la torture du feu, et après cet examen, on lui fit son procès que l'on publia. Il contenait en substance que les choses prédites par le coupable

ne lui étaient pas venues à l'esprit par révélation divine, mais de sa propre opinion fondée sur l'interprétation de l'Écriture sainte, et qu'en agissant ainsi il n'avait pas eu d'autre pensée, d'autres désirs que de provoquer un concile universel qui réformât les mœurs du clergé et l'état de l'Église. Or, il est à remarquer que Savonarola est le premier des ecclésiastiques italiens reconnaissant la nécessité d'un nouveau concile général, nécessité qui, cinquante ans plus tard, lorsque Luther avait mis tout en feu dans l'Église, rendit, en 1545, celui de Trente indispensable.

On condamna Savonarola et les deux autres frères, comme schismatiques et hérétiques, à être pendus et brûlés. Giovacchino Turriano, général des Dominicains, et monseigneur Francesco Romolino, tous deux délégués par le pape Alexandre VI, prononcèrent solennellement la sentence, que l'on exécuta le 23 mai 1498, Savonarola étant âgé de quarante-trois ans et demi.

On éleva sur la place du Vieux-Palais une estrade haute de six ou sept pieds, partant des marches du vieux palais pour s'étendre assez avant dans la place. Cette estrade était réservée aux magistrats dits *les Huit*, auxquels les religieux remirent les condamnés après les avoir dégradés. Vis-à-vis l'édifice appelé *le Toit des Pisans*, était planté un pieu entouré d'objets et de matières combustibles. On pendit les trois condamnés à ce même pieu, et leurs corps furent incontinent brûlés précisément à la même place où quelques mois avant ces hommes avaient célébré leur carnaval religieux. Ils ne proférèrent

pas une seule parole pendant les apprêts du supplice. Dès que leurs dépouilles eurent été réduites en cendres, on les emporta dans une charrette jusqu'au Vieux-Pont, d'où on les jeta dans l'Arno.

La sentence et le supplice ne diminuèrent en rien l'estime et l'admiration qu'inspirait Savonarola. Non seulement ses partisans continuèrent à le regarder comme un prophète, mais ils lui donnèrent le surnom de martyr, préjugé qui se maintint fort long-temps. D'un autre côté, ses adversaires poursuivirent jusqu'à sa mémoire avec un acharnement ridicule. Il arriva qu'un certain Tanai des Merli, pour faire honte aux partisans du condamné, reprocha aux frères de son couvent d'avoir sonné la cloche pour appeler à sa défense pendant la nuit où il fut arrêté. A force de requêtes et d'instances, ce Tanai obtint des magistrats une espèçe de sentence par laquelle il fut ordonné que « cette cloche qui avait sonné en cette occasion, serait promenée sur un âne par toute la ville, en signe d'ignominie. »

Savonarola, doué d'une grande pénétration d'esprit, sincèrement religieux et rigoureusement honnête homme, dut naturellement soutenir les institutions démocratiques à une époque où quelques grands de la terre, où le souverain pontife lui-même avec tout ce qui l'entourait, se souillaient journellement par des violences et des injustices, par un libertinage effréné et des crimes atroces. Considéré isolément, Savonarola peut paraître imprudent et sujet à l'extravagance; mais si, en l'étudiant, on place près de lui par la pensée ce personnage d'Alexandre VI, ce Borgia im-

monde, ce hideux pontife à qui sa triple couronne donnait le droit d'imposer silence à un homme trop sincère, trop religieux, si l'on peut jamais faire un tel reproche, alors on comprend la sainte indignation du prédicateur de Florence; on s'explique comment au défaut de la satire il employa la prophétie; on se rend compte enfin de son orgueil, de ses dédains et de son incroyable constance à soutenir ses opinions jusque sur le bûcher. Là il était à sa place, puisque Alexandre Borgia était assis sur le trône pontifical.

Après la mort de Savonarola, le gouvernement de Florence, dont l'âme alors était un conseil composé de dix-huit cents et même deux mille personnes, se soutint encore quelque temps, quoique avec peine. Mais en 1502, les Florentins croyant devoir attribuer les troubles continuels de leur ville aux fréquentes mutations de leurs gonfaloniers renouvelés tous les deux mois, résolurent d'en nommer un à vie. Toutes les ressources du système démocratique épuisées, la république de Florence mourante sentait évidemment le besoin d'une dictature. On nomma donc Pierro Soderini gonfalonier à vie, et bien que cet homme d'une grande probité, mais peu avisé et faible de caractère, ait exercé sa charge pendant neuf ans, on peut cependant regarder la période de temps de sa débile dictature, comme l'agonie de la république florentine.

Mais les derniers moments de cette république sont curieux à étudier. Pendant le gonfalonat de Pierro Soderini, Nicolo Machiavelli fut secrétaire de la république. Cet homme célèbre, habile di-

plomate plutôt que grand politique, est resté un publiciste et un écrivain du premier ordre. Machiavelli appartenait à une ancienne famille de Florence, constamment guelfe et attachée au parti populaire. En lisant les précieux ouvrages que cet homme a laissés, il est facile de se convaincre qu'il avait hérité des sentiments de sa famille. Mais le laisser-aller et la corruption qui s'étaient introduits dans toutes les relations politiques des différents États d'Italie, ainsi que le relâchement de tous les liens qui auraient pu réunir les Florentins en un corps de nation, semblent avoir ôté tout ressort à son âme. On dirait que les lumières de l'esprit de Machiavelli n'ont abouti qu'à lui faire renoncer à l'idée et à l'espérance de relever les forces et l'honneur de son pays. Dans la pratique, il ne s'occupa d'aucune réforme, d'aucune amélioration fondamentale et importante. Préoccupé du moment présent, il se borna à employer toute son habileté en négociations extérieures, ou en travaux administratifs, pour venir au devant et se rendre maître des difficultés journalières qui minaient sans cesse le gouvernement détraqué de Florence. Machiavelli, ambassadeur et secrétaire, suivit, à l'égard du gouvernement qu'il servait, la même conduite que tiendrait un médecin habile et éclairé auprès d'un ami mortellement malade. Il était là calculant les pulsations de la république mourante, pour lui administrer non sans regrets, mais avec le calme que donne la science, quelques palliatifs et des adoucissants. Diplomate avant tout, et n'ayant plus foi aux grands principes de morale et de conduite dont tous les hommes de

son siècle se faisaient un jeu, il ne s'occupa sérieusement que des rouages inférieurs de la politique journalière, qui était atroce de son temps. Lorsque Savonarola, révolté de voir sur le trône pontifical un Alexandre VI, se laissait brûler sur la place de Florence sans dire un mot, plutôt que de rétracter ses idées de grandes réformes; que faisait Machiavelli alors ou quatre ans après? Envoyé à Arezzo pour observer la conduite de César Borgia qui fit étrangler dans cette ville quatre grands personnages et cinquante des leurs, le secrétaire de la république adressait une longue lettre aux magnifiques seigneurs de Florence, où il expliquait froidement tous les incidents de ce carnage politique. Si les extravagances généreuses de Savonarola inquiètent et fatiguent l'esprit, l'impartialité toute savante de Machiavelli révolte la pensée; et comme les efforts du prophète n'ont pas plus sauvé la république que tous les talents du secrétaire, tout bien pesé on estime l'homme dans Savonarola et l'on admire le penseur et l'écrivain dans Machiavelli.

En 1512, la politique adoptée à Florence par Machiavelli et suivie par Pierro Soderini, le gonfalonier à vie, consistait à s'appuyer sur les secours de la France, pour s'opposer à la ligue formée par les Vénitiens, le pape, la Lombardie et l'empereur, qui favorisait les Médicis. Aux espérances joyeuses des Florentins, causées par le gain de la bataille de Ravennes, succédèrent bientôt les terreurs que firent naître les nouveaux efforts des vaincus. En effet, la ligue reforma à l'instant même une armée et envoya vers Florence un corps de

troupes espagnoles qu'accompagnait le cardinal Médicis, depuis Léon X, échappé des mains des Français après la défaite de Ravennes. Cette troupe s'approcha d'abord de Prato, qu'elle prit d'assaut et où elle passa une grande partie des habitants au fil de l'épée. A peine eut-on appris cette nouvelle à Florence, que le gouvernement fut frappé de terreur. Ce n'était pas sans raison, car un bon nombre de jeunes Florentins, liés par des correspondances secrètes avec les Médicis, cachèrent des armes sous leurs habits et parvinrent à s'introduire dans le palais de la seigneurie. Étant entrés jusque dans la chambre du gonfalonier, ils lui intimèrent l'ordre de se démettre de sa charge et de sortir du palais. Le défaut de présence d'esprit et la faiblesse de caractère de P. Soderini le perdirent en cette occasion. Il y eut même de la lâcheté dans sa conduite, car il demanda piteusement la vie et tout tremblant se laissa conduire dans la maison des Vettori, où ses adversaires, qui ne voulaient que l'intimider, étaient convenus d'avance de lui donner un refuge. Après cette première expédition, les partisans des Médicis, dont le nombre s'était grossi, se portèrent en foule vers les magistrats pour les forcer à casser le gonfalonier. Ceux-ci opposèrent quelque résistance de volonté. Mais comme les invitations qu'on leur faisait devenaient toujours plus menaçantes, ils cédèrent enfin. Pierro Soderini, frappé de terreur et craignant les vengeances du pape Jules II, s'enfuit. Arrivé à Ancône, il s'embarqua pour Raguse, d'où il ne revint plus tard que pour aller à Rome se mettre sous la protec-

tion d'un Médicis, de Léon X, qui eut envers lui les égards que l'on conserve pour un homme faible mais honnête.

Une anecdote relative à la mort de ce magistrat caractérise bien le tour d'esprit de Machiavelli, secrétaire de la république sous son gonfalonat. En apprenant la fin de son ancien patron, le secrétaire improvisa ces quatre vers :

La notte che mori Pier Soderini,
L'alma n'ando dell' inferno alla bocca,
E Pluto gridò : Anima sciocca!
Che inferno? và nel limbo dei bambini.

« La nuit où Pierro Soderini mourut, son âme se présenta aux portes de l'enfer : Ame sotte, s'écria Pluton, toi en enfer? Va donc au limbe des petits enfants! »

Aussitôt que Soderini eut quitté Florence, le vice-roi pour l'empereur fit ses conventions avec la république et demanda les dédommagements d'usage pour un pareil service. On convint que les Médicis rentreraient dans Florence et dans leurs biens, mais comme *particuliers*; et de plus, que la république paierait 140,000 ducats, dont 40,000 à l'empereur Maximilien, 80,000 à l'armée et 20,000 au vice-roi. Ce fut sous ces auspices que les Médicis rentrèrent à Florence en 1512, après dix-sept ans d'exil. Julien II des Médicis, et le cardinal Jean son frère, sentirent bien qu'il y aurait de l'imprudence à laisser partir le vice-

roi et ses troupes avant d'avoir rétabli et affermi leur puissance dans la ville. Ils firent donc leurs arrangements et prirent si bien leurs mesures avec ce capitaine, que Julien ne balança pas pour convoquer le peuple qui se prêta à tout ce qui lui fut proposé.

On remit tout en ordre d'après le système suivi depuis Côme, père de la patrie, jusqu'à l'exil de Pierre; et de ce moment, Julien et Jean des Médicis reprirent leur ancien rang dans la ville et gouvernèrent avec plus d'empire et d'autorité que n'avaient fait leurs ancêtres.

Deux événements contribuèrent à affermir la puissance des Médicis. En janvier 1513, le cardinal Jean fut élu pape après la mort de Jules II et prit le nom de Léon X. Dans le même moment une conspiration républicaine, tramée par Capponi et Boscoli, contre Julien, frère du nouveau pape, fournit l'occasion de sévir contre les ennemis de leur famille. Les deux chefs de ce complot eurent la tête tranchée et les principaux complices furent jetés en prison.

Machiavelli, soupçonné d'avoir pris part à cette conjuration, subit la torture. Mais, soit qu'il ait trouvé la force de résister à la douleur, ou que son innocence fût réelle, comme il l'affirme dans ses lettres, il n'avoua rien. Après avoir été privé quelque temps de sa liberté, elle lui fut rendue par l'amnistie générale prononcée par Léon X à son avènement à la papauté.

La république de Florence n'existait donc plus que de nom. Julien la gouvernait en maître sous les auspices de son frère, chef d'une des monarchies

les plus puissantes à cette époque; et son illustre secrétaire, Machiavelli, amnistié, pauvre, chargé de famille, relégué dans un petit village, mais doué d'une inconcevable énergie d'âme et d'esprit, passait ses matinées à surveiller ses bûcherons, à lire Dante et Pétrarque, ou à prendre des oiseaux à la glu, et les soirs à composer son Prince, ses Décades, son Histoire Florentine et sa Mandragore.

Mais il est temps de passer rapidement sur la transmission héréditaire du pouvoir dans la famille des Médicis à Florence, pour arriver à la dernière conspiration démocratique qui précipita la fin du régime républicain et changea décidément cet état en une monarchie héréditaire et légitime.

En 1516, Laurent II dit *le Jeune* succéda à Julien II son oncle, dans le gouvernement de Florence, par la protection de Léon X. Indolent de caractère et fort adonné aux plaisirs, son gouvernement ou plutôt son règne ne dura que deux ans. Au surplus, ce qui consacre le plus vivement la mémoire de ce prince et de son successeur, sont les deux statues qui les représentent, dans la sacristie de Saint-Laurent, ouvrages de Michel-Ange Buonarotti. Cependant ces deux derniers Médicis, tout insignifiants qu'ils puissent paraître, contribuèrent encore à donner de nouvelles conditions monarchiques à leur famille, par les alliances qu'ils contractèrent. Julien II épousa une tante de François Ier, roi de France, qui lui apporta le duché de Nemours; et Laurent II prit pour femme la fille de Jean III, comte d'Auvergne, issu de famille

régnante. Ce Laurent II, mort en France à l'âge de vingt-six ans, avait reconnu avant son mariage un fils qu'il avait eu en Italie, d'une esclave nommée Anne. Ce fils naturel, Alexandre, devint, comme on le verra bientôt, le premier duc de Florence en 1531. Mais avant d'arriver à cette catastrophe décisive pour la république, il fallait que la Florence démocratique, semblable à une lampe qui s'éteint, jetât encore quelques lueurs, derniers signes de son existence passée.

A la mort de Laurent II, Jules, fils naturel de Julien I, assassiné dans la cathédrale, lui succéda. Cardinal, archevêque de Florence, légat de la Romagne, il s'empara du gouvernement de Florence à titre de légat du pape Léon X, son cousin. Cette prise de possession, faite sous les auspices d'un prince régnant; ce népotisme impérieux du pape, ces titres accumulés, et enfin ce luxe déjà effronté de rejetons illégitimes; tout indique l'immense fortune qu'avait faite la famille Médicis, et sa prétention, déjà justifiée aux yeux de toute l'Europe, d'être reconnue pour une des maisons régnantes, héréditaires et légitimes. Depuis l'élévation de Léon X au pontificat, Florence même paraissait à peine digne de son autorité puissante. Léon X étant mort, et Adrien VI son successeur ayant à peine régné deux ans, le cardinal Jules des Médicis devint pape sous le nom de Clément VII; et comme si Florence n'était plus qu'une province de son nouvel empire, il y envoya, pour la régir, deux bâtards de sa famille, le cardinal Hippolyte, fils de Julien Ier, et Alexandre, également enfant naturel de Laurent II, qu'il fit accompagner par

les cardinaux de Cortone, Cibo et Salviati, chargés de suivre sérieusement les affaires, afin que les deux jeunes Médicis pussent vivre en princes. Il faut en convenir, il y a dans cette conduite un laisser-aller et une outrecuidance monarchiques qui ne font pas l'éloge de la prudence de Clément VII, et qui autorisent à penser aussi que les institutions et les opinions républicaines à Florence étaient tombées bien bas.

Quoi qu'il en soit, vers ce temps, en 1526, le pape Clément VII conclut une ligue avec la France, l'Angleterre et Venise, contre l'empereur Charles-Quint, ligue qui attira sur ce pontife et bientôt sur toute sa famille un orage qui allait en entraîner la ruine. On sait que d'un côté, les Colonnes, suscités par l'empereur, se soulevèrent à Rome contre Clément VII, tandis que, de l'autre, Georges Franisberg, à la tête d'une armée d'Allemands, entrait en Italie, portant sur lui des cordons d'or et de soie avec lesquels il se proposait, disait-il, de pendre le pape et les cardinaux.

Les choses en étaient à ce point lorsque l'espoir du pape fut ranimé par la valeur d'un de ses parents, Jean des Médicis, dit *l'invincible*, homme de guerre d'un rare talent. Jean devint alors la seule ressource de la ligue. Il arrêta les Allemands dans le Mantouan, et, à force de manœuvres habiles, parvint à les enfermer dans un lieu où il était certain de les vaincre. Déjà Jean se regardait comme victorieux, lorsqu'un soir, en rentrant dans ses retranchements, il fut blessé à la jambe par un boulet. On fut obligé de lui faire une am-

putation pendant laquelle il montra un courage surhumain. Mais ni les soins qu'on apporta à sa blessure, ni la grandeur d'âme qu'il témoigna ne purent le sauver. Il mourut bientôt, à l'âge de 28 ans, laissant un fils nommé Côme, que l'on verra bientôt reconnu premier grand-duc de Toscane. Les Allemands, dont il était la terreur, l'appelaient le *grand diable*, et ses troupes avaient un tel respect et tant d'attachement pour lui, qu'elles prirent le deuil à sa mort, ce qui les fit surnommer les *bandes noires*.

Le nom et les armes de Jean des Médicis n'opposant plus de digue aux Allemands, Rome fut envahie par ces troupes féroces. On se félicite de n'avoir pas à raconter dans cette histoire toutes les horreurs qui eurent lieu au sac de cette ville, en mai 1527. Mais il faut rappeler que le pape Clément VII, obligé de se réfugier dans le château Saint-Ange, y resta assiégé pendant plus d'un mois, et finit, pour obtenir la faveur d'en sortir, par promettre aux officiers de l'empereur Charles-Quint, tout ce qui lui fut imposé. Charles-Quint était donc le maître en Italie; le roi de France, François Ier, ne pouvait exprimer que des regrets au pape, et les délégués du pontife à Florence, privés désormais de son appui, restaient livrés à eux-mêmes, au milieu d'une population dont la portion la plus active, la jeunesse, était fort mécontente et répétait déjà hautement, depuis les désastres de Rome, « que les Médicis, incapables de protéger les États qu'ils gouvernaient, n'avaient d'audace que pour les tyranniser. »

Les revers de la ligue et les nouvelles du sac de

Rome avaient donné l'idée aux Florentins de se tenir sur leurs gardes, et la ville était armée. Un jour que les cardinaux Cibo et Ridolfi, délégués du pape, en étaient sortis pour s'entendre avec les chefs de l'armée extérieure, on fit courir le bruit dans Florence qu'ils s'enfuyaient par crainte.

Aussitôt une foule de jeunes gens se mirent à crier dans les rues : « *Vive le peuple! vive la liberté!* » Le gonfalonier, Louis Guicciardini, parvint à apaiser ce tumulte en faisant rentrer les cardinaux dans la ville; mais à peine étaient-ils arrivés sur la place du Vieux-Palais, qu'ils faillirent être écrasés à coups de pierres. On les sauva, mais sans calmer l'irritation des esprits. Toute cette jeunesse, enivrée des souvenirs de la vieille république florentine, était excitée, encore en ce moment, par Philippe Strozzi, dont la femme, Clarice des Médicis, irritée contre Clément VII, ne pouvait pardonner à ce pontife de n'avoir pas créé son fils Pierre, cardinal, comme il l'avait promis, et au contraire de confier le gouvernement de Florence à deux bâtards de sa famille. Ces mécontentements, précurseurs des intrigues de cour et de la diplomatie monarchique, se combinaient avec un certain républicanisme d'érudition, qui fermentait dans la tête de la jeunesse de Florence à cette époque. Tous ces éléments de dissolution étaient adroitement mis en œuvre par les nombreux serviteurs de l'empereur Charles-Quint, lequel, de loin comme de près, attentif et présent à tout, calculait comparativement l'extinction imminente de tous les petits Etats répu-

blicains de l'Italie, avec l'établissement de sa grande monarchie universelle.

La famille des Médicis fut donc bannie pour la troisième fois de Florence. Mais on dirait qu'en cette occasion la république florentine, se sentant près de finir, ait voulu donner elle-même le résumé du grand drame qu'elle jouait depuis trois cents ans. Après ces tumultes, et lorsque tous les esprits se furent épuisés en combinaisons nouvelles pour redonner une forme meilleure et surtout plus républicaine au gouvernement, il y eut des incendies, des disettes et enfin la peste à Florence. Tous les genres de désordres et d'extravagance furent renouvelés, remis en scène pour ainsi dire et parodiés par les jeunes Florentins de 1527. Enfin ces comédies politiques firent naître un gouvernement ironique, et la république florentine devait finir par une farce ridicule et sacrilége tout à la fois. En ce moment où le mécontentement contre la famille des Médicis servait de prétexte à tous les désordres, le gonfalonier Capponi, qui ne prenait pas plus le change sur la frivolité des jeunes républicains de Florence que sur la puissance et l'inflexible volonté de l'empereur Charles-Quint, voulut au moins ramener les esprits vers un point fixe et à un centre d'union qui arrêtât les divagations continuelles de la population florentine. Ayant préparé avec soin un discours étudié où il ne manquait pas de rappeler que comme tous ses ancêtres il n'avait jamais abandonné la cause du peuple et de la liberté, il faisait sentir l'extrême danger qu'il y aurait à

offenser les princes étrangers, et combien, dans les circonstances où se trouvait la république, il était indispensable d'avoir recours à une protection pure, vraie et inattaquable. Après quelques précautions prises par l'orateur pour nommer le protecteur qu'il voulait désigner, il proposa enfin de proclamer roi des Florentins, JÉSUS-CHRIST! On a rapporté au commencement de cette histoire les singulières vicissitudes de la nomination du fils de Dieu par le moyen du scrutin, et comment son monogramme a été placé et se voit encore sur la façade du vieux palais, entre les armes du duc d'Athènes et celles de la république.

Ce moyen ingénieux, cette ressource presque comique n'apporta aucun secours réel à Florence, mais il la sauva au moins des excès et des horreurs de l'anarchie dont elle était menacée. Ses magistrats l'amusèrent avec des hochets politiques, et Florence se donna un vernis de républicanisme antique, en renouvelant toutes les ordonnances contre le luxe, les superfluités et les grands. Quant au gonfalonier Capponi, il fut loué de son habileté par les diplomates de profession. Mais pour se faire une idée de l'étrange disposition d'esprit des hommes réellement attachés à l'état républicain, dont les lumières et l'expérience étaient trop grandes pour qu'ils pussent se bercer de l'espoir de son rétablissement, il faut lire les lettres que Machiavelli écrivait à ses amis politiques, sous la date de 1527 à 1528. Outre le découragement qui y est exprimé à chaque ligne, il y perce une indifférence satirique sur les hommes et les événements, qui démontre que l'illustre

secrétaire de la république ne comptait plus sur l'appui de François Ier, et s'attendait au contraire à la rentrée à Florence des Médicis, poussés par Charles-Quint.

En effet, tout était préparé pour cette importante catastrophe. Clément VII, après sa sortie du fort Saint-Ange, n'ayant pas un denier pour payer les sommes énormes promises à l'empereur pour sa rançon, paya, comme on dit, de sa personne. Sacrifiant son ressentiment contre l'empereur, au désir de se venger des Florentins qui avaient expulsé sa famille, il se réconcilia avec Charles-Quint, et le couronna empereur à Bologne. Le 29 juin 1529, il conclut avec ce grand personnage une ligue par laquelle Charles-Quint s'obligea de rétablir à Florence la maison des Médicis dans sa première grandeur, et de marier avec Alexandre, bâtard de Laurent II, sa fille naturelle Marguerite.

L'empereur tint parole. Au mois d'octobre suivant, le prince d'Orange, son général, après s'être emparé des diverses places de la Toscane, vint camper sous les murs de Florence. Longtemps avant, on s'était occupé des fortifications de la ville; grand sujet de controverse entre les partisans des Médicis, jugeant toute résistance inutile, et les républicains qui ne voulaient pas céder. C'est dans ces circonstances que le grand Michel-Ange, chargé de rétablir les fortifications du côté de Saint-Miniato al monte, pour retarder les succès des Médicis qu'il n'aimait guère, descendait la nuit dans la ville pour achever les deux statues de Laurent et de Julien que l'on voit

encore dans la sacristie de Saint-Laurent; action double, d'un parfait honnête homme cependant : ce qui prouve que les citoyens les plus intègres ne peuvent marcher droit quand le désordre et la dissolution se sont emparés d'un état.

Malgré la résistance courageuse et assez longue des Florentins, il fallut enfin céder. Après neuf mois de siége, ils se rendirent à Ferdinand de Gonzagues, commandant en place du prince d'Orange, tué pendant le siége, et consentirent à recevoir la forme de gouvernement qu'il plairait à l'empereur de leur imposer. Dans le mois d'octobre de l'an 1529, Charles-Quint rendit un décret solennel par lequel il déclara chefs de la république florentine Alexandre des Médicis, ses fils, leurs descendants, et, à leur défaut, le plus proche parent.

Ainsi finit la république de Florence, instituée vers 1200, et abolie en 1529, après trois cents ans d'une existence entremêlée de malheurs, de gloire et d'extravagances, dont aucun autre état n'a peut-être fourni un second exemple.

XII.

*

Commerce. — Moyen-Age et renaissance.— Concile à Florence. — L'empereur Paléologue.—Académie platonicienne.—Érudition, langues grecqne et latine, Pétrarque, Boccace, Marsile Ficin, Angelo Politien. — Côme l'Ancien et Laurent, dit le Magnifique.— Chroniqueurs, historiens.—Bibliothèque Médicéo-Laurentienne. 1378 à 1492.

On a vu quelles ont été les vicissitudes politiques de l'élévation graduelle des Médicis. Pendant la grande insurrection des *Ciompi*, en 1378, Silvestro n'est encore qu'un simple citoyen, que ses richesses, jointes à son intégrité et a ses lumières, font placer à la tête de la république en danger, mais qui n'ose pas prendre la responsabilité de ce gouvernement difficile. Jean, non moins riche, également honnête, mais plus habile et plus hardi peut-être, se montre grand magistrat, loyal et sage diplomate, et meurt enfin en 1428, laissant, non-seulement un nom déjà célèbre, mais une réputation solide qui fait concevoir l'espé-

rance de voir ses qualités devenir héréditaires dans sa famille.

Côme, son fils, hérite de ses biens immenses, de son influence politique, de ses talents et de quelques-unes de ses vertus. Mais déjà, dans le gouvernement des affaires publiques et dans le soin de conserver le pouvoir, il montre plus d'expérience, plus d'habileté que son devancier. Si Côme est banni de Florence en 1433, par les intrigues de familles jalouses de la sienne, l'année suivante, rappelé d'une voix unanime par le peuple, il y rentre plus puissant que jamais. Il meurt en 1464, comblé d'honneurs, de richesses; et enfin par décret public, on inscrit sur son tombeau : PATER PATRIÆ. De ce moment, l'idée de fixer le repos à Florence en fixant les magistratures dans les mêmes familles était déposée dans tous les esprits, et n'attendait que la première occasion pour se développer.

Le peu de mérite et le mauvais gouvernement de Pierre, fils de Côme, démontrent à quel point le préjugé en faveur de l'hérédité était déjà fortement établi. A sa mort, en 1472, on ne fait aucune difficulté pour transmettre toutes les grandes charges qu'il avait dans l'état à son fils Laurent, dit le Magnifique.

Celui-ci, honnête homme, mais citoyen beaucoup plus habile encore que ses prédécesseurs, n'eut pas et ne pouvait avoir cette intégrité républicaine qui distingua Jean, et dont Côme donna parfois des preuves. Laurent, par ses talents divers, par sa bravoure et ses manières libérales, par l'éclat extraordinaire qu'il donna aux sciences,

aux lettres et aux arts, est le Médicis qui a le plus popularisé sa famille et a fait des siens une race de princes adoptés en Europe.

En effet, Laurent meurt en 1492, et son fils Pierre II, après deux ans de succession au pouvoir, est exilé ainsi que sa famille jusqu'en 1512. Pendant ces dix-huit années, et tandis que la démocratie florentine s'énerve à force de se tordre et de s'étendre, les Médicis-Princes s'intriguent et se ménagent auprès des plus puissants monarques de l'Europe, et, sous leur protection, rentrent en maîtres dans Florence, où ils s'établissent encore jusqu'en 1527. Enfin arrive leur troisième bannissement et leur dernière rentrée de 1527 à 1531, où ils sont rétablis et installés irrévocablement par la volonté et l'épée de Charles-Quint.

Ces catastrophes politiques, sans en excepter les trois bannissements des Médicis, ont sans cesse contribué à affermir la puissance héréditaire de cette famille à Florence. Cependant leurs immenses richesses, et l'emploi qu'ils en ont fait habituellement pour provoquer et faciliter le développement des nobles facultés de leurs concitoyens, est peut-être le titre qui les a le plus favorablement servis auprès des Florentins et des souverains de leur temps; c'est, sans contredit, celui qui les élève davantage aux yeux de la postérité.

En jetant un coup d'œil sur les résultats du commerce, des sciences, des lettres et des arts à Florence, depuis la fin du XIIIe siècle jusqu'au commencement du XVIe, on pourra distinguer la part que les Médicis ont prise à tous ces travaux de l'es-

prit, le fruit qu'ils en ont retiré et ce qu'ils ont fait pour la civilisation de l'Europe.

Les efforts de la fabrication et du commerce réunis furent évidemment l'origine de la richesse et de la prospérité de Florence. Cependant leur extension extraordinaire dans cette ville est due particulièrement au change, à la banque, que l'on y faisait. Les Toscans, mais surtout les Florentins, semblent avoir montré un instinct qui leur est propre dans l'exercice de ce négoce. De très bonne heure, dès le XII[e] siècle, ils sentirent que le prêt de l'argent devait être une industrie beaucoup plus lucrative que la fabrication et le commerce proprement dit; aussi ne peut-on douter que ce ne soit plus encore à ce trafic qu'au commerce de la laine et de la soie, bien qu'ils fussent immenses, que la ville de Florence doit les fortunes colossales qui s'y sont élevées. A partir des XII[e] et XIII[e] siècles, les Florentins étaient les banquiers, non-seulement de toute l'Italie, mais encore de tous les souverains de l'Europe, et le surplus des capitaux que n'employaient pas les commerçants de Florence prenait de la valeur par l'exploitation des banquiers. En 1420, l'usure, pour parler le langage du temps, ou l'intérêt de l'argent était si élevé, si arbitraire, que le gouvernement se crut obligé d'apporter remède à cet abus, en en fixant le taux. On ordonna que l'on ne pourrait demander plus de cinq deniers par livre au mois, ce qui revient à vingt-cinq pour cent par an. Par le livre d'un banquier de cette époque, conservé jusqu'à présent, on peut évaluer que l'intérêt annuel d'un capital de deux mille neuf cent vingt-

Le mode de l'emprunt était fort en usage à Florence dans les affaires publiques, comme dans celles des particuliers. Mais cette habitude tournait au détriment des classes pauvres qui avaient recours aux Juifs. Les malheurs fréquents que l'usure apportait dans les familles humbles éveillèrent le zèle et l'attention d'un frère mineur, prédicateur fameux de la fin du XVe siècle, Bernardino de Feltri. Cet homme, prêchant en 1488, à l'église de Santa Croce, parla en faveur des indigents, s'éleva avec violence contre les usuriers juifs qui les dévoraient, et proposa d'instituer un *Mont-de-piété* en faveur des pauvres. Mais, malgré les promesses faites par les magistrats et Laurent des Médicis lui-même, cette pieuse institution ne put avoir lieu que quelques années plus tard, en 1495, après que le chanoine Matteo Strozzi fut parvenu à faire chasser de Florence les juifs, qui jusque là avaient gagné même les magistrats à force d'argent, pour empêcher un établissement qui ruinait leurs banques usuraires.

On a dit précédemment qu'en 1338 il y avait à Florence 200 boutiques de l'art de la laine, où il se fabriquait de 60 à 80,000 pièces de draps. Trente ans plus tard ces boutiques s'élevèrent au nombre de 300, et il s'y faisait 100,000 pièces de draps par an. C'est l'apogée de ce genre de commerce, qui, à partir de l'époque de la grande peste de 1348, alla toujours en diminuant.

On suppose que l'introduction de la soie en Italie, venant des Indes par Constantinople, date du 11e siècle. Pour ne donner sur l'art d'employer cette matière à Florence que des rensei-

gnements certains, on fera observer que les statuts de l'art de la soie sont de 1335, et qu'en 1423 la culture des mûriers ayant été régulièrement introduite en Toscane, la république de Florence établit un impôt sur la feuille de cet arbre. Les écrits du temps rapportent que dans le cours du XVe siècle la Toscane produisait déjà suffisamment de soie pour ses manufactures, et que le gouvernement, s'étant aperçu de la décadence de l'art de la laine, se décida, pour le remplacer, à protéger celui de la soie par des immunités et des priviléges. La chronique de Benedetto Dei constate qu'en 1472, lorsque Laurent le Magnifique était à la tête de l'État, il y avait à Florence au moins 49 boutiques ou manufactures de soieries.

Après avoir donné une idée de la banque et du commerce de Florence, au moment où ils fleurirent avec le plus d'éclat, il ne sera pas inutile d'indiquer les causes de leur décroissement à compter de la moitié du XVe siècle. Il y en a trois principales : 1° l'instabilité des institutions politiques; 2° les énormes et fréquentes faillites des banquiers florentins; 3° et les découvertes presque simultanées de l'Amérique et du chemin des Indes par le cap de Bonne-Espérance. Le nouveau monde, en devenant l'objet des rêves et des espérances de tous les rois et de tous les spéculateurs de l'Europe, attira vers lui une grande partie de ce qu'il y avait de plus entreprenant en guerriers et en commerçants; tandis que, d'un autre côté, l'Inde, abordée par le cap de Bonne-Espérance, fit explorer un littoral immense, sur lequel on ne tarda pas à établir des relations commerciales qui dimi-

nuèrent l'activité de celles de l'intérieur de l'Europe, et de Florence en particulier. Toutes les observations, tous les calculs faits depuis l'établissement du commerce par mer entre l'Inde et l'Europe, démontrent que les matières d'or tendent à rentrer et à s'engloutir dans cette Asie qui en produit tant. A Florence, on ne tarda guère, après l'expédition de Vasco de Gama et les découvertes de Christophe Colombo et d'Amerigo Vespucci, à s'apercevoir de la diminution du numéraire et d'un ralentissement dans le commerce. Des voies nouvelles et immenses lui étaient ouvertes sur deux mers; aussi le point de départ des spéculateurs les plus habiles alors, mais privés de marine, les Florentins enfin, perdirent-ils les avantages de leur position continentale. On était loin de prévoir un tel résultat à Florence, lorsque la seigneurie de cette ville fit illuminer pendant trois jours la maison d'Amérigo Vespucci, de cet heureux navigateur qui, parti le 10 mai 1497 des îles Fortunées, et après trente-sept jours de navigation, était abordé au continent qui porte son nom. Mais Florence aimait la gloire, et elle était fière de voir qu'un de ses enfants avait partagé celle des Vénitiens Marco Polo et Cane, du Génois Christophe Colombo, du Portugais Barthelemi Diaz.

Au surplus, ces grandes explorations de la terre par les Italiens, depuis le XIIIe siècle, cette préoccupation continuelle des esprits les plus élevés en Italie, au sujet de la configuration de la terre, semblent prouver que les relations avec l'Asie et l'Afrique n'ont jamais été complétement inter-

rompues dans ce pays. Il y a même certains faits qui tiendraient du prodige, si l'on n'admettait pas la supposition qui vient d'être faite; et il semble tout naturel qu'il se trouve des explorateurs aussi sagaces et aussi téméraires que Marco Polo, Christophe Colombo et Amerigo Vespucci, dans un pays qui a donné naissance à un poëte annonçant, en 1306, un nouvel hémisphère, et décrivant la constellation de la croix du pôle antarctique dite la croix du Sud, connue seulement en Europe depuis que l'on a passé les tropiques. Ce poëte est Dante Alighieri, et voici ses vers prophétiques :

I'mi volsi a man destra, e posi mente
All' altro polo; e vidi quatro stelle
Non viste mai fuor ch'al'a prima gente.
Goder pareva'l ciel di lor fiammelle.
O settentrional vedo o sito
Poiche privato se' di mirar quelle!
(PURG., canto I.)

« Je me tournai à droite pour considérer l'autre pôle, et je vis quatre étoiles qui n'ont jamais été vues que par les premiers habitants de la terre : le ciel paraissait se réjouir de leur éclat. O contrée septentrionale, qui ne peux admirer ces astres, que je te plains de ton veuvage! »

C'est une admirable chose que cette conspiration de la poésie, de la science, du commerce et des arts tendant tous, au sein de Florence, du XIIIe au XVe siècle, à l'accomplissement des découvertes les plus importantes des nations modernes,

Autant on est frappé du défaut d'unité et d'harmonie dans la succession des essais politiques tentés à Florence pour réunir l'ordre et la liberté; autant l'observateur est satisfait du concours de toutes les intelligences des citoyens de cette ville pour favoriser le développement des spéculations de l'esprit pur ; pour faire ressortir l'éclat du bon, de ce beau indispensable dans les objets visibles, comme dans ceux que la pensée seule peut saisir ; pour produire enfin ces œuvres harmonieusement proportionnées, qui tranquillisent et satisfont complétement cette partie subtile de notre être qui n'obéit qu'à des lois immuables, imparfaitement devinées sans doute, mais que l'instinct nous fait reconnaître comme infiniment supérieures à celles qui se font sur le Forum ou dans les salles du Vieux-Palais.

La gloire impérissable que s'est acquise Florence au milieu des nations modernes cherchant à perfectionner la civilisation repose d'abord sur le commerce. C'est dans les ingénieuses combinaisons, dans la pratique habile de cette science, que toute l'originalité et la puissance du génie florentin se sont manifestées. Le commerce, dont l'objet n'est ordinairement que la satisfaction des besoins matériels, a été dès son origine dans cette ville un moyen de puissance, de grandeur et d'amélioration pour toutes les branches des connaissances humaines. C'est à Florence où est née la banque, le change, commerce abstrait et algébrique, qui, substituant la confiance publique et le crédit, non seulement à la présence des matières métalliques, mais aux lenteurs de la fabri-

cation et dutransport des marchandises, a donné au commerce en général une marche rapide, une allure légère, une tendance intellectuelle qui a permis à ceux qui s'y livraient, de s'occuper encore des spéculations les plus hautes dans la politique, les sciences. les lettres et les arts. C'est ce que les Bardi, les Acciaiuoli, les Pitti, ont déjà fait reconnaître; mais c'est ce que démontre surtout la puissance toujours croissante des Médicis dans le gouvernement de la république, et la part si active et si noble qu'a prise cette famille dans le développement des connaissances humaines pendant tout le xve siècle. Mais dans ce grand réveil de l'esprit humain, dans ce temps de la renaissance, depuis 1240 jusqu'en 1530, les Médicis, malgré l'importance du rôle qu'ils y ont joué, ne doivent être comptés cependant que comme quelques-uns des illustres ouvriers qui ont pris part à ce prodigieux travail. On aura donc égard aux efforts personnels qu'ils ont faits pour rallumer le flambeau de la civilisation en Europe, mais sans leur sacrifier, comme on l'a fait trop souvent, des tentatives, des gloires, moins éclatantes peut-être, mais tout aussi solides et quelquefois plus généreuses que les leurs.

Il est difficile de déterminer précisément la fin du moyen-âge et le commencement de la renaissance en Italie. Mais il importe surtout de ne pas confondre, comme il arrive souvent de nos jours, ces deux accidents de l'intelligence humaine dans cette contrée. On peut comparer la société pendant le moyen-âge aux habitants d'une ville incendiée, dont la première idée est de profiter le

mieux possible, et sans trop de réflexion, de tous les débris qui les entourent, pour se mettre à l'abri des intempéries de l'air et pourvoir aux plus pressants besoins. Tout devient bon alors, du moment que l'objet tombé sous la main se prête, par sa forme et sa matière, à l'usage passager qu'on lui destine. Une écurie épargnée par les flammes devient la retraite d'un prince, tandis que le palais dévoré par le feu se transforme en crèche pour les bestiaux. On n'a pas le temps de choisir, et tout ce que l'on fait se ressent du double empire du besoin et du hasard. C'est ainsi que les choses se sont passées pendant le moyen-âge : religion, philosophie, politique, commerce, sciences, lettres et arts, tout s'est ressenti du désordre causé par ce vaste incendie qui ruina le monde païen.

La renaissance date du jour où l'incendie, entièrement éteint, a laissé aux hommes, revenus de leur première épouvante, la faculté de jeter les yeux sur ce qui restait encore du passé, pour se refaire, se reconstruire un avenir. Dans les livres, dans les édifices, dans tous les monuments épars et mutilés de l'ancienne civilisation, on a cherché, trié, restauré tous ceux dont les parties ou le tout ont pu être adaptés aux usages nouveaux, aux connaissances inattendues qui se développèrent alors. Du mélange d'admiration causée par les merveilles de la vieille civilisation, avec la nécessité de satisfaire à des besoins nouveaux, tels que ceux de la religion chrétienne, par exemple, est née cette disposition des esprits en Europe à restaurer l'antiquité, à la prendre pour

modèle et à remettre en ordre toutes les connaissances qu'on y avait acquises, pour les souder en quelque sorte avec celles de la vie moderne dans laquelle on entrait.

Mille preuves feraient éclater au besoin la vérité de cette proposition ; une seule suffira, les écrits de Dante Alighieri. Dante, comme on l'a déjà fait entrevoir, est le personnage historique qui détermine de la manière la plus précise la renaissance des sciences, des lettres et des arts de l'antiquité dans l'Europe moderne. Quoique retenant encore un peu des habitudes du moyen-âge où comme après un incendie on fait flèche de tout bois, Dante cependant, malgré son profond respect pour saint Thomas d'Aquin, saint Bernard et saint Dominique, s'oriente toujours sur les trois grandes étoiles qui le guidèrent en philosophie, en poésie et en politique, Platon, Aristote et Virgile. Dans toutes les compositions de Dante, on sent une admiration pleine d'enthousiasme pour l'antiquité, et le désir fort et constant de lier la philosophie du vieux monde avec la croyance du nouveau. C'est l'esprit dont le grand poëte a été sans cesse animé dans ses études théologiques, lorsqu'il composait son banquet, quand il inventait ses trois cantiques, ou quand il écrivait le livre de la monarchie. Dans la fureur de son culte pour l'antiquité, ce poëte croyait continuer le grand œuvre commencé par Orphée, Trismégiste, Platon, Aristote et Virgile, et dans ces poëtes philosophes, moralistes et législateurs, son génie trouvait tous les éléments réunis de l'ordre moral et physique nécessaires à l'homme : d'une part,

la THÉOLOGIE, réglant la vie intellectuelle et *contemplative;* de l'autre, la MONARCHIE UNIVERSELLE, donnant une fixité régulière à la vie physique ou *active.*

Tel est le résumé abstrait des opinions de Dante; opinions qui, bien que modifiées tant soit peu après lui, ont cependant été adoptées et suivies par tous les hommes dont les efforts et les travaux, pendant plus de deux siècles, ont concouru, en Italie, en Toscane, et plus particulièrement à Florence, à la renaissance des lumières et des arts.

A Dante, qui n'avait aperçu la science des anciens qu'à travers des traditions confuses ou des livres traduits de l'Arabe, succèdent Petrarca et Boccacio. L'un, poëte enchanteur, l'autre, prosateur inimitable, mais tous deux également passionnés pour l'étude de l'antiquité. Personne n'ignore qu'au résultat ce sont les chansons de l'amant de Laure et les récits graveleux de l'auteur du *Decaméron* qui ont fait parvenir les noms de Petrarca et de Boccacio jusqu'à nous. Mais on commettrait une erreur grossière et une suprême injustice en ne tenant pas compte à ces deux hommes des immenses et importants travaux d'archéologie et de philologie auxquels ils se sont livrés; en ne leur vouant pas une reconnaissance éternelle pour le soin qu'ils ont pris de refaire en quelque sorte, l'un la langue grecque abandonnée, l'autre la langue latine, que le jargon des écoles, des tribunaux et des ecclésiastiques mêmes, avait fait tomber au dernier degré de corruption jusqu'au commencement du XIVe siècle. C'est à ces deux grands écrivains, c'est à ces deux

infatigables savants que l'Europe doit une bonne partie des textes grecs et latins des auteurs de l'antiquité. Ils les ont copiés de leur main pour les posséder et les lire, pour nous les transmettre enfin, et l'on ne saurait trop admirer la sagacité respectueuse avec laquelle ils les interprétaient lorsqu'ils en caressaient chaque page, chaque phrase, chaque mot, avec un si grand soin et tant d'amour. Quelque grand qu'ait été le succès des chansons de Petrarca et du Décaméron de Boccacio, pendant la vie de ces deux hommes, ce qui a principalement rendu Florence fière de leur avoir donné le jour, est leur science profonde comme antiquaires, comme historiens, comme philologues, comme écrivains en langue latine, qualités par lesquelles ils ont surpassé tous ceux de leurs savants et illustres compatriotes, qui ont le plus puissamment contribué à la renaissance des lumières, par l'étude de l'antiquité.

Si Brunetto Latini, Dante et Francesco de Barberino, au XIII[e] siècle, avaient préparé par leur amour de la science plutôt que par leur science même, les moyens de l'acquérir; Petrarca et Boccacio, pendant le XIV[e], firent de l'admirable érudition, puisqu'ils étudièrent en conscience, non seulement les mots, mais les pensées, les systèmes et les opinions des poëtes, des philosophes, des moralistes, des historiens de l'antiquité; puisque ces études profondes furent toujours dirigées vers un but d'application directe, soit à l'instruction des particuliers leurs contemporains, soit à celle des princes auxquels le sort des villes

de l'Italie était confié; puisque enfin tout en restituant dans leur intégrité les langues et les auteurs antiques, ils ont encore composé des ouvrages en langue vulgaire, dont le mérite est trop grand et trop connu pour qu'il soit besoin de le signaler ici de nouveau.

Francesco Petrarca, né à Florence en 1304, et mort en 1374, a toujours vécu hors de sa patrie à la suite de l'exil dont il fut frappé, ainsi que son père, en 1301. Il est peu d'hommes dans les temps modernes qui fassent plus d'honneur à l'humanité. Pendant toute sa vie, il fut animé par trois passions qui semblent s'être partagé son âme : le désir de savoir, le goût des voyages et l'amour. Aussi après la lecture de ses ouvrages en vers et en prose, en italien et en latin, se sent-on comme forcé de le proclamer l'homme le plus véritablement instruit et savant, le moraliste le plus éclairé, le plus charitable, et enfin le plus grand poëte de son temps.

Quant à Giovanni Boccacio, il naquit en 1313, et mourut en 1375. Quoique adonné à ses plaisirs, il prit cependant une part assez active aux affaires de la République, soit par l'exercice de quelques magistratures, soit par des légations dont il fut chargé près de Robert, roi de Naples, près des ducs de Milan et du pape Innocent VI, à Avignon. Ces charges qu'il remplit avec habileté n'ont cependant pas élevé Boccacio au rang des hommes politiques remarquables. Sa véritable gloire, il la doit à la profondeur de son érudition, à son amour sincère pour les lettres antiques, et au grand mérite qu'il eut de fixer la prose ita-

lienne et de composer des écrits pleins de vie, de naturel, et souvent d'éloquence.

Ainsi que son ami Petrarca, il eut la passion des manuscrits qu'il achetait souvent à grand prix, qu'il copiait et recopiait de sa main. Admirateur passionné de Dante, et voulant faire connaître ce grand poëte à Petrarca, il acheva une copie de la *Divine Comédie*, qu'il alla offrir à son ami, réfugié à Milan, en 1359. C'était par de tels cadeaux qu'il témoignait son attachement à Petrarca, auquel il donna successivement un Tite-Live, plusieurs traités de Cicéron, et quelques ouvrages de saint Augustin, tous écrits de sa main.

Pendant ce voyage à Milan, Petrarca eut l'occasion de parler à son ami d'un Calabrois nommé Léonce Pilate, qui, après avoir passé toute sa vie en Grèce, était parfaitement versé dans la langue antique de ce pays, et avait traduit pour Petrarca quelques morceaux d'Homère. Boccacio n'eut pas plutôt connaissance de cet homme et de ses talents, qu'après avoir pris congé de son ami, il quitta Milan, retourna à Florence où il obtint du sénat un décret pour établir une chaire de langue grecque. Puis aussitôt après, il repartit pour Venise, d'où il ramena Léonce Pilate qu'il installa dans sa chaire à Florence. C'est donc à Petrarca et Boccacio que l'on doit en Europe les premiers efforts qui ont été faits pour rétablir l'étude de la langue grecque.

Enfin dans ses écrits et particulièrement dans la vie de Dante, Boccacio fit tellement ressortir l'excellence du premier des poëtes toscans, que le

sénat de Florence fonda une chaire spéciale pour lire et expliquer publiquement la *Divine Comédie*. Boccacio, chargé de ce soin, ouvrit ce cours nouveau de littérature dans l'église de Saint-Laurent, le 23 octobre 1373, quelques années après la retraite du duc d'Athènes, et avant la grande insurrection populaire des Ciompi.

Pétrarque et Boccace offrent le modèle du parfait savant, non qu'avant eux et depuis il ne se soit peut-être trouvé des hommes qui les aient surpassés en savoir; mais personne n'a réuni au même degré que ces deux Florentins, l'amour éclairé et philosophique de la science, le goût de l'érudition dans les détails, joint au désir de rendre toutes les connaissances applicables au développement de l'intelligence humaine, et à l'établissement du bonheur et du bien-être parmi les hommes. Chez eux, la science a toujours été large, généreuse, humaine, et surtout celle de Petrarca, homme dont le caractère plus sage, dont l'âme plus tendre et l'esprit plus élevé, ont imprimé à tout ce qu'il a pensé et écrit quelque chose de noble et de pur comme ses vers.

On peut donc considérer le grand travail de la renaissance comme ayant eu trois phases bien distinctes; les deux premières viennent d'être indiquées : l'une répond à la vie et à l'influence de Dante, de 1260 à 1320; l'autre aux travaux de Petrarca et de Boccacio, de 1304 à 1375. Quant à la troisième, qui a été déterminée par les dispositions intellectuelles et les richesses des Médicis, elle dura depuis 1378 jusqu'à 1531, et plus longtemps encore, puisqu'il faut y comprendre l'in-

fluence du sculpteur Michel-Angelo Buonarotti qui ne mourut qu'en 1563.

Cette dernière phase de la renaissance des lettres porte un caractère particulier, car si les travaux scientifiques et littéraires de cette époque réclament, en général, l'admiration, et toujours la reconnaissance de l'Europe, il faut avouer, cependant, qu'alors l'érudition, loin de conserver cet air de grandeur poétique que lui avait communiqué Dante, loin même de se proposer, comme au temps de Pétrarque et de Boccace, l'intérêt de la science et un but d'utilité pratique, l'érudition devint recherchée, parfois un peu comédienne, et quita le langage puissant des écoles publiques pour en employer un plus recherché dans les somptueux palais des Médicis.

La splendeur et le luxe de Côme étaient graves ainsi que ses goûts et ses manières. Lors de son exil, en 1433, s'étant retiré à Venise, il fit bâtir, orner et remplir de livres, à ses frais, une bibliothèque pour le monastère des bénédictins de Saint-Georges. Ce fut ainsi que ce magistrat florentin, exilé d'une république où il était effectivement déjà roi, illustrait son bannissement et laissait aux Vénitiens qui lui avaient donné l'hospitalité, un gage durable de sa reconnaissance.

Cet homme, dont l'instruction, à ce que l'on assure, avait été négligée, avait un goût inné pour les lettres et les sciences. La découverte et l'acquisition des manuscrits de tout genre, la recherche des œuvres d'art de l'antiquité et des artistes italiens, était chez lui une passion dominante. Ses immenses richesses, et les hommes savants et ha-

biles dont il s'était entouré, lui fournirent les moyens de satisfaire ce noble goût. Une partie de cette élite de savants fut employée à parcourir l'Italie, la France, l'Allemagne et même quelques contrées de l'Orient, pour y recueillir tous les ouvrages manuscrits relatifs aux sciences et aux lettres. L'achat et l'envoi de ces objets précieux furent facilités par l'extension incroyable de son commerce, et la chute lente et progressive de l'empire d'Orient en rendait chaque jour l'acquisition plus fréquente. C'est ainsi que Côme recueillit ces ouvrages en langues grecque, hébraïque, chaldéenne, arabe, syriaque et indienne, qui servirent de fondement à la bibliothèque que son petit-fils, Laurent, dit *le Magnifique*, accrut encore et qui passe en Europe pour un des dépôts les plus précieux en ce genre, sous le nom de *Bibliothèque Médicéo-Laurentienne*.

La gloire d'avoir fondé une bibliothèque à l'usage des citoyens de Florence, n'appartient cependant pas tout entière à Côme. Palla Strozzi avait eu cette idée avant lui, et un autre Florentin, Niccolò Niccoli, qui était loin de posséder les richesses de Côme, mais qui avait aussi la passion des livres, est le premier fondateur d'une bibliothèque publique. Fils d'un marchand, il abandonna le commerce malgré ses parents, pour se livrer à l'étude des lettres et à la société des savants. A peine fut-il maître de son bien, après la mort de son père, qu'il se mit à étudier les langues grecque et latine avec tant d'ardeur qu'il se distingua par cette connaissance; mais sa plus forte passion était d'acheter et de rassembler des

livres. Il dépensa, pour la satisfaire, des sommes immenses; aussi possédait-il, dans son temps, la plus nombreuse collection de manuscrits devenus encore plus précieux entre ses mains, par les notes et les corrections que sa science lui donnait le droit de faire. Niccoli, en mourant, ordonna, par son testament, que sa riche collection fût destinée à l'usage du public, et il désigna seize des principaux citoyens de Florence, pour veiller à l'exécution de sa volonté. Trop amoureux de la science, sans doute, pour être calculateur attentif, il n'avait pas prévu que ses dettes absorberaient la valeur de sa bibliothèque, en sorte que Florence aurait été déshéritée de cet établissement, si Côme, avec sa générosité ordinaire, n'eût pas satisfait les créanciers du testateur, et réuni les manuscrits de Niccoli à la bibliothèque publique qu'il formait pour Florence.

Les efforts de Boccacio et les manuscrits recueillis par Côme, joints à l'enseignement d'Emmanuel Chrysoloras, avaient déjà donné un grand élan à l'étude de la langue grecque, à Florence. Mais ce qui acheva de la rendre familière dans cette ville, ce fut un événement ecclésiastique, dont le résultat fut surtout littéraire. Déjà depuis long-temps on avait vainement essayé aux conciles de Bâle et de Constance, d'opérer la réunion de l'église grecque et de l'église romaine. Dans l'intention de faire une nouvelle tentative, on transporta d'abord le concile à Ferrare, puis enfin à Florence. Cette ville reçut donc, en 1439, les cardinaux et les prélats romains d'une part, de l'autre le patriarche grec, ses métropolitains, et

enfin l'empereur d'Orient lui-même, Jean Paléologue, tout aussi empressé de faire parade de sa subtilité théologique, que de trouver dans les princes d'Occident des protecteurs contre les armes envahissantes des Turcs. Côme venait d'être revêtu, pour la seconde fois, de la charge de gonfalonier. Il reçut au nom de la république, mais à ses frais, tous ces illustres étrangers. Il déploya une telle splendeur, une si grande magnificence dans cette réception, qui dura pendant tout le temps du concile, qu'il fascina, en quelque sorte, les Florentins à compter de cette époque, et justifia à leurs yeux l'accroissement de son crédit et de son autorité.

Si les Grecs furent flattés d'être reçus avec cette magnificence toute royale, leur étonnement ne fut pas moins grand lorsque les ecclésiastiques et les savants, venus pour défendre la cause de leur église, trouvèrent les lettrés de Florence familiarisés avec leur langue et la littérature grecque. Le commerce littéraire et scientifique qui s'ensuivit entre les hommes des deux nations, tourna tout à l'avantage des Florentins. Malgré les concessions apparentes que les deux clergés grec et latin se firent, le concile n'aboutit à rien, si ce n'est à substituer à Florence la philosophie de Platon à celle d'Aristote.

Parmi les savants grecs venus à la suite de l'empereur Paléologue, on distinguait Gémistus Pléthon, dont toute la longue vie avait été consacrée à l'étude de la philosophie platonicienne. Dans les instants de loisir que lui laissaient les travaux du concile, ce savant prenait plaisir à répandre

et à expliquer ses opinions. Tous les lettrés de Florence s'empressèrent pour l'écouter, et Côme, qui allait l'entendre assidûment, se retirait toujours profondément frappé de la sublimité d'une philosophie si nouvelle pour lui. Ce fut pendant le cours de ces entretiens qu'il conçut l'idée de fonder, à Florence, une académie dont l'objet serait de cultiver la philosophie platonicienne. Côme choisit pour former et diriger cette société savante, un jeune homme, Marsile Ficin, que ses études dans la langue grecque avait déjà initié aux opinions de Platon et qui brûlait du désir de les mieux connaître encore. Telle est l'origine de la première institution consacrée à la science, où l'on renonça à la méthode des scholastiques aristotéliciens, alors universellement adoptée en Europe.

On voit donc que les études de l'antiquité et de la langue grecque ont été commencées, dès 1359, par Boccacio, et poussées assez loin par Chrysoloras, puisque le jeune Marsile Ficin était déjà un helléniste en 1439, à l'époque du concile de Florence. Or, on insiste sur ce fait, pour détruire une erreur assez accréditée, qui fait reporter à l'an 1453, c'est-à-dire au temps de la dispersion des savants grecs après la prise de Constantinople par Mahomet II, l'établissement des études régulières de la langue grecque à Florence. On commet à ce sujet une erreur de près d'un siècle.

La querelle élevée par Gemistus Pléthon à l'occasion de la prééminence de la philosophie platonicienne sur celle d'Aristote, donna naissance à une polémique littéraire ranimée bientôt

par le cardinal Bessarion et Georges de Trébizonde. Cette controverse philosophico-théologique eut pour résultat de faire lire et étudier les ouvrages de Platon avec plus de ferveur encore par les savants florentins, mais surtout par ceux que Côme avait constitués en société savante. Platon devint bientôt un prophète, un dieu pour ces derniers qui interprétèrent ses paroles souvent peu faciles à comprendre, par un jargon scientifique et mystique bien plus incompréhensible encore que le texte.

Parmi les hommes choisis pour former cette académie platonicienne, on compte Marsilio Ficino, Pico della Mirandola, Cristoforo Landino, Angelo Poliziano, Côme, père de la patrie, et Laurent des Médicis, dit le Magnifique. Plusieurs de ces académiciens ont laissé des ouvrages utiles ou agréables. Ainsi Ficino est auteur de la première traduction complète des œuvres de Platon, en latin; Pico della Mirandola, mort à la fleur de l'âge, a laissé des preuves de sa rare intelligence et de son ardent amour pour les sciences et les lettres; on estime encore le commentaire des trois Cantiques de Dante, composé par C. Landino; Les poésies italiennes de A. Poliziano rivalisent de grâce et de pureté avec celles de Pétrarque, et ses vers latins, pensés en latin, écrits de verve, passent, de l'avis des humanistes doués du goût le plus fin, pour les poésies les plus parfaites, écrites en cette langue chez les modernes. Côme n'a point composé de livre; mais son petit-fils Laurent, celui qui bientôt se mit à la tête de cette même académie, a laissé un recueil dans des

genres très variés, dont le mérite et l'agrément auraient suffi pour illustrer son auteur, si la couronne de poëte ne se trouvait pas étouffée sous celle du souverain de la république de Florence.

Sur les rampants des collines de Fiesole, près des murs de Florence, s'élève la maison de plaisance de Carreggi, que Côme avait fait construire pour aller se reposer du tracas des affaires. C'est là où se tenaient les séances privées de l'académie platonicienne; c'est dans ce lieu où, à la suite de travaux d'érudition qui honoreront toujours ceux qui s'y sont livrés et qui méritent et reçoivent encore les hommages reconnaissants de la postérité, on poussa la manie de l'antiquité jusqu'à renouveler en l'honneur de Platon, la fête annuelle que les disciples de ce philosophe avaient célébrée jusqu'à Plotin et Porphyre, en 1200.

Un trait qui caractérise la renaissance au xve siècle, est la bonne foi avec laquelle on jouait cette comédie, qui, loin de jeter du ridicule sur les travaux des savants, servit à augmenter au contraire la fureur que l'on mettait à étudier la doctrine platonicienne. Or, rien n'est plus étrange que le prétendu système platonicien de cette époque, rebelle il est vrai à toute analyse, mais dont on fera en sorte de donner une idée par quelques citations tirées des Lettres de Marsilio Ficino, celui de tous les adeptes qui passa pour avoir pénétré le plus avant dans les obscurités de cette doctrine.

Marsilio Ficino, philologue habile et homme fort instruit, après avoir lu et traduit avec une bonne foi sans égale, les vers orphiques et le

Pimandre de Mercure Trismégiste, sans soupçonner que ces ouvrages fussent apocryphes et composés évidemment depuis l'établissement du christianisme, prit ces deux livres pour point de départ et les donna comme la preuve que les philosophes de la haute antiquité païenne croyaient à l'unité de Dieu. A plus forte raison reconnut-il ce grand principe dans les œuvres de Platon qui l'y proclame en effet assez ouvertement. Bientôt franchissant, à l'aide des mystiques du néoplatonisme d'Alexandrie, les difficultés que les opinions parfois très païennes de Platon présentent, Ficino arriva jusqu'à ce point d'écrire ces paroles à son ami Braccio Martelli : « Numénius, qu'Oririgène préférait même aux Pythagoriciens, affirme qu'en lisant les livres de Moïse et de Platon, il reconnaissait l'un dans l'autre ; et que Platon n'est qu'un autre Moïse qui a écrit en langue attique. Aussi devez-vous vous apercevoir, mon cher Martelli, que ceux qui enseignent dans notre académie vous exhortent autant à étudier la doctrine de Platon que la loi de Moïse. » Un peu plus loin, dans la même lettre, il développe cette proposition et affirme que tous les philosophes de l'antiquité, à quelques formes près, ont été les meilleurs chrétiens du monde. Enfin il termine par ces mots qui expriment assez bien l'espèce de frénésie platonicienne dont l'académie de Côme et de Laurent était possédée : « Voilà, mon cher Martelli, ce que disent, ce qu'enseignent les Platoniciens ! Et vous, mon ami, qui avez été admis dans cette académie, qui y avez entendu dire ces choses et d'autres bien plus importantes encore par les

grands hommes qui la composent, peut-être vous écrierez-vous comme Pierre : Il fait bon rester ici ; faisons-y non pas *trois*, mais *trois mille* tentes! »

L'idée de lier l'antiquité avec les temps modernes est le point autour duquel tous les grands esprits qui ont concouru à la renaissance ont constamment tourné. Depuis la fin du XIIe siècle jusqu'à l'époque des Médicis, on est resté persuadé que la philosophie, la morale, la politique et les arts, avaient été portés à leur dernier degré de perfection par les païens, et que la seule connaissance nouvelle qui fût résultée de l'établissement du Christianisme est la théologie au moyen de laquelle on prétendait animer, vivifier et sanctifier toutes les sages découvertes des temps antérieurs.

Cette idée, on doit s'en souvenir, est infusée dans le système politique de la monarchie impériale de Dante ; elle se retrouve dans les inventions poétiques de cet homme ainsi que dans son Banquet, mais appliquée à la religion, à la philosophie et à la morale. Pétrarque adopta aussi cette opinion, et dans le *Triomphe d'amour*, il met dans la même catégorie les troubadours provençaux, Pindare, Guitton d'Arezzo, Socrate, Cino de Pistoia, Lelius, Dante et Homère. Cette espèce de macédoine poétique était devenue le lieu commun obligé de tous les ouvrages des écrivains et même des artistes. Aussi Pérugin à Pérouse, Beccafumi sur le pavé de la cathédrale de Sienne et enfin Raphaël au Vatican, tous ont-ils peint ou gravé des compositions où la philosophie antique est toujours liée ou au moins mise en

présence avec la théologie moderne; et dans les livres et les tableaux, sur les bas-reliefs, enfin, partout on voit Orphée, Socrate, Platon et Aristote, réunis à Jésus-Christ, à la Vierge, aux apôtres et aux pères de l'Église, entre le mystère de l'Eucharistie et les proportions harmoniques de Pythagore.

De tous les ouvrages de Platon, celui sur lequel on s'épuisa en commentaires et en raisonnements les plus spécieux est son *Banquet*. Pendant tout le temps de la renaissance chacun interpréta ce livre à sa manière. Dante fut le premier, dans son *Convito*, qui prétendit suivre et expliquer la philosophie platonicienne, comme il se flatte d'avoir suivi l'idée poétique et politique renfermée dans les poëmes de Virgile, en écrivant ses trois cantiques. Ce commentaire mystique et philosophique, le Convito, ouvrit la voie à cette foule de poëtes et de philosophes platoniciens des XIVe, XVe et XVIe siècles, qui se croyaient perdus d'honneur tant qu'ils n'avaient pas composé aussi un *Banquet*, ou au moins un livre traitant de l'amour pris dans le sens philosophique.

Après celui de Dante, le banquet le plus curieux est celui qu'a écrit Marsilio Ficino, où le mysticisme l'emporte sur la philosophie. Il comprend et résume toutes les idées ridicules et sublimes, mais toujours incohérentes, qui caractérisent presque tous les ouvrages du temps de la renaissance. Considéré sous cet aspect, cette composition bizarre offre une étude précieuse à qui veut connaître la marche de l'esprit humain dans l'Europe moderne; mais elle n'est pas moins in-

téressante dans ses rapports avec l'histoire de Florence et des Médicis, dont le sort était dès ce moment lié à celui de cette ville.

Marsilio Ficino dédie son *Banquet* à Bernardo del Nero et à Antonio Manetti. A la fin de l'envoi il dit à ses amis, en employant une formule que l'on pourrait prendre pour un sacrilège si l'on n'en rejetait pas le choix sur le fanatisme d'un érudit : « Que le Saint-Esprit, amour divin qui nous a été soufflé par Diotime, nous éclaire l'intelligence et nous mette dans une disposition telle, que nous l'aimions en toutes ses œuvres belles et que nous aimions toutes ses belles œuvres en lui pour goûter en dernier résultat le beau infini qu'il recèle. »

A cet envoi succède le proème ou préface dans laquelle Ficino donne des détails curieux sur la fête de Platon, célébrée à Carreggi, le 7 novembre, sans doute vers 1477, puisque ces extravagances académiques furent interrompues par la conjuration des Pazzi, qui éclata l'année suivante. Il dit donc : « que le jour natal de Platon ayant cessé d'être célébré par un banquet, comme l'usage s'en était continué depuis ce philosophe jusqu'à Porphyre, le très fameux LAURENT DES MÉDICIS voulut le renouveler de son temps; qu'il en confia le soin à François Bandino, lequel invita neuf Platoniciens pour être reçus et régalés d'une manière toute royale à la ville de Carreggi. Ce furent Antonio degli Agli, évêque de Fiesole; maître Ficino, père de celui qui écrit; Christophe Landino, poëte; Bernard Nuti, rhétoricien; Thomas Benci, qui a traduit le Banquet de Ficino du latin en ita-

lien; Jean Cavalcanti, que la force de son esprit et sa beauté corporelle firent surnommer *le héros* par les conviés au banquet; les deux fils du poëte Marsupini; et enfin moi Marsile Ficino, que F. Bandino voulut introduire en neuvième, afin que notre compagnie fût égale en nombre à celle des Muses.

« Les mets ayant été enlevés, B. Nuti prit le livre de Platon, intitulé : *Banquet d'amour*, et après en avoir lu tous les discours, il pria les convives d'en commenter un, chacun à son tour. L'évêque de Fiesole et Ficino le médecin, présents à cette fête, l'un pour le salut de nos âmes, l'autre pour celui de nos corps, cédèrent la parole à J. Cavalcanti qui se prépara à disserter pour eux deux. Tous les assistants prêtèrent une oreille attentive. Maintenant je vais vous rapporter tous les discours prononcés à ce banquet. »

Cette préface et ce qui la précède, suffisent pour faire comprendre de quelle nature étaient les conférences et l'enseignement de l'académie platonicienne de Florence. Quelque puérils que soient ces détails et aussi peu dignes qu'on les juge de figurer dans une histoire, on ne doit pas oublier cependant que ces conférences de Careggi sont les premiers coups qui ont été portés à la philosophie scholastique; que c'est à dater de cette époque que la liberté de penser a commencé à s'établir en Europe; et que de ce mélange indigeste d'érudition profonde et de philosophisme mystique, est né ce goût pour l'étude des sciences morales et des belles-lettres, qui ouvrit la voie à la philosophie et aux sciences.

Les opinions platoniciennes pénétrèrent de fort bonne heure en Italie et y entretinrent, depuis l'apparition de Dante, le foyer des études poétiques, scientifiques, d'érudition et d'art. La doctrine dantesque, grave, élevée, chaste et religieuse, dura jusqu'à l'ère de la poésie et de la philosophie imbues de l'impartialité épicurienne et ironique, ouverte par Arioste. Pendant la vie de Dante et de ses contemporains jusqu'à Pétrarque et Boccace, le platonisme dantesque fut l'âme de la poésie italienne. Pétrarque et ses ouvrages forment la transition du platonisme poétique au platonisme d'érudition. Puis enfin, sous les auspices de Côme l'ancien, s'ouvre l'académie nouvelle, où s'élabora la véritable érudition maniée par les Marsilio Ficino, les Argyropyle, les C. Landino, les Filelfo, les Angelo Poliziano, ainsi que par beaucoup d'autres dont les conversations et les rêveries théologico-platoniques eurent l'immense avantage de provoquer les recherches les plus savantes sur l'histoire, la jurisprudence, l'archéologie, la grammaire et les arts.

Les résultats positifs de ces trois révolutions successives dans le platonisme de la renaissance, furent d'abord les immortelles compositions de Dante; ensuite la renaissance des lettres grecques et latines et la fixation de la langue toscane, tant en vers qu'en prose, par Pétrarque et Boccace; puis la traduction des œuvres de Platon par Marsilio Ficino, l'établissement régulier de l'étude des langues grecque et latine, par Chrysoloras, Argyropyle, Lascari, Angelo Poliziano et Poggio; et enfin le rétablissement de l'université

de Pise, par Laurent des Médicis, qui, ainsi que tous les hommes zélés pour les sciences et les lettres avant lui, avait fait de vains efforts pour fonder une université florentine.

Outre les qualités d'un grand homme d'état, de politique et de négociateur habile, Laurent était encore un savant, un lettré, un poëte distingué digne de présider et de protéger l'académie platonicienne.

Doué d'une intelligence étendue, d'un esprit ferme, d'un goût naturellement délicat, Laurent avait profité rapidement de l'instruction littéraire latine, que Christophe Landino avait été chargé de lui transmettre. Instruit ensuite dans les lettres grecques par Argyropyle, il fut initié bientôt après dans les mystères du platonisme par M. Ficino; et pendant le cours de ces études variées, il ne cessa pas d'être surveillé par sa mère Lucrezia Tornabuoni, femme pleine de vertus, bon poëte elle-même et protectrice des lettres.

Laurent était aussi heureusement organisé pour les exercices du corps que pour ceux de l'esprit. Bon cavalier, chasseur, adroit au maniement des armes, il entremêlait ces distractions aux préoccupations des affaires publiques, à ses études, et prenait part alternativement aux séances du conseil, à des cavalcades ou des tournois et aux conférences académiques. L'aménité de son caractère, l'extrême politesse de ses manières envers chacun, furent chez cet homme des qualités éminentes; les lettres de M. Ficino et de A. Poliziano en fournissent mille preuves, et dans celles de Laurent lui-même, on voit le respect amical qu'il

portait à tous les savants dont il était entouré et en particulier à Pic de la Mirandole et A. Poliziano, pour lesquels il envoyait jusqu'en Orient Lascaris recueillir des manuscrits, afin qu'aucune ressource ne manquât à ses savants et jeunes amis dont il partageait si généreusement la gloire.

C'est particulièrement dans cette intention qu'il s'occupa avec tant d'ardeur d'enrichir la bibliothèque fondée par Côme, et déjà fort augmentée par Pierre des Médicis. L'invention de l'imprimerie, déjà en usage en Allemagne, se répandit bientôt en Italie.

Laurent, attentif à tout ce qui pouvait accroître la gloire et le bien-être de sa Florence, et surtout servir la science, jugea du premier coup-d'œil quel avantage on pourrait tirer de cette invention. Il conçut l'idée de multiplier et de répandre les trésors littéraires qu'il possédait, mais avec cette prudence intelligente qui distingue les esprits de bonne trempe. Dans cette intention, il engagea plusieurs savants à collationner les manuscrits des anciens auteurs, à les corriger même quand ils le jugeraient nécessaire. Parmi ceux qui se livrèrent à ce travail long et pénible, on distingue C. Landino, mais particulièrement Angelo Poliziano. Ce dernier entreprit et termina la révision totale des Pandectes de Justinien. Ainsi cet homme, regardé justement, après ce travail, comme le plus habile professeur de droit, était encore archéologue consommé, grand poëte italien et latin, l'un des plus spirituels de l'académie platonicienne, et auteur d'un drame lyrique, Orphée, l'une des premières compositions théâtrales, dont

l'élégance mythologique contribua à dégoûter de la monotonie des *mystères*, espèce de représentations scéniques qui n'avaient pas cessé d'être en usage pendant la durée du gouvernement républicain à Florence.

Parmi les premiers essais de la typographie florentine de cette époque, deux des plus importants méritent d'être signalés ici. L'un est le poëme de Dante, imprimé par Nicolo di Lorenzo dit della Magna, et l'autre les œuvres d'Homère, imprimées en grec par Bernardo Nerli, pour la première fois. Ces deux livres ont été achevés avant 1488.

Comme savant, mais principalement comme poëte et philosophe, Laurent tient peut-être le premier rang parmi les membres de l'académie platonicienne. De tous les ouvrages qu'il a laissés, on n'en indiquera que deux, parce qu'ils fournissent des documents pour l'histoire de la philosophie et des mœurs de l'époque et de la ville où ils ont été composés. L'un est un recueil de sonnets et de canzons; l'autre, *canti carnascialeschi*, chansons pour le temps du carnaval.

L'éclat et la turbulence des fêtes populaires ont été dans tous les temps un moyen de séduction employé par les hommes cherchant la popularité pour affermir leur pouvoir. Les farces et les jeux publics avaient déjà été mis en usage à Florence par le duc d'Athènes, quand il voulut se faire un rempart de la populace contre la bourgeoisie; et ces jeux, appelés *puissances* (potenze), furent renouvelés avec les mêmes intentions par le duc Alexandre, en 1532. Mais Laurent était tout à la

fois un souverain trop habile et un homme beaucoup trop délicat pour donner des formes si grossières aux plaisirs préparés pour le peuple qu'il voulait capter. Il fit construire des chars magnifiques, sur lesquels étaient montés des hommes du peuple vêtus différemment, et selon la troupe à laquelle ils appartenaient; les uns en chevaliers, les autres en dieux du paganisme; ceux-là figurant tel art, et ceux-ci tel autre. Ces chars, traînés par des chevaux, parcouraient la ville pendant la nuit, à la lueur de torches que portaient une foule de gens déguisés aussi, et chantant des couplets où étaient exprimés la joie et le délire du carnaval. Non seulement Laurent inventait le dessin général de ces réjouissances, et se chargeait de la plus grande partie des dépenses qu'elles coûtaient, mais c'était encore lui qui composait les meilleures chansons joyeuses pour ces occasions. Le peuple les préférait à toutes les autres. Aussi cette préférence animait-elle la verve de Laurent, qui, sans cesser d'être attentif aux affaires de la république, aux soins de son immense commerce et aux combinaisons de la politique de l'Europe, trouvait encore le temps de faire des rondes qui charmaient la populace de Florence, et provoquaient les anathèmes du religieux-républicain Savonarola.

Quant au recueil des sonnets et canzons de Laurent, c'est un ouvrage grave, fort original pour le fond, bien que les formes rappellent celles des poésies de Petrarca, et surtout de la Vie nouvelle de Dante. Ce sont des poésies tout à la fois amoureuses, morales et philosophiques, accom-

pagnées d'un commentaire en prose. De tous les académiciens dont Laurent était entouré à Carreggi, il est certainement celui qui a le mieux compris la philosophie platonicienne, car il n'en a extrait que ce que l'on peut y comprendre, et tout ce qu'il en a dit est parfaitement clair. Avec moins de fougue qu'Horace, Laurent, dans ses vers, laisse percer cependant, comme le lyrique latin, ce mélange alternatif de gaîté insouciante et de mélancolie douce, qui sont les symptômes du scepticisme. Il célèbre Dieu, il loue et invoque la Vierge au commencement d'une ode ou *canzon;* puis tout-à-coup son esprit suspend son vol, retombe vers la terre et interroge vainement ce Dieu qu'il cherche partout et qu'il ne trouve jamais. Malgré les imitations fréquentes, les centons mêmes tirés de la Vie nouvelle de Dante, on reconnaît, dès les premières pages du recueil de Laurent, que le dessein de son ouvrage, que la manière dont les choses de ce monde sont envisagées, que la philosophie du livre en un mot, non seulement diffère de celle de Dante et de Petrarca, mais qu'elle est nouvelle, originale, qu'elle appartient toute entière à Laurent des Médicis et à son époque.

Quel que soit le secret que Dante et Pétrarque aient voulu cacher sous la fréquente ambiguité de leurs allégories et de leurs paroles, personne ne peut douter que des hommes de cette trempe n'aient eu au fond de leur pensée des idées très fixes; cependant, jusqu'ici, personne n'a pu les reconnaître ni les exposer clairement. Les commentaires qui ont été faits sur les ouvrages de ces

deux grands poëtes, sont ordinairement tout aussi obscurs que le texte. Bien plus, Dante et Petrarca se sont commentés eux-mêmes, l'un dans sa *Vie nouvelle*, l'autre dans son *Secret*, et tous deux sont encore plus obscurs que leurs commentateurs de profession.

Laurent a fait aussi des poésies où domine le platonisme; comme Dante et Petrarca, il s'est commenté lui-même; mais, dans ses vers comme dans sa prose, le sens au moins est toujours clair, raisonnable, compréhensible. Sa prudence, comme on l'a déjà dit, touche parfois au scepticisme; mais on lui sait gré de ses doutes, parce que l'on sent qu'il se reprocherait de vous avoir fait adopter une erreur. En lisant Dante et Petrarca, il semble toujours que ces deux génies, dépositaires de la vérité suprême, la couvrent de voiles épais pour ménager la faiblesse de notre vue; Laurent, au contraire, qui a exercé le pouvoir souverain, qui regorge de richesses, à qui tous les trésors de la science et les lumières de l'intelligence ont été prodigués, doute de tout; au moins n'affirme-t-il rien des choses d'un ordre surnaturel; et comme un nouveau Salomon, il semble s'écrier aussi : « Vanité des vanités, tout n'est que vanité! » Aussi, après avoir lu ses ouvrages comparativement avec ceux de ses deux illustres prédécesseurs, en tire-t-on cette conséquence que, conformément à la progression naturelle et ordinaire du travail de l'esprit humain, la philosophie de Dante était dogmatique et absolue; que celle de Petrarca est basée sur la haute morale, et que celle de Laurent des Médicis est applicable à la vie

pratique. Ces trois tendances philosophiques répondent parfaitement, du reste, aux trois grandes phases politiques de Florence : le temps de la république, de 1215 à 1378; l'oligarchie, depuis cette dernière date jusqu'à 1478, année de la conjuration des Pazzi, et de l'affermissement du pouvoir de Laurent des Médicis; puis enfin, depuis le règne de ce prince, car quel autre nom pourrait-on lui donner? jusqu'à la succession des grands ducs de Toscane, époque vers laquelle, de la philosophie pratique on est tombé successivement jusqu'à l'impiété ouverte, et dans un déréglement de mœurs qui est passé en proverbe dans toute l'Europe.

Dans la marche des travaux littéraires, on retrouve la même analogie. Pendant la république et sous l'influence de Dante, la littérature, et jusqu'à la science même, tout est compris dans la poésie. L'érudition succède et divise la culture des connaissances; puis enfin vient le temps de la prose, où chaque livre développe un sujet déterminé, et dont l'utilité a une destination précise. Enfin, il n'est pas jusqu'au nombre relatif des hommes célèbres de chacune de ces phases, qui ne décèle quelque chose de caractéristique. Dante s'élève seul au-dessus de tous les rimeurs de son temps; Petrarca et Boccacio se partagent ensuite le sceptre de la poésie, de l'érudition, de la philosophie et de l'éloquence; et enfin, autour de Laurent des Médicis, se groupent pendant le xv[e] siècle Marsilio Ficino, Pico della Mirandola, Angelo Poliziano, G. Landino, Lascari, Savonarola et Machiavelli, dont les noms suffisent pour donner

une idée de la diversité des travaux auxquels se livrait déjà le monde intellectuel.

A ces noms illustres, on joindra ceux d'un certain nombre d'écrivains toscans, la plupart florentins, dont on aurait d'autant plus tort de ne pas consacrer la mémoire ici, que leurs écrits donnent à cette présente histoire le peu de qualités solides qu'elle possède. Ce sont ceux des chroniqueurs et historiens en langue toscane, qui ont tenu mémoire année par année, quelquefois jour par jour, des événements dont ils ont été témoins depuis le XIIIe siècle jusqu'au XVe. Ricordano Malespini, Dino Compagni, Giovanni Villani, Donato Velluti, Gino Capponi, Buonacorso Pitti, Goro Dati, Paolo Morelli et quelques autres.

La plupart de ces chroniqueurs n'ont laissé que des journaux rédigés sans critique, sans réflexions et sans autre ordre que celui qui résulte de la date des événements. Souvent ils se sont copiés; parfois ils font des omissions graves, parlent au long de choses puériles et glissent sur des faits de haute importance. Mais il perce en général, dans leurs récits comme dans leur style, une bonhomie et une franchise rude qui donnent confiance en leurs relations, et dont on est forcé parfois d'admirer la grandeur.

Giovanni Villani s'élève de beaucoup au-dessus de ces chroniqueurs. Il coordonne, il juge; en lui déjà on sent l'historien. Né à Florence, guelfe, sincèrement attaché au gouvernement républicain, Giovanni fut, comme la plupart des chroniqueurs qui viennent d'être nommés, revêtu des premiers emplois publics. Son ouvrage comprend

l'histoire de Florence, depuis sa fondation jusqu'à l'an 1348, où cet écrivain fut enlevé par la peste terrible qui fit de si grands ravages dans sa ville natale.

Après sa mort, Mattéo Villani, son frère, et Filippo de Mattéo, continuèrent cette histoire jusqu'en 1364. Leur travail, qui se rattache encore à l'école des chroniqueurs, se distingue par le naturel et la pureté du style.

Quand on devrait n'adopter les analogies systématiques encore reproduites ici, que pour le soulagement de la mémoire, on répétera cependant que, dans la suite de ces chroniqueurs et historiens florentins, on retrouve cette progression signalée dans l'élan de la poésie, dans le développement de la philosophie à Florence. Ainsi que dans les écrits de Dante, on trouve, dans la chronique de Ricordano Malespini, l'histoire enseignée dogmatiquement. Les fables les plus absurdes, les faits les plus controuvés y sont mêlés à des vérités incontestables; et par la manière dure, impérieuse et fanatique avec laquelle l'auteur les raconte, on sent qu'il vous impose son histoire et qu'il prétend être cru sans réflexions.

Viennent ensuite les Villani. Ceux-ci apportent à l'étude des faits et à l'art de les exposer une érudition et des soins analogues à ceux qu'employèrent Petrarca et Boccacio pour reconstruire la langue latine, pour perfectionner l'idiôme toscan et substituer la philosophie morale à la philosophie théologique. Déjà chez les Villani, les événements et les hommes sont soumis à un haut examen moral; et dans les jugements qu'ils por-

tent, tout en donnant tort aux hommes devant Dieu, ils tiennent compte cependant des obstacles qu'ils ont eu à surmonter dans les circonstances difficiles de la vie.

Enfin si l'on revient encore au cercle poétique, philosophique et historique, dont Laurent des Médicis est le centre, on arrive à l'histoire écrite sous l'influence du scepticisme, à l'histoire savante, impartiale, et dédaigneuse de l'humanité; on trouve enfin Machiavel qui, grave et impassible, disserte habilement sur ce qui peut rester de temps à vivre à sa mère-patrie, dont il avait depuis lomps-temps prévu, calculé la mort.

Profond comme Tacite, compréhensible et élégant comme Voltaire, cet écrivain n'est pas moins remarquable par la souplesse et la variété de ses talents. Sans entrer ici dans le détail superflu des ressources extraordinaires de son génie, on se bornera à rappeller que l'historien de Florence, que l'auteur des Décades et du Prince, est encore celui qui a fait la première comédie originale dans les temps modernes, la Mandragore; que sa nouvelle de Belfégor est un modèle en ce genre; et que, dans ses Lettres familières, il a atteint à cette grâce et à ce laisser-aller de style qui donnent au lecteur le plaisir si rare de suivre toutes les ondulations de la pensée. Ces Lettres, d'ailleurs, l'un des plus curieux recueils de ce genre, peignent peut-être mieux que toutes les histoires, l'état politique de la Toscane et de toute l'Europe, ainsi que celui non moins extraordinaire des mœurs qui régnaient de son temps en Italie et particulièrement à Florence. Dante a commencé

la *renaissance;* Machiavel est le dernier grand écrivain qui close cette époque. Au-delà commence une ère nouvelle dont l'Arioste est le poëte précurseur.

Tout ce grand travail de l'esprit humain, cette renaissance, que Laurent des Médicis a trouvé commencée, mais qu'il a si heureusement complétée, autant par ses talents personnels que par ceux des hommes distingués dont il s'entoura et auxquels il communiqua son zèle, est, on doit le répéter, l'une des causes les plus puissantes de l'affermissement de son autorité sur les citoyens de la république de Florence : c'est l'acte de sa vie qui a assuré à sa famille droit de souveraineté en Europe.

XIII.

*

Suite : Beaux-arts à Florence. — Arnolfo di Lapo ; baptistère, cathédrale. — Giotto. — Brunelleschi. — Lorenzo Guiberti. — Palais Pitti. — Eglises Saint-Laurent et du Saint-Esprit. — Peinture : Masaccio, D. Ghirlandaio, Andrea del Sarto. — Michel-Ange Buonarotti. — Académie Ruccellai.

Mais ce serait laisser cette histoire imparfaite, et l'on retrancherait l'un des plus beaux titres de gloire à Florence et de la puissance des Médicis, si l'on n'indiquait pas aussi la marche progressive de la renaissance des arts.

Outre les analogies qu'Athènes et Florence présentent dans leur constitution républicaine, ces deux états ont cela de commun encore que la poésie, la philosophie et les arts, s'y sont développés simultanément par degrés égaux et parallèles. Ce phénomène, dont le monde n'a fourni que deux exemples, l'un en Grèce, il y a un peu plus de deux mille ans, l'autre en Toscane, pendant les XIIIe, XIVe et XVe siècles de notre ère, est

assez rare et beaucoup trop important pour être passé sous silence. Il démontre qu'à Athènes comme à Florence, les arts, loin d'être une récréation isolée et indépendante de la religion, de la politique et des mœurs, comme il arrive chez la plupart des nations, au contraire, le sentiment du beau et du grand, dont les arts ne sont que l'expression, a toujours été, en Toscane comme en Grèce, l'un des éléments constitutifs de la civilisation.

Après avoir suivi la marche ascendante de la poésie, de l'érudition et de la philosophie, depuis le moyen âge jusqu'à la fin de la renaissance, on redescendra facilement cette pente déjà connue, pour la remonter de nouveau en étudiant la progression des arts pendant la même période de temps. Nous nous reportons donc à l'époque du vaste incendie qui a ravagé le monde païen; nous campons encore au milieu des débris épars de temples, de palais et d'habitations particulières. Déjà on n'en est plus à se garantir des injures des saisons, des attaques des brigands. On a rebâti des maisons, on a même pensé déjà à les rendre commodes, agréables; et l'homme a ressenti les premiers effets du repos et du bien-être, le besoin de produire des œuvres qui satisfassent son imagination et son âme. Le loisir est venu même augmenter cette disposition. On regarde avec une curiosité studieuse les ruines amoncelées des édifices païens; on en trie, on en rassemble les débris épars et mutilés, dans l'intention de les rétablir à leur place qu'indiquent les fondations respectées par le feu ou les barbares. Mais une foule de détails et des portions même des édifices man-

quent pour les restituer dans leur intégrité. C'est alors que le genre d'industrie propre à l'homme artiste du moyen âge se développe. Dans l'ignorance où il est des principes de l'art et des moyens de façonner des détails, il parcourt les ruines d'autres monuments, et sans avoir égard à leur destination ou aux modes de construction auxquels ils se rattachent, il en recueille les portions analogues, mais manquant à l'édifice qu'il restaure, pour compléter matériellement son ouvrage. De là résulte ce que l'on remarque dans la plupart des monuments du moyen âge : une belle ordonnance, donnée par les fondations antiques, et une incohérence dans les détails, causée par l'assemblage fortuit de matériaux provenant d'édifices très divers.

Voilà l'histoire de l'architecture en Italie, pendant le moyen âge. C'est ainsi que toutes les basiliques chrétiennes ont été construites à Rome sur les fondations de basiliques païennes et avec les matériaux, les colonnes et les ornements de trois ou quatre autres édifices; c'est de cette manière qu'à Florence même, l'église de San-Miniato al Monte, bâtie avec les débris de monuments antiques, fut restaurée, puis ornée de marbres et de mosaïques constantinopolitains, en 1013, par l'évêque Hildebrand. Cette vénérable et curieuse basilique, si l'on en excepte sa façade et la forteresse, construites à l'époque de la renaissance, fournit un exemple de l'état de l'architecture en Italie pendant le moyen âge.

Mais le monument de Florence, dont les vicissitudes retracent le mieux les progrès de la renais-

sance de l'architecture, de la sculpture et de la mosaïque, dans cette ville, est l'église de Saint-Jean, ou le Baptistère. Sur l'emplacement qu'il occupe, a existé un temple antique, de forme circulaire ou polygone. C'est au moins une opinion que les traditions rendent probable. Dans les premiers temps du christianisme, on a sans doute fait là ce qui avait été pratiqué sur les ruines des basiliques à Rome, ce que l'on a reproduit à Saint-Miniato: on a élevé une église sur les fondations du temple et avec ses débris.

Vers la fin du XIIIe siècle, l'architecte des trois ponts, des palais publics, des murs, des portes et de la cathédrale de Florence, l'ancien Lapo, fut aussi chargé de restaurer et d'embellir la vieille église de Saint-Jean. Mais, par une condition tacite et religieuse, il fut convenu entre l'artiste et les Florentins, qu'en se chargeant de cette restauration, le jeune Arnolfo di Lapo conserverait et emploierait tous les matériaux, tous les ornements et fragments sacrés, en quelque sorte, qu'il trouverait à sa disposition dans ce vieux et saint édifice. En effet, si l'extérieur de ce baptistère offre une régularité et une unité de style qu'Arnolfo et ses successeurs ont pu y mettre, l'intérieur au contraire a quelque chose de désordonné dans ses détails, qui n'a été dissimulé qu'avec peine par le talent de l'artiste. Entre autres bizarreries, les colonnes des trois étages ne posent pas perpendiculairement les unes sur les autres ; l'ordre inférieur est composite, tandis que celui qui soutient la coupole surbaissée est corinthien. Outre cela, les colonnes ne sont pas toujours semblables; les entrecolon-

nements sont inégaux en largeur et tous les chapitaux ne se rapportent ni au même temps ni au même style. Selon toute apparence, cette disposition intérieure existait avec moins d'ordre encore lorsqu'Arnolfo di Lapo fut chargé de la restauration de cette église, vers 1293, et il la conserva. Il replaça même soigneusement tous les monuments mobiles, tels que les tombeaux, les statues, les inscriptions, et jusqu'à la vieille urne qui servait au baptême lorsqu'il se faisait encore par immersion.

Le Baptistère de Florence est le résumé matériel du passage des restaurations du moyen âge aux constructions de la renaissance. Cet édifice, que l'on avait reconstruit seulement en 1293, devint bientôt, en 1330, l'objet d'un travail bien plus important. On se décida à y ajouter des ornements modernes. C'est alors que la première porte en bronze fut placée du côté du midi. Giotto, architecte du *campanile*, ou clocher de la cathédrale, en fournit les dessins qu'Andréa Pisano cisela. Du moment que les ouvrages de cet habile sculpteur de Pise furent connus en Toscane, l'art statuaire et la ciselure ne tardèrent pas à prendre un développement rapide à Florence et à entrer dans l'ère de la renaissance. La peinture et la mosaïque suivirent la même marche, à la même époque et à l'occasion des embellissements du Baptistère. Giotto, architecte, sculpteur et peintre, selon l'usage de ce temps, fit exécuter à ses élèves Andréa Tafi et Gaddo Gaddi la plupart des mosaïques que l'on voit encore dans l'intérieur de cet édifice.

En 1400, après la première grande peste qui désola Florence, l'art de la laine décida de faire jeter en bronze les deux autres portes du Baptistère, dont Lorenzo Guiberti venait de composer les modèles. Les syndics de l'art eurent à cette occasion un scrupule qui caractérise l'importance que l'on attachait déjà à la perfection des objets d'art à cette époque de la renaissance. Avant de confier l'exécution en bronze de ces deux portes à Lorenzo Guiberti, on laissa écouler une année pendant laquelle on invita tous les artistes célèbres à faire un modèle sur le même sujet. Cette espèce de défi fut accepté par Brunelesco, Donatello, l'auteur de la Judith tuant Holoferne, par Jacopo della Quercia, Nicolo d'Arezzo, F. di Val d'Ambrina, Simone de Colle, et enfin par Lorenzo Guiberti lui-même. L'œuvre de ce dernier fut jugée la meilleure, et ces portes exécutées en bronze excitèrent cent ans après l'admiration du grand Michel-Ange. C'est encore un des chefs-d'œuvre de l'art moderne.

La construction du baptistère de Saint-Jean se rapporte plus particulièrement à la nature des efforts qu'étaient obligés de faire les artistes du moyen âge; au contraire, la plus grande partie des longs travaux suivis pour l'érection de Santa-Maria del Fiore, ont été faits sous l'influence du goût de la renaissance.

Les détails relatifs à la construction de Santa-Maria del Fiore, la cathédrale de Florence, fourniraient à eux seuls la matière d'un livre. Ils jettent du jour sur les modes qu'employaient la république et les corporations marchandes, pour faire

face aux dépenses occasionnées par cet édifice; de plus, ils font ressortir toutes les passions haineuses, toutes les jalousies que les citoyens de Florence, sans en excepter les grands artistes, entretenaient les uns contre les autres; enfin les détails de cette construction sont fort intéressants pour l'histoire de l'architecture même. Toutefois on ne peut faire connaître ici que les plus importants, et l'on renvoie aux historiens G. Villani et Vasari, ceux pour qui la connaissance de ces faits particuliers serait indispensable.

L'idée d'agrandir et de refaire l'église de *Santa-Reparata*, bâtie dans de petites dimensions et sur le plan des anciennes basiliques, se manifesta à Florence en 1294; la république était alors florissante. Un décret daté de cette même année chargeait Arnolfo di Lapo d'en faire le plan et les modèles. Mais ce ne fut que quatre ans plus tard, en septembre 1298, que l'on ouvrit les tranchées pour les fondations, et que le cardinal Pietro Valeriano, légat du pape Boniface VIII, bénit solennellement la première pierre, en présence du clergé, du podestat et de tous les magistrats de Florence. D'après le vœu général de la république, ce cardinal imposa à cette église nouvelle, le nom de *Santa-Maria del Fiore*, Sainte-Marie de la Fleur, par allusion au lys qui compose les armes florentines, et en mémoire du champ de lys sur lequel on prétend que Florence a été originairement bâtie. Le plan est en croix latine; derrière le maître-autel devaient régner cinq chapelles, disposition ordinaire des églises en Europe, à partir du XIIe siècle, après que l'on eut renoncé à la

forme des basiliques. A ce plan, et dans les arceaux en ogive de l'intérieur, on retrouve bien quelque chose du style dit gothique; mais ce caractère d'architecture, loin d'y être franchement imprimé, se sent au contraire du goût italien et surtout de celui de Florence.

Arnolfo di Lapo avait eu l'idée d'élever la coupole de l'église sur les arcs des cinq chapelles. La représentation de ce projet non exécuté se voit encore sur un tableau de Simon Memmi, l'ami de Petrarca, peint dans une chapelle du cloître de Sainte-Marie-Nouvelle. Mais la mort de ce célèbre architecte, en 1300, fit modifier son idée. Puis la construction de l'édifice fut suspendue faute d'argent, jusqu'en 1332, où Giotto, chargé de reprendre les travaux, exécuta cet ordre tout en commençant à élever le campanile en 1334. A Giotto succéda Taddeo Gaddi, puis Orcagna, l'auteur de la Loge des lanciers, et enfin Lorenzo Filippi.

Cependant on était parvenu à l'an 1417, sans qu'aucun des architectes eût encore posé une seule pierre pour commencer la coupole. Ce fut Filippo di ser Brunelleschi, né à Florence en 1374, qui, après avoir éprouvé mille et mille contradictions de la part des magistrats, des syndics des arts et des architectes ses confrères, eut enfin la gloire d'élever un monument d'architecture qui n'avait d'analogues antérieurs que le Panthéon à Rome ou Sainte-Sophie à Constantinople, et ne fut surpassé quelque temps après que par la coupole de Saint-Pierre de Rome, dont un autre Florentin, le grand Michel-Ange, devait aussi laisser

les dessins. Brunelleschi mourut en 1444, et il s'écoula encore vingt-trois ans jusqu'en 1467, avant que la lanterne et la croix qui surmontent la coupole de la cathédrale de Florence, fussent entièrement terminées. La construction de cette église, dont les murs extérieurs et le pavé sont incrustés de marbre de différentes couleurs, a duré cent soixante-neuf ans.

On voit, sur le pavé de cette église, un gnomon tracé vers 1468 par Paolo dal Pozzo Toscanelli, médecin, philosophe, astronome et mathématicien de Florence. Ce monûment des sciences mathématiques au 15e siècle est remarquable par la justesse avec laquelle il a été calculé et établi. Au surplus, le savant qui en fut l'auteur, Toscanelli, passe pour avoir donné à Christophe Colombo l'idée d'entreprendre le voyage aux Indes, qui lui a fait découvrir l'Amérique.

En élevant la coupole de Santa-Maria del Fiore, Brunelleschi a montré combien il était hardi et habile dans l'exercice de son art. Quant au goût qui règne dans cette partie de l'édifice, il se ressent du style à demi-gothique qu'Arnolfo di Lapo avait imprimé au vaisseau de l'église. C'eût été une faute si Brunelleschi ne s'y était pas conformé.

Mais Brunelleschi avait un talent à lui. C'est l'homme de la renaissance de l'architecture. Il est tout à la fois le Petrarca, le Boccacio et l'Angelo Poliziano de son art; et comme le dit Vasari, en observant le palais Pitti et les deux églises de Saint-Laurent et du Saint-Esprit, on reconnaît les compositions d'un homme qui avait soigneu-

sement étudié les monuments antiques de Rome, et en était venu, à force de veilles et de recherches érudites, à distinguer, à connaître scientifiquement la différence des ordres d'architecture, et à en faire l'emploi avec autant de sagacité que de goût.

Le palais Pitti résume tous les essais tentés depuis plus d'un siècle à Florence, en architecture privée. Le plan est simple et beau. Mais quoique la décoration extérieure du côté de la place ait de la majesté, et que les proportions des trois étages qui la composent, soient dans des rapports heureux, cependant la citadelle se fait sentir, et en voyant le palais Pitti, on se rappelle involontairement les vieilles tours du haut desquelles les Guelfes et les Gibelins s'entretuaient. Luca Pitti eut l'idée d'élever ce palais vers 1460; il engagea Brunelleschi à lui faire le plan le plus grand, le plus somptueux qu'il pourrait imaginer. Ce riche et puissant citoyen, mourant de jalousie à la vue des palais que Côme des Médicis et les Strozzi avaient fait construire, résolut d'effacer l'éclat de ces deux édifices, en en faisant bâtir un *dans la cour duquel les deux autres*, disait-il, *pourraient danser*. Mais, malgré l'immensité de sa fortune, Luca Pitti ne put cependant faire face aux dépenses excessives qu'occasionnait cette bâtisse et il fut forcé de l'interrompre. Ses héritiers, plus prudents que lui, laissèrent ce palais inachevé; et long-temps après, en 1549, il fut vendu à la femme de Côme premier, grand-duc de Toscane, qui en fit la résidence habituelle des princes de la famille des Médicis.

Quant aux églises de San-Lorenzo et de San-Spirito, ce sont deux œuvres qui caractérisent l'ère de la renaissance. La dernière surtout est en architecture ce que les excellents vers latins et italiens d'Angelo Poliziano sont pour la poésie. Il est facile de voir que l'architecte, comme l'écrivain, possédait cette connaissance profonde et passionnée de l'antiquité ainsi que ce goût délicat qui fait juger de l'ensemble par un détail, comme d'une partie d'après le tout. En un mot, Brunelleschi était doué de cet art fin, sans lequel la science la plus étendue devient stérile.

Les principaux habitants du quartier d'outre-Arno avaient demandé à Brunelleschi le modèle de cette église; mais il ne fut exécuté qu'après l'incendie de celle que l'on voulait remplacer, vers 1472, par conséquent après la mort de l'artiste. La disposition de Saint-Spirito est en croix latine, avec trois nefs dont les colonnes sont d'ordre corinthien. C'est, dans son ensemble comme dans ses parties, un chef-d'œuvre de science, de délicatesse et de bon goût. C'est, il faut le redire encore, l'architecture antique restaurée avec le même discernement et la même élégance qui présidèrent aux travaux des Petrarca, des Boccacio, des Poggio et des Poliziano, lorsque ces derniers restituèrent les lettres et la poésie latine. Le seul détail qui trahisse l'époque de la renaissance, est l'emploi des entablements figurés au-dessus des chapiteaux, desquels naissent les archivoltes unissant les colonnes. Quoi qu'il en soit, on a peine à comprendre comment un ouvrage

d'architecture si parfait de proportions a été fait au xv[e] siècle.

Les statuaires et sculpteurs qui appartiennent à la période de temps où fleurirent les deux Lapo et Brunelleschi, sont Giotto, Donatello et Lorenzo Guiberti; quant aux peintres, on doit distinguer Cimabue, Giotto, Masaccio et Domenico Ghirlandaio, qui eut l'honneur d'être le maître de Michel-Angelo Buonarotti. Mais le nom de Michel-Ange, une fois prononcé, efface tous ceux des artistes florentins qui ont plus ou moins heureusement figuré à l'époque de la renaissance. On doit même dire que, malgré la supériorité remarquable de tous les hommes de lettres, savants, érudits et philosophes de l'académie platonicienne, sans en excepter Laurent des Médicis lui-même, leur gloire le cède cependant à celle de Michel-Ange. Cet homme est dans les arts, comme Dante en poésie, un géant tant soit peu difforme en quelques parties de sa personne, mais toujours imposant par sa stature, sa force et sa haute intelligence.

Michel-Angelo Buonarotti est né en 1474, cinq ans après la mort de Pierre I[er] des Médicis, et lorsque Laurent le Magnifique exerçait déjà un pouvoir souverain sur l'ombre de la république florentine. Encore enfant, il arriva à Florence pour apprendre la grammaire à l'école d'un certain Francesco d'Urbin. Il ne tarda pas à faire connaissance avec F. Granacci, élève du peintre Domenico Ghirlandaio, qui le mena chez son maître. Les dispositions du jeune Michel-Ange

pour le dessin étaient telles, que l'on assure que Ghirlandaio, en voyant ses premiers essais, prévit que la gloire de son jeune élève obscurcirait la sienne.

Ce fut en 1489 que Michel-Ange, âgé de quinze à seize ans, battant le pavé de Florence avec son ami Granacci, fut introduit par celui-ci dans le jardin Médicis, près de Saint-Marc. Le portique et les chambres du casin, ainsi que les allées du jardin, étaient ornés de statues, de bustes et de fragments antiques recueillis par les soins de Laurent. Le Magnifique avait encore réuni dans cette espèce de musée, devenu, avec la succession des temps, la galerie de Florence, des tableaux et des sculptures de la main des artistes les plus distingués depuis la renaissance des arts. Ce lieu était en quelque sorte le complément de l'académie platonicienne, où Laurent attirait par son affabilité et ses largesses les jeunes artistes, afin qu'ils y trouvassent et de grands modèles à étudier, et des secours lorsqu'ils en avaient besoin.

Le jeune Michel-Ange n'eut pas plutôt aperçu ces richesses antiques, qu'il abandonna l'atelier de D. Ghirlandaio, pour aller passer toutes ses journées dans les jardins Médicis. Au nombre des jeunes artistes florentins qui fréquentaient ce lieu, et dont les noms sont devenus plus ou moins célèbres, on cite : F. Rustici, F. Granacci, N. Saggi, L. di Credi, G. Buggiardini, et Torrigiano, sculpteur, celui qui, à la suite d'une querelle avec Michel Ange dans les jardins Médicis, lui cassa le cartilage du nez d'un coup de poing.

On a déjà pu juger du tact qu'avait Laurent des

Médicis pour deviner le mérite des hommes. Il ne tarda pas à distinguer celui de Michel-Ange. Après avoir mis ce jeune homme à l'essai en lui faisant faire quelques copies des antiques qui ornaient ses jardins, il procura un emploi à son père, et se chargea entièrement du fils. Laurent l'établit dans un petit appartement de son palais, et le fit manger à sa table entre lui et ses enfants. Le caractère et les talents du jeune Michel-Ange excitèrent toujours l'intérêt de Laurent, qui ne tarda pas à lui témoigner des attentions qu'il ne réservait qu'aux hommes de choix dont il était entouré. Souvent, dans le cours de la journée, il le faisait venir dans son cabinet particulier, et là, il lui montrait et lui laissait tout le temps d'admirer à loisir les précieuses médailles, les camées et les riches bijoux, soit antiques, soit modernes, qu'il conservait dans ses écrins.

Outre ces objets d'études positives dont Michel-Ange pouvait disposer pour se perfectionner dans son art, il trouvait encore dans la maison de Laurent, des occasions fréquentes et inappréciables d'orner, de cultiver son esprit par la conversation. Toute l'académie platonicienne, tout ce qu'il y avait de distingué à Florence, soit du pays même, soit étranger, tous les hommes d'état et d'église, tous les savants et les érudits, les poëtes et les écrivains, se rendaient chez le Magnifique où demeurait Michel-Ange, où il était traité comme l'un des fils de la maison.

Mais l'homme qui, par la profondeur de ses connaissances, par l'aménité de son caractère et les grâces de son esprit, concourut peut-être le

plus directement à faire profiter l'instruction chez le jeune Michel-Angelo, est cet Angelo Poliziano, habitant aussi le palais Médicis, mangeant à sa table, et chargé, à cette époque, de l'éducation de Pierre, le fils aîné de Laurent le Magnifique. Poliziano, charmé de l'élévation de caractère et d'esprit qu'il reconnaissait dans le jeune sculpteur, l'instruisait sur l'histoire, la mythologie et les lettres. Il lui fournissait même des sujets à traiter ; et l'on voit encore aujourd'hui dans la maison Michel-Angelo, à Florence, un combat de centaure, exécuté en bas-relief par Buonarotti, à cette époque, et d'après l'inspiration d'Angelo Poliziano.

Ce premier ouvrage, qui fit connaître Michel-Ange, fut terminé en 1492, peu de temps avant la mort de Laurent, lorsque le jeune sculpteur florentin avait dix-huit ans. La perte de Laurent fit sur lui une profonde impression. Il quitta le palais Médicis et retourna chez son père, où, après être resté inactif pendant quelques jours, il trouva par hasard un vieux morceau de marbre qui était resté long-temps exposé à la pluie et au vent, et dont il fit un Hercule.

Pierre avait succédé à son père Laurent; un événement puéril va faire sentir toute la distance qui séparait ces deux hommes, et comment ce successeur, aussi peu agréable aux Florentins que son père avait été aimé d'eux, compromettait sa dignité et celle de sa famille. Pendant l'hiver de 1493 à 94, il tomba une grande quantité de neige. Pierre des Médicis eut une fantaisie de jeune homme, et désira voir élever dans la cour de

son palais une statue de neige. Ayant envoyé chercher Michel-Ange chez son père, il lui donna cette étrange tâche à remplir. Le sculpteur se conforma à cet ordre, et pour prix de sa complaisance, fut rétabli dans le palais de Pierre sur le même pied où il avait été du temps de Laurent. En cette occasion, Pierre se conduisit comme un impertinent qu'il était, malgré les bons soins qui lui avaient été prodigués par Angelo Poliziano. Pour Michel-Ange, on connaît assez la fermeté et la noblesse de caractère qu'il a montrée pendant le cours de sa vie, pour ne voir dans cette complaisance de sa part autre chose qu'un sentiment de respect et de reconnaissance témoigné au fils en souvenir du père.

Toutes les actions de la vie de Michel-Ange prouvent au surplus que ce grand homme, exclusivement occupé de son art, tout en ne négligeant pas les occasions qu'il eut d'être agréable aux Médicis, comme particuliers, n'épousa jamais cependant leurs intérêts politiques. Les historiens qui ont écrit la vie de cet artiste, les vers remarquables qu'il a laissés n'apprennent rien sur ce que nous appellerions aujourd'hui ses sentiments *patriotiques*. On sait seulement que les habitudes de commerce de ses compatriotes, les Florentins, lui étaient antipathiques.

Dès qu'il vit la direction que Pierre II des Médicis donnait aux affaires publiques, Michel-Ange prévit quelles en seraient les suites. Il quitta Florence, et après quelques courses dans les états vénitiens, retourna à Bologne où Aldovrandi, l'un des magistrats de cette ville, le tira d'embarras

pour un droit d'entrée qu'il n'avait pu payer, et lui donna l'hospitalité. Là on lui fit lire les soirs des passages de Dante, de Petrarca et de Boccacio, que la belle prononciation de Buonarotti, âgé de vingt ans, rendait plus agréables encore à l'oreille de ce magistrat. Cependant Michel-Ange ne tarda pas à faire connaître son mérite dans toute l'Italie et particulièrement à Rome. Mais sa vie particulière d'artiste n'entre pas dans le sujet que nous traitons, et l'on se bornera à rappeller les époques et les occasions où ce grand statuaire est revenu dans sa patrie.

A l'âge de 36 ou 37 ans, Buonarotti, qui venait de terminer à Rome plusieurs grands morceaux de sculpture, fut engagé par les amis qu'il avait à Florence, à revenir dans sa ville natale; il céda à leurs instances. C'était vers 1504, pendant l'exil des Médicis, alors que Pierre Soderini remplissait la charge de gonfalonier à vie. C'est à ce temps qu'il faut reporter l'exécution de la statue colossale de David, placée à l'entrée du Vieux-Palais où elle est encore. On raconte, au sujet de cette statue, que le gonfalonier, ayant avec assez peu de raison blâmé la forme du nez de David, Michel-Ange eut l'air de reconnaître la justesse de son observation, passa la râpe à quelque distance du défaut indiqué, et laissa tomber de la poussière de marbre qu'il avait eu soin de prendre dans sa main, ce qui satisfit l'amour-propre de Pierre Soderini, pour lequel Michel-Ange fit d'ailleurs plusieurs ouvrages.

Vers le même temps on eut l'idée de décorer de peintures la grande salle du conseil dans le Vieux-

Palais. Michel-Angelo et Léonardo da Vinci furent choisis pour exécuter concurremment ce grand travail. Les deux artistes firent chacun de leur côté le carton ou dessin qui devait leur servir pour peindre leurs fresques. Léonardo avait eu l'idée de représenter un grand combat de cavalerie; quant à Michel-Ange, il avait pris pour sujet un épisode du siège de Pise, où des soldats occupés à se baigner dans l'Arno, pendant la chaleur, sont tout-à-coup avertis par la trompette que le combat va commencer. L'exécution de ces ouvrages fut interrompue par les troubles civils qui accompagnèrent la rentrée des Médicis à Florence, en 1512; et les cartons, qui bientôt après furent portés dans le palais de la famille rentrée, se perdirent faute de soin. Tous les contemporains parlent de ces deux compositions, dont ils déplorent la perte, comme de deux chefs-d'œuvre de l'art moderne.

Rien ne saurait mieux donner l'idée de la haute estime que l'on faisait à Florence du talent de Michel-Ange et de certaines singularités de mœurs particulières à ce temps, que l'anecdote suivante. Buonarotti, après avoir commencé le carton de sa fresque pour la salle du conseil, fit un voyage à Rome pour s'entendre avec le pape Jules II, à l'occasion d'un achat de marbres destinés à l'exécution du tombeau de ce pontife. Par le malentendu ou l'impolitesse d'un domestique du pape, Michel-Ange ne put avoir l'audience papale sur laquelle il comptait. Piqué au vif, notre grand sculpteur sort de chez le pape, va payer les marbres de ses deniers, et revient droit à Florence.

Vainement un courrier envoyé par Jules II a-t-il rejoint l'artiste irrité à Pongibbonsi, Michel-Ange continue sa route et rentre furieux au Vieux-Palais pour achever son carton. L'humeur, la colère même l'emporta au point de lui faire répéter qu'il ne voulait plus rester en Italie. Il allait, disait-il, se mettre aux ordres du Grand-Turc qui, par l'intermédiaire de plusieurs religieux franciscains, l'avait fait demander pour construire un pont de Constantinople au faubourg de Péra. Il ne fallut rien moins, outre les instances du gonfalonier Pierre Soderini, que la résolution qui fut prise de le nommer ambassadeur de la république florentine auprès du pape Jules II, pour rétablir la paix entre ces deux personnages. Cette réconciliation eut lieu en effet à Bologne, par l'entremise du cardinal Soderini qui expliqua les motifs de l'artiste et lui fit rendre la bénédiction du pape.

Après la révolution de 1512, lorsque les Médicis rentrèrent à Florence, Michel-Ange travailla pour cette famille. Il s'occupa de la bibliothèque et de la sacristie de l'église Saint-Laurent, ainsi que des tombeaux et des statues de Laurent et de Julien, du Jour et de la Nuit, qui font le principal ornement de ces édifices. Mais ces travaux ne purent être terminés avant la révolution suivante, celle de 1527, pendant laquelle le gonfalonier Capponi fit chasser de nouveau les Médicis et rétablir le gouvernement démocratique tel qu'il était avant 1512. Michel-Ange était à Florence pendant ces troubles auxquels la jeunesse la plus instruite de cette ville avait pris part. Charles-Quint avait dit qu'il rétablirait les Médicis dans Florence,

et le prince d'Orange, son général, se dirigeait vers cette ville pour en faire le siége. C'est en cette occasion que Michel-Ange fut chargé, comme il a été dit, de réparer et d'inspecter les fortifications de Saint-Miniato. Mais lorsqu'il vit que tous les moyens de défense devenaient inutiles, il sortit secrètement de la forteresse qu'il avait garantie jusque-là de l'artillerie ennemie au moyen de balles de laine et de matelas suspendus à des cordes, et se dirigea vers Venise d'où il revint à Florence, pour partager les dangers du siége avec ses concitoyens, en 1531. Après la rentrée des Médicis, il lui restait encore une carrière immense à parcourir, car ce grand artiste n'est mort qu'en 1563. Mais tous les grands travaux d'art qu'il entreprit depuis 1531, ne se rapportent pas à notre sujet, puisqu'ils ont été achevés à Rome. Ce sont les peintures de la chapelle Sixtine, son Moïse, sa Piété, son Christ au roseau, le Palais Farnèse, où il a perfectionné l'architecture florentine, et enfin la coupole de Saint-Pierre de Rome, l'une des constructions les plus élégantes et les plus gigantesques qu'ait élevées la main des hommes.

On conçoit facilement que l'architecture, la statuaire et la peinture n'ont pu atteindre le degré de perfection auquel Arnolfo di Lapo, Brunelleschi, Masaccio, Ghirlandaio, Donatello et Michel-Ange les ont portées, sans que toutes les branches des arts inférieurs ne se soient ressenti de ces progrès. La gravure sur bois, sur pierre précieuse et sur métaux, cultivée depuis le commencement du xve siècle, rivalisa avec ce que l'antiquité a laissé de plus parfait en ce genre. Quant à l'art de

couler en bronze, à la ciselure, à l'orfévrerie et la bijouterie, on les vit prendre un développement rapide au temps de Laurent des Médicis, surtout lorsqu'un artiste célèbre par la férocité de ses mœurs et l'éclat singulier de ses talents, le Florentin Benvenuto Cellini, appliqua à ces différents arts tout le caprice de son génie et l'inconcevable dextérité de sa main.

Pour achever cette ébauche de l'immense tableau du XVe siècle, il faut revenir encore à cette académie platonicienne près de laquelle s'en était élevée une autre d'abord simplement rivale de science et de gloire, mais qui donna bientôt naissance à une faction politique. L'académie et les jardins Ruccellai virent naître cette disposition à la fois érudite et politique qui entraîna la jeunesse florentine en 1528 et 1529 à s'infatuer des anciennes idées républicaines. C'est dans ce lieu où se prépara scientifiquement cette anarchie momentanée dont on ne put sortir qu'en nommant Jésus-Christ roi des Florentins.

Après la mort de Laurent le Magnifique et le bannissement de son fils Pierre II, l'académie platonicienne était passée sous la protection d'un historien célèbre, Bernardo Ruccellai. Cet homme, puissamment riche, avait rassemblé chez lui, à l'instar des Médicis, une foule d'objets précieux de science, de littérature et d'art. Entre autres curiosités, il possédait une collection de portraits des poëtes, des orateurs et des empereurs de l'antiquité grecque et romaine. Ses jardins étaient également ornés de statues, de bas-relifs antiques, et c'était au milieu de ces objets et à l'ombre des

arbres qui leur servaient d'abri, que Ruccellai accueillait et entretenait tout ce qu'il y avait d'hommes distingués à Florence. Malgré son origine platonicienne, cette réunion savante admettait de préférence les dissertations sur l'archéologie, sur l'histoire, et l'on s'y occupait beaucoup de politique et d'éloquence. Quoiqu'à certains égards on puisse regarder les préfaces de Machiavelli comme des jeux d'esprit, il est certain cependant qu'il a composé ses discours sur les Décades de Tite-Live, ainsi que ses Dialogues sur l'art de la guerre, pour être lus dans les jardins Ruccellai. Or la nature et la gravité de ces écrits semblent indiquer le genre d'études auxquelles se livraient ces académiciens.

En 1521, quand le cardinal Jules des Médicis, depuis Clément VII, gouvernait assez despotiquement Florence, il arriva qu'un des membres de l'académie Ruccellai, Jacopo Diaceto, professeur d'éloquence, tint des discours véhéments contre les Médicis à plusieurs de ses jeunes confrères et entre autres à Z. Buondelmonte et à Louis Alamanni, auteur du poëme de la *Coltivazione*. Ce professeur, comptant surtout sur ces deux derniers pour tenter quelque coup et rendre la liberté à Florence, déployait devant eux tous les trésors de son érudition, invoquait le souvenir de tous les Grecs et Romains qui avaient délivré leur patrie des tyrans, dans l'intention de les engager à se défaire du cardinal Jules des Médicis.

Il paraît certain que ces jeunes gens et L. Alamanni lui-même prêtèrent l'oreille à ses discours, mais que la conjuration fut découverte. Diaceto

eut la tête tranchée; Buondelmonte, Alamanni et plusieurs autres furent exilés, et l'académie supprimée.

Quelque temps après, Palla Ruccellai ouvrit de nouveau son palais et son jardin aux académiciens. Mais en 1527, lorsque la nouvelle du sac de Rome vint augmenter les dispositions turbulentes et démocratiques que l'érudition historique et le triste gouvernement du cardinal Jules avaient mises dans l'esprit de la jeunesse de Florence, Palla Ruccellai se déclara pour les Médicis. Palla était un honnête citoyen; il était loin de désirer que les hommes de cette famille devinssent maîtres de la république, mais il trouvait juste qu'on leur conservât les droits de citoyens de Florence. Ces délicatesses sont ordinairement mal interprétées dans les révolutions, aussi le peuple devint-il furieux. Palla Ruccellai n'eut que le temps de rassembler ce qu'il avait de plus précieux dans ses écrins pour prendre la fuite avec sa famille. Alors la rage populaire se manifesta dans toute sa force, et le palais, les jardins, les statues et tous les objets d'art furent renversés, brisés ou détruits.

Cependant les fils de Palla ouvrirent encore cette académie. Lorsque le pape Léon X vint à Florence en 1515, on lui représenta dans ce lieu les premières tragédies que l'on eût imitées des anciens; la Sofonisba du Trissino et la Rosmunda de Jean Ruccellai, celui même qui recevait le pontife dans son palais, et auquel il donnait un spectacle dont aucun souverain de l'Europe n'avait même l'idée à cette époque.

Mais il faut s'arrêter; et bien que mille détails du plus haut intérêt pour l'histoire de la politique, du commerce, des sciences, des lettres et des arts à Florence, aient été omis volontairement, on croit cependant avoir suffisamment prouvé que, dans la confiance du peuple florentin envers les Médicis, comme dans la puissance progressive et envahissante de cette famille à Florence, il y a quelque chose d'inévitable et de fatal qui tient à des causes et à des résultats que la science humaine ne saurait expliquer. Dans ces deux grandes phases de l'histoire de Florence, c'est-à-dire pendant la période purement républicaine de 1215 à 1378, et dans le cours de celle de l'oligarchie médicéenne de 1378 à 1531, on voit toutes les facultés intellectuelles de l'homme revêtant à Florence les formes de la poésie, du commerce, de la politique, des sciences, des lettres et des arts, s'élancer d'abord dans une ligne tendant vers l'infini, et qui tout-à-coup cèdent à la courbe parabolique, plient et retombent rapidement vers la terre.

En effet, la poésie sublime, grave et chaste de Dante, va aboutir aux sonnets délicatement indévots de Laurent des Médicis, aux Lettres familières et à la Mandragore de Machiavelli.

Le commerce si puissant, la population si nombreuse à Florence jusqu'à la peste de 1348, tombent à partir de ce fléau et de la découverte du Nouveau-Monde.

L'apogée de la république florentine est déterminée par l'apparition de Sylvestre des Médicis,

et se soutient à peine jusque sous Côme l'Ancien, dit le père de la patrie.

Le beau temps de l'oligarchie florentine est compris dans les quatorze ou quinze années du règne littéraire et politique de Laurent des Médicis.

Quant à l'âge d'or de l'érudition et de la science littéraire, il commence à Petrarca, et finit encore à Machiavelli.

Le vol des arts est celui qui soutint le plus long-temps son élévation; car, dès le XIII[e] siècle, Cimabue leur avait imprimé une direction forte et nouvelle; et Michel-Angelo Buonarotti, qui a travaillé jusqu'à ses derniers jours, n'est mort qu'en 1564.

En étudiant ce grand réveil de l'esprit humain depuis l'aurore de la renaissance des lumières jusqu'à leur diffusion, provoqué par le secours des écrits nouveaux, des écoles et enfin de l'imprimerie, il faut reconnaître qu'une nation, comme un individu, a son enfance, sa virilité et sa vieillesse; qu'une nation, qu'une ville même, comme un homme, après avoir eu son âge d'espoir illimité, d'illusions sans cesse renaissantes et de courage à toute épreuve, devient après moins confiante dans l'idée du bonheur parfait et plus désireuse d'un repos passable, d'un bien-être que l'on puisse conserver; et qu'enfin le loisir et l'habitude du repos la fait tendre vers l'inaction.

Mais il faut considérer aussi que, parmi les nations comme parmi les hommes, il y en a d'une constitution singulièrement énergique, d'une intelligence plus rapide, plus vaste, et en quelque

sorte prophétique, d'une habileté d'exécution tenace et savante, mais dont la destinée, malheureuse sans doute, semble d'être vouée à se couvrir de gloire en ouvrant toutes les voies qu'il est donné à l'intelligence humaine de parcourir. Or c'est, il nous semble, le sort de Florence, qui, soutenue si long-temps par des espérances folles, dévorée par des passions indomptables, travaillant toujours sans avoir rien fait pour son propre bonheur, paraît avoir accompli d'une manière aveugle la mission divine qui lui fut donnée de rallumer le flambeau de toutes les connaissances en Europe, et de déterminer prophétiquement, comme Dante a montré la croix du Sud, le point où toutes les idées, toutes les inventions, toutes les sciences iraient aboutir

FLORENCE.

MONARCHIE.



LAURENZZINO
DES
MEDICIS.



MICHEL ANGE
BUONAROTTI.



ALEXAND
DES
MEDICI







XIV.

*

Alexandre des Médicis, duc de Florence.— Lorenzino des Médicis. — Côme, premier grand-duc de Toscane.— François-Marie, son successeur.— Mariages, amours de ces princes.—Éléonore des Albizzi.— Bianca Capello.

Les vicissitudes tumultueuses de la république de Florence bien connues, et les progrès, la gloire et la faiblesse de l'oligarchie médicéenne suffisamment expliqués, il reste à dire ce que fut la monarchie florentine, l'influence qu'elle exerça sur la ville où siégeaient ses princes, et l'état de la Toscane quand Florence en devint la capitale.

Les fastes de cette monarchie sont tristes. Humble vassale de l'empire, brillant d'une gloire stérile pour elle et doublement embarrassée d'un développement extraordinaire d'intelligence et d'une dépravation de mœurs dont ce siècle seul heureusement a fourni l'exemple, Florence monarchique ressemble à une noble et belle fille que ses

passions, ses talents et ses malheurs ont réduite à l'état de courtisane.

Comme un général fait raser la campagne pour éclaircir et faciliter ses grandes opérations militaires, Charles-Quint, impatient de couper court à toutes ces petites querelles démocratiques dont la Toscane était encore agitée, fait assiéger et prendre Florence, et lui impose pour maîtres, mais sous sa tutelle, sa fille bâtarde Marguerite, avec son époux Alexandre des Médicis, bâtard de Laurent, duc d'Urbin.

En effet, de quelle importance pouvait être l'état plus ou moins démocratique du gouvernement de Florence, lorsque l'on agitait l'une de ces questions d'où dépendaient les destinées de l'Europe? Alors, trois hommes d'un mérite différent, mais presque également forts comme souverains, se disputaient la suprématie de la puissance : Soliman, empereur des Turcs, le roi de France, François Ier, et l'empereur d'Occident, Charles-Quint, qui menaçait l'Europe de la servitude.

La France, pour s'en défendre ainsi que ses voisins, s'unissait immédiatement aux Suisses si belliqueux alors, et appelait l'Ottoman vers les contrées occidentales pour faire diversion aux forces de l'empire d'Allemagne. Rassuré par la distance et les barrières qui le garantissaient, François Ier ne voyait pas sans une joie secrète Soliman, maître de la Transylvanie et de la Hongrie, venir braver les forces allemandes sous les murs de Vienne, et inquiéter Charles-Quint jusque dans les possessions qu'il avait en Italie.

Quant à Charles-Quint, empereur d'Allemagne, possesseur de tous les états héréditaires d'Autriche, maître de Milan, de Naples, de la Sicile et de la Sardaigne, arbitre suprême des actions d'André Doria à Gènes, et de celles d'Alexandre des Médicis à Florence; roi d'Espagne, et en cette qualité roi des Indes-Occidentales nouvellement découvertes : nul souverain ne s'était encore trouvé dans des conditions plus séduisantes et plus favorables pour tenter la réalisation d'une monarchie universelle.

Cependant, cet homme puissant par ses peuples et par son génie, trouva un obstacle insurmontable à ses projets, dans la France qui, inférieure à tous les membres épars de l'empire, si l'on ne compare que les forces matérielles, avait au résultat une puissance bien plus grande qui lui était donnée par l'unité de son vaste territoire, par celle de ses lois, de ses coutumes, de son langage, et par son attachement à son roi.

L'Italie fut presque toujours le champ où ces grands intérêts se débattirent, et pendant les préoccupations violentes auxquelles les combattants étaient en proie, le sort de ceux qui prêtaient le terrain fut ordinairement réglé avec une sorte de précipitation dédaigneuse qui cachait cependant des desseins profonds. Ce fut ainsi qu'en 1531, Charles-Quint, impatient de détruire le levain de républicanisme qui fermentait encore dans Florence, jeta là un mince bâtard des Médicis, comme on met une pierre sous la roue d'un char, pour l'empêcher de reculer. Tel est le commence-

ment de la monarchie florentine qui a fini par revenir à la maison impériale d'Autriche.

Alexandre des Médicis, fils naturel de Laurent, duc d'Urbin, et, à ce que l'on dit, d'une servante africaine, avait vingt et un ans lorsqu'il fit son entrée à Florence avec Muscetola.

Ce Muscetola, délégué de l'empereur, lut dans la salle du Vieux-Palais et en présence de toute la Seigneurie, le décret impérial établissant Alexandre chef de l'état. L'ancien gouvernement était aboli, et pour sauver les apparences, on laissait seulement au peuple le droit d'élire ses magistrats. Mais dès l'année suivante, 1532, F. Guicciardini, l'historien, et Baccio Valori, tous deux dévoués aux intérêts de Clément VII et de l'empereur, surent se faire nommer magistrats et ne tardèrent pas à rendre un décret portant qu'Alexandre des Médicis serait reconnu duc de la République avec toute l'autorité d'un prince, et que cette dignité serait héréditaire dans sa famille.

Cet Alexandre, âgé de 21 ans, espèce d'aigrefin politique fort spirituel, s'avisa, sitôt qu'il fut duc, de rendre la justice dans sa bonne ville de Florence, de manière à ce que ses jugements tiennent précisément le milieu entre ceux du roi Salomon et de l'écuyer Sancho-Pança. Cette jurisprudence épigrammatique plut beaucoup aux Florentins, grands faiseurs de chansons et de bons-mots, de leur nature. Bien leur en prit de se contenter de ces plaisanteries, car non-seulement il ne fut plus permis de s'assembler sur la place du Vieux-Marché ou du Vieux-Palais, pour s'oc-

cuper des affaires publiques, mais les rues et les maisons mêmes se remplirent d'espions mettant la main sur ceux qui avaient l'air de se faire des signes d'intelligence. Les citoyens d'ailleurs étaient désarmés et la cloche de la tour de la Vache, avec laquelle on appelait autrefois le peuple à l'assemblée ou aux armes, avait été enlevée du palais de la Seigneurie.

Ce même palais Médicis, aujourd'hui Riccardi, où Côme et Laurent avaient si noblement protégé les savants et les artistes, fut le lieu où Alexandre, après avoir été salué duc de Florence, rendit théâtralement la justice et ne tarda pas à tenir sa cour licencieuse. L'incroyable dépravation de ses mœurs lui aliéna promptement jusqu'à la bienveillance d'une populace que ses mots piquants et des spectacles publics donnés assez fréquemment et avec beaucoup de luxe, lui avaient attachée. Tous les historiens s'accordent à dire que ce jeune homme, poussé par une ardeur insatiable des plaisirs, abusa de son rang et du pouvoir qu'il avait dans Florence pour y commettre les excès les plus scandaleux et les plus criminels. On dit que ne bornant pas l'insolence de ses entreprises à aller ravir les femmes jusque dans le sein des familles les plus honorables, il franchissait les murs des couvents pour en arracher celles qui s'étaient vouées à Dieu.

Ces crimes le firent haïr de toutes les classes de citoyens et de tous les partis. Mais ils excitèrent particulièrement l'indignation des hommes qui conservaient dans leur âme le vieux sentiment républicain. Les Strozzi, et entre autres Philippe,

le chef de cette famille, ne cachait qu'avec peine, dans son palais, rendez-vous de tous les mécontents, l'horreur que lui inspiraient les déportements du jeune prince. Louise Strozzi, sa fille, ne fut pas à l'abri des insultes des compagnons de débauche d'Alexandre qui, lui-même, à ce que l'on croit, avait jeté ses vues criminelles sur cette jeune personne, morte bientôt après empoisonnée. Cependant une jeunesse instruite, mais tant soit peu pédante; pleine d'ardeur, mais comprimée par la police active du gouvernement, passait les jours dans un silence morne et les nuits dans des conciliabules où l'on se rappelait à l'envie les beaux jours de la république florentine comparés à ceux de la république romaine. Caton et les deux Brutus étaient les héros dont on vantait, dont on enviait la gloire et le destin; et plus d'une fois le nom d'Alexandre des Médicis fut mis à la place de celui de César.

L'épithète de tyran donnée à ce jeune prince ne manquait pas de justesse; car, sans parler de la manière révoltante avec laquelle ses passions le portaient à traiter les familles de Florence, il était l'instrument de Charles-Quint et entrait dans les vues tyranniques de son parent, le pape Clément VII. Ce pontife, profitant de sa part de pouvoir sur Florence, forma le projet, lorsqu'Alexandre fut fait duc, de construire non pour la défense de cette ville, mais afin de la tenir en respect, une forteresse, celle dite d'en-bas ou de Saint-Jean. L'édifice fut construit avec une telle célérité, que, commencé au mois d'avril 1534, on l'acheva au mois de décembre 1535. Alexandre

des Médicis en avait posé la première pierre.

Philippe Strozzi, loin de prévoir le véritable objet de cette citadelle, en avait approuvé la construction. Le malheureux ne se doutait guères que là, deux ans plus tard, enfermé par l'ordre des Médicis, il y terminerait sa vie.

En 1536, la ville de Florence vit entrer solennellement au milieu d'un appareil royal, Marguerite, fille naturelle de l'empereur. Agée de 13 ans, on la maria, le 13 juin de la même année, au duc Alexandre. Après la bénédiction nuptiale qui fut donnée aux époux à Saint-Laurent, les fêtes se célébrèrent au palais Médicis où après le repas il y eut bal, comédie, et enfin un tournoi sur la place Saint-Laurent.

Cette union ne fut pas de longue durée, car un an était à peine écoulé que le duc Alexandre mourut assassiné. Au nombre des jeunes gens pleins des souvenirs de la république et ne rêvant que la chute du tyran pour rendre la liberté à Florence, se trouvait Lorenzo di Pier Francesco dei Medici, dit Lorenzino (le petit Laurent) à cause de la délicatesse de sa personne et de ses traits. Cet homme, lié de parenté avec Alexandre, avait l'esprit vif et tourné au sarcasme. Fort lettré, il composait en langue italienne des tragédies, des comédies à la manière des anciens, et faisait des chansons fort libres pour plaire au duc près duquel il demeurait, dont il partageait les débauches et qu'il excitait même par ses paroles et ses complaisances à tous les genres de déréglements. Lorenzo affectait de se vêtir d'un costume à l'antique et négligé, se gardant de porter comme tout

le monde alors des armes, pour lesquelles il prétendait avoir une aversion insurmontable. Toutes ces singularités lui valaient l'admiration des jeunes gens, et le duc lui-même, tout en se moquant parfois de ses manies, l'avait surnommé le *philosophe*, et ne pouvait se passer de lui un seul instant. Il lui accordait même une confiance si aveugle que, malgré les avis de gens sensés persuadés que Lorenzo tramait quelque projet sinistre contre le duc, celui-ci, loin d'en tenir compte, répondit que s'il était obligé de s'absenter quelque temps de Florence, Lorenzo serait l'homme auquel il remettrait le plus volontiers le soin de ses intérêts. Cet aveuglement est d'autant plus difficile à expliquer qu'Alexandre était loin de vivre sans inquiétude et sans précautions. Non content d'avoir fait désarmer les citoyens de Florence, il ne marchait jamais sans être cuirassé et accompagné dans ses courses par des lanciers allemands.

Soit que le duc affectionnât réellement Lorenzo ou que les complaisances de cet homme pour ses passions lui fussent devenues indispensables, il est certain qu'ils vivaient toujours ensemble. La maison occupée par Lorenzo communiquait avec le palais Médicis par des issues secrètes, en sorte qu'à toute heure de jour et de nuit ces deux compagnons de débauche pouvaient se réunir.

Le célèbre sculpteur Benvenuto Cellini raconte que peu avant la mort du duc Alexandre, ayant été chargé par lui de faire son portrait pour le coin de la monnaie, il eut l'occasion d'aller plusieurs fois au palais Médicis où il trouva toujours Lorenzino auprès de ce prince. L'artiste venait

pour montrer son ouvrage et obtenir la permission d'aller l'achever à Rome où étaient ses ateliers. Un jour que Cellini employait toute sa rhétorique pour arracher cette permission du prince, Lorenzino était là, écoutant sans rien dire. Enfin le duc, comme s'il eût été impatienté de ce silence, engagea tout-à-coup Lorenzo de conseiller à Benvenuto de rester à Florence. « Tu ferais mieux, Cellini, dit alors Lorenzino, de demeurer ici. » Mais l'artiste reprit son thème, et tout en démontrant qu'il serait beaucoup plus convenablement à Rome pour terminer son travail, il se tourna tout-à-coup vers le familier du duc et lui dit : « Mais vous, M. Lorenzo, qui êtes un homme si spirituel et si savant, est-ce que vous ne donnerez pas un revers pour la médaille? — Oui, oui, certainement, répondit Lorenzino, je pensais précisément à te donner un revers qui fût digne de son Excellence. » Le duc sourit, puis ajouta : « Lorenzo, vous lui donnerez un revers, et il ne partira pas. — Je le ferai, dit Lorenzino avec un sourire pincé, le plus tôt que je pourrai; et de plus j'espère qu'il étonnera le monde entier. » Alexandre, qui le connaissait pour un homme bizarre et fort paresseux, se retourna sur le lit où il était couché et se mit à rire avec un signe d'incrédulité. Cependant Benvenuto Cellini prit congé du prince et s'en alla à Rome.

Mais Lorenzino entretenait une fatale pensée et attendait avec une patience féroce l'occasion de l'exécuter. Elle ne tarda pas à se présenter. Dans le voisinage de la double habitation du duc et de son complaisant, demeurait une dame de la

famille des Ginori. Catherine, tel était son nom, passait pour une personne aussi belle que sage. Alexandre, en étant devenu passionnément amoureux, espéra que Lorenzino, fertile en stratagèmes de galanterie, l'aiderait en cette occasion. Il lui confia donc son secret, sans lui laisser ignorer qu'il mettait en lui toutes ses espérances. Lorenzino se montra sensible à cette nouvelle preuve de confiance, promit au duc de le servir et l'assura même du succès.

La nuit du 6 janvier 1536 fut choisie pour effectuer le rendez-vous entre Alexandre et Catherine. Sous prétexte de ne pas donner de scandale dans le palais, on convint que l'entrevue aurait lieu dans la maison de Lorenzino. A l'heure dite, le duc Alexandre, enveloppé d'une grande simarre garnie de martre zibeline et tenant son épée, fut conduit par Lorenzino dans sa maison. Arrivé dans la chambre, le prince se jeta sur le lit en attendant la dame. Mais en ce moment, Lorenzo prit l'épée avec adresse, en entoura la garde avec le ceinturon de manière à ce qu'elle ne pût être facilement tirée et la plaça avec une prudence affectée sous l'oreiller. Ces précautions prises, il quitta le prince en lui disant qu'il allait bientôt revenir avec Catherine.

Mais à quelques pas de là, Lorenzino trouva un homme de confiance aposté par lui : « Scoroncolo, lui dit-il à voix basse, mais sans pouvoir dissimuler sa joie, voici l'instant de te montrer reconnaissant de tous les bienfaits dont je t'ai comblé. Viens m'aider à me débarrasser d'un ennemi que je tiens enfin dans ma chambre !

— Allons ! dit Scoroncolo. — Mais, ajouta Lorenzino, ne t'effraie pas, si c'est un ami du duc — Eh! quand ce serait le duc, je ne reculerais pas, lui répondit le Brave. — Hé bien! c'est lui-même, dit Lorenzino, il est là, il ne peut plus nous échapper. » A peine avait-il prononcé ces mots qu'il entra dans la chambre avec son affreux compagnon, s'approcha du lit, demanda : « Dormez-vous ? » et au même instant enfonça une épée courte dans le dos d'Alexandre. Le duc, quoique mortellement blessé, se précipita du lit, se saisit d'un tabouret dont il se fit un bouclier. Mais au moment où le prince se dirigeait vers la porte, Scoroncolo lui porta un coup de couteau dans la joue. Alexandre lâcha le siége qu'il tenait, et furieux se jeta sur Lorenzino. « Traître ! lui dit-il en le serrant avec violence, ah! traître! je ne m'attendais pas à cela de toi ! » Ce furent les seules paroles qu'il proféra pendant toute cette horrible scène. Cependant Lorenzino ayant repoussé violemment son adversaire sur le lit, tenait sa main sur la bouche d'Alexandre pour étouffer ses cris. C'était avec un acharnement égal que l'agresseur et la victime cherchaient à donner ou à éviter la mort. Il fut tel que le duc coupa presqu'en entier avec ses dents le pouce de la main de Lorenzino. Celui-ci était faible de corps ; cette lutte opiniâtre avait épuisé ses forces, et il sentit qu'il lui serait impossible d'achever à lui seul son horrible tâche. Il ordonna donc à Scoroncolo de l'aider. Ce misérable, jugeant que dans un tel désordre il serait difficile de frapper le duc sans blesser son assassin, passa son épée entre les jambes de Lorenzino

pour parvenir jusqu'à la victime. Mais soit par le fait de l'obscurité, de son émotion, ou de sa maladresse, Scoroncolo ne fit que plonger inutilement son épée dans les matelas. Lorenzino était pressé d'en finir; il se souvint alors qu'il portait sur lui un couteau, la seule arme qui ne le quittât pas. Rassemblant donc ce qui lui restait de forces pour maintenir Alexandre renversé sur le lit et s'armer de son couteau, il y parvint non sans peine, coupa la gorge à sa victime , et dans sa rage moucheta son cadavre de blessures.

Cependant Benvenuto travailloit à Rome à l'effigie d'Alexandre pour la monnaie florentine. Beaucoup de bannis de la faction opposée aux Médicis habitaient cette ville, et voyaient d'un très mauvais œil l'artiste chargé de reproduire les traits de leur ennemi. Mais aussitôt que la nouvelle de la mort d'Alexandre leur fut connue, la gaieté et l'humeur railleuse naturelles aux Florentins leur revint, et c'était à qui d'entre eux irait le premier plaisanter Cellini sur la mort de son tyran. Le célèbre orfévre, très vantard, comme on sait, n'avait pas manqué de raconter tout ce qui avait été dit à Florence chez le duc Alexandre au sujet de l'ouvrage qu'il achevait. Aussi, le jour même où le meurtre du duc fut connu, François Soderini, qui se promenait à cheval dans les rues de Rome, ayant rencontré Cellini, le regarda en riant et lui dit : « Eh bien ! Lorenzino des Médicis ne t'a pas manqué de parole; il t'a envoyé le revers de la médaille de ton infâme tyran. »

Quant aux habitants de Florence, quoique leurs intérêts politiques fussent distinctement sé-

parés par l'attachement au gouvernement républicain ou à la famille Médicis, la personne d'Alexandre fut peu regrettée, même par les hommes de ce dernier parti.

Il faut convenir que les partisans de la liberté avaient été représentés et servis par un lâche assassin; car, après son action privée, Lorenzino se montra plus lâche encore, au moment où son crime aurait pu servir au moins à soulever les républicains de Florence s'il s'était montré au peuple. Mais sitôt qu'il eut égorgé Alexandre, il s'enfuit précipitamment de Florence avec son aide-bourreau, alla se réfugier à Venise, puis à Constantinople et en France, d'où il retourna encore à Venise en 1547, où il fut tué par deux anciens soldats de la garde d'Alexandre, vengeurs de la mort de leur maître.

Ce lâche scélérat, vil complaisant des débauches d'Alexandre, mort à vingt-six ans, républicain d'académie, rhéteur froid, bel esprit goguenard et féroce, a mis le comble à la lâcheté qu'il avait déjà montrée, en écrivant, à Venise, une apologie de sa conduite envers le duc son parent. A l'entendre, sa longue hypocrisie et la catastrophe sanglante qui en fut le résultat, n'eurent pour seul motif que l'amour de la liberté et le désir de délivrer sa patrie d'un tyran.

On a conservé tous les détails de cette horrible aventure ainsi que l'apologie ampoulée et sophistique de Lorenzino des Médicis. En faisant connaître ici ce lâche assassinat, on a voulu donner une fois l'idée de ces meurtres épouvantables dont Florence, ainsi que le reste de l'Italie, furent

tant de fois le théâtre pendant le XVIe siècle; et l'on a choisi de préférence l'anecdote de ce genre tout à la fois la moins scandaleuse et relative à un fait important de l'histoire de Florence. Elle servira à faire connaître quelle a été la transition de l'oligarchie à la monarchie dans cette ville, et ce que valent au juste son Brutus et son César.

Quoi qu'il en soit, le principe de l'autorité héréditaire à Florence était consacré dans l'opinion et appliqué à la famille des Médicis. Mais avant de passer au règne du successeur du duc Alexandre, il est nécessaire de résumer les formes du gouvernement qui furent établies sous le nom de ce tyran éphémère, mais imposées au fait par les intrigues de son parent Clément VII, et par la volonté de son beau-père Charles-Quint.

Partant de ce principe que sous l'ancien gouvernement de la république, on créait tous les deux mois huit citoyens appelés seigneurs, ce qui faisait que, dans l'espace d'un an, quarante-huit personnes passaient par cette charge; à la place de cette seigneurie bimestre et élective, on créa quarante-huit citoyens que l'on revêtit de cette charge pour la vie, et on les désigna par le titre d'optimats. Les douze bons-hommes restèrent compris dans les quarante-huit.

Quant à la Balie, ou souveraineté populaire, on prétendit la représenter par quatre-vingt-cinq citoyens à l'agrégation desquels on donna le nom de conseil des deux cents, malgré l'infériorité de leur nombre.

On abolit la distinction entre les arts majeurs et mineurs, et il fut décidé que ces corporations

ne seraient plus aptes à exercer les magistratures.

Enfin on déclara le duc Alexandre chef et prince de l'État et du gouvernement, avec le titre de doge de la république florentine, pendant sa vie, et après lui ses enfants légitimes à perpétuité, ayant toujours égard à la primogéniture, et, à défaut de descendance légitime, celui de la famille qui serait le plus proche parent.

Ce nouveau gouvernement se composait donc de trois éléments : le doge, les quarante-huit ou optimats, et le conseil des deux cents, dont les dignités, les offices et les magistratures étaient à vie.

L'autorité des deux cents consistait à faire droit aux pétitions particulières, après les avoir préalablement soumises à l'examen des douze bons-hommes. C'étaient encore les deux cents qui étaient chargés de nommer au scrutin toutes les personnes revêtues des emplois dits des *Quatorze*, des *Onze* et des *Huit*, espèces d'administrations particulières, pour la guerre, la justice, les vivres, etc., ainsi que tous les citoyens remplissant des places subalternes qui ne dépendaient pas immédiatement du doge et des quarante-huit.

Tout le pouvoir dictatorial abstrait était donc resserré dans le conseil des quarante-huit, et, pour l'avenir, personne ne pouvait faire partie de ces optimats à moins qu'il ne fût âgé de trente ans, et qu'il n'eût fait partie déjà des deux cents.

Quant à l'élection des quarante-huit, elle appartenait au prince. Les quarante-huit n'étaient pas salariés.

Le doge tenait lieu de gonfalonier et de tous les

autres magistrats; rien ne pouvait être proposé ni décidé sans lui ou son lieutenant.

Les quarante-huit délibéraient sur les lois et les impôts proposés par le prince; outre cela, ils remplissaient toutes les magistratures inférieures dans la ville; et quand on admettait à ces charges de simples citoyens, ceux-ci opéraient sous la tutelle d'un ou de plusieurs membres des deux conseils, nommés, comme on l'a vu, par le souverain. Rien n'était donc plus absolu que le pouvoir du duc Alexandre à Florence, maître de lever des impôts à son gré, gardé par des lanciers allemands, entouré d'espions, et soutenu extérieurement par Clément VII et Charles-Quint. Tel est le système de gouvernement sur lequel on greffa la monarchie à Florence en 1533, système conservé par les successeurs d'Alexandre, mais que la plupart d'entre eux modifièrent par leurs talents et quelquefois par la douceur de leur caractère.

La succession d'un souverain à l'autre est toujours une affaire scabreuse dans une monarchie naissante. Dès que les familiers de la cour d'Alexandre eurent trouvé son cadavre ensanglanté, et lorsque le lendemain ils apprirent la fuite de Lorenzino, ils pensèrent que le soulèvement du peuple était à craindre. Le cardinal Cibo, chargé surtout par le pape de veiller aux intérêts de la famille Médicis, mais pâle en ce moment de la crainte d'être massacré par le peuple, envoya des courriers en toute diligence à Pise et à Arezzo, pour faire venir à Florence toutes les troupes dont on pourrait disposer. Cependant, par un de ces stratagèmes que le palais fermé d'un prince permet

d'employer, on tint un jour la mort du duc secrète, ou au moins incertaine, pour les habitants de Florence. Le cardinal Cibo fit mettre du sable devant la porte du palais Médicis; on dressa un mât auquel on suspendit toute sorte d'objets précieux et brillants, comme si le prince eût dû donner en ce jour un bal et une fête à mascarade, et lorsque quelqu'un venait pour lui faire la cour, selon la coutume, on lui répondait, en prenant un air gai et joyeux, que son excellence avait veillé toute la nuit et qu'elle se reposait. On joua cette comédie du mieux et aussi long-temps que l'on put. Mais les nouvelles fausses et vraies ne tardèrent pas à circuler dans la ville; et le lundi matin, vingt-quatre heures après l'événement, on sut dans Florence que le duc Alexandre avait été assassiné par Lorenzino. Cette nouvelle jeta la consternation parmi les partisans des Médicis, et remplit de joie le cœur des républicains. A cette confusion de contentement et de douleur qui ne laissait pas de jeter du trouble dans Florence, vint se joindre l'excitation causée par les discours et les prédications des frères dominicains de Saint-Marc. Ces religieux, ayant conservé dans toute leur vivacité les opinions de Savonarola, ne manquèrent pas en cette occasion de rappeler les prédictions que leur saint prophète avait faites, en disant que le temps était venu où, comme leur prédécesseur l'avait annoncé, Florence reprendrait sa liberté et en jouirait éternellement.

Pour prévenir les effets de cette agitation générale, le cardinal Cibo, dans l'intérêt du pape et des Médicis, ainsi que F. Guicciardini et F. Vet-

tori, dévoués à la politique de l'empereur, s'entendirent pour faire hâter l'arrivée des troupes et veiller attentivement à l'issue de cette affaire embarrassante. La veuve du duc Alexandre s'était réfugiée dans la citadelle nouvellement bâtie, avec les deux jeunes enfants naturels de son époux, Giulio et Giulia. Dès que les premières craintes furent dissipées, on tint une espèce de conseil chez le cardinal Cibo, logé dans le palais Médicis même. Une partie des magistrats y furent appelés avec les chefs des plus grandes familles. L'un de ces derniers, endoctriné d'avance par le cardinal, proposa de substituer à Alexandre, son fils naturel Giulio. Mais chacun se prit à rire, lorsque, considérant l'extrême jeunesse de cet enfant, on reconnut clairement que le cardinal voulait s'en ménager la tutelle et avoir la régence de l'État. L'avis fut rejeté et l'on se sépara jusqu'à la nuit, pendant laquelle tous les hommes considérables de Florence formèrent des conciliabules pour aviser au moyen de trouver un chef à l'État. Après de longues indécisions, le choix se fixa sur Côme, fils du vaillant Jean des Médicis, dit *des bandes noires*. Mais, avant que cette importante affaire fût décidée, il y eut beaucoup d'agitation dans les rues de Florence, et pendant que les grands et les magistrats de la ville, sérieux et affairés, allaient et venaient de la seigneurie au palais Médicis, les marchands riant à la porte de leur boutique et frappant sur leurs volets pour tirer les passants de leurs préoccupations politiques, leur criaient d'un ton goguenard : « *Si vous ne pouvez pas achever l'affaire, dites-le-nous,*

nous la finirons ! » Ces plaisanteries répétées par la populace n'étaient rien moins que rassurantes; aussi Guicciardini, le cardinal Cibo, les courtisans et les citoyens attachés au parti Médicis avaient-ils grand'peur, d'autant plus que les portes de Florence ayant été fermées, il n'y avait pas moyen de penser à la fuite en cas d'insurrection générale.

Enfin tout se passa tranquillement. Côme des Médicis averti secrètement par ses amis, attendu avec autant d'impatience que d'anxiété par un grand nombre de citoyens, entra à Florence. Il était alors âgé de dix-huit ans. Sa figure était belle, on lui avait toujours reconnu une prudence au-dessus de son âge; et d'ailleurs, on aimait en lui le fils d'un des plus braves capitaines de l'Italie. Sa présence, les précautions prises par le cardinal Cibo et l'arrivée des troupes furent autant de circonstances qui rendirent l'entrée de Côme à Florence, non seulement facile, mais même brillante. Après avoir été fort bien reçu par les magistrats, ceux-ci l'élurent *chef de la ville de Florence et de ses dépendances*, car tel est le premier titre qui lui fut conféré. Ce fut le 9 de janvier, trois jours après l'assassinat d'Alexandre, que cette élection eut lieu. Le jeune souverain adressa aux magistrats un remerciement mesuré avec beaucoup d'art, n'oubliant pas, après avoir montré l'intention de prendre à cœur le salut de l'État, de rappeler qu'il devait le rang auquel il était parvenu à Charles-Quint, le plus grand empereur de la chrétienté. Après cette allocution, et lorsque Côme rentra dans son palais,

le cardinal Cibo le prit à part sur le grand balcon et lui fit promettre quatre choses qu'en effet le prince exécuta ponctuellement par la suite : 1° de rendre indifféremment la justice à tous; 2° de ne pas s'affranchir de l'autorité de Charles-Quint; 3° de venger la mort du duc Alexandre; et 4° de traiter avec soin les deux enfants naturels d'Alexandre, Jules et Julie.

A la suite du meurtre d'Alexandre, le nombre des Florentins exilés était considérable. Ces hommes, entièrement occupés du projet de rendre la liberté à leur patrie, rassemblaient des troupes pour chasser les Médicis de Florence. Ils parvinrent à former une armée dont ils donnèrent le commandement à Philippe Strozzi. Mais Côme ne leur laissa pas le temps d'augmenter leurs forces. Le 2 août 1537, huit mois après son élection, il sortit de Florence à la tête de ses troupes, surprit l'ennemi pendant la nuit à Montemurlo, le tailla en pièces et fit un grand nombre de prisonniers. Philippe Strozzi lui-même tomba entre les mains du vainqueur et fut enfermé dans cette même citadelle d'en bas, pour la construction de laquelle il avait donné ses conseils et avancé de l'argent au duc Alexandre.

Cet homme, que des rivalités de famille et de richesses, bien plus que ses opinions politiques, avait rendu l'ennemi des Médicis, resta emprisonné dans cette forteresse gardée par un officier de Charles-Quint, qui la tenait à la disposition de son maître. Après plusieurs mois de détention, P. Strozzi vit entrer des juges chargés de l'interroger. Accusé d'avoir pris part à la mort du duc

Alexandre, on fut embarrassé à l'idée de faire tomber une tête si importante; et pendant l'indécision des juges et de Côme, P. Strozzi, à ce que l'on prétend, se tua dans sa prison, ou plutôt, comme le croient d'autres, y fut mis à mort secrètement. Les écrivains de ce temps, qui ont fait un César d'Alexandre et un Brutus de Lorenzino, ont voulu aussi avoir leur Caton florentin, et ils assurent que Philippe Strozzi, après s'être frappé de son épée, écrivit ce vers de Virgile avec son sang :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor!

Un fait beaucoup plus vraisemblable, est le mot prêté à Charles-Quint, lorsqu'il apprit la mort de cet homme : « Puissent périr ainsi tous mes ennemis! » dit-il en souriant.

Beaucoup de prisonniers de la bataille de Montemurlo furent jugés et impitoyablement mis à mort; mais la puissance et le gouvernement de Côme s'affermirent. Ce prince avait un vif désir d'épouser la veuve d'Alexandre, Marguerite, fille de l'empereur. Cependant ce projet ne put se réaliser, et il se maria plus tard, toujours du consentement de Charles-Quint, avec Éléonore, fille du vice-roi de Naples, Pierre de Tolède, en août 1539.

Côme, ainsi qu'on l'a déjà dit, suivit ponctuellement les conseils que lui avait donnés le cardinal Cibo. Lorsque Charles-Quint s'embarqua à Gênes pour passer en Espagne (1543), Côme alla le saluer dans cette ville et parvint non sans

peine, car il fallut appuyer ses prières de 150,000 ducats, à retirer les citadelles de Florence et celle de Livourne que l'empereur avait gardées depuis 1530 jusque là pour sa sûreté. De plus, et malgré la mauvaise humeur qu'en ressentit le pape Paul III, il fit sortir de Florence les dominicains de Saint-Marc, dont les prédications réveillaient sans cesse les opinions démocratiques de Savonarola, et deux ans après il parvint à trouver deux hommes qui se chargèrent d'aller tuer Lorenzino à Venise. Enfin, en 1557, après avoir pris aux Français la ville de Sienne qu'ils occupaient, et avoir été obligé de la racheter encore au poids de l'or à l'insatiable Charles-Quint, il se rendit maître de cette importante cité qui assura sa puissance sur toute la Toscane.

Ce Côme, que la flatterie et les habitudes routinières des biographes ont fait surnommer *le Grand*, n'était point un homme de génie; mais il montra une prudence et une habileté politiques fort grandes dans les circonstances difficiles où, tout jeune, il fut jeté. L'envie qu'il eut toute sa vie d'être grand-duc, et le refus malin et sournois que lui fit constamment de cette faveur Charles-Quint, de qui elle dépendait, contribuèrent singulièrement à tempérer les paroles et les actions d'un homme qui, ainsi que le prouvent plusieurs anecdotes de sa vie privée, était naturellement violent et emporté.

L'un des premiers soins qu'il prit, après la défaite des bannis à Montemurlo, fut d'établir de l'ordre dans les finances de l'État. Toutes les tentatives faites à ce sujet, dans le temps de la répu-

blique, avaient été plutôt des essais ingénieux qu'utiles. La prodigieuse richesse des banquiers et des négociants de Florence, mus alors par des passions ardentes, avait comblé les vides causés par les dépenses pour les guerres et pour l'érection des édifices publics. Mais le commerce ayant bientôt été réduit, et enfin pendant les exils des Médicis, et surtout pendant les révolutions qui avaient fait rentrer Alexandre, les sommes données à Charles-Quint et à ses officiers s'étaient élevées si haut, que non seulement les impôts n'avaient pu suffire, mais qu'il avait fallu vendre ou engager les objets les plus précieux des églises, et emprunter même de l'argent au pape pour payer les dettes criardes. Sans prétendre que le mode des impôts établis par Côme fût basé sur une justice rigoureuse, ce fut au moins une innovation bonne et importante, puisqu'il établit un ordre quelconque dans les finances.

Dès que Côme eut surmonté les obstacles matériels que présenta l'ancien parti républicain à son établissement à Florence, il s'occupa de régulariser et de donner plus de consistance au gouvernement, d'après ses idées de souverain. Partant de la réforme faite en 1532 sous le duc Alexandre, dont on a vu le plan un peu plus haut, et sans apporter de grandes différences aux fonctions des magistrats et au nombre excessif des magistratures avec lesquelles il entretenait et nourrissait la vanité des Florentins, il se borna à rendre ces charges à peu près illusoires, en ne permettant plus que ces magistratures prissent aucune décision ou ne rendissent un jugement sans son ap-

probation formelle. Les chanceliers et secrétaires de tous les magistrats étaient tenus de lui porter journellement un exposé de ce qui avait été mis en question par eux, et rien ne se décidait que par l'effet de l'avis et de la volonté du duc. Par ce moyen, ce prince donnait une forme légale à toutes ses volontés, et ôtait toute consistance aux différentes magistratures qui ne faisaient qu'approuver ses décisions. Non seulement Côme sut combiner cet anéantissement de la magistrature de Florence avec adresse, mais il mit encore un courage et une persévérance extraordinaires pour le compléter. Cet homme, d'un tempérament robuste, d'un esprit ferme, lisait absolument tous les procès-verbaux qui lui étaient remis, les corrigeait, les apostillait de sa main, et faisait souvent plusieurs fois le même travail pour la même affaire ou à propos d'une même question. Par cette ténacité à poursuivre ses idées et à y faire plier chaque corps de l'État, il énerva toutes les magistratures entre lesquelles le pouvoir avait été réparti jusque là, et après en avoir saisi toutes les branches, il les réunit et en fit un sceptre qu'il ne fut plus possible de lui arracher.

Le pouvoir, du moment qu'il est tyrannique, craint tout ce qui peut interrompre le calme et la tranquillité sur lesquels se fonde particulièrement sa durée. Comme il arrive ordinairement après une succession de troubles civils, la dépravation des mœurs était générale à cette époque, et la licence des ecclésiastiques en particulier attira toute l'attention du nouveau souverain de Florence. On publia des lois répressives contre les

irrévérences commises envers la religion et dans les églises. Il y en eut même, et ce furent les plus rigoureuses, contre les blasphémateurs; on les condamna à avoir la langue percée. Cependant ces lois, comme toutes celles qui punissent un crime sans en détruire le principe, n'eurent d'autre effet que de faire quitter le pays à une assez grande quantité d'artisans, qui regardèrent, non sans raison, comme un acte tyrannique, la punition d'une mauvaise habitude comme si c'eût été un crime réel. On multiplia aussi les lois et les réformes pour les monastères. Les peines infligées aux religieux soupçonnés ou convaincus de ne pas se soumettre aux ordres qui leur étaient donnés de ne pas entrer dans les couvents de femmes, étaient afflictives et infamantes. Mais, soit que ces punitions ne fussent pas non plus en juste proportion avec les délits ou les crimes, ou plutôt que la licence des ecclésiastiques eût dégénéré en habitude invétérée, les efforts que l'on tenta pour la détruire furent à peu près inutiles, non seulement sous le règne de Côme, mais sous le gouvernement de ses successeurs, jusqu'à l'avénement de Pierre Léopold au grand-duché de Toscane.

Un acte cruel du gouvernement de Côme Ier, sont les lois qu'il fit contre les enfants des ennemis de sa race, bannis de Florence, et dont les biens étaient confisqués. S'étant aperçu qu'au moyen de substitutions ou d'arrangements privés, ces fils de bannis trouvaient parfois moyen de rentrer dans une partie ou la totalité des biens de leurs pères, il porta des lois qui ne pouvaient

plus être éludées rendit et le fisc propriétaire et régisseur de tous les biens des condamnés, en sorte que leurs enfants furent contraints d'aller eux-mêmes vivre misérablement en exil.

Dans l'intention de détruire les anciennes causes de discordes entre les citoyens de Florence, et guidé, on doit le croire, par le désir de donner plus de régularité et de force aux transactions entre les particuliers, Côme fit revoir le dédale des lois civiles et criminelles qu'avait léguées la république, et commença une réforme dans l'administration de la justice. Mais quel que fut au fond le motif qui l'entraîna à prendre cette mesure, le résultat en fut bien peu satisfaisant. Alors il courait par toute la Toscane une foule de gens bannis, ruinés sans ressources, dévorés par l'esprit de haine et de vengeance. Les rixes, les querelles et les meurtres se multipliaient à l'infini. Toujours porté, et par sa nature et par l'esprit de son temps, à intimider les malfaiteurs par la violence des peines, Côme fit promulguer par la magistrature des Onze, une loi contre les homicides, par laquelle, sans faire aucune distinction dans les circonstances du crime, on défendait à tous les habitants de leur donner asile; ordonnant de les dénoncer, et promettant même une récompense à qui les tuerait ou les amènerait vifs devant la justice. D'après cet exemple, on doit penser que la réforme judiciaire de Côme n'eut pour objet que de diminuer le nombre des lois; car, du temps de la république, on n'en a jamais fait de plus absurdement cruelle et injuste que cette dernière.

Mais c'est dans la répartition des impôts, dans

les spéculations commerciales, et dans l'emploi productif de l'argent, que cet homme a montré un véritable talent.

Côme, à cet égard, avait hérité des habitudes et des goûts de sa famille. Il entendait fort bien le commerce qu'il faisait pour Florence et pour son propre compte. C'est dans cet esprit d'amélioration commerciale, et pour augmenter les revenus de la Toscane et de Florence, qu'il fit entreprendre le dessèchement du Val de Chiana et des Maremmes, afin de rendre ces territoires fertiles, but qui n'a été atteint en partie que de nos jours. Il aimait et étudiait l'agriculture ainsi que la botanique; et dans les jardins Boboli, qu'Éléonore de Tolède et lui firent planter près du palais Pitti devenu leur résidence habituelle, Côme cultivait des plantes rares et précieuses de ses propres mains. Lorsqu'il rétablit l'université de Pise en 1543, acte louable et important de son règne, aux chaires qui la composaient déjà il en ajouta deux nouvelles, l'une de botanique, l'autre d'astrologie, amalgame bizarre qui démontre ce que la science retenait encore des erreurs du moyen-âge, et ce qu'elle devait déjà aux progrès de la renaissance. Pour faciliter l'étude de plantes à Pise et ensuite à Florence, il établit dans ces deux villes des jardins botaniques que les relations commerciales de la Toscane enrichirent en peu de temps des végétaux croissant dans les différentes parties du monde. Son goût pour la chimie ne fut ni moins ardent ni moins utile. Passionné pour cet art, car ce n'était pas encore une science, Côme s'y livrait avec une espèce d'emportement. Outre la composition

de parfums, d'onguents et de pommades, fort à la mode de son temps, sans parler des drogues, des poisons et contre-poisons dont on prétend qu'il fit parfois usage; ce fut lui qui trouva le secret de tremper l'acier pour tailler le porphyre. La fonderie de Florence fut encore établie par lui; et parmi les ouvrages remarquables qu'il y fit exécuter, on cite une pièce de canon d'une dimension extraordinaire, tant en longueur qu'en largeur. Elle se composait d'une certaine quantité de tronçons se vissant l'un avec l'autre, ce qui en facilitait le transport par parties et la rendait propre à être transportée jusqu'au sommet des lieux les plus escarpés. C'est encore à Côme qu'est due la manufacture de mosaïque dite de Florence, dont les sujets, exécutés en pierres dures, représentent des fruits, des fleurs et des ornements.

Amateur des arts, son goût particulier le portait à la recherche des médailles et des camées. Après avoir fait élever le bâtiment dit des offices, sur l'espace compris entre le vieux palais et l'Arno, il rassembla, dans la grande galerie de ce vaste édifice, tout ce qui servit de fond à la galerie de Florence, constament augmentée depuis et si riche aujourd'hui.

Toujours dans l'intention de répandre l'instruction, Côme fit ouvrir, en 1548, la bibliothèque Mediceo-Laurentienne, dont il avait eu soin de faire exécuter les dessins donnés par Michel-Ange. Mais de tous les artistes, celui dont les ouvrages semblaient le mieux répondre à ses goûts, fut Benvenuto Cellini. Fondeur, orfévre et statuaire, ce mélange de talents plaisait à Côme, qui paya

largement à l'artiste son Persée coulé en bronze, et une foule de bijoux bien plus précieux encore par le travail que par la matière.

Côme eut une excellente idée, qui ne tarda pas à être adoptée dans les différents États de l'Europe, celle d'archives générales, ou il était ordonné de déposer le double de tous les actes privés et publics passés par les notaires. Cette précaution sage évita une foule de procès, qui n'étaient que trop communs dans un pays où, par suite de l'activité commerciale, il se faisait journellement de nombreuses transactions.

Il se déclara ouvertement protecteur des académies, et, à partir de son temps, elles se multiplièrent à Florence. L'académie *degli Umidi*, qui avait succédé aux réunions littéraires et philosophiques des jardins Rucellai, devint enfin l'académie de la *Crusca*, en 1540. Elle eut, dès son origine, le but qu'elle se propose encore : la conservation de la langue toscane pure. Les littérateurs qui firent partie de cette association, se distinguèrent par des travaux philologiques, dont le plus célèbre et le plus utile est le dictionnaire *de la Crusca*. Côme aida ces académiciens dans leurs études, en mettant à leur disposition les précieux manuscrits qu'il possédait, en établissant à Florence une imprimerie célèbre dirigée par le Torrentino, et en les encourageant, par ses largesses, à faire, en toscan, des traductions de tous les auteurs grecs et latins.

On pourrait presque dire que ce prince a pris part à la composition des histoires de Florence écrites de son temps. En mettant à part

Francesco Guicciardini, historien dévoué à la famille des Médicis, mais par intérêt pour Charles-Quint, si l'on excepte le républicain Nardi et l'apologiste des Médicis, Nerli, il est digne de remarque que Bernardo Segni et Benedetto Varchi, attachés tous deux à l'ancien gouvernement de Florence, furent cependant accueillis par Côme Ier, qui leur fournissait, dit-on, des notes et des mémoires pour compléter leur travail, ainsi qu'à l'Ammirato, auteur de l'histoire la plus complète de Florence. C'est une justice à rendre aux historiens florentins du XVIe siècle, que ces hommes, vieillis dans le maniement des affaires de la république à laquelle ils étaient attachés, n'ont jamais trahi leur conscience ni vendu leur plume. Il faut ajouter, pour la gloire de Côme, que ce prince n'a rien fait pour les corrompre.

Quoique l'établissement de l'académie de dessin à Florence remonte au commencement du XVIe siècle, il est certain cependant que c'est Côme qui lui a donné une forme régulière, des statuts, des priviléges, et qui lui a proposé des prix. Georges Vasari, le peintre et l'architecte privilégié de ce prince, malgré sa médiocrité dans ces deux arts, était l'âme de cette académie. C'est ce même Georges Vasari qui a composé la vie des peintres, sculpteurs et architectes célèbres, ouvrage plein de faits curieux, où il se trouve de lourdes erreurs, mais écrit de verve et avec naturel.

Côme, entraîné par cet esprit d'ordre qui lui fit, tantôt bien tantôt mal, enrégimenter toute la Toscane, ordonna de mettre en corps les nouvelles lois faites depuis son gouvernement et d'en com-

poser un code, après avoir abrogé toutes celles que le temps, l'usage ou sa volonté avaient abolies.

L'une de ses fondations où l'empreinte de l'esprit monarchique se fait le plus sentir est celle de l'ordre religieux-militaire des chevaliers de Saint-Étienne. Il fut institué par ce prince en commémoration de la prise de Sienne, occupée par les Français et défendue par Pierre Strozzi. L'objet de cette milice était la défense et la propagation de la foi chrétienne, et particulièrement la protection des côtes de l'Italie contre les pirateries des Turcs. En créant cet ordre, Côme eut tout à la fois l'intention de remplacer celui des chevaliers de Jérusalem chassés de Rhodes, et de rehausser l'éclat de la noblesse qui l'entourait en en formant un corps aristocratique dont il était le chef. Ce nouvel ordre, approuvé par le pape Pie IV en 1561, eut pour résidence l'île d'Elbe, où l'on bâtit exprès une ville portant le nom du prince son fondateur, Cosmopoli, changé bientôt en celui de Porto-Ferraio qu'elle a conservé. L'ordre des chevaliers de Saint-Étienne a rendu de grands services à l'Italie en purgeant la Méditerranée des pirates barbaresques, et la statue équestre élevée à Côme sur la place du Grand-Duc a été coulée avec le bronze des pièces d'artillerie que cette milice chevaleresque a conquises sur les pirates.

La nature de l'esprit de Côme le portait à classer tout. Il aimait les médailles, la botanique, la chimie, les finances. Il préférait les bibliothèques bien en ordre aux écrivains, et les académiciens et les galeries aux artistes. En Laurent le Magni-

fique on sentait le poëte, l'artiste, le philosophe brûlé du désir de connaître et d'apprendre; l'espérance accompagnait toutes les pensées du platonicien de Careggi. Mais Côme a déjà la prudence morne du savant. Il ne compte que sur l'expérience et la réalité; il arrange et combine tout, non d'après une idée de perfection abstraite, mais selon les besoins rigoureusement indiqués par la vie journalière. Laurent, après le tracas des affaires, s'occupait de Dante et de la philosophie de Platon; Côme, après le conseil, faisait des pommades, trempait de l'acier, classait des plantes, et inventait une théorie de l'impôt tout en soufflant son charbon dans le laboratoire chimique de Saint-Marc. La différence qui règne entre ces deux souverains indique précisément celle des deux époques auxquelles ils appartiennent : 1490 et 1564.

L'étude du cœur humain n'est jamais plus curieuse, plus utile, que lorsqu'on peut la faire sur certains personnages doués de quelques qualités, investis de puissance, jetés dans des circonstances difficiles, et forcés de se trouver en contact avec toutes les classes de la société, depuis les cardeurs de laine jusqu'aux têtes couronnées. Ce Côme des Médicis, si soumis à l'âge de dix-huit ans aux conseils du cardinal Cibo; obéissant ensuite avec tant de réserve aux volontés capricieuses de Charles-Quint; dont le gouvernement, comme les jardins Boboli, était aligné au cordeau; qui, dans quelques uns de ses goûts privés, se montrait patient, méthodique, minutieux même, était au fond un homme passionné, sujet à des emportements terribles, et qui, plusieurs fois, s'est débar-

rassé par le fer et le poison de ses ennemis ou de gens dont la franchise ou la présence lui étaient importunes. Les mémoires manuscrits contiennent, soit à ce sujet, soit à l'occasion des galanteries plus que scandaleuses attribuées à ce prince et à Isabelle, l'une de ses filles, des détails que leur défaut d'authenticité doit faire passer sous silence. Toutefois il est certain que, dans un accès de colère contre un gentilhomme perugin qui avait trahi un de ses secrets, il le tua d'un coup d'épée dans son propre palais.

Mais un fait beaucoup plus grave est la mort de ses deux fils, le cardinal Jean, âgé de dix-neuf ans, et dom Garzia, âgé de quinze, ainsi que celle de sa femme, Éléonore de Tolède, qui ne survécut que peu de jours à ses enfants. Ce terrible événement eut lieu en 1562. Côme aimait beaucoup l'équitation, l'escrime, la danse, les joûtes, la pêche même, mais surtout la chasse. Ce dernier goût était partagé par la duchesse et ses fils. Ils eurent tous l'idée de prendre ce plaisir dans les Maremmes, lieux humides où il règne un air pestilentiel dans la saison de l'automne. À la suite d'une de ces parties de chasse, le cardinal Jean mourut subitement, son frère le suivit de près, et la duchesse Éléonore cessa de vivre à quelques jours de distance. Toutes les personnes attachées à la cour du duc affirmèrent que ce triple malheur avait été causé par un mal contracté au milieu de l'air vicié des Maremmes; mais le bruit se répandit à Florence, et tous les historiens le rapportent, que le cardinal Jean avait été tué par son frère à la suite d'une dispute née entre eux à l'occasion

d'une pièce de gibier; on ajoutait que, dans sa colère, Côme avait percé son second fils de sa main, et que la duchesse Éléonore, spectatrice de ce meurtre, avait succombé à la douleur.

Quoi qu'il en soit, Côme fut profondément affecté de ce funeste événement, qui le privait d'une partie de sa famille et faisait planer sur lui de si affreux soupçons. Il fit revenir d'Espagne son fils aîné, François-Marie, et, après avoir conclu pour lui un mariage avec la fille de l'empereur Ferdinand Ier, Jeanne d'Autriche, il se décida, après vingt-huit ans d'un règne laborieux et pénible, à céder l'autorité souveraine à son fils, en se réservant la faculté de le diriger par ses conseils dans les occasions difficiles et importantes.

On passa l'acte de renonciation en 1564, et Côme suivit cette résolution, dont toute l'Europe s'étonna, pour donner une preuve de condescendance à la maison d'Autriche, dont il espérait toujours obtenir le titre, si désiré par lui, de grand-duc de Toscane. A ce motif politique se joignirent des raisons d'une autre nature: Côme, fatigué des affaires, était devenu infirme, et les chagrins que lui causaient les malheurs récents de sa famille le rendaient peu propre aux soins journaliers du gouvernement.

Cependant, le mariage du duc François Ier avec l'archiduchesse Jeanne ayant été décidé, cette princesse fit son entrée à Florence, au milieu d'une pompe inusitée jusqu'alors. Le nombre et la qualité des personnages présents à cette cérémonie, et l'appareil somptueux qui les entourait, frappèrent le peuple d'étonnement et d'admira-

tion. Vasari, chargé de l'ordonnance de ces fêtes, dont il a laissé une ample description, n'avait rien négligé pour les rendre en quelque sorte impériales. Elles se continuèrent jusqu'au carnaval. Outre les peintures, les arcs de triomphe, les statues et les emblèmes dont on orna la ville, on célébra des carrousels, des mascarades, des joutes sur l'eau, des tournois, des combats de taureaux et de bêtes féroces, sans oublier le calcio, le jeu antique et favori de ballon, à Florence. Ce qui divertit le plus fut une chasse de sangliers, de daims et de cerfs, que le duc fit préparer sur la place Sainte-Croix. Après le carnaval, le caractère des divertissements changea, et l'on en revint aux représentations des Mystères, dont l'usage n'avait pas encore été entièrement abandonné à Florence, malgré les essais dramatiques de Politien, de Machiavel et de Rucellai.

On logea les nouveaux époux au vieux palais, auquel on donna le nom de palais Ducal; pour Côme, il occupa toujours le palais Pitti. Mais, se trouvant ainsi séparé de sa famille, il conçut et fit exécuter le projet d'unir ces deux habitations, séparées par un grand espace de terrain et par l'Arno, au moyen d'un long corridor pratiqué sur le faîte de toutes les maisons particulières et sur les boutiques du vieux pont. Cette construction bizarre, dont un étranger ne supposerait pas l'existence s'il n'en était averti, subsiste encore de nos jours, et n'est pas une des curiosités les moins piquantes de la ville de Florence.

Depuis sa retraite des affaires, Côme vivait en riche particulier, pêchant, cultivant, faisant bâ-

tir, et poursuivant ses entreprises de commerce et de marine. Ses relations avec son fils François étaient convenables et prudentes. En particulier, il le traitait d'une manière confiante et familière; mais dès qu'il lui parlait en public, il avait soin de laisser sentir que l'autorité émanait de lui. De son côté le jeune prince, dans sa conduite ostensible, témoignait à son père une respectueuse obéissance. Souvent même, lorsque Côme allait jusqu'à engager son fils à ne pas s'écarter des lois de la prudence et de la morale, François affectait de recevoir les avis de son père avec reconnaissance. Tous deux étaient intéressés à se prêter à cette petite comédie mutuelle, car chacun avait quelques faiblesses à cacher à l'autre.

Après la mort de la duchesse Éléonore de Tolède (1566), Côme ne pouvant supporter les rigueurs du veuvage, s'était attaché vivement à Éléonore des Albizzi, jeune demoiselle douée d'une rare beauté et d'une grande vivacité d'esprit. Cette jeune personne devint, du consentement de son père, la compagne habituelle du duc Côme, qu'elle égayait dans la solitude de ses maisons de campagne où il aimait à vivre. La force de cet attachement s'accrut au point de faire craindre que Côme n'eût l'intention d'épouser Éléonore des Albizzi, et ce fut à cette occasion que Côme se laissa aller à un de ces emportements qui le rendirent criminel. Sforza Almeni, son valet de chambre, voyant l'empire que la jeune Éléonore prenait sur son maître, et croyant servir le vieux duc, fit part de ses craintes au jeune François, en l'engageant à faire des représentations

sérieuses à son père sur ce sujet. Mais la franchise inconsidérée d'Almeni, et la hardiesse du jeune prince, produisirent un effet terrible. Peu s'en fallut que la colère de Côme ne tombât sur son propre fils, et ce fut le malheureux valet de chambre qui en porta tout le poids. Côme le perça de sa main.

Cependant la honte d'avoir commis un tel excès ne diminua nullement l'amour du duc pour la jeune Éléonore, dont il eut un fils que l'on nomma don Giovanni. La naissance de cet enfant fut cependant le terme des relations de Côme avec sa maîtresse qu'il combla de présents ainsi que Carlo Panciatichi, chargé de l'épouser. Telles étaient les faiblesses de Côme; or voici maintenant quelles furent celles de son fils.

Depuis 1563, deux ans avant le mariage de François avec l'archiduchesse d'Autriche, Bianca, fille de Bartolommeo-Capello, gentilhomme de la république de Venise, était arrivée à Florence à la suite de son intrigue amoureuse avec Pietro Buonaventuri, Florentin. Ce jeune homme était à Venise commis banquier dans la maison Salviati. Le voisinage, l'occasion fréquente de se voir, firent naître entre ces deux jeunes gens un amour violent. Ils ne tardèrent pas à trouver le moyen de se ménager des entrevues. Une femme de chambre, entièrement dévouée à Bianca, fit faire de fausses clefs du palais Capelli, en sorte qu'au milieu de la nuit la jeune demoiselle allait trouver son amant et rentrait chez elle avant le jour. Les choses ne purent aller long-temps ainsi sans que les suites de ces visites nocturnes ne fissent craindre aux

amants la juste colère des parents de la demoiselle. Ils prirent donc la fuite et se marièrent. Parmi les raisons qui déterminèrent Bianca à prendre cette résolution, il faut compter l'assurance que lui avait donnée P. Bonaventuri qu'il était neveu des Salviati, et avait un intérêt dans leur maison de banque. En conséquence, Bianca avait pris, en partant, tous ses bijoux. Ils se mirent en route au mois de décembre 1563, et se rendirent à Florence.

Le père de Bianca tenait aux plus grandes maisons de Venise. Animé surtout par les instances du patriarche d'Aquilée, son parent, il fit arrêter Baptiste Buonaventuri, oncle du ravisseur, et rendre, par le conseil des Dix, un arrêt contre Pierre Buonaventuri, comme ravisseur de la jeune demoiselle et de ses bijoux, et pour s'être fait passer faussement pour neveu de Pierre Salviati.

P. Buonaventuri, arrivé à Florence, ne sut pas plus tôt ce qui se passait à Venise, qu'il alla implorer la protection du duc François, bien que son père Côme ne lui eût pas encore confié les rênes du gouvernement à cette époque. Le jeune duc écrivit aussitôt au consul florentin à Venise de mettre tout en œuvre pour porter secours à B. Buonaventuri, retenu en prison. Mais les recommandations les plus puissantes ne purent calmer la fureur des parents de Bianca. Ils exigèrent que le procès intenté contre l'oncle de Buonaventuri, comme complice et fauteur de l'attentat, fût continué; et ils obtinrent l'arrestation de tous les serviteurs, conducteurs de barques et

hôteliers, soupçonnés d'avoir favorisé la fuite des deux jeunes gens. Enfin l'affaire traîna en longueur, et le malheurenx oncle de Buonaventuri, attaqué en prison de la fièvre pétéquiale qui régnait dans la ville, en mourut, ce qui mit fin à ce procès.

A Florence, cependant, les aventures de Bianca avaient excité la curiosité et la compassion du jeune prince François, qui bientôt devint éperdument amoureux de cette femme. On laisse aux curieux le soin d'aller chercher les détails de cette aventure galante dans les mémoires et les nouvelles du temps. Il suffira de dire ici que le duc François et Côme son père eurent le plus vif intérêt à tenir cette intrigue secrète, jusqu'au moment où le mariage du jeune duc et de l'archiduchesse d'Autriche fût arrêté et fait.

Mais sitôt que les noces eurent été célébrées, François mit si peu de mystère dans ses amours, qu'il nomma Pierre Buonaventuri son premier valet de chambre, choisit un logement pour Bianca dans la partie la plus agréable de son palais, et donna enfin tout l'éclat imaginable à l'attachement qu'il avait pour cette femme.

L'extrême différence des caractères de la maîtresse et de l'épouse, contribua sans doute à faire prendre cette résolution au duc François. Bianca Capello était vive, enjouée, et avait mille ressources dans l'esprit pour alimenter la conversation avec son amant, dont le caractère était triste, l'imagination stérile, et l'esprit tout adonné aux calculs; car il était chimiste comme son père et faisait un commerce immense de diamants.

Pour l'archiduchesse, élevée dès l'enfance de la manière la plus austère, adonnée tout entière aux exercices et aux œuvres de piété, elle fuyait jusqu'à l'apparence des plaisirs simples qu'elle regardait comme un écueil pour la vertu. Assez bien de figure, son caractère mélancolique et sa santé frêle diminuaient encore le peu de grâces que la roideur de ses habitudes faisait disparaître parfois entièrement. D'ailleurs son orgueil impérial souffrait à Florence et dans une cour dont les habitudes étaient, comparativement à celles de sa famille, si bourgeoises. Les Toscans et tout ce qui était toscan lui déplaisait; aussi n'admettait-elle dans sa familiarité que le peu d'Allemands dont elle était sans cesse entourée. Si l'on ajoute à ces dispositions la jalousie fort naturelle, mais acariâtre et sèche, que devaient alimenter dans le cœur de cette archiduchesse les avantages de sa rivale, on conçoit, sans l'approuver, le redoublement d'amour que François dut éprouver pour Bianca.

Au milieu de toutes les dissensions domestiques qu'entretenait la liaison du duc François et de Bianca, le rôle de Côme était passablement comique. Avant tout, il redoutait la mauvaise humeur de la maison d'Autriche, qui pouvait d'un jour à l'autre se plaindre des traitements que l'on faisait supporter à une archiduchesse supplantée scandaleusement par une petite malheureuse Vénitienne. Aussi ne manquait-il pas de faire valoir ces raisons à dom François, en l'engageant à observer au moins les convenances extérieures. Mais d'un autre côté, il était mal à l'aise avec son fils

en traitant ce sujet, lui qui à quarante-neuf ans avait pris une maîtresse de quinze, avait voulu l'épouser, et avait tué son valet de chambre parce que ce serviteur l'avertissait de sa folie.

Aussi écrivait-il lettres sur lettres à son fils et à sa belle-fille, pour conseiller l'un et apaiser l'autre, lettres dont le sens détourné, mais facile à rétablir, était toujours : ménageons la maison d'Autriche pour devenir grand-duc de Toscane.

Mais Bianca était une de ces femmes que l'on n'abandonne pas facilement. Outre les séductions dont elle entourait son amant, elle lui causait sans cesse des embarras et des inquiétudes qui l'attachaient peut-être encore plus à elle. D'après ses sollicitations, François faisait toujours faire des démarches à Venise pour obtenir le pardon de son mari et la restitution de sa dot. Buonaventuri, d'ailleurs, lui causait des inquiétudes jour et nuit. On était informé à Florence que les parents de Bianca avaient envoyé un sicaire pour assassiner le mari de cette femme, en sorte que, pour prévenir ce meurtre, François était obligé d'entretenir continuellement la vigilance de la police. Ces préoccupations sans cesse renaissantes ne firent donc qu'augmenter l'amour que François avait pour cette femme, d'ailleurs si séduisante. Sa société devint pour lui une habitude, une nécessité insurmontable, puis enfin un lien indissoluble que les complaisances des courtisans, la jalousie de l'archiduchesse et la désapprobation publique resserrèrent chaque jour davantage.

Cependant Pierre Buonaventuri mourut assassiné, en 1572, et si l'on doit se fier aux mémoires

du temps, le duc François n'aurait pas été étranger à cette affaire. Buonaventuri, depuis la faveur de sa femme, avait été comblé de biens par François. De fier qu'il était d'abord, il était devenu insolent et se croyait tout permis. Poursuivant avec effronterie toutes les femmes, il était parvenu à lier une intrigue galante avec une jeune veuve appartenant à une famille considérable de Florence. Les indiscrétions qu'il commit à ce sujet devinrent tellement publiques et si grossières, qu'un parent de la dame pria Buonaventuri de mesurer ses discours, ce qu'il ne jugea pas à propos de faire. Outré de cette conduite, le parent alla trouver le duc, auquel il porta ses plaintes, et ce fut Bianca elle-même que le prince chargea d'engager son mari à se conduire avec plus de circonspection à l'égard de sa belle. Soit que la vanité de Buonaventuri fût blessée, ou qu'un reste d'amour pour sa femme fût rallumé par la jalousie, il entra dans une telle colère, lorsqu'elle s'acquitta de sa commission auprès de lui, qu'il lui dit, et dans des termes que la muse de l'histoire ne saurait admettre, une grosse et incontestable vérité qu'il accompagna d'une menace de lui couper la gorge. Curieux de connaître au juste les détails de cet entretien, François s'était caché de manière à tout entendre. Il sentit qu'il était indispensable de prendre des précautions sérieuses contre un homme disposé à se laisser aller aux derniers excès, et il témoigna tout son mécontentement à Bianca. Mais, par un de ces phénomènes particuliers à l'Italie, Bianca aimait toujours beaucoup son mari, et les injures et les

menaces qu'elle en avait reçues, loin de l'avoir irritée, n'avaient fait que l'attendrir jusqu'aux larmes. Elle plaida donc la cause de son mari auprès de son amant, en assurant que Buonaventuri ne donnerait plus de sujet de mécontentement au duc.

La première chose que fit Buonaventuri en sortant de là, fut de mettre le pistolet sur la poitrine du parent de sa maîtresse, en lui disant : « Je ne sais qui me tient que je ne te tue! » Alors le parent jura de se venger. Cependant il alla encore se plaindre au duc de cette nouvelle insolence. Le prince, disent les mémoires, fit plusieurs tours de chambre en s'entretenant à voix basse avec le parent, et partit le soir même pour la campagne, où il resta jusqu'au surlendemain. Or, dans cet espace de temps, Buonaventuri avait été attaqué, percé de coups et mis à mort par dix personnes de la famille de la veuve. Le duc rentra à Florence, et jamais on n'a fait la moindre poursuite contre les auteurs de ce meurtre.

Vers ce temps, il s'éleva un différend, entre le duc de Ferrare et Côme, au sujet de la préséance des deux pays qu'ils régissaient et de leurs personnes mêmes. Cette affaire, vivement agitée à la cour de l'empereur Maximilien et à celle du pape, donna lieu à une quantité prodigieuse de défenses en faveur des concurrents, dont la forme finit par devenir assez ridicule. L'empereur, indisposé par la conduite du prince François à l'égard de l'archiduchesse sa sœur, avait pris parti pour le duc de Ferrare, sur les États duquel il entretenait d'ailleurs de flatteuses espérances. Mais Côme,

ayant offert des secours de tous genres à Charles IX pour soutenir la guerre qu'il faisait en France aux huguenots, s'était acquis l'estime particulière du pape Pie V, et l'avait pour soutien dans cette affaire si importante pour lui.

Le pontife, impatient de terminer cette querelle de préséance comme il l'entendait, sans consulter le sacré collége, concéda à Côme le titre de Grand-Duc. En tête de la bulle, datée du 27 août 1569, on fit peindre en miniature la couronne ducale, dans l'intérieur de laquelle on grava, ainsi que cela était convenu, cette inscription : « Beneficio Pii V, pont. max. » On eut soin de donner à cette couronne une forme différente de celle adoptée en France, en Espagne et surtout par l'empereur. Elle fut ornée, selon l'usage des anciens, de rayons surmontés par devant d'un lys rouge, armes de la république de Florence. Dans l'excès de sa joie, Côme fit des dépenses énormes pour perfectionner ce bijou magnifique, en attendant l'instant d'en faire usage, le jour de son couronnement.

Depuis le mariage d'Éléonore degli Albizzi, ce prince, pour qui le veuvage était un tourment insupportable, devint encore amoureux d'une fille jeune, belle et très pauvre, Camilla Martelli. Ce fut aussi du consentement du père, que Côme prit pour compagne cette jeune personne, dont le caractère, beaucoup plus réservé que celui d'Éléonore, s'accordait mieux avec l'âge et la dignité du grand-duc. Sitôt que le prince régent François eut connaissance du nouvel attachement de son père pour Camilla, il reprit toutes les inquiétudes

que lui avait causées Éléonore. Mais le mauvais succès de ses premières observations à Côme, et la fausse position où le mettait à cet égard sa liaison avec Bianca, le réduisirent à souffrir et à craindre en silence.

Ces tracasseries intérieures coïncidèrent avec la querelle sur la préséance et la concession du titre de grand-duc à Côme. Ce prince, mu par la vanité autant que par la reconnaissance, voulut aller remercier le pontife et recevoir la couronne ducale de ses mains. Parti de Florence le 9 février 1570, il arriva bientôt à Rome, où il fut couronné, le 5 mars suivant, à Saint-Pierre de Rome, malgré la protestation des ambassadeurs de l'empereur et du roi d'Espagne.

Cependant Côme profita de son séjour dans la ville sainte, pour traiter deux affaires de nature bien différente, mais qui lui tenaient également au cœur, et dont il sut se servir pour flatter le pape et lui témoigner toute la reconnaissance que lui inspirait la concession de son nouveau titre de grand-duc. On s'occupait en ce moment à Rome de former une ligue contre les Turcs, ligue qui eut pour résultat, un an plus tard, la destruction totale de la flotte ottomane, battue dans le golfe de Lépante par don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint. Côme demanda avec instance à entrer dans cette ligue, et fournit de grandes sommes d'argent pour l'équipement des vaisseaux. Par ce dévouement religieux, le grand-duc se concilia la bienveillance du pape comme souverain. Mais il désirait encore se le rendre favorable dans les rappports privés. Après

avoir traité les grandes affaires politiques, Côme avait souvent avec le pontife des conversations familières, où il le consultait comme un père pour en obtenir des conseils sur sa conduite privée. Dans un de ces entretiens, où le duc lui parlait avec toute la confiance que l'on peut mettre dans un ami et un prêtre tout à la fois, il lui fit l'aveu de sa liaison avec Camilla Martelli. Pie V, flatté d'une confession qui avait tout le charme d'une confidence, fit à son royal pénitent une exhortation pour le retirer de la vie de péché, indigne d'un prince catholique, et propre, avec la qualité de grand-duc, à autoriser le mauvais exemple parmi ses sujets. Enfin, et c'était là l'espoir de Côme, le pape lui dit qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour régulariser sa vie, que de sanctifier son union par le mariage.

Couronné grand-duc, et son mariage étant autorisé par le pape, Côme revint en toute hâte à Florence, et quinze jours après son couronnement, sans dire un seul mot de son projet à son fils François, il fit venir le curé de sa paroisse au palais Pitti, épousa Camilla Martelli en présence du père et de quelques autres parents, et reconnut pour son enfant une fille, Virginia, qu'il avait eue quelque temps avant de sa jeune femme. A la nouvelle de ce mariage, le duc François conçut les plus vives inquiétudes; mais elles se calmèrent sitôt qu'il sut que son père, dans l'intention de tranquilliser l'archiduchesse sa femme, avait déclaré positivement que Camilla Martelli n'aurait aucun titre, aucun privilége, aucune autorité. Au fond, cette précaution avait pour objet de

ménager les bonnes grâces de l'empereur Maximilien, dont on espérait recevoir la confirmation du titre de grand-duc. Pour donner plus de poids à cette détermination, Côme se retira dans ses terres avec sa jeune épouse, et y vécut en simple particulier, s'occupant d'agriculture, de botanique et de la composition de poisons, dont on a trouvé dans ses papiers de nombreuses recettes. Il vécut ainsi, pendant quatre ans environ, jusqu'à sa mort qui arriva le 21 avril 1574, après un règne de trente-huit ans, et laissant de Camilla Martelli, outre sa fille Virginia qui épousa par la suite César d'Est, duc de Modène, deux fils, Pierre et Jean, qui tous deux se sont distingués dans la carrière des armes.

François Ier, après la mort de son père, prit le titre de grand-duc, et pour le premier usage de sa puissance fit enfermer la veuve de Côme, Camilla Martelli, dans un cloître où elle termina ses jours. D'ailleurs il suivit le système politique et d'administration établi par son père, mais avec une intelligence beaucoup moins élevée et dans des vues souvent étroites. La liaison de ce prince avec Bianca l'avait mis dans une mauvaise position. Leurs amours étaient devenus le thème des conversations malignes de toute l'Europe, et le sujet habituel des faiseurs de nouvelles en Italie. Son frère, le cardinal Ferdinand, qui lui succéda, fit de vains efforts pour le détourner de sa vie voluptueuse. Après l'avoir aidé à déjouer une conspiration tramée encore par de jeunes débauchés qui voulurent singer les Brutus, il quitta Florence,

las de donner des conseils que François avait résolu de ne pas suivre, et se retira à Rome.

Cependant, le nouveau grand-duc, jaloux de cette dignité, comme son père, obtint enfin, en 1676, de son beau-frère, l'empereur Maximilien II, le titre et les honneurs de grand-duc. Quoi qu'il en soit, la sévérité inexorable de cet homme, qui lui-même avait besoin de tant d'indulgence; la fiscalité rigoureuse de son gouvernement, et sa vie scandaleuse, lui attirèrent la haine et le mépris de ses sujets. Par la manière dont il traitait le commerce pour son compte, il ruina ses États. Il en faisait un entre autres avec sa nation et les étrangers, qui ne servait qu'à grossir ses immenses trésors. Il s'associait volontiers à toutes les maisons les plus accréditées, soit de la Toscane ou des autres nations, ayant soin, dans l'un ou l'autre cas, de couvrir ses opérations sous le nom de ses sujets. Mais il s'occupait ouvertement et par lui-même du trafic des diamants, pour lequel il montrait une habileté due en partie à ses connaissances en chimie et en histoire naturelle. Ses galions et ses autres bâtiments de transport, sans cesse en course, lui rapportaient des revenus énormes; il faisait la banque à Venise, à Rome, dans différentes villes de ses États, et tenait, dans presque toute la Toscane, des boutiques remplies de marchandises pour l'usage journalier. Mais, de tous ses trafics, la vente des grains en Toscane, dans toute l'Italie et jusqu'en Portugal, était celui dont il retirait les plus grands profits. Du reste, François Ier, comme son père Côme,

avait la passion de l'alambic; c'est lui qui le premier, à Florence, est parvenu à imiter la porcelaine chinoise apportée en Europe.

Sa femme, l'archiduchesse Jeanne, mourut enceinte au mois d'avril 1578. On prétend que l'arrivée à Florence de Vittorio Capello, frère de Bianca, auquel le grand-duc fit une réception qui tenait du triomphe, produisit une impression si pénible sur cette princesse, qu'elle en mourut. Après cet événement, et dès que les honneurs funèbres eurent été rendus à la défunte, François, bourrelé par les éloges que l'on faisait d'elle, et par les libelles et les satires que l'on lançait contre lui, s'éloigna de Florence et parcourut les différentes parties de la Toscane. Mais il ne put rester long-temps loin de Bianca, et ne tarda pas à rentrer à Florence. Cet homme, même avant l'assassinat de Buonaventuri et la mort de l'archiduchesse, avait eu la faiblesse criminelle de faire à sa maîtresse une promesse de mariage. Au retour de son voyage il consulta plusieurs religieux, savants théologiens, sur le cas de conscience qu'il se faisait de remplir l'engagement pris avec Bianca. Il ne manqua pas de rencontrer un prêtre que cette femme avait mis dans ses intérêts, et qui démontra au prince qu'en se mariant il ne pourrait rien faire de plus agréable à Dieu. De son côté, l'astucieuse maîtresse, connaissant l'empire qu'elle avait sur son amant, lui écrivait lettre sur lettre, invoquant le souvenir de ses promesses, tantôt se montrant résignée, puis affectant le désespoir et menaçant de se donner la mort. Après avoir soutenu bien des combats intérieurs, le

grand-duc, attendri par toutes les démonstrations d'amour de Bianca, promit de l'épouser. Mais cette promesse ne suffisait point encore à cette femme, qui craignait mille obstacles prêts à s'opposer tout-à-coup à sa fortune. Enfin le grand-duc céda à tout ce qu'elle exigea, et le 5 de juin, moins de deux mois après la mort de l'archiduchesse, il épousa secrètement, dans son palais, Bianca Capello, à laquelle il promit de déclarer solennellement, et le plus tôt possible, leur mariage. Au lieu du curé, ce fut un frère confesseur, délégué de l'archevêque, qui donna la bénédiction nuptiale, ce qui lui valut, par les bons soins de Bianca qu'il avait si bien servie, l'archevêché de Chiusi et l'avancement de toute sa famille.

Ce mariage resta secret, il fut ignoré même des membres de la famille du grand-duc. Son frère Ferdinand le cardinal, sincèrement attaché à François, vint de Rome à Florence dans l'espérance de trouver son frère disposé à changer de vie. Mais son étonnement et sa douleur furent extrêmes, lorsqu'en entrant chez le grand-duc malade, au lit en ce moment, il trouva Bianca établie près de lui, le soignant et ne souffrant que personne l'approchât. François fut bien obligé d'avouer à son frère le mariage qu'il avait contracté. Le cardinal se contint; mais en sortant, il ne put retenir ses larmes, et dès que l'indisposition du grand-duc fut terminée, il retourna à Rome, décidé à vivre loin de son frère et de Florence.

Vers la fin d'avril 1579, époque où finissait le deuil de la mort de l'archiduchesse, François pensa à déclarer son mariage. Il demanda, non sans crainte,

l'approbation du roi d'Espagne Philippe II, en faisant valoir, pour excuser sa faiblesse, les motifs que lui fournissait sa conscience religieuse. Philippe approuva la conduite de François. Tranquillisé par l'appui de cette autorité importante, le grand-duc fit savoir son mariage à toutes les cours de l'Europe. Cependant il avait commencé par envoyer à Venise le comte Mario Sforza di Santa-Fiora, avec une suite pompeuse, pour y porter la nouvelle de son mariage avec Bianca Capello. S'il est dans l'histoire une aventure qui fasse ressortir ce qu'il y a de vain et de frivole dans les choses de ce monde, ce sont à coup sûr les vicissitudes de la vie de cette célèbre favorite. Cette Bianca, que son père et ses parents, que toute la noblesse de Venise auraient punie sévèrement si elle eût été arrêtée au moment de son évasion avec Buonaventuri, devint tout-à-coup, dès que l'on eut la certitude de la voir élevée au rang de grande-duchesse, *la fille de la sérénissime république*, même pour ces nobles Vénitiens si fiers et si rigoureux. Le 18 juin 1579, Bianca Capello fut déclarée à l'unanimité, par le sénat de Venise : « *Vraie et particulièrement fille de la république, en considération des éclatantes et singulières qualités qui la rendent digne de la plus haute fortune.* » Le sénat ajoutait dans cet acte qu'il s'empressait de reconnaître Bianca, « *pour répondre à l'estime que le grand-duc paraissait faire d'eux, en prenant la sage résolution d'épouser cette dame.* »

Cette déclaration du sénat était à peine connue dans Venise, que la noblesse et la ville entière

firent éclater une joie folle. Les cloches de Saint-Marc sonnèrent, on tira le canon, et le soir les palais de Capello et de ceux de sa famille furent illuminés. Le père, le frère de la nouvelle *fille de la république*, furent créés chevaliers, on les traita d'*illustrissimi*, et ils eurent le pas sur toute la noblesse vénitienne.

La vanité du grand-duc ne fut pas médiocrement flattée de l'excès de ces honneurs. Dans l'ivresse de sa joie orgueilleuse, il envoya, en qualité d'ambassadeur à Venise, son jeune frère naturel le cardinal Jean des Médicis, âgé de douze ans, pour remercier la république. Cette ambassade en amena d'autres, et les deux États continuèrent à s'accabler de politesses diplomatiques jusqu'au jour où la grande ambassade vénitienne se dirigea vers Florence, pour féliciter le grand-duc et la grande-duchesse, fille de la république. Le père et les autres parents de Bianca Capello, à la tête desquels marchait le patriarche d'Aquilée, qui avait montré une colère si orgueilleuse et si implacable contre l'amante de Buonaventuri, ouvraient la marche. Une grande partie de la noblesse vénitienne leur servait de cortége, et c'est ainsi qu'ils s'avancèrent vers les portes de Florence, où ils furent reçus par don Pierre et don Giovanni des Médicis, et tous les officiers de la cour du duc à la tête de la garde. Ils entrèrent, et on les conduisit, au bruit de l'artillerie, jusqu'au palais Pitti, où ils furent logés. A cette cérémonie succédèrent des divertissements de toute espèce. Bals, carrousels, tournois, courses aux barrières, combats de taureaux, spectacles, comédies, par-

ties de campagne et de chasse, rien ne fut oublié. Le grand-duc lui-même, fort habile aux exercices chevaleresques, eut l'occasion de faire remarquer son adresse dans plusieurs de ces divertissements. Enfin, les ambassadeurs exprimèrent combien la république était disposée à s'unir aux intérêts et à la fortune du grand-duc, et après avoir assuré Bianca de la bienveillance paternelle que ladite république lui portait, ils offrirent à cette nouvelle princesse, au nom de Venise, un bijou d'une grande valeur, comme un témoignage d'affection et de respect.

Enfin, l'ambassade vénitienne, comme si on n'eût pas encore suffisamment passé de temps en cérémonies, demanda, toujours au nom et d'après le désir de la république, que la célébration du mariage des deux époux fût renouvelée en public, afin que l'on eût l'occasion de placer la couronne royale sur la tête de la grande-duchesse, et que cette dernière fille de la république ne reçût pas moins d'honneur que les autres, dont l'une avait épousé le roi de Hongrie et l'autre celui de Chypre. Il s'en fallut de bien peu que cette grande affaire n'eût pas lieu; car le nonce du pape, tout aussi friand de cérémonies que les autres, protesta contre ce couronnement, sous prétexte que cet acte était exclusivement de la compétence du pape. Mais lorsque le grand-duc et les ambassadeurs vénitiens lui eurent fait entendre que l'imposition de cette couronne n'avait pour objet que de garantir à Bianca l'adoption de la république de Venise, soit que cela parût simplement puéril au nonce, ou qu'il pensât que les droits

du pontife ne pouvaient en souffrir, il laissa couronner Bianca Capello dans l'église métropolitaine de Florence, le 12 octobre 1579. Les architectes du temps se signalèrent à l'envi pour les décorations de cette fête, et la célébration du mariage fut la première occasion où l'on rassembla une aussi grande quantité de chanteurs et de joueurs d'instruments. On en fit venir de toutes les parties de l'Italie, et même de la cour de l'empereur.

Mais, au milieu de ce concours général de viles complaisances témoignées à Bianca par quelques ambassadeurs, on remarqua la conduite plus que réservée que tint le cardinal Ferdinand, frère du grand-duc François. Il était à Rome d'où il se contenta d'envoyer, pour assister à la cérémonie du couronnement et du mariage de sa belle-sœur, un de ses gentilshommes.

Piquée de cette espèce d'affront, Bianca résolut de vaincre les répugnances du cardinal, et de ménager un raccommodement, au moins ostensible, entre les deux frères. François, avec assez peu de délicatesse, avait refusé de payer les revenus du cardinal depuis leur rupture. Le cardinal, fort enclin à la dépense, se trouvait donc très embarrassé. Bianca, ayant découvert le côté faible pour attaquer la sévérité de son beau-frère, fit des représentations si spécieuses à son époux, qu'elle le décida à rendre à son frère tous les arrérages qui lui étaient dus. La générosité apparente de ce procédé de Bianca, accompagnée de toutes les flatteries gracieuses que sut écrire cette femme spirituelle, gagna le cardinal Ferdinand, qui re-

vint à Florence et vécut à la cour en bonne intelligence avec son frère le grand-duc. Ce rapprochement, bien que politique, fut cependant sincère de la part de Ferdinand, homme d'honneur; il ne tarda pas à en donner la preuve en s'opposant avec talent et énergie aux tentatives que les princes d'Italie et la république de Venise elle-même firent bientôt pour nuire à la maison des Médicis.

Le poids des impôts, la disette et la peste vinrent bientôt apporter un triste constraste à cette suite de fêtes célébrées à Florence. Au milieu de ces calamités, le cardinal se montra homme de cœur et de tête. Il prêta généreusement son appui à son frère méprisé de ses sujets, et fit même rejaillir sur lui quelque chose de l'estime que lui avait personnellement attirée son courage et ses talents.

Cependant, le temps n'avait diminué en rien la passion du grand-duc pour Bianca. Le désir constant, la préoccupation habituelle de cet homme était d'avoir de cette femme un héritier pour sa couronne. Deux fois Bianca Capello crut être enceinte, ou feignit de l'être. On assure même que dans la dernière occasion, elle ajustait ses vêtements de manière à se grossir progressivement la taille. On ajoute qu'au moment de la délivrance, le cardinal Ferdinand soupçonna, en sa qualité d'héritier présomptif, quelque supercherie de la part de sa belle-sœur, et qu'en effet il surprit un enfant caché dans un luth, que l'on apportait dans la chambre de la prétendue accouchée. Ces détails romanesques méritent peu de confiance, et ne doivent être rapportés que pour faire sentir

jusqu'à quel point la mauvaise réputation de Bianca rendait les bruits les plus absurdes répandus sur elle vraisemblables. Néanmoins, il est hors de doute que Bianca a passé pour être enceinte; que l'on a consulté une foule de médecins et d'accoucheuses pour constater sa grossesse, et que cet accident était devenu tout à la fois, à Florence, la cause d'une joie extravagante pour les courtisans, et le sujet de libelles sanglants pour les ennemis du duc et de la duchesse. Mais les espérances de François s'évanouirent, et la comédie de Bianca se termina par une indisposition feinte ou vraie, mais qui rassura le cardinal Ferdinand et le rendit plus attentif que jamais aux actions de sa rusée belle-sœur.

La mort des deux fils de Côme Ier et de l'archiduchesse, sa première femme, avait donné lieu, on doit s'en souvenir, à d'étranges soupçons. La même chose arriva lorsque l'on apprit tout-à-coup que le duc François Ier et Bianca Capello étaient morts, l'un le 19, l'autre le 20 octobre 1587, à la campagne de Poggio a Caiano, où ils étaient avec le cardinal Ferdinand. Cet événement a-t-il été naturel? c'est ce que l'on ignore, et jusqu'ici il est resté enveloppé d'un mystère impénétrable. Si l'on devait s'en fier aux bruits rapportés dans les mémoires et les nouvelles, il faudrait croire que la grande-duchesse Bianca ayant eu l'intention d'empoisonner son beau-frère le cardinal, aurait été obligée de prendre elle-même et de faire partager au grand-duc le mets mortel apprêté pour Ferdinand. Le cardinal fut aussi accusé d'avoir empoisonné son frère et sa belle-sœur.

Le bruit de cet inconcevable empoisonnement ne tarda pas à se répandre dans Florence. Aussi le cardinal, prévoyant les accusations qui seraient portées contre lui, fit-il ouvrir les cadavres des deux défunts, et envoya-t-il dans toutes les cours de l'Europe les rapports de l'autopsie faite par les médecins. Il fut donc reconnu officiellement « que les deux souverains étaient morts d'une fièvre tierce, augmentée par l'usage habituel que faisaient ces deux personnes de mets échauffants, de liqueurs spiritueuses et de drogues composées. »

Leurs corps furent transportés à Saint-Laurent, lieu de sépulture de la famille des Médicis, mais avec ordre de se débarrasser du cadavre de Bianca, de manière à ce qu'il n'en restât ni aucune trace, ni aucune mémoire. Bien plus, aussitôt que le cardinal Ferdinand fut monté sur le trône, il ordonna que tous les insignes de la puissance, portés par Bianca Capello, soient foulés aux pieds et détruits.

Ainsi finit le règne de François-Marie des Médicis et de Bianca Capello, règne qui ne fut qu'une continuation pâle, très imparfaite, et souvent malheureuse pour Florence, de celui de Côme I[er]. François parvint à se faire reconnaître grand-duc de Florence, par l'empereur Maximilien II; c'est là son chef-d'œuvre politique. Mais, sous son gouvernement, le commerce de la Toscane était tombé, et le trésor du prince, en augmentant, avait fait décroître l'industrie et les fortunes particulières. Aucun grand poëte florentin n'a fleuri de son temps; l'académie de la Crusca, son dic-

tionnaire et ses critiques malencontreuses contre le poëme du Tasse, caractérisent la direction littéraire de cette époque. Le plus habile sculpteur qui se soit formé sous le règne de François, est Jean de Bologne, auteur du groupe de l'enlèvement des Sabines et de la statue équestre de Côme Ier, ornements de la place du Grand-Duc et de la loge des Lanciers. Adonné par nature au commerce, curieux des sciences d'observation, cultivateur habile, botaniste éclairé, chimiste et lapidaire du premier ordre pour son siècle, en un mot savant par instinct, François Ier, grand-duc de Florence, eut pour mérite singulier d'ouvrir la voie à la science et à la philosophie modernes. Cet homme, à qui ses connaissances aussi bien que son rang donnaient le droit de nommer les professeurs dans les différentes universités de ses états, refusa, en 1581, la chaire de philosophie de Sienne, à un ecclésiastique, en donnant pour raison « qu'il ne voulait pas de *frères* pour enseigner une telle science. »

Mais laissons là Florence monarchique se cramponner après le manteau impérial des césars, au milieu des meurtres, des galanteries, des creusets de souffleur et des vaines cérémonies, et revenons encore une fois au moins à l'ancienne Florence si poétique, si intelligente, à la Florence des arts qui expira en 1564, dans la personne du puissant et vieux Michel-Ange.

Il faut remonter à cette année où Côme donna la régence à son fils François. Au mois de janvier 1564, Michel-Angelo Buonarotti mourut à Rome, âgé de quatre-vingts ans. Pendant les dernières

années de ce grand homme, Côme avait fait de fréquentes tentatives pour l'engager à revenir travailler dans sa patrie. Les offres qui lui furent faites par ce prince étaient nobles. Mais, malgré le désir que l'artiste avait de rentrer dans son pays, et après avoir exprimé au grand-duc le regret qu'il avait de ne pouvoir se rendre à ses vœux, il fit sentir qu'il lui était impossible de quitter les grands travaux de Saint-Pierre de Rome, dont il était chargé par le pape. Cependant, ce grand artiste avait souvent exprimé dans le cours de sa vie le désir de mourir à Florence, ou au moins d'y être enterré. Aussi, dès que la nouvelle de sa mort se fut répandue dans Rome, ses habitants cherchèrent-ils à s'assurer de sa dépouille mortelle, afin de la conserver dans la ville même qu'il avait illustrée par de si nombreux et de si étonnants travaux. Mais Florence, jalouse des restes de son glorieux enfant, les enleva par adresse à sa rivale. Placé adroitement dans une caisse à marchandises, le corps de Michel-Ange fut transporté par cet artifice à Florence, au grand déplaisir des Romains.

Le goût excessif des Florentins pour les cérémonies se montra de nouveau à la célébration des obsèques de ce grand homme. Elles furent dirigées par cette académie de peinture dont Vasari était le membre le plus influent et le plus actif. Le récit qu'il a laissé de cette pompe funèbre, est tout à la fois une preuve de la respectueuse et profonde admiration que commandait le génie de l'artiste défunt, et de cet esprit de coterie académique qui s'était déjà emparé de

tous les artistes florentins. Si, d'une part, on vit à ce convoi tous les magistrats de l'État, tous les membres de cette académie et les jeunes élèves entourer le catafalque du grand homme, et porter même sa bière sur leurs épaules; si le grand-duc, pour honorer la mémoire de cet étonnant artiste, fit accompagner sa dépouille par sa garde particulière; si enfin Benedetto Varchi, l'historien, rendit hommage dans une oraison funèbre à l'auteur de la statue de Moïse, du tableau du Jugement dernier et de la coupole de Saint-Pierre de Rome; ces justes honneurs furent amoindris d'un autre côté par les altercations pédantesques et mesquines des académiciens de Florence qui se disputèrent pour savoir auquel des deux arts, la statuaire ou la peinture, on donnerait le pas dans la cérémonie.

Les cendres de Michel-Ange reposent dans l'église de Santa-Croce, le panthéon florentin. Né en 1474, élevé dans l'admiration des écrits de Dante et de Petrarca, cet homme conserva pendant toute sa longue vie, dans son âme, la tradition de cette grande école poétique qui lui inspira ses compositions, dirigea son ciseau et ses crayons, et que l'on retrouve conservée si pure encore dans ses vers. Depuis la mort de Raphaël et d'Andrea del Sarto, Michel-Ange était resté le seul artiste imbu du véritable esprit de la renaissance. Sa vie laborieuse et solitaire, son âme fière et tant soit peu sauvage l'avaient garanti de l'influence de tous les goûts qui s'étaient nouvellement développés; aussi peut-on considérer ce grand artiste comme celui dont la mort en 1564 fut le point extrême

où s'arrêta l'impulsion que Dante avait donnée à la poésie, aux sciences et aux arts vers 1280. Avec Michel-Ange finit l'époque de la renaissance.

Mais si, comme tout ce qui a vie sur la terre, Florence a éprouvé les vicissitudes de l'âge, et perdu quelque chose de sa fougue première par la succession du temps, on la trouve cependant grande et forte encore aux approches de sa vieillesse, et toutes les phases de sa vie intellectuelle sont marquées par la naissance et les travaux d'un homme de génie. A peine le descendant de Dante et de Petrarca, le contemporain de Raphaël, d'Andrea del Sarto, de Marsile Ficin, de Laurent et d'Ange Politien, à peine le grand Michel-Ange enfin fermait-il l'ère de la poésie et des arts à Florence, en 1664, que dans le cours de la même année naissait l'homme à qui il était réservé de commencer l'ère de la science, Galilée.

XV.

*

Ferdinand Ier. — Musique théâtrale. — Galilée, Sciences et Philosophie expérimentale. — Côme II. — Ferdinand II; Sciences. — — Académie del Cimento. — Côme III obtient le titre d'Altesse royale. — Jean Gaston, dernier souverain de la famille des Médicis. 1587 à 1737.

Pendant les règnes du duc Alexandre et de ses successeurs, les grands-ducs Côme Ier et François Ier, le gouvernement de Florence avait évidemment contracté tous les caractères monarchiques. Le peuple ne prenait plus aucune part à la nomination des magistrats, et il était étranger au maniement des affaires d'État, puisque les intérêts de la ville et de la nation, au lieu de se traiter sur la place publique, étaient élaborées dans le cabinet particulier du prince et sous l'influence de la diplomatie européenne.

Cependant ces trois souverains, le premier par le scandale de ses débauches, le second par son mariage roturier avec Camilla Martelli, et le troi-

sième en élevant sa maîtresse au rang de grande-duchesse, avaient entretenu malgré eux ces habitudes de franchise brusque, naturelle à une nation républicaine. Seulement, autour du vieux palais, dans les marchés, dans les rues, la faculté de penser, la liberté de la parole, s'étaient retranchées derrière le rempart de la satire et de l'épigramme. Aussi l'amant de Bianca surtout, dont la morgue naturelle s'était accrue à la cour d'Espagne, avait-il beau affecter les airs d'un pacha d'Orient, en parlant aux gens de sa cour, ou quand il daignait adresser la parole à ses sujets; il n'en était pas moins l'objet des conversations et des sarcasmes de toutes les classes de citoyens, à cause de son avarice, de son orgueil et de ses mœurs voluptueuses.

En lui succédant, en 1587, le cardinal Ferdinand, son frère, fit cesser tout naturellement, par ses mœurs plus honorables, ce commérage d'une ville à qui ses anciennes habitudes républicaines faisaient encore sentir le besoin de lancer à chaque occasion sa pensée toute chaude, si l'on peut s'exprimer ainsi. Ce fut donc Ferdinand qui donna cette dernière façon monarchique à Florence en réduisant cette ville au silence, sur les actions privées de son souverain; c'est de cette époque que date le changement de sujet des conversations populaires dans les marchés et les rues; c'est à partir de ce temps que les marionnettes et les saltimbanques remplacèrent les prises d'armes, les harangues et les entretiens politiques sur les places; que le goût de la musique et des représentations théâtrales devinrent la préoccupation

habituelle des grands et des gens du monde, et qu'aux débats politiques succéda, dans la société des gens instruits, l'habitude et la manie même de la critique littéraire. Quant aux esprits graves et indépendants, car la nature en produit toujours même aux époques les plus frivoles, ils s'appliquèrent à ce qu'il y avait de plus nouveau et de plus important alors, à l'étude des sciences naturelles et mathématiques.

Florence politique nous échappe donc à compter de 1587; elle est devenue complétement monarchique. Les rouages de son gouvernement sont cachés, engrènent avec ceux des autres monarchies de l'Europe, et conséquemment ne peuvent plus être étudiés isolément dans les murs, dans les rues de la ville. Les intérêts de Florence se combinent avec ceux des cours de Vienne, de Savoie, d'Espagne et de France. En un mot, l'antique Florence disparaît, on n'en retrouve que le spectre dans ses vieux monuments républicains qui sont encore là. Cependant sa nature vivace lui fera porter encore de nouveaux fruits, comme on pourra le reconnaître par le développement de la musique théâtrale et des sciences expérimentales et mathématiques, le dernier grand effort du génie florentin.

Le cardinal Ferdinand était doué d'un esprit droit et délié, d'un caractère noble et ferme. Élevé au milieu des intrigues de Rome, et versé dans celles de toutes les autres cours de l'Europe, il conçut le projet, en succédant à son frère, d'effacer par sa conduite comme grand-duc, le souvenir peu honorable qu'avait laissé François Ier.

Son frère s'était montré orgueilleux et ridiculement fier; il fut compatissant, affable, gracieux même avec ses plus humbles sujets. François était avare, Ferdinand fut généreux. Enfin le nouveau grand-duc, en ne donnant aucune prise à la critique par la régularité au moins apparente de ses mœurs, eut l'adresse de faire retomber la conduite peu réglée de son frère sur les défauts de l'homme même, plutôt que sur le souverain absolu, sur le monarque qu'il prit soin de relever en sa propre personne.

Au surplus, le règne de ce prince est marqué par des améliorations très avantageuses à la Toscane. Après avoir changé le système politique suivi par son frère et s'être détaché de l'Espagne pour lier ses intérêts à ceux de la couronne de France, il consacra cette union politique par le mariage de Marie des Médicis, sa nièce, avec Henri IV. C'est à lui que l'on doit l'établissement de la forteresse de Longone, dans l'île d'Elbe. C'est Ferdinand qui a donné la vie commerciale à Livourne aujourd'hui plus puissante que Florence, en faisant bâtir pour cette ville un port et des fortifications. Habile comme tous ses ancêtres à protéger et à pratiquer le commerce, il le fit avec une générosité et une grandeur d'âme qui rendirent toutes ses opérations profitables à sa nation.

L'impulsion que Côme et François son fils avaient donnée aux sciences naturelles et surtout à l'agriculture, fut augmentée encore par les goûts et les opérations analogues de Ferdinand. Celui-ci s'occupa avec ardeur du dessèchement de la

Valdichiana et des Maremmes, et ses efforts eurent déjà des résultats assez marqués pour que les capitalistes toscans et étrangers aient l'idée de placer favorablement leurs fonds en faisant l'achat de ces terres nouvellement offertes à l'agriculture. L'effet de ces spéculations devenues à la mode trompa cependant les espérances que l'on avait conçues, car on vit tout-à-coup baisser considérablement le commerce des manufactures florentines à la suite de ce déplacement subit de capitaux qui jusque là les avait fait fleurir. Cette vicissitude commerciale porta à la fabrication des laines et des soies un coup dont elles ne se relevèrent jamais depuis.

On a reproché à Ferdinand d'avoir usé de faiblesse à l'égard du clergé. Vers ce temps, les jésuites en particulier étaient devenus propriétaires des trois quarts de la Toscane, à la suite des donations immenses qui leur avaient été faites. Les ministres du prince ainsi que les jurisconsultes du pays, multiplièrent les observations sur cet énorme abus et sur les suites désastreuses qu'il pourrait avoir pour le commerce et l'agriculture. Ferdinand n'en tint pas compte; et soit qu'il voulût ménager la cour de Rome, ou que sa qualité d'ancien cardinal lui fît une espèce de devoir de ne pas toucher aux intérêts d'un corps ecclésiastique, il laissa subsister des lois qui en effet portèrent un dommage considérable à Florence et à toute la Toscane.

Deux ans après avoir été reconnu grand-duc, Ferdinand avait quitté la pourpre du cardinalat pour épouser Christine, fille de Charles III, duc

de Lorraine, et nièce de Catherine des Médicis. A la mort de son frère, il avait trouvé dans ses coffres dix millions en or et des pierreries pour la valeur de deux millions. Les opérations commerciales auxquelles se livra ce prince pendant son règne accrurent sans cesse ces richesses et lui fournirent les moyens de satisfaire le goût très vif qu'il avait pour le luxe, les fêtes et tous les divertissements somptueux. Ce fut encore Jean de Bologne, le sculpteur le plus habile sous le règne de son prédécesseur, qui resta le maître de son art sous celui de Ferdinand. Quant aux édifices construits sous ce dernier grand-duc, le plus remarquable est la chapelle royale destinée, comme elle l'est encore, à recevoir les restes de toutes les personnes de la famille des Médicis. Elle est contiguë à l'église Saint-Laurent, mais on y admire bien plus la richesse des matières que la perfection de son architecture. Ferdinand dépensa des sommes énormes pour la faire revêtir de marbres précieux et de pierres dures tirées de tous les pays de la terre.

Le goût particulier de Ferdinand pour les représentations théâtrales eut une influence très grande sur le développement de l'art de la musique appliqué a la scène. Cette espèce de spectacle où les effets des décorations, de la pantomime, de la poésie et du chant sont combinés pour faire valoir une action dramatique; ce que l'on appelle aujourd'hui l'*opéra* a été inventé à Florence, et c'est à Ferdinand I[er] et à quelques gentilshommes de sa cour que l'Europe doit l'origine d'un diver-

tissement dont aucune ville du monde civilisé ne saurait plus se passer aujourd'hui.

Lorsque les savants Grecs vinrent de Constantinople à Florence pour se réfugier, à cette époque où l'érudition de la renaissance était dans toute sa ferveur, l'étude de la musique des anciens ne fut point oubliée, et on lut avec empressement les antiques traités théoriques de Ptolémée, d'Aristoxènes et d'Aristide Quintilien. Les recherches sur la musique grecque avaient été d'abord purement érudites, et ce ne fut guère qu'au temps des ducs François et Ferdinand que de ces premières études théoriques on en vint à tenter des essais de compositions musicales. Au nombre des savants qui, à cette dernière époque, se mêlèrent de la question relative au système musical et dramatique des anciens, est Vincenzo Galilée, père du célèbre savant Galilée dont il sera bientôt question. Ce théoricien composa un dialogue dans lequel il chercha à caractériser la mélopée antique. Cette idée nouvelle donna tout aussitôt à plusieurs gentilshommes instruits de la cour du grand-duc, celle de restituer la musique théâtrale des Grecs de l'antiquité. Dans les divertissements représentés jusqu'à ce moment aux grandes fêtes de la cour, on n'avait encore intercalé que des couplets chantés, *madrigali*, dans le cours du drame, dont l'ensemble était parlé. Mais bientôt on hasarda des tentatives plus hardies. Emilio dei Cavalieri, natif de Rome, mais attaché à la cour de Ferdinand, fut le premier compositeur qui divisa les scènes d'un drame en airs et en

récit; c'est à ce musicien que l'on attribue la composition des deux plus anciens opéras connus; *La disperazione di Sileno* et *il Satiro*. Quoiqu'il n'eût fait qu'un emploi plus habile et plus varié des *madrigali*, cependant cette combinaison nouvelle occupa beaucoup les gentilshommes érudits de la cour. Il en fut question chez le comte Bardi del Vernio, rêvant aussi de son côté la renaissance du théâtre antique et qui, dans le fait, est le premier fauteur de l'opéra moderne. Un jeune poëte, Ottavio Rinuccini et deux compositeurs fameux, Jacopo Peri et Julio Caccini, réunirent leurs efforts pour trouver un moyen de noter la déclamation et d'appliquer une mélopée à la langue italienne. Rinuccini composa donc un poëme dramatique intitulé : Daphné, dont Caccini et Peri firent la musique. Ce *mélodrame* fut représenté en 1594 dans la maison de Jacopo Corsi, gentilhomme florentin, passionné pour les arts, habile chanteur et l'un des plus zélés rénovateurs de la tragédie antique. Le succès de cette tentative en fit faire une nouvelle au poëte Rinuccini. Il composa encore une autre pastorale dont le sujet est la fable d'Orphée et d'Euridice et il l'intitula: *Tragedia per musica.* Peri fit la plus grande partie de la musique en récitatif; Corsi lui-même composa quelques airs, et Caccini se chargea de tous ceux d'Euridice et des chœurs qui terminent chacun des cinq actes.

Cet opéra fut représenté à Florence, en 1600, à l'occasion des fêtes données par le grand-duc Ferdinand, pour célébrer le mariage de Marie des Médicis avec Henri IV. D'après ce que rapportent

les écrivains du temps, il faudrait en conclure que les effets de la musique depuis que tant de grands génies ont cultivé cet art jusqu'à nos jours, ne peuvent être comparés à ceux que produisit l'apparition de cette *Tragedia per musica*, de cet opéra qui fut comme un art nouveau révélé à l'Italie et à toute l'Europe.

Le drame lyrique et la mélopée moderne doivent donc être comptées comme des inventions appartenant au règne de Ferdinand Ier. Cependant ce prince ne négligea rien pour entretenir la culture des lettres. Mais tous les efforts en ce genre faits sous ses auspices se bornèrent à conserver les connaissances acquises à l'aide de l'étude des auteurs classiques, dirigée par les académies et universités. Dans toutes ces sages précautions il entrait cependant plus de prudence politique et de luxe monarchique que de véritable goût littéraire. La cour de Ferdinand était montée sur un pied vraiment royal; et avec les machinistes, les décorateurs et les musiciens dont il était entouré jusqu'à Mercuriale, qu'il attacha à sa personne comme son premier médecin, le grand-duc avait une maison mieux montée que celle de la plupart des autres souverains de l'Europe.

Ce Mercuriale fut chargé par Ferdinand d'enseigner son art tant à l'université de Florence qu'à celle de Pise. L'étude de la médecine vint corroborer celle de la botanique, et cette dernière conduisit à l'histoire naturelle. C'est à cette époque qu'il faut reporter l'établissement des cabinets où musées d'histoire naturelle en Toscane, formés d'après un ordre systématique; et il est juste

de dire que par ses connaissances ainsi que par ses largesses, le grand-duc Ferdinand contribua puissamment à enrichir ces sortes de dépôts pour la formation desquels il reçut les conseils du fameux Ulysse Aldovrandi, avec qui il entretenait une correspondance tout à la fois familière et savante.

Mais alors la poésie, l'érudition, les arts même n'étaient plus que des sujets de distraction agréable. Le grand effort de tous les esprits vigoureux de cette époque était dirigé vers les sciences. Don Filippo Fantoni, religieux camaldule, professait les mathématiques à la cour même du grand-duc; et ce fut ce savant que Ferdinand employa pour fortifier les îles d'Yff et de Pomègues, livrées en gage par Henri IV pour un prêt d'argent que lui fit le prince florentin.

Alors la science devint à la mode et le nombre des ingénieurs habiles alla toujours croissant. Il en est un fort remarquable par ses talents, Ostilio Ricci. De plus, il eut le mérite d'être le premier maître de Galilée et d'obtenir en 1589 pour ce jeune savant, âgé de vingt-cinq ans, la chaire de mathématiques à Pise.

Après Dante Alighieri, Petrarca, Francesco Boccaccio, Lorenzo le magnifique et Michel-Angelo Buonarotti, le dernier grand génie que la Toscane ait donné au monde moderne, est Galileo des Galilei. Celui-là, comme ses devanciers, a modifié puissamment les actes précédents de l'intelligence humaine et a ouvert un espace indéfini à la pensée, en créant la philosophie expérimentale.

Galilée, né à Pise en 1564, avait pour père un

homme dont il a déjà été question, Vincenzo Galileo, d'une famille illustre, mais pauvre. Vincent habitant à Florence y fit faire de fortes études à son fils qui en profita très heureusement. De très bonne heure, ce jeune homme devint littérateur et écrivain distingué. Vincent, homme versé dans la théorie et la pratique de la musique, transmit ces connaissances à son fils dès le bas âge; outre cela le jeune Galilée se livra avec beaucoup de succès à l'art du dessin, en sorte qu'il devint habile musicien et bon dessinateur, deux talents qu'il cultiva tout le reste de sa vie, malgré la multiplicité et la profondeur de ses travaux scientifiques. Le père, inquiet sur l'avenir de son fils à qui il ne devait revenir aucune fortune, l'engagea à aller étudier la médecine à Pise. C'est dans la cathédrale de cette ville que Galileo, âgé de dix-huit ans, regardant le mouvement réglé et périodique d'une lampe suspendue au haut de la voûte, fit la découverte du pendule, idée dont il se servit cinquante ans plus tard pour la construction d'une horloge destinée aux observations astronomiques.

Après s'être livré avec une ardeur et un succès extraordinaires aux mathématiques, et avoir inventé successivement le thermomètre, le télescope et le microscope; après avoir vu, exploré et compris ce que nul autre avant lui n'avait pu voir ni comprendre, il annonça au monde, dans un écrit intitulé le Courrier céleste, *Nuntius sydereus*, dédié aux princes des Médicis, les inconcevables découvertes que son télescope lui avait fait faire sur la configuration des astres, de la voie lactée, des

nébuleuses, et de cette multitude infinie d'étoiles dont le ciel est parsemé, et que leur petitesse ne permet pas d'apercevoir à la simple vue.

Mais ce n'est point ici le lieu de faire l'exposition des grands travaux, des découvertes et du système scientifique de Galilée. Il suffit de dire que, fort de l'expérience qu'il avait acquise par l'étude des mathématiques et l'inspection de certains phénomènes que son télescope seul pouvait faire connaître et étudier, il s'affranchit complètement des autorités les plus respectées dans les écoles, comme celle d'Aristote par exemple, et résolut de n'admettre pour vrai et pour point de départ fixe, que ce qui était démontré par l'expérience, et contrôlé, vérifié par les mathématiques. C'est le grand effort du génie de Galilée. Le résultat en fut la connaissance plus exacte du rapport des corps célestes entre eux, la preuve de l'extension indéfinie du monde céleste que Ptolémée avait réduit à un mécanisme étroit et mesquin, et le rétablissement du système de Copernic. Enfin il osa dire que la terre tournait, et réduire à un jeu de mots puéril le grand argument tiré de l'Écriture, et opposé à ses démonstrations mathématiques pour prouver le mouvement de la terre : « *Terra autem in æternum stabit, quia in æternum stat.* »

Personne n'ignore les persécutions auxquelles cet illustre savant fut en butte. Inquiété d'abord à Florence par la critique des niais, qui comparaient le récit de son *Courrier céleste* au voyage d'Astolfe dans la lune, puis par les savants attachés aux principes de l'école aristotélicienne, et

enfin par le clergé, qui voyait des hérésies dans les planètes et les étoiles, Galilée fut obligé de quitter Florence pour aller professer à Padoue, où il fut reçu avec tous les égards dus à ses talents. Mais, pressé bientôt par les instances du grand-duc de Toscane, qui l'avait nommé son mathématicien extraordinaire, il revint à Florence, où il perdit la liberté de penser et d'écrire dont il jouissait sous le gouvernement de la république de Venise. On renouvela contre lui, à Florence, les critiques amères que l'on avait déjà faites de ses ouvrages, mais plus particulièrement de ses *Dialoghi delle scienze nuove*, où il traite de la pondération des corps, de la résistance de l'air, et par suite du mouvement des corps célestes et de la terre. On le traita de nouveau de visionnaire et d'hérétique. Les prédicateurs, du haut de leurs chaires, lancèrent des réprimandes sévères contre lui, et il y en eut même un qui, jouant sur les mots d'un passage de l'Évangile, apostropha Galilée et ceux qui adoptaient ses opinions et étudiaient l'astronomie, en leur disant : « *Viri Galilæi, quid statis aspicientes in cœlum?* — Hommes de Galilée, que regardez-vous dans le ciel? » Mais que servirait de donner des détails que tout le monde connaît? L'ouvrage de Galilée fut déféré à l'inquisition de Rome, et lui-même assigné à comparaître devant ce tribunal. Malgré la faiblesse de sa santé et les douleurs rhumatismales qui le tourmentaient; sans égard enfin pour son âge, il avait alors soixante-neuf ans, Galileo dei Galilei fut obligé de se rendre à Rome pendant l'hiver de 1633. Après plusieurs mois d'attente

et de nombreux interrogatoires, non pas accompagnés de cruautés comme on l'a dit, mais humiliants pour un homme de la trempe de Galilée, il fut forcé, le 22 juin 1633, de prononcer au tribunal de l'inquisition cette formule d'abjuration qui lui fut dictée: « Moi, Galilée, dans la soixante-dixième année de mon âge, étant constitué prisonnier, et à genoux devant Vos Eminences, ayant devant mes yeux les saints Évangiles que je touche de mes propres mains, j'abjure, je maudis et je déteste l'erreur et l'hérésie du mouvement de la terre, etc. » C'est après avoir prononcé ces paroles que l'on prétend qu'en se relevant et réfléchissant sur l'absurdité de ce que l'on venait de lui faire dire, il murmura ces paroles entre ses lèvres et en frappant du pied: « *E pur si muove!* — Et cependant elle tourne! »

Cette infortune et le poids des années n'empêchèrent pas Galilée de continuer ses savantes recherches sur la nature. Il fit, dans la retraite où le pape lui avait permis de se tenir près de Florence, deux nouveaux dialogues sur le mouvement et la résistance des solides. Bientôt il perdit la vue; mais, sa pensée survivant à ce sens, Galilée ne cessa pas un instant de méditer sur la nature, qu'il ne pouvait plus voir. Tout ce qu'il y avait d'hommes distingués passant à Florence allait le visiter. Entouré de ses disciples, dont Viviani et Torricelli furent les plus célèbres, il acheva sa vie le 9 janvier 1642, sans avoir cessé un seul jour de s'occuper de ses études chéries. C'est Galilée qui a enseigné l'art d'interroger la nature par l'expérience; c'est lui qui a ouvert la voie

scientifique que devina Bacon, que suivirent Torricelli, Descartes, Pascal et Newton, voie reconnue encore de nos jours pour la seule véritable.

En anticipant sur les règnes des successeurs de Ferdinand Ier, pendant lesquels le grand Galilée a accompli sa mission de savant et le drame de sa vie, on a voulu donner un aperçu rapide, mais suivi, du mouvement intellectuel qui caractérise et honore le plus le temps de la monarchie florentine. On a pris plaisir à rattacher les grands travaux scientifiques de la Florence des XVIIe et XVIIIe siècles, aux efforts qu'elle fit faire à l'intelligence humaine à partir du XIIIe. Quant à l'histoire de ses grands-ducs, outre sa ressemblance avec celle de presque tous les souverains absolus isolés de la nation qu'ils gouvernent, les actes et le caractère des successeurs de Ferdinand Ier offrent si peu d'intérêt, sont entachés de tant de faiblesse et de vanité, que c'est user d'indulgence que de glisser légèrement sur ces derniers rejetons des Médicis, mourant peu à peu au milieu du cagotisme, de la mollesse et des délices.

Que dire du successeur de Ferdinand Ier, de Côme II son fils? L'événement politique le plus important de son règne est d'avoir épousé une archiduchesse d'Autriche. Prince d'un caractère doux, d'une constitution maladive, se faisant une distraction agréable, mais indolente, de tous les arts; aimant également la poésie, les tournois, le spectacle, la sculpture et la conversation, rassemblant à sa cour des savants, des hommes de lettres et des artistes, comme on nourrissait des lions dans le sérail du vieux palais au temps de

la république, cet homme régit la Toscane en affaiblissant le système adopté par son père, et n'a laissé pour titre à la reconnaissance de la postérité que le mérite d'avoir rappelé l'immortel Galilée de l'exil pour le nommer son mathématicien extraordinaire.

Quant à son fils, Ferdinand II, ce fut un très habile diplomate, qui sut garder une neutralité prudente au milieu des différends de la France et de l'Espagne, mais auquel le courage manqua pour la défense de ses droits, en laissant échapper le duché d'Urbin auquel il aurait pu prétendre.

C'était, du reste, un homme pourvu de bonnes qualités, protecteur impassible, mais très éclairé de toute espèce de connaissances, et dont l'esprit flexible, entraîné par la direction des idées de son siècle, s'appliqua aux sciences. Ce Ferdinand II en fit pénétrer l'étude jusque dans son palais. Si, au temps de la république et de l'oligarchie, Côme et Laurent avaient institué chez eux une académie platonicienne dont les conférences avaient pour objet la plus haute philosophie, la poésie, l'érudition et les arts, sous Ferdinand II; et quand Florence était devenue complètement monarchique, on vit se rassembler autour de ce dernier Médicis tout ce qu'il y avait de savants distingués, tels que N. Aggiunti, E. Torricelli et V. Viviani, les élèves de Galilée. Le frère du grand-duc, le cardinal Léopold, plus avide que son aîné de connaissances scientifiques, devint l'âme de ces réunions, où il n'était question que de géométrie, de mathématique et d'expériences de physique. L'étude de la chi-

mie et le laboratoire de Côme Ier étaient devenus en quelque sorte les apanages héréditaires des grands-ducs de Toscane, et depuis un siècle aucun de ces princes n'en avait laissé éteindre les fourneaux. Ferdinand II, qui avait entretenu ce feu sacré, s'appliqua à donner de la consistance au mercure, dans l'espoir de le rendre malléable comme les autres métaux. Viviani, qu'il avait consulté à ce sujet pour diriger ses recherches, loin de l'en détourner précisément, saisit cette occasion pour engager ce prince à poursuivre des curiosités plus utiles, et il lui fit étudier la physique expérimentale. La société savante commença dès lors à renouveler les expériences faites précédemment pour en apprécier la justesse et l'importance; à ces premières, on en ajouta de nouvelles, et le prince lui-même, en partageant tous ces travaux, inventa plusieurs instruments de physique. Telle fut la véritable origine de l'académie *del Cimento* ou de l'*Expérience*, qui a servi de modèle et surtout de point de départ à toutes les académies scientifiques instituées depuis en Europe.

Celle *del cimento* fut ouverte le 19 juin 1657, sous les auspices du cardinal Léopold des Médicis, dans le palais Pitti. Elle prit pour enseigne un fourneau avec trois creusets, et pour devise: *Provando e riprovando*, Expérience sur expérience. Cette assemblée savante ne se composait que de neuf personnes : les deux frères Paolo et Candido del Buono, A. Marsili, V. Viviani, F. Redi, A. Uliva, Alf. Borelli, C. Renaldini et L. Magalotti, qui faisait l'office de secrétaire. On tenait une correspondance réglée avec tous les savants de la

Toscane et des autres pays associés à l'académie; et ce fut le secrétaire, le comte Lorenzo Magalotti, qui rédigea les essais d'expériences naturelles (*j saggi di naturali esperienze*), publiés pour la première fois en 1666. L'épître dédicatoire est adressée au grand-duc Ferdinand II, et l'on y lit ces mots, qui sont sincères et constatent la seule et véritable gloire que se soit acquise ce prince aux yeux de la postérité : « Le fruit de ces nouvelles spéculations se rattache si fortement à la protection de VOTRE ALTESSE, y est-il dit, que non seulement ces travaux de notre académie, mais tout ce qui se mûrit de semblable dans les plus fameuses écoles de l'Europe et ce que l'on récoltera encore dans l'avenir, sera regardé comme un don particulier de la munificence de VOTRE ALTESSE. »

Quoique les tracasseries d'un des membres de cette académie, Alf. Borelli, ne lui ait pas laissé plus de dix ans d'existence, l'objet de cette réunion, la loi de progression rationnelle qu'elle a imposée aux sciences naturelles et d'observations, doivent la faire regarder comme l'une des plus importantes institutions scientifiques que Florence ait données au monde intelligent, et dont l'origine se rattache encore à ce nom glorieux de la famille qui l'a gouvernée.

Mais c'est le dernier effort intellectuel de Florence et des Médicis. Maintenant, pour l'une comme pour les autres, la vieillesse, la décrépitude commence.

A Ferdinand II, mort en 1670, succède son fils Côme III, à l'âge de vingt-six ans. Ce prince, peu spirituel et n'ayant aucun goût prononcé,

contracta dès l'enfance, sous l'influence de sa mère Victoire de la Roverre, de la maison d'Urbin, des habitudes de cagotisme entièrement opposées au philosophisme et à la liberté de mœurs qui commençaient déjà à se répandre en Europe. Avant de monter sur le trône, on lui avait fait parcourir la plus grande partie de l'Europe. Mais au lieu de penser à s'instruire, Côme ne fut occupé que du soin de faire admirer le faste de sa suite et d'étaler le spectacle de sa somptueuse dévotion. Comme on l'a dit spirituellement de son temps, ce fut moins un voyage qu'une procession qu'il fit en Europe. On se moqua de lui. De retour à Florence, et lorsqu'il devint grand-duc, il eut des démêlés avec sa femme Marguerite-Louise, fille de Gaston de France, duc d'Orléans. Côme était sot, Louise spirituelle; l'incompatibilité d'humeur se déclara, la grande-duchesse s'échappa de Florence, revint à Paris, et se réfugia à l'abbaye de Montmartre, où l'on assure qu'elle n'édifia guère par sa conduite.

Côme III était un assez bon homme, laissant le soin de ses affaires à ses ministres. Replet, bigot, et gonflé de ce que la vanité monarchique a de plus futile, dans tout le cours de la vie de ce prince, il n'y a à recueillir que deux faits importants et qui surtout se rattachent précisément au but que l'on se propose dans cette histoire de la ville de Florence. Entraîné par l'exemple de ses prédécesseurs, quoiqu'il attachât fort peu d'importance aux travaux de tous les physiciens et naturalistes, dont son oncle, le cardinal Léopold, avait été le protecteur, il se crut obligé, en sa qualité de prince

des Médicis, d'acheter le fameux verre ardent qui avait été fabriqué à Dresde par Benoît Brugens, et de faire venir de Leyde des appareils pneumatiques pour l'université de Pise; voilà ce qu'il hasarda de plus audacieux pour le progrès des sciences.

Mais ce qui avait été l'objet constant des désirs de tous les grands-ducs, depuis Côme Ier jusqu'à Côme III, et ce qui préoccupait encore jour et nuit la pensée de ce dernier, était d'obtenir de l'empereur d'Allemagne la reconnaissance officielle de sa qualité de grand-duc, et le droit de prendre et de recevoir le titre d'ALTESSE ROYALE. Cette fantaisie lui coûta plusieurs millions, dans un temps où la Toscane était déjà accablée d'impôts hors de proportion avec les revenus de son commerce affaibli. Quoi qu'il en soit, Côme III fut salué, en 1691, du titre d'*Altesse royale* et jouit de cet insigne bonheur pendant quelques années. Mais, en 1699, il réfléchit tout-à-coup qu'on ne lui accordait pas les honneurs *royaux* à la cour de Rome; que ses ambassadeurs n'y étaient pas traités comme appartenant à une *cour royale*; qu'enfin on lui déniait le titre d'Altesse *royale* au Vatican, que l'Espagne refusait de le reconnaître, que le roi de France n'appelait pas le grand-duc *mon frère*, honneurs qui tous étaient prodigués au duc de Savoie. Alors il n'y eut plus de repos possible pour Côme III, tant qu'il ne fut pas traité sur le même pied que son rival le Savoyard. Sans être arrêté par l'énormité de la dépense, il prépara une pompeuse ambassade pour le pape Innocent XII, après avoir préalablement négocié auprès des autres cours d'Europe, pour renouveler le sou-

venir du diplôme qu'il avait reçu de l'empereur. Mais Louis XIV en particulier refusa obstinément d'appeler Côme III *mon frère*. C'est alors que le grand-duc se décida à faire usage de toutes ses ressources. Il envoya son ambassade à Rome, et là, à force de prodiguer les cadeaux et les pensions aux cardinaux, après s'être entendu avec l'ambassadeur d'Autriche près le Saint-Siége, on prit le prétexte de remercier Sa Sainteté de quelques priviléges accordés à l'ordre des chevaliers de Saint-Étienne, pour traiter en secret la grande affaire de l'*Altesse royale*. On dit beaucoup de paroles, et l'on dépensa énormément d'argent; mais enfin l'affaire s'arrangea. Tous les ordres de la prélature, ainsi que la haute noblesse de Rome, vinrent faire leur cour à Vitelli, l'ambassadeur florentin, auquel le pape lui-même accorda dans son palais tous les honneurs réservés aux envoyés extraordinaires des rois. Cette formalité une fois remplie, les monarques de France et d'Espagne se soumirent à la décision du Saint-Père, et Côme III fut élevé à la dignité d'ALTESSE ROYALE, précisément lorsque l'héritage de la monarchie florentine allait passer dans une autre maison, et au moment où la famille des Médicis était sur le point de s'éteindre.

Côme III ayant perdu son fils aîné, n'avait plus pour héritier que Jean-Gaston des Médicis, qu'il n'aimait pas. Après l'avoir marié à une princesse allemande, Anne-Marie de Saxe-Lawemberg, laide, démesurément grasse, et d'un caractère enclin à la jalousie, il envoya le jeune prince vivre en Hongrie dans les biens de sa femme. Gaston était fort

spirituel, très instruit, car il savait cinq langues, et de plus bon, généreux et aimable. Malheureusement, son âme avait été amollie de bonne heure par le faste et la dissipation. L'ennui et le dégoût que lui inspira sa femme contribuèrent encore à dépraver son esprit. Cet homme, d'ailleurs, considéra le peu de cas que son père faisait de sa personne, et prévit que la florissante santé de Côme III reculait indéfiniment pour lui l'espoir de régner. Lorsque enfin sa rupture avec sa femme lui laissa voir clairement qu'il n'aurait pas de successeurs, et que la race des Médicis devait finir avec lui, alors il se dit : « Après nous la fin du monde, » et se mit à jouer, à hanter les mauvais lieux, à se livrer à toute espèce de débauches. Cette vie n'altéra pas la bonté de son cœur, mais diminua singulièrement l'énergie de son âme.

Il était âgé de cinquante-trois ans en 1723, lorsqu'il succéda à son père. Aucune des solennités usitées à la prise de possession d'une couronne ne furent observées par lui en cette occasion. Le nouveau grand-duc ne jura point fidélité comme ses prédécesseurs, et l'on ne vit pas sans étonnement que les honneurs de la souveraineté, qui enivrent ordinairement tous les hommes, parurent ne produire aucun effet sur l'esprit et les habitudes de Gaston. Le premier usage qu'il fit de son autorité fut de chasser de la cour, au grand contentement général, tous les prêtres, les hypocrites et les délateurs qui abusaient de la confiance de son père; puis il supprima les pensions que ce dernier prince faisait à un troupeau de Turcs,

de Juifs et de renégats convertis. Il diminua les impôts, et, sans abroger les lois ridicules qui avaient été faites avant lui pour le prétendu maintien des mœurs, il leur ôta toute action en fermant l'oreille aux délateurs qui se donnaient comme leurs interprètes. Plein d'amabilité et d'aisance dans ses manières, il mit l'étiquette de cour de côté, vécut familièrement avec les nobles, et prit part à toutes les réjouissances qu'ils donnaient. Dernier rejeton mâle de sa famille, séparé de sa femme, il saisissait avec une sorte d'empressement toutes les occasions qui pouvaient divertir son esprit des tristes pensées que sa position lui faisait enfanter. A la sombre et ennuyeuse bigoterie de la cour de Côme III succéda, à celle de Gaston, la galanterie, les bals brillants et les gais repas. Le nouveau grand-duc cessa de porter l'antique habit dit *de ville* usité en Italie, et tout aussitôt les courtisans, imitant son exemple, se vêtirent *à la française*. Au bout d'un an, toute la Toscane, et une partie même de l'Italie, avait adopté cette mode.

Dans les premières années de son règne, Gaston mit un peu plus de décence dans sa conduite extérieure, sans rien changer cependant à ses habitudes privées. Comme chef de l'État, il rétablit de l'ordre dans les finances, et pendant les sept premières années de son règne, où sa santé lui permit de veiller par lui-même aux intérêts de la Toscane, il administra avec habileté, et se fit aimer de ses sujets par son affabilité, sa justice et sa générosité. Bientôt les excès affaiblirent tellement son corps qu'il lui devint impossible de quit-

ter même sa chambre. Ce fut de ce moment où de bas et infâmes laquais, servant d'intermédiaires entre lui et les premiers magistrats, établirent ce système de vénalité qui acheva de corrompre en peu de temps toute la ville de Florence, et la livra à la cupidité et au libertinage.

Malgré cette douceur de caractère et une certaine justesse d'esprit dont Gaston des Médicis était doué, il avait une dépravation de mœurs qui mettra toujours une tache ineffaçable à son nom. Ce prince, jeune encore, prit à son service et en qualité de laquais un jeune paysan fort beau de figure. A ces avantages extérieurs, cet homme joignait une intelligence très active. Après s'être facilement insinué dans les bonnes grâces de Gaston, il ne tarda pas à s'emparer de l'intendance des plaisirs et des revenus de son maître. Julien Dami, tel est le nom de cette créature, accompagna Gaston en Bohême, en Hongrie, dans d'autres voyages en Europe, et rentra avec lui en Toscane.

Aussitôt que Gaston eut succédé à son père, Dami quitta la livrée de laquais et reçut de son maître le titre de valet de chambre. Gaston, il faut lui rendre cette justice, réservait la nomination des magistrats à ses ministres, mais quant aux charges de la cour, il avait laissé son valet Dami s'arroger le droit exclusif d'en faire le trafic, et, à l'exception des affaires d'Etat, toutes les autres étaient entre les mains de ce vil favori.

Son infâme crédit s'accrut encore après une chute que fit Gaston. Ce prince, s'étant luxé le pied, ne put sortir de chez lui ni même de son lit.

Par les soins de Dami, le palais du grand-duc devint pour ce prince ce que l'île de Caprée fut pour Tibère. Alors toutes les grâces, toutes les charges, toutes les réponses que l'on désirait obtenir du prince, étaient, avant même qu'elles fussent accordées, payées au poids de l'or à ce moderne Séjan.

Comme Jean-Gaston des Médicis n'avait pas d'enfants, il vit disposer de ses États pendant sa vie et long-temps même avant sa mort. Déjà, en 1725, l'Empereur et le roi d'Espagne firent un traité à Vienne, par lequel la succession éventuelle du grand-duché de Toscane fut assurée à l'infant Don Carlos. Puis, dix ans après, le 3 octobre 1735, il se conclut un nouveau traité entre l'Empereur, la France et l'Espagne, portant que François, duc de Lorraine et de Bar, aurait, à la place de Don Carlos, la succession de la Toscane, en échange de ses duchés, qu'il céderait à Stanislas, roi titulaire de Pologne.

Parmi toutes les idées bizarres qui ont passé dans l'esprit de ce singulier monarque, il en est une qui caractérise peut-être mieux que toute autre le laisser-aller où l'entraînait son excessive impartialité sur les choses de ce monde. Sous son règne, il y avait, dans les salons de Florence, des gens d'esprit et de goût, qui parlaient entre eux du rétablissement de la république florentine. C'est un sujet qui se reproduit naturellement dans la conversation à Florence, à la vue des monuments qu'elle renferme, et quand on s'occupe de son ancienne littérature. Cette idée sourit donc à Gaston, qui, ne pouvant transmettre son

pouvoir et ses droits à personne, conçut, dit-on, le projet de rendre aux Florentins leur liberté. Au surplus, ce qui rend cette anecdote vraisemblable, est le soin que ce même prince avait pris, avant d'être grand-duc, de faire recueillir et publier, par le célèbre père Lami, toutes les preuves historiques de l'indépendance politique de Florence. Ce livre, intitulé : « *De libertate civitatis Florentiæ ejusque dominii*, » fut réfuté par un autre que fit composer l'Autriche, et dont le but était de prouver que la Toscane, qui avait toujours été un fief de l'Empire, devait, au défaut de descendance masculine dans la famille régnante, retomber au seigneur suzerain.

Mais rien ne peint mieux l'agonie de la monarchie florentine que son Altesse royale le grand-duc de Toscane, Jean-Gaston des Médicis, le dernier de sa race, retenu dans son lit par suite de ses débauches, riant en parlant des deux traités qui disposaient de ses États, et demandant avec un sourire dédaigneux et spirituel : « si on ne lui donnerait pas un troisième héritier, et quel enfant l'Empire et la France voulaient lui faire pour lui succéder. »

Avec Jean-Gaston des Médicis, septième grand-duc de Toscane, s'est éteinte la dynastie médicéenne, le 9 juillet 1737.

XVI.

*

François, duc de Lorraine, est choisi grand-duc de Toscane, 1737-1765.— Pierre-Léopold-Joseph, son fils.— Ses réformes, ses institutions en Toscane.—Constitution léopoldine, 1765 à 1790.— —Ferdinand III.—Interrègne.— Léopold II, 1790 à 1836.— Résumé, conclusion.

On ne saurait en douter, il y a quelque chose d'inépuisable et de singulièrement vivace dans la destinée de Florence: une république y naît et s'éteint dans une oligarchie; cette oligarchie, après avoir jeté un admirable éclat, meurt elle-même pour donner naissance à la monarchie médicéenne qui dure deux cents ans.

Pendant le développement de ces trois formes de gouvernement, durant l'espace de cinq siècles, toutes les connaissances humaines furent cultivées avec une ardeur sans égale, et par une foule d'esprits distingués, dont les plus étonnants représentent en quelque sorte toutes les découvertes successives; ce sont : Dante, Pétrarque, Côme et

Laurent des Médicis, Michel-Ange et Galilée dont les noms suffisent pour indiquer les progrès rapides et si divers que la ville de Florence a fait faire à l'esprit humain. En ce pays, toujours un effort nouveau a succédé à un effort accompli, et il semble que, sur cette terre fertile en inventions, tout homme, fût-il étranger, pourvu qu'il ait du génie, fera croître et mûrir des idées.

Que l'on se reporte un instant près du lit de mort de l'insouciant Gaston, et que l'on jette un regard sur la malheureuse Florence, dont le gouvernement alors était encombré de lois mauvaises et contradictoires; qui renfermait dans son sein une population de prêtres, de religieuses, de nobles et de gens de toute espèce ayant contracté l'habitude de la débauche et vivant au milieu de saturnales continuelles; qui ne croirait, avec un tel désordre, que ce peuple est perdu? Qui n'est pas persuadé que la Toscane va devenir une terre maudite? Mais avançons dans son histoire, et l'on va reconnaître qu'il était réservé à cette nation, après avoir précédé toutes les autres dans la culture de la poésie, du commerce, de l'érudition, des arts et des sciences, d'être encore le premier peuple moderne à qui il soit échu pour souverain un homme éclairé, juste, simple dans ses mœurs, qui a successivement abrogé les mauvaises lois pour en substituer de meilleures, qui eut le premier l'idée de s'y soumettre dès qu'elles seraient établies, et qui a donné une autorité nouvelle au rang de souverain, en rendant compte des moindres impôts qu'il levait sur son peuple, et de tous les actes de son gouvernement. Étrange destinée de Florence,

qui, après s'être agitée si long-temps en vain pour obtenir, avec des formes républicaines, un gouvernement où régnassent l'ordre, la justice et la liberté, n'a trouvé une bonne partie de ces biens que sous un monarque dont le pouvoir sur elle était originairement absolu.

L'Europe avait prévu l'extinction de la maison des Médicis, lorsqu'elle pensa à donner un nouveau grand-duc à la Toscane. Les États de Gaston avaient donc été destinés d'avance à un fils de Philippe V, roi d'Espagne, l'infant don Carlos. Ce jeune prince vint en Toscane pour connaître ses sujets futurs et se faire connaître d'eux. Mais, portant bientôt ses vues plus haut, il céda son hérédité même avant la mort du testateur.

Il était difficile de prévoir que le terme de la guerre commencée pour l'élection d'un roi de Pologne déciderait du choix d'un souverain pour la Toscane; c'est cependant ce qui arriva. Il fallait assigner une résidence honorable à un prince détrôné à qui il ne restait pas un coin de terre pour se placer. Or, le mariage de sa fille avec le roi de France, Louis XV, arrangement tout politique, fut un plus sûr appui pour le prince dans la disgrâce, que celui qu'il crut trouver par la suite dans la protection capricieuse de Charles XII, roi de Suède.

La France devait et voulait acquérir quelque chose avec un traité de paix, pour avoir soutenu avec ses armes les Espagnols en Italie, et leur avoir facilité la conquête des royaumes de Naples et de Sicile. Ces alliés, si bien traités, cédèrent donc volontiers la Toscane qui appartenait à don Carlos.

Mais ce pays n'était point à la convenance de la France, qui proposa un échange avec la Lorraine, à laquelle elle était liée d'amitié depuis long-temps. Ce fut donc à François, duc de Lorraine, que fut réservé le chagrin d'abandonner son pays et ses sujets, et de se dépouiller de l'héritage de ses pères. Il gagna cependant, par ce sacrifice, l'affection paternelle de Charles VI et la main de la fille de ce prince. Enfin cet arrangement contribua à assurer le repos de l'Europe.

Cependant que toutes ces dispositions politiques étaient en question, la Toscane attendait impatiemment le choix de son souverain; à chaque courrier, on allait s'informer des décisions nouvelles, et après bien des incertitudes le choix tomba enfin sur le duc de Lorraine.

Gaston des Médicis mourut. Le jour même de sa mort, 9 juillet 1737, le duc de Craon se rendit au sénat de Florence, et y fit reconnaître François II, duc de Lorraine, grand-duc de Toscane. Ce ne fut que deux ans après (1739) que ce prince, accompagné de son épouse Marie-Thérèse d'Autriche, vint dans sa nouvelle capitale. Après avoir fait un séjour de deux mois à Florence, ils demeurèrent plusieurs jours à Sienne, à Pise et à Livourne, pour régler, dans chacune de ces cités, les dispositions relatives à l'administration et aux affaires militaires. Le nouveau grand-duc, toujours accompagné de Marie-Thérèse, ne tarda pas à retourner à Vienne, laissant pour gouverneur à la Toscane, pendant son absence, le maréchal Botta. Le nouveau grand-duc ne résidait pas en

Toscane, aussi les affaires de ce pays furent-elles loin de se rétablir et de s'améliorer. Au milieu d'un calme plat, qui tenait plus au sommeil de toutes les idées et de tous les sentiments généreux qu'à l'amour de l'ordre, les Florentins souffrirent toutes les vexations imaginables en se consolant par des satires, et en se livrant à tout le dérèglement de leurs mœurs. Ce règne des gouverneurs du grand-duc François de Lorraine, si triste et si long pour Florence puisqu'il a duré vingt-six ans, peut être comparé à ces pays de landes, si pénibles à traverser, mais dont on conserve à peine le souvenir quand on en est loin. Le seul événement remarquable qui doive être consigné ici, est la mort d'Anne-Marie-Louise des Médicis, fille de Côme III, sœur de Gaston, et veuve de Jean-Guillaume, prince palatin; cette princesse expira le 18 février 1743: elle était la dernière personne de l'illustre famille des Médicis.

François de Lorraine, ayant été élu empereur en 1745, continua de faire gouverner la Toscane par ses lieutenants, jusqu'à sa mort, en 1765. La dernière année de ce triste gouvernement fut marquée par une disette horrible qui acheva de ruiner, de dépeupler tout le pays. Les objets de première nécessité manquaient, et l'on ne pouvait se les procurer qu'en pays étranger et à des prix excessifs. Le nouvel empereur fit de grands sacrifices pour soulager les maux de ses sujets toscans; mais le mal était trop grand, la misère trop profonde pour qu'il pût y remédier. Cette grande et noble entreprise était réservée à son se-

cond fils Pierre-Léopold-Joseph, qui hérita du grand-duché de Toscane à la mort de son père, en 1765.

Le nouveau grand-duc fit son entrée à Florence le 13 septembre de la même année. Léopold n'avait que dix-huit ans. Sa jeunesse, l'air doux et bienveillant de sa physionomie, et ce besoin d'espérance qui est si fort chez un peuple malheureux, furent autant de raisons pour que Florence reçût son nouveau souverain avec une joie et un enthousiasme extraordinaires. Mais à cette joie, à ces applaudissements universels, succédèrent bientôt les plaintes. Elles portèrent d'abord sur la conduite du maréchal Botta, lieutenant de l'empereur. Le jeune prince, pensant avec raison que cet homme n'était pas le seul coupable, et qu'il faudrait punir aussi tous ceux qui avaient mal fait sous ses ordres, consulta tout à la fois la générosité et la prudence, et signala son avénement au trône par un pardon général accordé à tous ceux qui s'étaient rendus coupables envers l'État.

Cette première difficulté étant écartée, Léopold ne tarda pas à s'apercevoir, sans qu'on l'en avertît, de l'état profondément malheureux où était plongée la Toscane, du désordre et de l'iniquité de ses lois, des abus effroyables qui s'étaient introduits dans la magistrature et dans toutes les branches de l'administration. La dépravation des mœurs, la multiplicité des crimes et la dissolution d'une partie du clergé attirèrent avec force son attention. Mais il est des maux chez un peuple, qui, pour ne pas être les plus graves peut-être,

en sont les plus pressants. Ce furent ceux que Léopold travailla d'abord à faire cesser.

En 1764, comme on l'a déjà dit, une disette affreuse s'était fait sentir en Toscane. Deux ans après, et lorsque Léopold venait de prendre possession de sa couronne ducale, le même fléau se reproduisit encore. Mais cette fois il fut plus terrible que le premier. Le prix des denrées les plus indispensables s'éleva à des prix exorbitants, et bientôt la diminution et la mauvaise qualité des aliments engendrèrent une épidémie qui mit le comble à la désolation générale.

Ce moment de crise violente fut celui où le gouvernement de Léopold prit et exécuta une résolution qui révolta d'abord tous les esprits ordinaires, bien qu'elle eût reçu depuis long-temps déjà l'approbation des gens éclairés de Florence. Dans l'intention d'entamer cet amas indigeste de lois et de règlements faits sous la république dans l'intérêt du commerce, mais que le temps, et surtout la rapacité et l'astuce des fermiers et des commissaires des grands-ducs, avaient rendu si fatal au commerce et au bien-être des Toscans, Léopold rendit un édit par lequel la circulation des grains fut déclarée libre, et les droits de gabelle, d'entrées et autres, abolis. L'exercice du commerce fut permis à tous les particuliers sans restriction, formalités ni sujétions. Cet édit porte que les grains pourront être vendus aux étrangers, ou achetés de dehors; que chaque citoyen a la faculté de faire et de vendre du pain de toute qualité, de tout poids et à tout prix, ajoutant là

défense expresse de troubler le commerce de ceux qui voudraient le faire d'après ces nouveaux règlements.

Ce système, qui renversait toutes les lois et toutes les habitudes établies depuis si long-temps, fut repoussé d'abord par les préjugés et l'ignorance du peuple. Toutefois, les obstacles les plus forts et les plus durables qui s'opposèrent à son établissement vinrent de la part d'une classe d'hommes entre les mains de qui le monopole de toutes les branches de ce commerce était exclusivement remis. Ce ne fut qu'avec du temps et par l'expérience que l'on parvint à détruire la défiance du peuple et à vaincre l'avarice et la cupidité des traitants. Un fait positif, c'est que, malgré la suite des mauvaises récoltes du pays depuis 1766 jusqu'à 1774, la seule liberté du commerce ramena l'aisance et le bien-être à Florence et dans toute la Toscane, et que les paysans, chassés de leurs habitations par la famine et la misère, y revinrent et se livrèrent avec plus de sécurité à l'agriculture.

Du moment que cette dernière branche d'industrie reprit quelque faveur, Léopold, toujours attentif à suivre l'ordre rationnel des améliorations qu'il voulait introduire, commença dès lors à favoriser l'agriculture comme il avait aidé le commerce, en la débarrassant des entraves qui lui étaient imposées.

Parmi tous les défauts de l'ancienne législation, l'un des plus nuisibles était les faveurs et la prépondérance accordées aux manufacturiers et aux artisans des villes, sur la profession si utile des agriculteurs. Pour donner plus de liberté et d'ai-

sance à cette dernière industrie, non seulement on permit, comme on l'a dit déjà, l'exportation et l'importation libres des grains, mais, pour encourager la culture et faciliter la vente de ses produits dans l'intérieur de la Toscane, on supprima les douanes intérieures et toutes les taxes qui diminuaient le gain des agriculteurs. Les impositions qui pesaient sur eux furent même extrêmement allégées.

Ces dispositions furent appliquées à toutes les provinces dont le sol est suffisamment productif. Quant à celles pour qui la nature a été marâtre, comme les Maremmes, sol marécageux, insalubre et stérile, où la population est rare, on proposa des gratifications à ceux qui feraient des efforts pour l'assainir, qui entreprendraient le dessèchement des terres, et l'on concéda des avantages et des priviléges aux agriculteurs qui s'y feraient un établissement et y demeureraient.

Toutes ces promesses n'auraient eu aucun effet, si le gouvernement lui-même n'eût montré l'exemple et tenté les premiers efforts pour assainir une contrée pestilentielle. Des ingénieurs furent chargés de visiter ces terrains, et d'y faire des travaux pour décharger la terre des eaux par un canal. Dans l'année 1769, après avoir apporté des améliorations dans la Maremme, on en commença de non moins utiles dans le val di Chiana, qui, d'un grand lac qu'il formait alors, est devenu une vallée des plus fertiles.

La liberté du commerce des grains, le soulagement des impôts mis sur les agriculteurs, l'abolition des douanes et les primes offertes à

ceux qui assainiraient et défricheraient les terres, communiquèrent une activité surprenante à l'art de l'agriculture, rétablirent l'abondance, et disposèrent les esprits à l'ordre et au repos.

On ne saurait trop sérieusement réfléchir sur l'ordre que Léopold a suivi dans les réformes successives qu'il introduisit en Toscane pendant les vingt-cinq années de son règne. Avec cette profondeur de bon sens qui remplace le génie, si ce n'est pas le génie même, le premier soin que le jeune prince prend de son peuple est de prévenir ses besoins matériels, et d'encourager l'art avec lequel on pourvoit à sa subsistance. Il y a, dans cette idée seule d'un homme de vingt ans, une maturité intellectuelle qui se rencontre bien rarement. L'agriculture et le commerce furent donc les deux premières professions qu'il mit à l'aise et qu'il favorisa.

Mais, aussitôt que les premiers besoins commencèrent à être satisfaits, le jeune législateur s'occupa de ce qui fournit les moyens d'entretenir ces besoins matériels, c'est-à-dire de l'administration des finances de la couronne. Son but, dès les premières tentatives qu'il fit à cette occasion, fut de réduire et de détruire même, autant qu'il le pourrait, une quantité énorme de revenus royaux, de régales, autant toutefois que les dépenses forcées de l'État le permettraient.

Il commença, en 1768, par détruire la ferme générale des taxes et impositions. Indépendamment d'une foule de vexations dont le peuple fut délivré, cet acte eut encore cela de bon, qu'il donna au gouvernement la faculté de diminuer

les impôts selon son bon plaisir et l'opportunité, et de mettre plus ou moins de douceur pour se faire payer des imposés, sans dépendre des conventions passées avec les fermiers-généraux.

Le sel fut payé au même prix par toute la Toscane, et ce prix fut modéré. La diversité des poids pour la vente de cette marchandise fut défendue, ainsi que le droit que l'on avait, en certains lieux, de ne vendre que du sel bis. Les droits sur la fabrication et la vente des tabacs, de l'eau-de-vie et d'une foule d'autres denrées, droits qui faisaient partie des régales, furent supprimés, ou au moins fort réduits. Et chose digne d'observation, il arriva que la différence de ces impôts détruits fut plus que compensée par le résultat de ceux que la liberté du commerce faisait payer sans que l'on s'en aperçût en quelque sorte.

Vers le même temps, Léopold pensa à éteindre la dette publique, que les dépenses excessives faites à partir du temps de la république, et le désordre des finances sous les derniers Médicis, avaient rendues si onéreuses. On doit se souvenir qu'en 1343, les Florentins, pour soutenir la guerre contre Pise et éteindre les dettes contractées avec le duc d'Athènes, avaient prêté des sommes énormes à l'État, et que, faute de pouvoir rendre ces capitaux, on en assura la rente. Telle fut l'origine du mont-commun, où la dette publique s'augmenta toujours jusqu'à l'époque de cette histoire où nous sommes parvenus maintenant. Le grand inconvénient de cette dette était de produire une augmentation progressive d'impôts, pour faire face à la dette croissant elle-même. Léopold di-

minua les intérêts payés jusqu'alors, et les réduisit tous au même taux, trois pour cent. Plusieurs opérations financières furent tentées, encore pour éteindre entièrement la dette publique; mais, comme cette opération ne put être réalisée, on s'en tint à créer un impôt dit du *rachat*, établi sur tous les biens fonds, dont le produit fut employé à payer les rentes sur l'État.

L'administration et la police des villes ne furent pas négligées par Léopold. Dans chaque quartier de la capitale, on institua un commissaire sous la dépendance du président du *bon gouvernement*, chargé de veiller à la sûreté des personnes, et de remettre d'accord les gens qui venaient lui présenter des causes de peu d'importance.

Persuadé qu'il n'est pas moins utile de prévenir les délits que de les punir, le prince fit élever des écoles dans tout son duché, pour les personnes de toutes classes, afin qu'une éducation plus soignée les mît dans le cas de ne pas se laisser aussi facilemement aller à leurs mauvais penchants. Les écoles de toute espèce, les universités de Pise et de Sienne furent remises sur un pied nouveau, et l'on releva l'académie des Beaux-Arts de Florence. Après ces soins pris pour l'amélioration morale et intellectuelle des Toscans en général, on s'occupa des établissements propres à donner des secours pour le corps. Les orphelins, les enfants abandonnés, les pauvres, les infirmes et les vieillards, trouvèrent des lieux de refuge, des maisons de santé; et tous les hôpitaux de la Toscane furent restaurés, agrandis et fournis des médicaments indispensables.

Les précautions propres à entretenir la santé et la salubrité générales furent l'objet d'une attention particulière. Les comestibles vendus dans les marchés furent soumis à des inspections; les bains publics d'eaux minérales furent ornés de riches et vastes bâtiments pour recevoir ceux que les maladies y feraient venir.

Une loi qui fut renouvelée cinq fois depuis 1775 jusqu'à 1784, mais toujours en vain, est celle qui ordonnait, encore dans l'intérêt de la salubrité publique, de ne plus enterrer les morts dans l'intérieur des églises. Le préjugé favorable à cet usage, fortifié tout à la fois par l'habitude et par des idées religieuses fort mal entendues, ne put jamais être entièrement vaincu à Florence ni dans le reste de la Toscane, et l'insistance de Léopold pour le détruire lui a fait beaucoup d'ennemis pendant son règne.

Ce qui lui en suscita bien plus encore, fut la suppression de plusieurs couvents de religieux et surtout de religieuses, dont les biens furent employés à l'établissement de communautés religieuses de femmes destinées à l'éducation des jeunes filles. On ne saurait le dissimuler, puisque les preuves sont connues, mais les plus incroyables désordres s'étaient introduits dans les couvents de Florence et de la Toscane. En forçant le vice jusque dans les retraites sacrées où il s'était abrité, Léopold coupa le mal dans sa racine, et retrempa tout son peuple.

La revue de toutes ces lois est doublement curieuse, puisqu'en faisant connaître le système de gouvernement suivi par Léopold, elle indique en-

core, d'une manière très précise, tout ce qu'il y avait eu de désordres, d'abus et d'injustices dans les trois gouvernements qui avaient précédé le sien. Mais il reste encore à faire connaître les réformes et les institutions nouvelles qu'il a introduites dans l'administration de la justice civile et criminelle, pour se former une idée, seulement par les réformes qui y ont été faites, du monstrueux édifice des vieilles lois florentines.

Le plus grand dommage porté aux intérêts de l'État, venait particulièrement du nombre excessif des juridictions de tribunaux et de magistratures tant supérieurs qu'inférieurs. Leur multiplicité, l'incertitude des limites de leurs droits, l'impéritie fréquente des hommes ordinairement destinés à remplir ces charges, rendaient long et dispendieux le cours de la justice, et faisait souvent prendre aux juges des résolutions injustes.

Les plaintes fréquentes du peuple toscan à ce ce sujet décidèrent Léopold à faire une réforme générale des tribunaux et des magistratures anciennes qui n'étaient plus en harmonie avec les besoins présents de la société. Pour commencer avec prudence et opportunité cette grande entreprise, il dirigea d'abord son attention sur les magistratures supérieures dont la juridiction s'étendait au-delà de la capitale. On supprima donc l'antique conseil des deux cents, les conservateurs des lois, et le tribunal de la Consulta, auquel on substitua le Consulteur légal.

Le nombre de certains magistrats ayant la haute prérogative de connaître des affaires qui regardaient les régales et une bonne partie de certaines

corporations, furent, sinon supprimés en entier, au moins réduits extrêmement. De ce nombre furent le magistrat du sel, qui avait neuf assesseurs à ses ordres; celui de la taxe et des dîmes; la magistrature de l'antique Mont-Commun; et celle des capitaines de parti, ce vieux témoignage de l'esprit de faction.

On jugea à propos de supprimer la juridiction du juge délégué de l'ordre de Saint-Etienne, celles du conseil d'appel, du conseil de la pratique secrète. On supprima encore les charges d'auditeur de la chambre, de secrétaire des réformes, afin que toutes les communautés civiles traitassent leurs affaires entre elles et ne fussent plus exposées aux lenteurs et à la partialité de leurs anciens juges.

L'existence de la magistrature du Bigallo (1), de la députation de Boniface, des magistrats de l'œuvre de la cathédrale, et de plusieurs chefs, fut jugée inutile et supprimée.

La juridiction des tribunaux épiscopaux fut restreinte aux causes purement spirituelles et aux cas de conscience.

Quant au tribunal de l'inquisition, que Léopold jugeait si contraire à la douceur de notre religion, il fut supprimé en l'année 1787.

Le nombre exorbitant des magistratures inutiles étant ainsi réduit, les tribunaux ordinaires étant rentrés dans leurs droits et se composant de juges instruits et expérimentés, toutes les

(1) Communauté hospitalière fort anciennement instituée, et dont on avait fait en dernier lieu une maison de refuge pour les orphelins et les enfants trouvés.

controverses et les disputes qui s'élevaient jadis de magistrature à magistrature, à l'occasion des limites et de l'extension de leur juridiction, cessèrent de se reproduire dans les tribunaux. L'usage si irrégulier de déléguer les causes à des juges éventuels et que l'on élisait au moment, fut aboli. Ce moyen avait été employé à cause de la défiance qu'inspiraient les assesseurs des divers tribunaux, dont l'ignorance et l'incapacité n'était que trop constante. Leur nombre d'ailleurs était si grand, et les appointements qu'ils recevaient si peu considérables, que ces places étaient ordinairement le partage des hommes les plus ordinaires.

Mais ces précautions n'auraient pas encore suffi pour que la justice fût bien rendue, si l'on n'avait pas fixé par des lois la marche des procédures, si les frais n'en eussent pas été réglés, si enfin les honoraires des avocats n'eussent pas été déterminés, dispositions qui toutes furent rigoureusement instituées par des lois dont on fit l'application à tous les tribunaux de la Toscane.

Depuis plus d'un demi-siècle la réforme de la législation criminelle était préparée par les écrivains publicistes et philosophes, et les changements de cette législation étaient attendus avec impatience par les peuples du continent de l'Europe. Léopold eut le courage d'être un des premiers souverains qui essayèrent de mettre en pratique les spéculations des publicistes qui avaient réclamé au nom de la justice et de l'humanité, la gradation des peines en proportion de la gravité des délits, l'abolition de certains supplices, et en particulier de la torture.

Fidèle à sa méthode de préparer les hommes par l'éducation et de bonnes habitudes, à traiter les affaires selon la justice et la raison, Léopold commenca, en 1777, par établir des écoles et des corps enseignants où il pût se former des juges instruits dans l'art des procédures et capables de séparer, avec une attention toujours éclairée, le faux du vrai. Tous les émoluments et récompenses avec lesquels on ébranlait depuis si longtemps la fermeté et l'intégrité des juges, furent expressément prohibés. La confiscation des biens fut abolie dans presque tous les cas de culpabilité; la justice fut rendue avec les mêmes formes, à toutes les personnes de quelque classe de la société qu'elles fussent, et, dès 1776, des lois indiquèrent les moyens de rendre l'emprisonnement des coupables moins cruel, de modérer la torture, et défendirent en dernier lieu les exécutions à mort.

Il ne fallut que peu d'années pour convaincre par l'expérience que l'excessive rigueur des lois est un moyen aussi impuissant qu'injuste pour diminuer les crimes chez une nation dont le caractère est naturellement bon et honnête ; et qu'au contraire la modération des peines, jointe à l'exécution rigoureuse des lois et à la vigilance des magistrats pour prévenir toute espèce de délits, en diminue sûrement et en peu de temps le nombre. Lorsque Léopold eut tenté ces essais, et que l'expérience eut justifié ses prévisions, on pensa à s'occuper de la publication d'un nouveau Code criminel.

Dans cette intention, le grand-duc Léopold commença par abolir la peine de mort, comme

ne produisant qu'un sentiment passager de terreur qui se change presqu'aussitôt en compassion pour le coupable chez un peuple policé et humain, tandis que le condamné devient un exemple tout-à-fait inutile pour le petit nombre des méchants. A cette peine on substitua donc celle de la prison perpétuelle, ou des travaux forcés pour la vie, dans l'idée que le spectacle d'un criminel privé de la liberté et exposé aux yeux de la société qu'il a offensée, peut par ce triste exemple opposer un frein à la méchanceté et au crime.

La peine de la torture, qui punit le prévenu avant que le juge l'ait reconnu coupable; qui expose l'innocence aux plus cruels tourments; qui absout parfois le coupable robuste, et condamne l'innocent faible de corps; la torture fut entièrement abolie dans les procès criminels intentés contre quelque personne que ce fût et à propos de quelque crime que l'on eût commis. Il en fut de même de la confiscation des biens.

L'indication du crime de lèse-majesté ne fut pas compris dans la nouvelle réforme du Code criminel. Léopold ayant égard à l'extension arbitraire que l'on donnait à des délits souvent légers, mais rangés dans cette catégorie, ne voulut pas que ses sujets fussent exposés à des violences et à des vexations pleines d'injustice, sous des prétextes graves en apparence.

L'inutile et condamnable usage des nombreux serments probatoires exigés dans les procès criminels de la part des accusés que l'on entraîne ainsi à mentir et à devenir parjures, fut aboli; le serment ne fut plus exigé que de la part des témoins.

Pour éviter et prévenir les imputations calomnieuses, les fausses accusations, quand l'impunité et le secret favorisent les délateurs, il fut ordonné que les procès criminels seraient précédés d'une instruction formelle, qui rendrait le plaignant responsable de la vérité ou de la fausseté de l'accusation.

Les procès dits de la Chambre, qui n'étaient que des décisions prises arbitrairement sans instruction préalable et sans défense de la partie accusée, furent abolis en donnant pour motif : qu'il fallait garantir l'innocence des citoyens et les réintégrer tous dans le droit sacré et imprescriptible de la défense.

On pourvut à ce que les prévenus, quelles que fussent la gravité et la certitude de leurs fautes, trouvassent des défenseurs, et à ce qu'ils demeurassent le moins long-temps possible dans les prisons.

A l'antique usage de condamner comme coupable tout prévenu qui ne s'est pas rendu à la citation du juge et qui souvent par crainte ne vient pas purger sa contumace, on substitua une loi qui ordonna que tout prévenu, dans un cas semblable, serait admis devant les juges comme simple accusé.

De toutes les amendes infligées aux délinquants, l'on fit un dépôt séparé, pour venir au secours des prévenus pauvres, faussement accusés et que la durée de leur procès avait retenus un certain temps en prison. On y puisait encore les indemnités accordées aux parties victimes de procès intentés par des gens insolvables.

Tel fut l'ensemble des efforts heureux que fit Pierre-Léopold pour régénérer la Toscane. Il eut

le grand mérite d'essayer par la pratique toutes les spéculations que les écrivains économistes, philosophes et publicistes, avaient plus ou moins heureusement présentées dans leurs livres.

Ces essais pratiques, on l'a déjà fait sentir, lui attirèrent des ennemis, et plusieurs fois le pape Pie VI témoigna ouvertement les craintes que ces innovations lui inspiraient. La suppression de plusieurs congrégations ecclésiastiques, les prêtres réduits à un salaire fixe, comme tous les employés de l'état, et l'abolition des tribunaux épiscopaux étaient en effet, à cette époque et dans un pays si rapproché des États romains, une révolution qui fit comparer plus d'une fois Léopold au roi Henri VIII d'Angleterre. Mais le grand-duc poursuivit l'établissement de son système avec d'autant plus de calme et d'assurance, que, malgré les clameurs du clergé et de la noblesse, il avait, pour se justifier à ses propres yeux et à ceux de toute l'Europe, l'accroissement réel du bien-être et du bonheur de son peuple qu'il avait trouvé si pauvre, si découragé et plongé dans un si grand avilissement moral.

Il y a dans la conduite et dans toutes les actions politiques de Léopold, pendant les vingt-cinq années de son règne, une persévérance digne et calme, qui indique que ce souverain n'a rien fait qui ne lui fût dicté par sa conscience. Certains esprits peuvent sans doute ne pas approuver en tout point son système de gouvernement, mais il ne viendra à l'idée de personne de penser que ce prince n'ait pas fait ainsi parce qu'il a cru bien faire. Ce qui domine dans toutes ses actions poli-

tiques, est la sincérité, a bonne foi et l'envie d'être utile.

L'un des derniers actes de son gouvernement prouve jusqu'à l'évidence ce que l'on vient d'avancer. Vers 1789 ce prince, après avoir accompli toutes les réformes et tous les grands travaux législatifs dont on a lu l'extrait, voulut donner une preuve de l'importance qu'il attachait à la bonne foi de tous ceux qui concourent au gouvernement d'un état, en se proposant lui-même pour exemple. Dans un volume intitulé : *Gouvernement de la Toscane sous le règne de S. M. le roi Léopold II* imprimé à Florence, il donna, section par section, un résumé de toutes les améliorations qu'il avait essayé d'apporter dans les branches diverses de l'administration; et, à la suite de ce compte rendu en détail, il joignit des tableaux où sont rapportées d'année en année, depuis 1765 où mourut son père, jusqu'en 1789, toutes les recettes et dépenses faites en Toscane.

Ce document, l'innovation la plus extraordinaire peut-être de toutes celles qu'a apportées Léopold dans le gouvernement de la Toscane, fut répandu dans toute l'Europe; et depuis quarante-six ans qu'il a été lu et commenté, personne n'en a contesté l'exactitude. Il est donc devenu une pièce historique du plus haut intérêt, et qui comprend à lui seul le tableau de toutes les vicissitudes du grand-duché de Toscane et de Florence, pendant le temps du règne de Léopold. Ce qui précède en est l'extrait dont plusieurs paragraphes sont donnés dans leur intégrité.

Quant aux résultats matériels de l'administra-

tion du grand-duc, les voici : En 1765, la misère, la famine, les mauvaises mœurs et tous les désordres qui s'ensuivent, régnaient encore en Toscane. L'agriculture, à cette époque, était abandonnée; les impôts accablaient les populations et ne profitaient qu'aux traitants; la justice, tant au civil qu'au criminel, était mal rendue; les amendes, les peines, les supplices et les tortures abondaient; les corps ecclésiastiques possédaient près d'un tiers des biens de la Toscane; des désordres scandaleux s'étaient introduits dans les couvents; les crimes de toute espèce étaient, proportionnément à l'étendue du territoire du grand-duché, plus nombreux que dans les autres états de l'Europe.

Or, à tous ces maux, héritage accumulé des trois gouvernements qui se sont succédé à Florence jusqu'à l'extinction des Médicis, quel résultat peuvent opposer les vingt-cinq années du règne de Léopold? Un fait qui résume tous les autres : pendant cet espace de temps, deux criminels seulement, dont l'un était étranger à la Toscane, ont été punis de mort; et environ deux cents personnes ont été condamnées aux travaux publics, dont cinquante étrangers; d'où il résulte que, dans un état composé de neuf cent mille âmes, c'est à peine s'il y a eu dix personnes par année de condamnées à des peines corporelles.

Une manœuvre politique dont il n'est pas question dans l'exposé du gouvernement de Léopold, mais que l'on a reprochée et que l'on reproche encore à ce prince, est l'espionnage qu'il avait organisé, dit-on, dans toutes les familles de Florence

et de la Toscane. Les uns lui ont fait un crime de ce moyen employé, selon eux, pour mettre les citoyens en défiance continuelle, et les contenir dans un repos factice. Ceux qui ont émis cette opinion, tenaient à une certaine secte républicaine dont les principes et les souhaits, en matière de gouvernement, étaient tout à la fois très âpres et très vagues. Ils accusèrent Léopold d'employer toutes les ressources de l'espionnage domestique, à énerver l'âme et le cœur des Florentins, en ne leur permettant pas la plus légère observation sur ce qu'il faisait; et enfin il se rencontre encore des esprits persuadés que ce genre de tyrannie est ce qui a rendu le Florentin de nos jours si doux, si modéré, si prudent, d'énergique et de remuant qu'il avait été depuis le XIII[e] siècle jusqu'au XVI[e]. Parmi tous ceux qui lui adressent ce reproche avec le plus de vivacité, se distingue le poëte Alfieri. Dans le recueil de ses sonnets, on en trouve un intitulé : Florence, où, après avoir rappelé que, dans cette ville, sont nés Dante, Pétrarque, Michel-Ange, Machiavel et Galilée, il ajoute : « Ces hommes sont en effet nés à Florence, mais à une époque où lire, parler, écrire et penser, n'étaient pas encore des crimes; quand il n'y avait pas une école où l'on apprît à trembler, et où l'on ne voyait pas le nom d'un homme inscrit sur le livre d'or, parce qu'il sait *épier* ce que disent et pensent les autres. » Malheureusement l'exagération assez habituelle de ce grand écrivain, lorsqu'il touche à des sujets ou à des personnes qui ne cadraient pas avec ses idées en politique, donne quelque défiance sur la justesse de son reproche.

On ne saurait douter cependant que Léopold n'eût établi, particulièrement à Florence, un espionnage dans les familles. Beaucoup de gens prétendent que c'était pour garantir les mœurs et prévenir les délits; mais ses détracteurs l'accusent précisément d'avoir pris ce moyen pour épuiser toute la sève et la vigueur naturelle à cette nation.

Les détails historiques sur le gouvernement de Léopold sont encore si imparfaitement connus, et l'on manque tellement de renseignements positifs et avérés sur ce que l'on nomme son système d'espionnage, qu'il est prudent de ne pas obscurcir inconsidérément à ce sujet la mémoire d'un prince, dont toutes les opérations politiques d'ailleurs portent l'empreinte de la générosité et ont été un sujet d'admiration pour les hommes les moins disposés à louer ce qu'a pu faire un souverain. Avant de juger les actions d'un tel monarque, il faut se reporter au temps où la Toscane lui échut par héritage, et penser à la difficulté qu'il eut à surmonter pour rendre à la justice, aux lois et à la liberté, un peuple qui était moralement et physiquement si corrompu, si épuisé, si malheureux. Il est certain que Léopold a procédé *tyranniquement* et a usé de sa puissance *absolue*, pour introduire et établir ses réformes et ses lois. Lui faire un crime de cet acte, serait ne pas vouloir reconnaître l'évidence et la nécessité d'un fait que l'on retrouve souvent dans l'histoire; ce serait blâmer le parti que prennent toutes les nations poussées à bout par le malheur, en se nommant un dictateur. Léopold se trouva tout-à-coup placé, par l'état déplorable où était la Tos-

cane, ainsi que par sa qualité de nouveau grand-duc, dans les conditions d'un dictateur, et il a agi en conséquence. Seulement il s'est trouvé que ce magistrat absolu était un prince généreux, habile et humain, comme le prouvent toutes les institutions qu'il a laissées. Voilà ce qui explique tant de reproches, et peut servir de réfutation au sonnet d'Alfieri, où ce poëte dit qu'à Florence, sous le grand-duc Léopold, lire, parler, écrire et penser étaient des crimes.

Léopold redoutait les commérages sur la politique, dont les effets, à la longue, auraient pu devenir contraires à l'exécution de son grand projet de réforme. Que cette crainte se soit combinée avec le puéril travers de savoir tout ce qui se passait dans l'intérieur des familles, et l'ait même entraîné à établir un espionnage que des agents subalternes ont rendu vil et odieux, la chose n'est pas impossible; mais pour porter un jugement décisif sur la moralité et l'efficacité de ce moyen, on n'en connaît pas encore assez bien l'origine, les ressorts et le but. Il est prudent d'attendre encore avant de décider la question.

Le clergé et la noblesse de Florence étaient loin de voir les innovations de Léopold d'un œil favorable, et ils s'unissaient pour les critiquer souvent avec amertume. Le peuple lui-même, quoique si favorisé par l'établissement de l'égalité de toutes les classes devant la loi, par la liberté du commerce et par les encouragements donnés à l'agriculture, ne laissa pas cependant, en plusieurs occasions, d'exprimer vivement son éloignement pour certaines réformes. L'abolition de plusieurs

congrégations religieuses lui déplut, et jamais on ne put mettre rigoureusement en vigueur la loi qui défendait d'enterrer les morts dans l'intérieur des églises. Léopold, en ces différentes occasions, ne contraria les esprits par aucun acte violent de pouvoir, et obtint peu à peu, mais sûrement et par les bienfaits de l'expérience, ce qu'il n'aurait pu attendre de la brusquerie de son pouvoir. Dans ce cas, il ne fut peut-être qu'un habile politique; mais dans une autre circonstance où cette qualité ne l'abandonna pas, il se montra de plus magnanime et généreux.

Un nommé Beccatini, employé dans les fonctions subalternes de son gouvernement, avait fait, sous les ordres de Chelotti, ministre de la police, le métier de dénonciateur et d'espion. Ce misérable, pour des méfaits dont les détails sont ignorés, fut exilé par le grand-duc. Il choisit pour retraite Naples, où il écrivit et publia un libelle infâme intitulé : *La vie privée de Léopold.* Dans ce livre, il reproche en effet à son souverain la curiosité qui le poussa à savoir tout ce qui se passait dans l'intérieur des familles, mais sans jeter aucune lumière sur ce qu'il pouvait y avoir de sérieux dans cette disposition. On n'y trouve qu'un amas d'injures et de calomnies. Dès que Léopold fut instruit de la publication de cette odieuse satire, il ordonna à son ministre toscan près la cour des Deux-Siciles, de la laisser lire à qui bon semblerait. Depuis la mort de ce prince, l'importation et le débit de ce libelle n'ont point été défendus en Toscane; et ce qui fait le plus grand éloge des derniers grands-ducs et de leurs sujets,

est que si ce libelle est rare à Florence, c'est que personne n'y montre le moindre empressement pour le lire.

Pierre-Léopold-Joseph d'Autriche était déjà avancé dans la réforme de son grand-duché de Toscane, lorsque, le 24 février 1790, il reçut la nouvelle de la mort de son frère l'empereur Joseph II, dont il était l'héritier. Après avoir établi un conseil de régence, il quitta la Toscane pour aller prendre possession de son nouvel empire qu'il ne gouverna que deux ans.

On assure que, pendant le règne de Léopold en Toscane, toutes les réformes n'étaient encore à ses yeux qu'un moyen de retremper son peuple en lui donnant d'abord de bonnes habitudes morales et en l'amenant successivement à sentir l'amour de la patrie, pour le rendre apte à se conduire selon les lois de la justice et digne enfin de recevoir le gouvernement libre qu'il lui destinait. On prétend en un mot et pour se servir de l'expression consacrée en Europe depuis 1789, que Léopold se réservait de donner aux populations toscanes une *constitution*. On va même jusqu'à affirmer le fait en s'appuyant d'un mémoire écrit sur ce sujet en 1805, par le sénateur François-Marie Gianni, qui fut ministre à Florence sous Léopold, et occupa le même poste sous le régime démocratique qui interrompit le règne de son successeur Ferdinand III.

Cette constitution était celle d'un gouvernement représentatif. Pour créer les lois, il fallait l'intervention de la volonté du grand-duc et de celle de la nation. L'exécution devait en être confiée au

grand-duc, investi, pour cet effet, de l'autorité et du commandement de la force. La nation aurait été représentée par les assemblées des communes, par celles des provinces et par l'assemblée générale qui, elle-même, eût été formée des citoyens élus par les assemblées provinciales. Le droit de pétition appartenait à tout individu âgé de plus de vingt-cinq ans. Les pétitions auraient été discutées d'abord par les assemblées des communes, puis présentées aux assemblées provinciales qui les eussent livrées à l'assemblée générale, en sorte que les besoins des communes et des provinces eussent été connus et mis en question. Quant à l'assemblée générale, dont le nombre des députés n'est pas déterminé dans le mémoire de Gianni, il est dit seulement qu'elle devait se réunir tous les ans à une époque déterminée, sans convocation ni invitations préalables, et tenir ses séances d'abord à Pise, ensuite à Sienne, puis à Pistoia et enfin à Florence, de telle sorte que chacune de ces villes la reçût dans ses murs tous les quatre ans. Telle est la base de cette constitution léopoldine, dont peut-être quelques détails ont été involontairement modifiés par l'auteur du mémoire qui ne l'a écrit qu'en 1805; cependant ce projet, considéré dans son ensemble, peut passer pour un monument authentique. Quoi qu'il en soit, il fournit des renseignements si précieux sur l'état où Léopold a trouvé la Toscane en 1765 et sur le système de perfectionnement politique dont ce prince fit l'essai dans ses états, que, bien qu'on l'ait signalé ici, on se propose de le faire connaître en entier dans l'autre partie de cet ouvrage.

Dans la manière de gouverner de Léopold ainsi que dans sa conduite d'homme public on retrouve le même caractère de grandeur et un éloignement remarquable pour toute espèce de gloriole et de charlatanisme. Vers la fin de son règne comme grand-duc, les Florentins votèrent et lui offrirent une statue. Voici la réponse qu'il fit à la nation : « Son Altesse royale, sensible à l'offre que lui a faite la cité de Florence et connaissant les preuves non équivoques de l'attachement de ses sujets, leur en témoigne son extrême reconnaissance. Mais elle n'est pas dans l'intention d'accepter la statue qui lui est offerte. Elle pense qu'une simple inscription suffira pour transmettre à la postérité l'époque de la réforme du code criminel. Que si cependant ses sujets ont résolu de faire un fonds pour ériger un monument, elle désire que l'on n'ait égard seulement qu'à l'utilité publique, et elle veut être comptée au nombre des souscripteurs pour le surplus qui sera nécessaire, mais surtout que l'on ne place pas son portrait sur le monument. »

La révolution française nuisit singulièrement à Florence. Cette ville et toute la Toscane étaient déjà en possession, vers 1779, de toutes les réformes que l'Assemblée nationale demanda dix ans plus tard à Paris, et d'une foule de perfectionnements dans le gouvernement et la législation politique, que la France n'obtint qu'en 1814. Sans le grand événement de 1789, peut-être Léopold, après avoir complété par une expérience successive le grand travail du renouvellement des esprits en Toscane, eût-il osé hasarder quelques essais de législation

politique nouvelle. Mais il est vraisemblable qu'avec un caractère sage et prudent comme le sien, il ne dut pas voir sans quelques craintes toutes ces idées qu'il avait élaborées et mises en œuvre avec tant de circonspection, devenir l'objet d'une tempête révolutionnaire aussi indomptable que celle de la France. La mort de son père et son élévation à l'empire, si elles ne lui ôtèrent pas les inquiétudes qui venaient de ce côté, furent au moins un prétexte pour retarder l'établissement en Toscane d'une représentation nationale et d'un gouvernement constitutionnel. Bientôt d'autres soins plus graves absorbèrent son attention et enfin une mort presque subite vint terminer sa carrière le 1er mars 1790, à l'âge de quarante-cinq ans.

Son second fils lui succéda comme grand-duc de Toscane sous le nom de Ferdinand III. Dans les conjonctures où se trouvait l'Europe en cette année, on ne doit pas s'étonner si les ministres du jeune prince, âgé alors de dix-neuf ans, mirent quelques réserves dans la continuation des réformes politiques en Toscane. La plupart de ces ministres d'ailleurs, qui avaient été ceux de Léopold, ne s'étaient pas montrés aussi ardents que leur souverain pour toutes ces innovations. On remit des restrictions à la liberté du commerce, et le clergé reprit d'abord quelqu'empire; mais aussitôt que Ferdinand eut gagné de l'expérience, il rentra dans les voies tracées par son illustre père et parut disposé à poursuivre son grand œuvre si heureusement commencé. Cependant il se borna à garantir ce qui existait, plutôt qu'il n'augmenta la force des institutions déjà établies. Aux fureurs san-

glantes de la révolution française avaient succédé les exploits militaires de ses armées. Déjà dans la plus grande partie de l'Italie elles étaient victorieuses, lorsque le Directoire, voyant l'Autriche près de lui faire la guerre, et pour cette raison se défiant du grand-duc de Toscane, résolut de le chasser de ses états. On détacha de l'armée de Schérer un corps de troupes qui, le 25 mars 1799, fit son entrée dans la douce et paisible Florence et releva un peu brusquement les sentinelles des portes et du Vieux-Palais de cette ville. Bientôt Reinhart, commissaire envoyé de Paris par le Directoire et investi d'un pouvoir illimité, ordonna aux magistrats toscans de remplir leurs fonctions au nom de la république française, et le grand-duc Ferdinand eut la faculté, en partant pour Vienne avec sa famille, d'emporter une partie des précieuses richesses que renferme le palais Pitti. Cette action produisit quelqu'effet sur une petite partie des habitants de Florence, qui plantèrent des arbres et crièrent vive la liberté!

On peut consulter les auteurs italiens sur ce qui s'est passé à Florence pendant le temps de l'occupation française, lorsque les idées démagogiques répandues dans cette ville, risquèrent de faire rétrograder ses habitants jusqu'au règne des Ciompi. On ne citera qu'une phrase tirée d'une brochure italienne écrite en 1799, et intitulée: Aspect de la Toscane après l'occupation des Français; elle est ainsi conçue : « Trois mois du gouvernement de Reinhart à Florence ont détruit vingt-cinq ans du gouvernement de Léopold. »

Au surplus, la Toscane est la contrée de l'Italie

qui s'est opposée avec le plus de vigueur et quelquefois même avec un acharnement cruel, contre l'invasion des Français. Il se forma, en 1800, des bandes de partisans dans la partie des Appenins située entre Bologne et Florence, qui inspirèrent des inquiétudes assez vives à Bonaparte, alors premier consul, pour qu'il donnât au général Dupont l'ordre de s'emparer militairement de Florence et de toute la Toscane. Mais bientôt Bonaparte, vainqueur à Marengo, était devenu maître de l'Italie supérieure et disposait de tous les états qui en faisaient partie.

Par un traité passé en 1801, entre la France et l'Espagne, le grand-duc Ferdinand, retiré à Vienne, céda le duché de Toscane qui fut donné à titre de *royaume d'Étrurie* à l'infant don Louis, cession pour laquelle Ferdinand reçut en compensation l'archevêché de Salzbourg avec la dignité électorale. La mort prématurée du jeune Louis de Parme laissa la régence de cet état, jusqu'en 1807, à la reine Marie-Louise, fille du roi d'Espagne, qui, loin de suivre les traces de Léopold pendant son gouvernement, voulut faire tout plier à son autorité, en laissa prendre une grande part au clergé, et remit la bigoterie à la mode, même dans la ville de Florence.

Enfin Napoléon, empereur, formant déjà de vastes projets de domination sur l'Italie, et après avoir fait Joachim Murat roi de Naples, voulut s'assurer de la Toscane et l'enlever à la maison d'Espagne. Le 22 novembre 1807, la régente du royaume d'Étrurie vit entrer chez elle les ambassadeurs de France et d'Espagne, qui lui annoncè-

rent que son règne fini venait d'être cédé à Napoléon. Le général Reille arriva à Florence pour en prendre possession au nom de l'empereur; les magistrats jurèrent obéissance, on brisa les armes de la Toscane, on éleva partout celles de Napoléon, et la sœur de l'empereur, Élisa Bacciochi, devenue grande-duchesse, fit succéder aux processions que la régente d'Étrurie faisait faire dans les places de Florence, des revues de troupes et des manœuvres d'infanterie. Enfin, pour couronner les vicissitudes de cette antique et glorieuse cité, elle devint le chef-lieu d'un département de la France.

Mais comme on a déjà eu tant de fois l'occasion de l'observer dans cette histoire, il y a quelque chose de vénérable et de sacré attaché à ces vieux murs, à ces antiques monuments de Florence; aux grands souvenirs de ses poëtes, de ses écrivains et de ses savants; à la mémoire de tant d'hommes qui peut-être sans prudence, mais non sans un noble courage, ont travaillé pour se faire une patrie et conquérir la liberté. A la mémoire de ces héros du moyen âge et de la renaissance vient se joindre celle d'un homme presque de nos jours, que plusieurs de nos vieillards ont pu connaître, d'un prince né loin de Florence, mais qui, par la grandeur et la noblesse de ses pensées, mérite de prendre place entre ses plus grands citoyens, de ce Léopold enfin qui, le premier et le seul jusqu'à présent, ait montré l'exemple d'un souverain absolu établissant volontairement la liberté dans ses états et résolvant le problème politique le plus difficile et le plus audacieux,

avec tout autant d'exactitude mathématique et de sang-froid qu'on en a vu mettre pour dresser dernièrement l'Obélisque de Louqsor au milieu de Paris. Formée dans les murs de Florence, cette suite de précurseurs intelligents et courageux dans la carrière de la civilisation moderne ont laissé à cette ville un héritage de gloire que les succès des plus grands conquérants ne sauraient diviser ni détruire. Florence n'a pas cessé, depuis le XIIIe siècle jusqu'au XVIIIe, de faire des conquêtes intellectuelles sur tout le monde; c'est là sa gloire et l'on peut voir le rôle que jouent près d'elle les armées triomphantes de Charles VIII, de Charles-Quint et de Napoléon. En somme, ce sont les victorieux à main armée qui ont été vaincus par sa puissance intellectuelle, et aujourd'hui les projets de monarchie universelle et d'unité continentale des deux grands empereurs ne passent plus que pour de formidables appareils de tyrannie, tandis que l'affranchissement de Florence en 1200 et l'établissement des lois léopoldines, en 1770, seront toujours des actes honorables et glorieux pour le peuple et le souverain qui y ont travaillé et de nobles exemples légués aux générations futures.

Ce fut donc une justice éclatante rendue à Florence et une action tranquillisante pour tous ceux qui désirent sincèrement de voir les peuples de l'Europe jouir des bienfaits de la justice et de la liberté, que la réhabilitation du successeur de Léopold dans le grand-duché de Toscane. Cet événement eut lieu le 10 mars 1814, par suite du traité de Paris. Le 17 septembre de la même année,

Ferdinand III, après quinze ans d'absence, rentra dans ses états et revit cette belle Florence à laquelle il a rendu les lois de son père et cette bienfaisante et douce liberté, heureux partage de la Toscane. Il fut reçu avec la joie la plus vraie par son peuple, par ces Toscans qui n'avaient point oublié les bienfaits des institutions de Léopold et que les malheurs d'une invasion faite par des républicains systématiques et de mauvaise foi, avaient encore éclairés sur la nature et les limites de la vraie liberté.

Ce prince, pendant les dix années qui ont suivi sa rentrée à Florence, a passé ses jours au milieu de son peuple, dans une paix et un bonheur que l'on ne peut comparer qu'à celui qui revient au milieu d'une famille honnête, spirituelle et opulente, réunie après de longs malheurs.

Léopold II, son fils, lui a succédé en 1824, à l'âge de vingt-sept ans. Ce nom de favorable augure pour la Toscane, n'a point trompé ses espérances. Aux qualités morales de son père, Léopold joint une activité de caractère et d'esprit qui le portent à consolider la grande entreprise de son illustre aïeul, et tout ce que l'on sait de son gouvernement jusqu'à ce jour, ne mérite que des louanges. Mais arrêtons-nous ici, notre intention n'étant pas de parler des vivants.

CONCLUSION.

La succession des quatre phases politiques du gouvernement florentin est un tableau si important et si curieux, que l'on a cru devoir le dégager d'une surabondance de détails qui n'auraient fait qu'altérer la grandeur du dessin général. Plusieurs épisodes de l'histoire de Florence jettent tant d'éclat par eux-même, que loin d'ajouter à l'intérêt de l'ensemble, ils ont au contraire l'inconvénient de détourner l'attention de dessus des faits moins brillants sans doute, mais dont l'importance historique est plus grande. On a voulu d'abord faire connaître l'enchaînement fatal et nécessaire de la république avec l'oligarchie et la monarchie, et, on croit pouvoir le dire, avec la monarchie constitutionnelle projetée par Léopold. Chez la plupart des peuples dont on retrace l'histoire, on signale presque toujours des incohérences dans leur caractère et leurs actions, dont la pénétration des plus habiles publicistes ne découvre même pas toujours la cause. A Florence, au contraire, le bien comme le mal, tout a été conséquent, tout est nécessaire; et le meilleur commentaire sur les passions du peuple et sur les changements de gouvernement, est l'exposition claire et bien suivie des faits. Nous n'osons pas nous flatter d'avoir rempli cette tâche difficile, mais quelque chose nous avertit intérieurement

que nos efforts, en touchant cette matière, feront naître au moins le désir à d'autres de l'étudier encore. Florence! à ce nom, quel est l'homme doué d'un esprit noble et tant soit peu cultivé qui ne se sente vivement ému? dont les rêves de gloire, de bonheur et de perfectibilité ne se réveillent pas dans sa mémoire? O vous qui jeunes et tout gonflés encore de cette sève abondante d'idées, d'impressions, de sentiments et d'espérances, sentez le besoin de vous nourrir d'images imposantes, de faits graves et de poésie pour former votre jugement, pour régler les travaux de votre esprit et lester votre âme; allez à Florence! allez visiter ce sol glorieux baigné par le sang de ses enfants, embelli par le génie de ses artistes, immortalisé par le chant de son poëte! Allez voir ce coin de terre de notre Europe où les débris de la science, des arts et de la philosophie antique ont été sauvés du naufrage des temps barbares, où une poésie et une langue ont éclaté tout-à-coup, où le flambeau de la science pure a commencé à briller!

Puissé-je revoir encore cette terre, cette ville berceau de la civilisation dont nous jouissons tous aujourd'hui! Jamais je n'oublierai ce que j'ai ressenti, quand, séparé encore par quelques milles de Florence, mes yeux se portaient successivement sur toutes les échancrures des montagnes pour la découvrir. A l'apparition d'un roc, dans la moindre masure, je croyais découvrir la coupole du dôme ou la tour du Vieux-Palais. Parvenu enfin à la dernière hauteur d'où l'on domine la vallée de l'Arno, à Fontebuona, on aperçoit de là, entre deux collines, d'un côté l'élégant clo-

cher de Fiesole, et vers la droite, le sommet des principaux édifices de Florence. C'était au mois de juillet, le soleil dardait vivement ses rayons, les cigales faisaient retentir l'air de leurs cris, et tout en laissant fuir des deux côtés de la route des forêts d'oliviers ou des vignes bordées de grenadiers en fleur, la vue était attirée au loin par les riches campagnes où coule l'Arno, et au milieu desquelles brillaient au soleil une foule d'habitations délicieuses.

Au pied de vertes collines, Florence, enfoncée dans une espèce de coussin de verdure, montre à moitié et comme par coquetterie ses antiques tours, le dôme de sa cathédrale, ses nombreuses églises et ses fortifications brunes, divisées comme la ville par les eaux du fleuve. On descend les derniers rampants des montagnes, on voit les vieux murs de Florence, on passe sous ses portes fortifiées; le bruit des pas des chevaux retentit sur les dalles bien équarries qui garnissent les rues, et les yeux sont attirés de tous côtés par des constructions dont le style sévère et élégant tout à la fois indique le goût d'un peuple qui a été républicain et artiste.

Ce qui frappe surtout l'étranger lorsqu'il entre dans cette ville, c'est la comparaison continuelle que l'on y fait de l'austérité des monuments républicains avec l'élégance des manières et la frivolité des usages modernes. En passant sous les murs noirs du palais de justice, ou du Vieux-Palais, en jetant les yeux sur cette immense cathédrale, toute recouverte de marbres de diverses couleurs, on est tout étonné, lorsque l'on

reporte son regard autour de soi, de ne pas voir encore dans les rues des hommes vêtus comme au temps de Dante, de Pétrarque et de Michel-Ange.

Aussi, peu d'autres villes présentent-elles des disparates plus tranchées. En vingt minutes de temps, car l'enceinte de Florence n'est pas très étendue, on peut, en partant de ces vieilles citadelles, ou de la place du Grand-Duc, aller jusques aux *Cascine.* Cette promenade, dont on peut traduire le nom en français par celui des *Laiteries*, est située hors des murs de la ville, et de la porte al Prato. Ce lieu de repos, beaucoup moins vaste que les Champs-Élysées de Paris, est une presqu'île formée d'un côté par le Mugnone, et de l'autre par l'Arno. Sillonné dans toutes les directions par des allées plantées d'arbres, ce parc renferme plusieurs prairies où paissent des troupeaux. Là, chaque soir, les habitants de Florence de toute classe se réunissent, les uns à pied, les autres en voiture. Le souverain lui-même et toute sa famille ne manquent guère de venir chaque jour, ainsi que leurs sujets, goûter le repos et prendre l'air dans cet asile d'où toute étiquette est bannie.

Des habitudes respectueuses mêlées à la politesse exquise du peuple florentin, garantissent au grand-duc de Toscane, comme au plus simple particulier, la liberté de la promenade. La présence habituelle du souverain dans les *cascine*, au milieu de son peuple, est un des spectacles les plus touchants que l'on puisse voir, et l'une des habitudes les plus morales pour une nation.

Ce rapprochement journalier rappelle celui des enfants et du père de famille. Il ramène sans cesse celui qui commande à l'indulgence; habitue le citoyen à mettre de la décence dans ses récréations et entretient une douce joie dans le cœur de tous.

Léopold a puissamment contribué, ainsi que ses successeurs, à l'établissement et au perfectionnement de cette véritable promenade publique, au centre de laquelle est le palais des laiteries. Ces laiteries, ce parc coupé de prairies couvertes de bestiaux, forment évidement un tout dont l'idée est venue d'Allemagne et du septentrion. Toutefois les Florentins l'ont complétement adoptée; et ce goût champêtre, si peu naturel chez les peuples de la moderne Italie, s'est naturalisé précisément chez celui dont le caractère originairement factieux et turbulent semblait le moins propre à l'admettre.

Mais, dans la Florence de nos jours, les contrastes, les disparates abondent. Lorsque dans l'été on quitte ces belles *cascine* à la brune, combien il arrive souvent que rapporté dans la ville par les flots de promeneurs, on se trouve près du pont de la Trinité à l'angle duquel se présentent encore les flancs de l'antique palais Féroni, bâti en 1284. Cet édifice, auquel ses créneaux, ses machicoulis et ses lucarnes étroites ont conservé l'aspect d'une bastille redoutable, est devenu intérieurement une habitation comme tant d'autres, remplie d'une foule de locataires réunis sous le même toit malgré la différence de leurs intérêts, de leurs goûts et de leurs revenus. Dans les salles

basses de cette vieille citadelle, où jadis on rassemblait les armes, où l'on se préparait à l'attaque ou à la défense pendant les guerres civiles, les heureux Florentins de ce siècle trouvent un café, et courent pour se rafraîchir avec le friand sorbet ou l'eau de limon.

En pénétrant plus avant dans la ville, ces combats perpétuels du passé avec le présent se reproduisent sous des formes plus saillantes encore. Pendant les chaudes soirées d'été, près des hauts murs de marbre de la cathédrale, quand la place est encombrée de voitures, de calèches remplies de dames élégantes dégustant des fruits glacés, combien de fois n'a-t-on pas vu cette phalange mondaine forcée tout à coup de céder le pas à la mort et de se ranger respectueusement en haie pour laisser passer un convoi funèbre escorté par les frères de l'antique confraternité de la Miséricorde?

Mais un attrait particulier ramène toujours l'étranger sur la place du Grand-Duc, près de la loge des lanciers, près du vieux palais de la seigneurie. C'est sur cette place où l'on exposait le Carroccio, où le peuple s'assemblait en armes, où l'on élisait les magistrats; c'est là que les Ciompi, conduits par Michel Lando, s'emparèrent du palais des seigneurs et du gouvernement; c'est à cette place même où Savonarola fit célébrer son carnaval mystique et fut brûlé; où Laurent le Magnifique amusa le peuple avec ses chansons et ses fêtes; où l'on voit la Judith de Donatello, le David de Michel-Ange, le Persée de Benvenuto Cellini, la statue équestre de Côme Ier, grand-duc

de Toscane. C'est sur cette place enfin et en présence de ces édifices et de ces monuments que s'est déroulé tout le grand drame politique de Florence.

Destinées à consacrer la mémoire d'événements non moins glorieux mais plus pacifiques, plusieurs églises de Florence forment à elles seules des monuments complets. Telle est celle de Sainte-Croix, panthéon florentin, où les cendres de tous les hommes les plus illustres de la Toscane reposent; telle est surtout la basilique de Saint-Laurent, vénérable par son antiquité, et enrichie des trésors de la science et des arts. La construction en fut ordonnée par la république en 1425, puis achevée en grande partie avec les sommes d'argent que fournit Jean de Bicci des Médicis, père de Côme, père de la patrie. Le grand architecte Philippe Brunelleschi en avait donné les dessins. Plusieurs familles opulentes de Florence, les Ginori, les Ingherami, les Corsi et tant d'autres concoururent à l'embellissement de ce saint temple. Là on voit la chapelle consacrée à la sépulture de la famille des Médicis, édifice étourdissant par la richesse des matières qui y ont été employées, et où sont déposés les restes de tous les grands-ducs de Toscane. A quelques pas de là, est la sacristie nouvelle, dont la décoration fut confiée à Michel-Ange, par Léon X. Ce sanctuaire renferme ce que le grand artiste florentin a produit de plus étonnant et de plus parfait en sculpture : la statue de Julien des Médicis, duc de Nemours, frère de Léon X, et celle de Laurent, duc d'Urbin, père d'Alexandre, Ier duc de Florence. Au-

dessous de ces statues sont les cénotaphes, accompagnés des fameuses figures du Jour et de la Nuit d'un côté, et de l'autre de celles de l'Aurore et du Crépuscule. Le long de la troisième paroi de la chapelle, dont l'architecture est également de la composition de Michel-Ange, s'élève encore un groupe en marbre de ce prodigieux statuaire. Il représente la Vierge assise, tenant le saint Enfant dans ses bras.

A l'origine des peuples, l'homme, pour témoigner sa reconnaissance au Créateur, lui offre les prémices du fruit de ses travaux, les blés qu'il a semés, les troupeaux qu'il a nourris. Dans cette Florence intelligente, on a élevé la nature des holocaustes jusqu'au degré où le génie de l'homme avait été élevé lui-même, et toute la supériorité de l'esprit humain a été employée pour rendre témoignage à Dieu de l'emploi que l'on avait fait de cette céleste faculté.

Non seulement on a accumulé dans cette église tout ce que la terre fournit de plus précieux en marbres et en métaux; non seulement Michel-Ange a déposé là, au pied des autels, les résultats les plus merveilleux de son art et de son intelligence; mais dans ce temple élevé par l'ordre de l'État avec les deniers des plus grands citoyens de la ville, on a placé encore un des plus précieux dépôts des connaissances humaines : dans l'enceinte de l'église est la bibliothèque Médicéo-Laurentienne.

Michel-Ange est encore celui qui fut chargé de la composition et de la distribution de cette bibliothèque. Ses dessins, imparfaitement suivis

après sa mort, sont à regretter; mais son idée principale a été exécutée par son élève Vasari. Ce riche dépôt de manuscrits a éprouvé, comme la république où il a pris naissance, des vicissitudes sans nombre. Commencé par Côme l'Ancien, augmenté à l'époque du concile écuménique, et surtout après la prise de Constantinople par Mahomet II, Pierre et Laurent des Médicis avaient déjà singulièrement accru ses richesses littéraires, lorsque Pierre, second fils du Magnifique, sottement orgueilleux, se fit chasser de Florence, et exposa ce trésor a être pillé par la populace en fureur. Une grande partie de ces manuscrits cependant furent rachetés, en 1496, par la république florentine. Elle les revendit aux pères Dominicains de Saint-Marc; quand bientôt ce couvent, dont Savonarola était prieur, devint le théâtre de scènes violentes qui forcèrent de transporter la bibliothèque au palais des seigneurs. Les manuscrits ne furent restitués aux Dominicains qu'en 1500, lorsque le couvent, fort endetté, fut contraint de les vendre. C'est alors que le cardinal Galeotto Franciotto en fit l'acquisition pour le cardinal Jean des Médicis, depuis Léon X. Ce prélat les fit transporter à Rome dans son palais. A la mort de ce pape, ce précieux héritage échut à Jules des Médicis (Clément VII) qui, après les avoir renvoyés à Florence, les fit placer dans le cloître de la basilique de Saint-Laurent. Clément VII demanda à Michel-Ange les projets d'un édifice pour mettre en ordre ces livres; l'artiste en composa les dessins; mais à la mort du pape, en 1534, l'ouvrage était fort peu avancé,

et les manuscrits, entassés dans les salles du cloître Saint-Laurent, étaient devenus la proie des vers et des rats, à ce que dit Varchi, historien du temps. Les circonstances difficiles où se trouvaient alors les Médicis, ne permettaient guère de penser à des soins qui exigeaient du calme dans les esprits, et ce ne fut que quand le règne de Côme Ier s'affermit et devint tranquille, que Vasari acheva la bibliothèque d'après les dessins de Michel-Ange, et que les manuscrits y furent placés. Les successeurs de cette maison régnante concoururent tous au perfectionnement de cet établissement que Côme Ier avait rendu public. En 1755, François de Lorraine y ajouta trois cent cinquante-cinq manuscrits des classiques grecs et latins. Pierre-Léopold, son fils, en réunit six cents de la bibliothèque de Sainte-Croix, avec les précieux manuscrits orientaux de la Palatine, dont le nombre s'élève à cinq cent vingt-sept. Depuis ce prince, ses successeurs n'ont point cessé de l'enrichir.

Ce ne sont point des monuments vulgaires et disposés seulement pour récréer les yeux, qu'une église comme Sainte-Croix, où l'on se trouve en présence avec l'âme et l'intelligence de tous les hommes fameux de Florence; qu'une basilique telle que Saint-Laurent, dont l'autel est paré de ce que l'homme intelligent peut offrir à Dieu de plus pur et de plus parfait parmi les ouvrages des mortels. Dans cette offrande sanctifiée par le lieu, il y a quelque chose qui concilie l'orgueil humain avec l'humilité devant Dieu; c'est comme la parure de choix la plus riche et la plus belle que l'on revêt pour se présenter à l'église aux jours de

fête; c'est moins encore une satisfaction personnelle que l'on se procure, qu'un hommage respectueux que l'on rend. Cette manière de témoigner sa reconnaissance et d'offrir ses actions de grâce à la divinité, est propre au catholicisme, et nulle autre ville, Rome exceptée, n'a mieux compris que Florence, que les œuvres du génie humain sont l'offrande la moins indigne du créateur, puisqu'ils concourent au perfectionnement de l'humanité.

Par quelle fatalité cette Florence si sage et si habile dans le commerce, si ingénieuse dans la culture de tous les arts, que son instinct pour la poésie, pour la philosophie et les sciences, a placée au rang des nations les plus intelligentes, par quel malheur faut-il que pendant plusieurs siècles elle n'ait pas même eu la force d'obéir à ses propres lois? On dirait que, semblable à certains hommes dont les facultés exubérantes prolongent indéfiniment la jeunesse orageuse et indomptable, il lui a fallu vieillir et user sa fougueuse constitution jusqu'à la vieillesse pour donner accès à la raison. L'amour excessif de l'indépendance a peut-être imprimé à toute la nation ce caractère superbe et toujours jeune qui frappe également dans certains génies florentins. Les Dante, les Uberti, les Cerchi, les Savonarola, les Michel-Ange et les Machiavel sont constamment demeurés dans une adolescence intelligente, mais tumultueuse et obstinée. Rien, pas même l'expérience ni la crainte de la mort n'a pu les détourner de l'objet de leurs passions. Aussi leur force aveugle, en les illustrant, n'a-t-elle pas toujours eu d'heureux résultats pour

leur patrie. Au souvenir de tant de passions orageuses, la pensée se reporte vers la façade du Vieux-Palais ; et l'œil s'attache de nouveau sur les armoiries bigarrées suspendues à ses créneaux.

Ces écussons, comme on l'a dit en commençant, résument les folies, les malheurs et la gloire de Florence. Mais soit que l'on pense devoir rejeter les fautes de ses habitants sur eux-mêmes, ou que, considérant ce peuple comme ayant reçu d'en haut la mission de fournir une carrière plus glorieuse que les autres, privilége qui entraîne toujours les hommes comme les nations dans des infortunes extraordinaires ; dans l'un ou l'autre cas, on doit juger avec indulgence les erreurs que Florence a pu commettre, puisqu'elle les a payées si cher, et qu'à ce prix elle a laissé un si riche héritage au monde civilisé.

Avec des qualités nombreuses et brillantes, le peuple florentin eut deux défauts graves, également nuisibles aux formes de gouvernement qu'il a successivement adoptées. Toujours il s'est montré nul dans l'art de la guerre ainsi qu'en législation, conséquemment inhabile à repousser les agressions du dehors comme à comprimer les factions intestines. Pendant la république et l'oligarchie, les Florentins, comme il arrive en pareil cas à toutes les nations méridionales, ont pris le change sur les choses, en abusant des mots. Au fond, ils n'aimaient que l'indépendance personnelle, tandis qu'en apparence ils recherchaient avec passion la liberté politique. De là le défaut d'unité et de force, soit dans la noblesse gibeline qui ne forma jamais un corps, soit dans la

démocratie qui s'épuisa à force de s'étendre, soit dans l'oligarchie qui s'éleva par les talents et mourut faute d'institution. En somme, il a manqué à Florence un grand homme d'état pour diriger utilemennt les forces et l'intelligence de la nation. A ces défauts, si importants, il faut en joindre un purement matériel: c'est l'exiguïté de son territoire qui la força constamment d'avoir recours aux troupes étrangères et soudoyées. Enfin, les Florentins changeants par caractère, frivoles dans les habitudes de leur esprit, et sans cesse entraînés par la violence et la mobilité de leurs passions, semblent n'avoir jamais eu la conscience du rôle important que la providence les a appelés à jouer dans la civilisation de l'Europe moderne. Tels sont les défauts de ce peuple.

Mais ce qui rend la destinée de Florence touchante et sublime, c'est de voir que tout ce que cette ville a produit de mal est retombé sur elle-même, tandis que tout ce que cette aînée des nations de l'Europe a inventé de beau, de grand et d'utile, est devenu un riche héritage pour ses sœurs; soit en exemples, soit en institutions, voici ce qu'elle leur a légué.

En 1215, sa puissance intellectuelle lui suffit déjà pour s'affranchir du pouvoir impérial, le plus fort de cette époque. Son commerce, son industrie extraordinaire, son goût pour la poésie, pour les lettres et les arts, sa passion excessive pour la liberté, en font une nation à part, grande, imposante, redoutable même malgré la petitesse de son territoire qui semble donner d'autant plus d'importance individuelle à chacun de ses citoyens.

Tandis que le sang coule à grands flots dans cette étroite cité, ses ponts, ses palais, ses murs s'élèvent; sa banque et son commerce vont porter son crédit et son nom sur les points les plus éloignés du globe. Cependant sa langue se forme et se purifie tout à la fois ; la poésie, la philosophie et les sciences morales se développent simultanément, et dans ce même siècle on voit apparaître à Florence deux phénomènes rares, une république démocratique en 1218, et l'un des plus grands poëtes de ce monde, Dante Alighieri, en 1290.

En ce même siècle et lorsque la plupart des princes de l'Europe abusaient de leur droit de battre monnaie, pour en altérer la valeur, Florence la première, en 1252, fait frapper le florin de l'or le plus pur, et, par cet exemple, force toutes les nations à introduire une probité rigoureuse dans les transactions commerciales.

Si l'on rappelle ici les folies sanglantes des deux factions qui divisèrent Florence pendant le quatorzième siècle; si l'on signale encore les tyrannies successives de Gauthier, duc d'Athènes, et des capitaines du parti guelfe, c'est qu'alors et du milieu de ces hideux désordres, surgissent des institutions politiques et civiles d'une audace d'invention incroyable, prélude de ce qui devait être reproduit cinq siècles après, par l'une des plus grandes nations de l'Europe : l'institution d'une garde civique et d'une armée citoyenne; la création des magistratures suprêmes par la voie de l'élection, et la division bien distincte du pouvoir civil et du pouvoir ecclésiastique.

Après la grande émeute des Ciompi (1378),

écueil où vient se briser la démocratie florentine commence, avec Sylvestre des Médicis, le gouvernement oligarchique. Les banques, le commerce, les fabriques prennent un accroissement plus grand encore. Les arts, les lettres, les sciences, sont soumis à une culture régulière ; et sous les auspices de Pétrarque et de Boccace, l'érudition prépare la renaissance complète de toutes les connaissances humaines. Sous le gouvernement de Côme-l'Ancien et de Laurent-le-Magnifique, ce grand effort est continué par Marsile Ficin, Ange Politien et d'autres. Enfin l'invasion des idées platoniciennes fait cesser l'influence des écoles aristotéliciennes ; le libre examen en matière philosophique et scientifique, substitué à la méthode scolastique, prépare la voie à la philosophie moderne, et Amérigo Vespucci découvre le continent de l'Amérique en 1497.

L'architecture, la sculpture, la peinture et tous les arts qui en dépendent sont cultivés à Florence avec un éclat et une originalité dont l'antique Athènes a seule fourni un autre exemple. Du quinzième siècle au seizième, le grand artiste Michel-Ange domine tous les hommes d'imagination en Italie, comme Dante avait été le poëte-pontife de son époque.

Côme, Père de la patrie, et Laurent-le-Magnifique se montrent habiles à gouverner. Cependant si l'un est administrateur aussi éclairé qu'intègre; si l'autre, brave et spirituel, a le don de séduire le peuple tout en le faisant plier sous sa volonté, aucun d'eux néanmoins n'a la faculté de coordonner et d'établir des lois fondamentales. Comme

citoyens, leur probité politique est parfois mise en question; mais comme princes, ces deux hommes ont donné aux souverains de l'Europe l'exemple des nobles et utiles résultats que font naître des vues grandes, des résolutions sincèrement généreuses et libérales. Côme a fait les premiers efforts pour établir la répartition égale des impôts sur tous les citoyens; il est le fondateur de l'école platonicienne et de la bibliothèque qui porte son nom.

Plus brillant que Côme, Laurent-le-Magnifique, par le défaut même de son gouvernement, fait ressortir l'importance de certaines qualités accessoires pour les hommes qui gouvernent les États; car il ne doit sa puissance et son autorité qu'à la noblesse de son caractère, à la vigueur et à l'élévation de son intelligence. D'ailleurs les institutions politiques sont si vagues, si faibles de son temps, que son fils, son successeur par le nom seulement, est ignominieusement chassé de Florence.

A ce système oligarchique, parfait s'il était possible de compter sur une dynastie de magistrats de génie, succède à Florence la monarchie imposée par Charles-Quint. Après avoir perdu la chance d'être une république vraiment grande, Florence se transforme en capitale d'un humble duché. Tombés du rang des premiers citoyens d'Europe, les Médicis se glissent jusqu'au trône en souverains parvenus. Cependant toujours vivace, inventif et puissant, le génie de Florence, malgré cette grande révolution politique, se soutient dans les arts et s'empare du champ de la

science. Côme Ier et son fils François Ier cultivent et encouragent l'agriculture, la chimie, la botanique et les sciences d'observation. Sous Ferdinand Ier on jette les fondements du drame lyrique, et bientôt le grand Galilée, par l'éclat de ses immortelles découvertes, ouvre la voie à la philosophie expérimentale et répand sur la monarchie défaillante des Médicis une gloire qui s'attache et reste à leur pays.

Enfin la race des Médicis s'éteint, et lorsque tout semble faire présager l'abaissement complet de la Toscane; lorsque ses lois sont impuissantes pour opposer une digue à la dépravation générale des mœurs; quand elle est épuisée par les impôts que l'on en tire, par la famine qui la consume et la misère qui augmente ses vices; il se trouve que ce pays, si long-temps l'objet des prétentions de l'empire, que Dante au milieu de ses fureurs prophétiques avait donné en quelque sorte aux descendants des Césars, que cette Florence enfin soumise aux prédictions de son poëte, retombe en effet en la puissance de ces empereurs dont elle s'était affranchie cinq siècles avant, et qu'elle obtient sous un des enfants de cette maison, sous Pierre-Léopold, ce qu'elle avait attendu si long-temps, des lois sages et justes, la paix, la liberté et le bonheur.

Quatre époques et quelques grands noms résument toutes les vicissitudes de cette Florence tout à la fois malheureuse, frivole et sublime : le temps de la république et le poëte Dante Alighiéri; l'oligarchie pendant laquelle parurent Côme, Laurent des Médicis et l'artiste Michel-Ange Buonarotti; la

monarchie médicéenne protégée par la gloire de Galilée ; et le règne de Léopold depuis lequel les Toscans sont le plus doux, le plus humain et le plus heureux peuple de l'Europe.

FIN DU TOME PREMIER.



